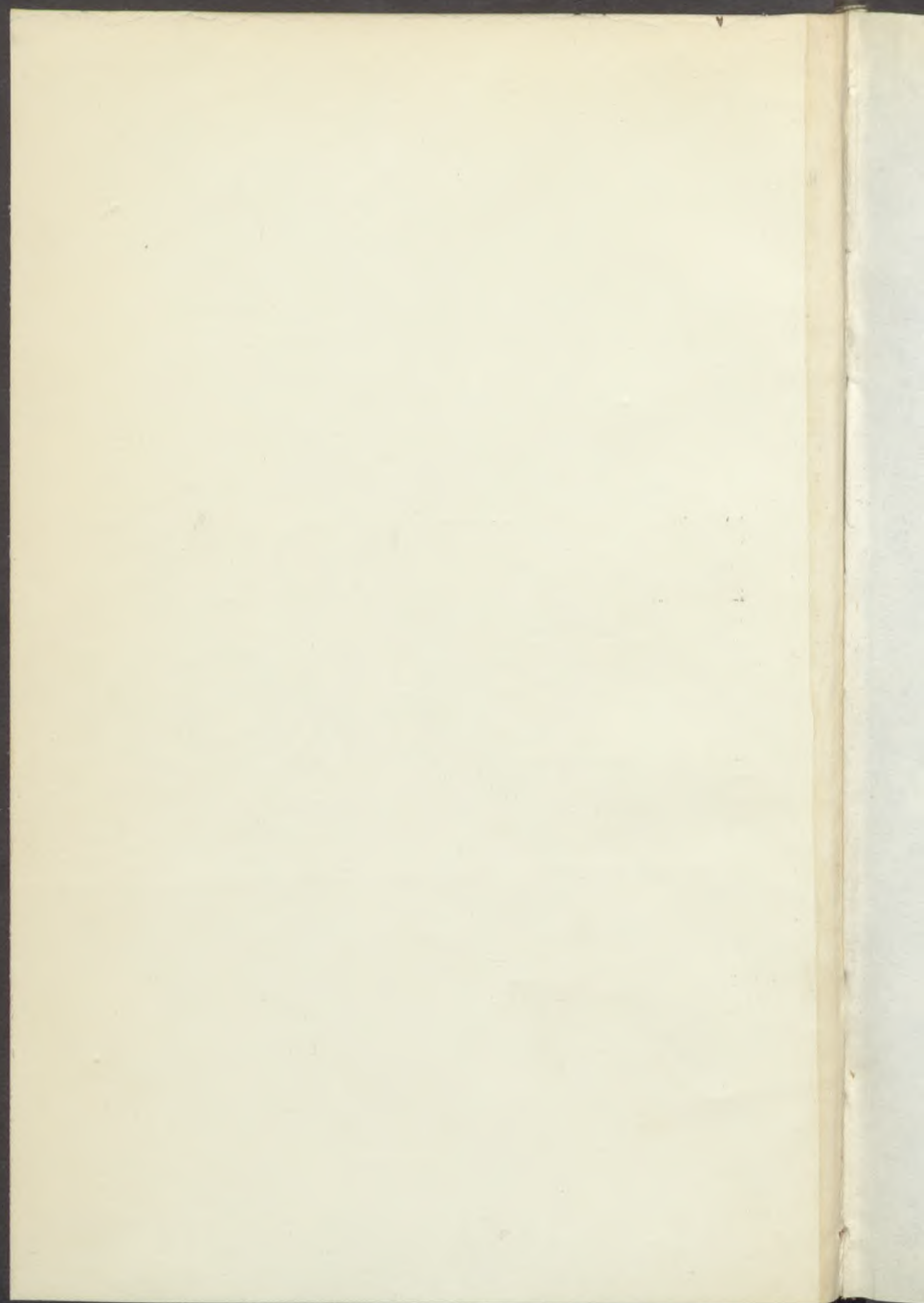


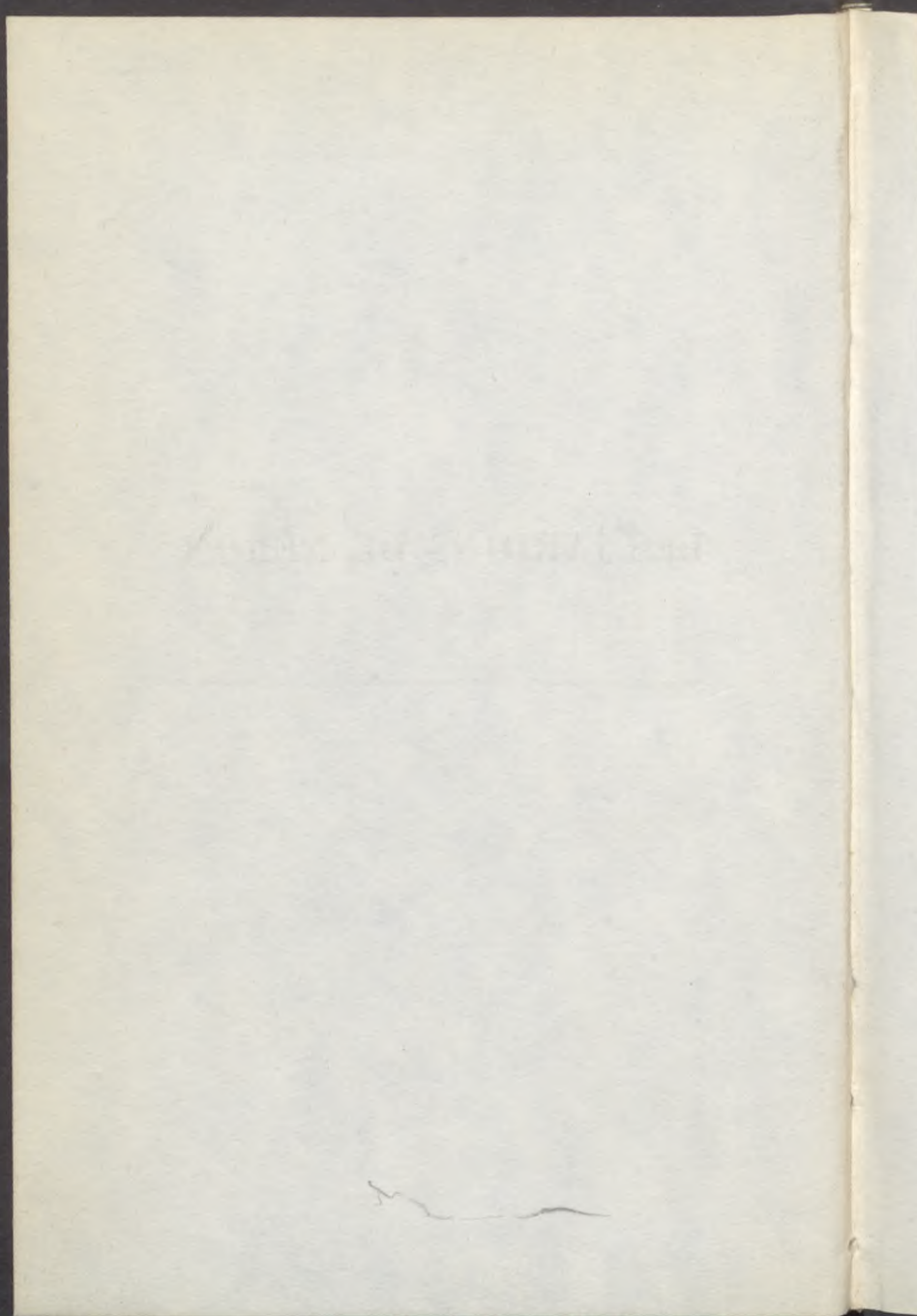
ANDRÉ DE HEVESY

LES JARDINS DE NERON

AUX PORTES DE FRANCE



LES JARDINS DE NÉRON

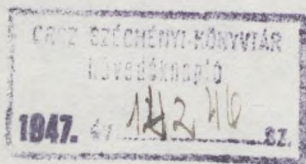


ANDRÉ DE HEVESY

LES JARDINS
DE NÉRON

AUX PORTES DE FRANCE

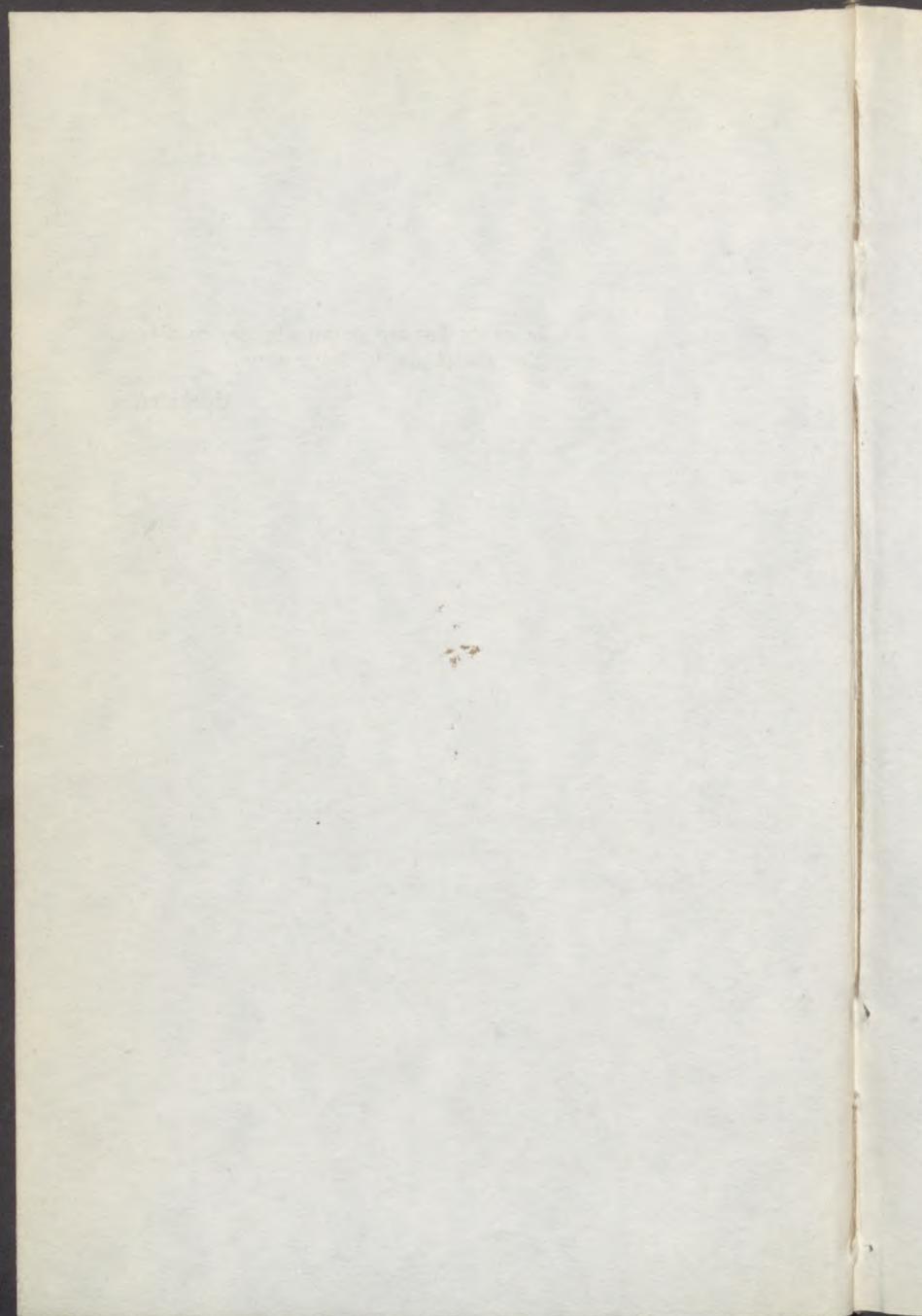
160206



Copyright by Editions des Portes de France, Porrentruy
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

Je crois l'avoir vu au visage, ce siècle,
et j'ai tâché de le faire voir.

Michelet.



AVANT-PROPOS

Quelle audace que de présenter l'histoire de l'époque toute chaude, comme un pain qui sort du four ! — Que n'attendez-vous le recul du temps ! diront de prudents esprits. Evidemment, l'avenir réserve aux érudits d'abondantes sources d'information. Pourtant la fuite des jours rendra insaisissable ce qui n'a pas été écrit, ce que l'on cherchera en vain dans les graves recueils : l'atmosphère, la couleur de l'époque, la vibration de la chose vécue.

Au lieu de restituer sur le tard une mentalité disparue, il semblait préférable de s'attacher à fixer le présent avant qu'il ne s'évanouît, telles les lueurs d'un âtre mourant.

De nombreux textes officiels furent publiés sur les événements et sur leurs préliminaires. Ces volumes rouges, blancs ou jaunes flottent entre la vérité et ses sous-produits comme le tombeau de Mahomet entre la terre et le ciel. Ceux qui se contentent de ces pièces imprimées produisent des livres mornes. Rien d'humain ne réchauffe leurs pages. L'homme en est absent. Or, c'est lui le but de l'histoire, et aussi sa source essentielle.

Les documents d'Etat ne fournissent que des cadres, tandis que les témoignages des contemporains

apportent les traits révélateurs qui répandent une soudaine lumière sur le temps, comme l'éclair illumine la vallée.

Sans doute, ces renseignements oraux n'offrent pas toujours les garanties indiscutables de l'authenticité.

Avant d'aborder la fin de Napoléon, Henry Housaye se rendit à Waterloo pour se documenter sur place. On lui signala une très vieille femme qui s'était trouvée le jour de la bataille non loin des carrés de la garde commandée par Cambronne.

— Vous avez entendu le mot ? l'interrogea Housaye.

— Quel mot ?

— Le mot de Cambronne.

— Ah !... Si je l'ai entendu, s'écria-t-elle.

Puis, après quelques secondes d'hésitation, elle rectifia :

— Pas ce jour-là... mais depuis.

Le genre d'écarts d'imagination de la dame de Waterloo, ainsi que bien des fables colportées par des naïfs ou des ragotins, ne doivent pas décourager celui qui croit à la vertu et à la vérité du détail cueilli sur les lèvres des vivants.

Suivre les grands courants, dégager l'aspect de l'action, rechercher la pensée qui la meut, s'arrêter pour assembler le détail qui donne la vie et la couleur au tableau d'ensemble, voilà la tâche de l'historien.

Mais quel douloureux devoir l'attend lorsqu'il se penche sur la sombre période qui vient de finir ! Il faudrait l'encre du Dante pour la décrire. Jamais on ne vit commettre de tels affronts à l'humanité, pires que la somme du mal perpétré par tous les tyrans réunis des siècles passés. En face de tant de choses qui font frémir, la hauteur de l'histoire exige un

récit exact et impartial. Pourtant la simple notation des faits de la plus infâme horreur paraîtra autrement accablante que l'indignation.

Heureusement, à côté de ces pages déchirantes, que de lumière, que de courage, que d'abnégation, que de tombes dignes de la couronne des dévouements obscurs ! Même au milieu des plus cruelles misères, des chocs les plus brutaux, les nations gardent d'admirables réserves de vertu et de conscience agissante. Emouvantes surprises, qui incitent à ne désespérer ni de l'homme, ni de l'avenir.

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE MINÉE

La liberté a toujours fait du bien à l'humanité, partout où elle s'est maintenue, et la race humaine entière est toujours devenue pire, inférieure et plus malheureuse partout où ce besoin social est demeuré insatisfait.

Pestalozzi.

I

Quand on sort de Paris par la route des invasions, la route du Nord, dès la forêt de Villers-Cotteret, on rencontre les avant-gardes de la mort, à l'ombre des grands hêtres, çà et là, une tombe de soldat marquée du casque et du glaive.

Le rocher de Laon, enjeu de tant de batailles, se dresse à l'horizon. Et dans la plaine apparaissent les vignes de la mort, les cimetières de soldats.

Les croix en ciment se suivent, forment d'interminables avenues. Le pèlerin avance chapeau bas, ému du souvenir des compagnons de sa jeunesse, des souvenirs de tant d'autres jeunesse, de ceux qui ne sont pas revenus.

Il fut un temps où tout le monde pensait aux soldats. Les années avaient passé. Encore les mères essuyaient des larmes furtives en se souvenant de leur fils. Encore des femmes se réveillaient en sursaut et pensaient à leur soldat. Seuls les poètes pensaient à tous les soldats.

Il en fut toujours ainsi. Walt Whitman, l'ami des touffes d'herbe, vieux vagabond de génie, avait été le premier, au temps de la guerre de Sécession, à penser au soldat inconnu, peut-être le brave des braves, réduit en poussière, sans sépulture et sans nom...

Un poète français, Gabriel Boissy, fut hanté par la même idée. Elle fit son chemin. A Verdun, un simple soldat, Auguste Thion, mis en présence de huit cercueils celant des dépouilles non identifiées, désigna le mort inconnu. Sous l'Arc de Triomphe, la foule passa, recueillie, devant le catafalque. Les fleurs s'amoncelaient à ses pieds, fleurs de riches, humbles fleurs des jardinets de campagne.

Vainqueurs et vaincus eurent leur soldat inconnu, connu seulement de Dieu.

Qui était-il?

Peut-être un laboureur, peut-être un marquis, peut-être un maçon qui avait changé la culotte en velours pour le pantalon garance? Peut-être un curé, un huguenot, peut-être un juif, un musulman? Peut-être un cœur simple, peut-être un seigneur de la pensée?

Chaque peuple, chaque classe, chaque confession avait souffert, saigné. Que restait-il de cette fraternité de la douleur? De la leçon du champ des morts?

Dans chaque capitale, la flamme brûlait au-dessus de l'inconnu. Et pourtant les hommes continuaient à se haïr. Les vignes de la mort attendaient de nouvelles récoltes.

Les arbres aussi ont eu leurs morts. Les jeunes peupliers de la route frissonnent comme s'ils entendaient siffler les obus qui ont abattu leurs aînés. Au milieu des sites paisibles, çà et là, des murs calcinés. Chaque ville porte un nom de bataille, bataille des vieux temps, bataille d'hier. Mot amer d'une vieille campagnarde de ce pays de l'éternelle bataille :

— Ici, si on n'est pas violée à 17 ans, c'est à 70.

La terre avide boit la souffrance comme les eaux d'orage. Les campagnes sont d'un vert éclatant. Devant nous, l'immense plaine qui déferle jusqu'à l'Oural, immense plaine sans pierre, sans marbre. La brique domine. Au milieu d'interminables champs de betteraves, de petites villes en briques rouges. On cherche en vain des pans de murs calcinés. Des fleurs égaient les façades, s'alignent au bord des fenêtres. Nous voilà en Belgique. Après de longues années de peine, elle a retrouvé son pain blanc, le plus blanc d'Europe. Le travail, la prospérité ont repris avec une rapidité surprenante. Ici, la royauté, puissant outil de civilisation rouillé par les abus, montre encore ce qu'elle vaut dans des mains conscientes de leur devoir.

Des clochers pointent vers le ciel, les clochers de Louvain, cité antique aux plaies à peine cicatrisées. Un quartier tout neuf rappelle l'invasion, les flammes impies qui consumèrent en quelques heures des rues entières, ainsi que la vénérable bibliothèque, œuvre du dévouement et de la munificence de tant de doctes générations. La Dyle serpente au pied des vieux remparts qui virent méditer Erasme, Juste Lipse, Jansénius. Et il fut un temps où, sur le chemin de rondes, l'austère prélat Adrien d'Utrecht devisait, la main sur l'épaule de son élève, le jeune Charles-Quint.

A quelques lieues de Louvain, le pâle visage réap-

paraît, mais vieilli, grisonnant, creusé par les soucis et le désenchantement. La petite maison forte, aux murs crénelés, dont le pont-levis s'abaissa un soir devant le maître du monde, en route pour l'Allemagne, somnole, oubliée par les siècles, au milieu des champs. Les douves sont plantées de fleurs. Et les étoiles regardent, étonnées, les vieilles pierres qui veillèrent la nuit inquiète du prince le plus puissant de son siècle, qui rêvait d'unir sous son sceptre toutes les nations du continent.

Dans la lumière crue du Nord, sous des nuages qui sentent la mer, nuages aux franges blanches comme s'ils avaient frôlé les vagues, la route mène à travers de petites villes désuètes, au pavé inégal. Les rideaux des vieilles croisées voilent des vies aux pas feutrés, adonnées aux joies paisibles. Mais bientôt succèdent des bourgades d'un éclairage fulgurant, aux rues tirées au cordeau, aux passants graves et lents. C'est l'Allemagne, terre pauvre, riche de travail.

Des tuyaux d'usine en brique rouge, des forêts de cheminées qui soufflent des fumées sombres, murs après murs, rougeâtres, noircis par le charbon, un ciel sévère. Sur les crêtes, des chapelets de sapins noirs semblent les sentinelles de l'inconnu. Quelque chose d'angoissant flotte dans l'air.

Sur la place de chaque village, invariablement, le monument aux morts, d'une désespérante platitude. Après tant de rhétorique en sculpture, voici enfin une figure digne du déchirant sujet: un cavalier de granit, les mains jointes levées vers le ciel.

Est-il immobile, ou avance-t-il de son pas de pierre vers les ténèbres où se mêlent la nuit et la forêt? Sous ses voûtes lourdes de mystère, une lumière accueillante: l'auberge avec son toit de tuile rouge, la grande pièce basse qui sert de salle à manger, les

grosses nappes en cotonnade, les chopes en grès, la boîte du haut-parleur, et, au-dessus d'elle, à la place où paraissait autrefois l'image casquée du Kaiser Wilhelm, le portrait du soldat Hitler.

II

La débâcle allemande trouva le soldat Hitler dans un hôpital de Poméranie. Gazé, il avait perdu la vue pendant plusieurs jours. Après sa guérison, il se rendit en Bavière, et, sans ressources, sans foyer, rejoignit le dépôt de son bataillon au bourg de Traunstein.

L'armée venait d'écraser le régime communiste à Munich et contrôlait les réunions ouvrières. Hitler se trouve parmi les agents chargés de cette besogne. Pour lui, ce sera la haute école de l'éloquence populaire. Il écoute, étudie les effets, répond mentalement. Il exècre ces marxistes, les assimile aux juifs, les rend responsables, les uns et les autres, de la « honte de Versailles ».

Dans les cours d'instruction, organisés pour l'éducation politique des soldats de la *Reichswehr*, il exhale son ire. Sa virulence plaît aux officiers, qui favorisent son activité et disent :

— C'est notre tambour, notre tambour politique.

Le chaos et la misère régnaient dans l'Allemagne aux cadres brisés, aux fondements ébranlés. Un peuple décharné errait dans un pays triste. Chacun voyait son gagne-pain menacé, son patrimoine compromis. C'était une sorte de terreur financière : les fortunes tombaient comme jadis les têtes. Le dollar montait à 142 millions de marks. L'Allemand moyen consommait sa propre graisse ou se sustentait de ses

souvenirs de famille. De vieilles dames tout en noir, le ruban de velours autour du cou, vendaient le dernier bibelot de l'étagère, le dernier bijou de leur cassette; les ménagères, leur pauvre linge.

Des grappes humaines s'accrochaient au marche-pied des tramways, s'épalaient sur les toits des trains, hommes, femmes hâves, sac au dos, allant courir la campagne à la recherche de quelque nourriture.

Sur ce peuple qui saignait, les corbeaux pleuvaient du ciel: écumeurs d'épaves, aventuriers internationaux, Levantins, pouilleux de Pologne, trafiquants de tout poil, jusqu'à des Tunisiens qui venaient rasfler, à l'intention des harems d'Afrique, les pianos qu'avaient touchés peut-être Beethoven ou Schubert.

Le cataclysme engendre de révoltants contrastes: d'une part, la ruée aux affaires, la frénésie du gain immédiat, de la jouissance immédiate, un luxe criard, caviar et tango; de l'autre, le pain sec, le morne désespoir, désespoir du sort individuel, désespoir de la déchéance de la patrie.

Les suicides se multiplient. Les meurtres se suivent, le plus souvent crimes d'exaltés, châtiments de responsabilités imaginaires. Erzberger, signataire de l'armistice, est assassiné. Rathenau, l'homme qui avait réclamé en octobre la levée en masse, abattu avec une joie sauvage par de jeunes soldats qui croyaient supprimer un juif défaitiste.

Dans le camp des Alliés, le nationalisme vindicatif et la volonté d'apaisement s'opposaient. En mars 1920, Winston Churchill remit un mémoire à Lloyd George, proposant une alliance défensive contre l'Allemagne avec la France, à condition que celle-ci revisât son attitude vis-à-vis de l'Allemagne. Une personnalité de marque devait être envoyée à Berlin, avec la mission de constituer un vigoureux bloc des gauches, opposé

tant aux spartakistes qu'à Ludendorff et aux pangermanistes. L'œuvre de pacification serait parachevée par une conférence chargée de la revision des traités de paix, à laquelle la nouvelle Allemagne serait admise pour les questions économiques et financières. De cette manière, on unirait tout ce qui restait de sain et de valide dans la nation allemande, pour sa propre libération et pour le salut de l'Europe. « Je fais des vœux, ajoutait Churchill, pour que nous n'arrivions pas trop tard. »

Il ne fut pas écouté.

L'occupation de la Ruhr, la politique de force, par laquelle Poincaré croyait vaincre la résistance allemande, aboutirent au résultat contraire : exaltation du nationalisme, recrudescence des armements secrets.

Quelle haine monte de ce sol labouré par le malheur ! Quelle fumée de sauveurs qui rêvent de renverser la République « fondée sur la trahison » ! Quel besoin d'action dans ces âmes frénétiques !

Dans les casernes de la *Reichswehr*, les hampes des drapeaux sont cravatées de crêpe. Au centre de Munich, dans la *Feldherrnhalle* (le portique des chefs d'armées), copie de la *Loggia dei Lanzi* de Florence, on lit l'inscription : *Herr, mach' uns frei !* (Seigneur, délivrez-nous !) A droite et à gauche, dix grandes couronnes de feuillage, sous chaque couronne un nom gravé en lettres d'or, le nom des provinces perdues.

L'amiral Tirpitz appelle le grand patriote qui arrachera ses nationaux aux flots boueux de leur abaissement. Mais les candidats : chefs de corps francs, politiciens, orateurs, sont dépassés par une figure familière à tout Allemand : Ludendorff.

Après la débâcle, il s'était réfugié en Suède, mais

revint cependant bientôt s'établir à Munich. L'ambassadeur de Monts, qui l'avait rencontré dans la capitale bavaroise, le dit intellectuellement bien bas. En effet, dans ses *Mémoires* publiés dès 1920, un orgueil maladif s'étale : à peine quelques mots sur Hindenburg ; rien que la glorification de ses propres exploits. L'armée allemande, sous sa direction, ne pouvait être vaincue. De fait, assure-t-il, elle n'a pas été vaincue. Elle a été trahie par l'arrière : le gouvernement, les défaitistes, les juifs. La révolution a provoqué la débâcle militaire.

Le désespoir, les blessures d'amour-propre ont dévoyé le vieux virtuose des batailles. Il rabâche sans cesse les mêmes mots : « Versailles », « Judas », « les catholiques », « les francs-maçons ». Le grand mensonge, le renversement des responsabilités de la défaite, sera la colonne de feu qui va embraser une fois encore le monde.

Le service obligatoire était aboli, la *Reichswehr* réduite à 115 000 hommes. L'état-major travaillait dans le silence, avec une patience de moine, à reconstituer les forces militaires du pays. Tous les concours étaient utilisés.

Parmi les nombreuses associations aspirant à renouveler la patrie, il y avait à Munich un groupe de petites gens qui s'intitulait « Parti ouvrier allemand national-socialiste ». Ses adeptes portaient des chemises brunes. Impressionnés par l'éloquence batailleuse du caporal Hitler, les chemises brunes le reconnurent pour leur chef et obtinrent, grâce à ses relations militaires, l'appui de la *Reichswehr*. Des officiers enseignaient le maniement des armes à ces volontaires, les caisses de la division de Munich servaient leur solde.

Sur la recommandation du capitaine d'état-major

Rœhm, le général von Epp, commandant en Bavière, fit acheter par ses amis une feuille en faillite qu'il offrit à Hitler. Sous le nom de *Völkischer Beobachter*, l'Observateur Populaire, familièrement *V. B.*, le parti national-socialiste possédait désormais un organe pour répandre ses idées violemment hostiles à la république, au marxisme, aux juifs.

Des fils secrets sont tendus entre la France et le chaos allemand. Des agents nantis de gros crédits encouragent les velléités séparatistes sur le Rhin et en Bavière. Des trublions n'hésitent pas à accepter l'argent de l'étranger, décidés à s'en servir pour s'emparer du pouvoir. Tel est le cas d'une association d'extrême-droite, la *Ligue Oberland*, qui compte parmi ses chefs le docteur Veber, ami de Hitler, ainsi qu'un rédacteur du *Völkischer Beobachter*, Machaus.

L'occupation de la Ruhr survient. Et pourtant ce n'est pas Poincaré que Hitler attaque dans son journal, mais les « juifs de la bourse, les marxistes, les pacifistes ». Il prône les prérogatives de la Bavière, veut marcher sur « la nouvelle Babylone, Berlin ».

La *Ligue Oberland* est convaincue d'avoir reçu 560 000 francs pour détacher la Bavière du Reich. Ses adversaires accusent Hitler d'intelligence avec les Français. Il y a procès en diffamation. Hitler se défend par de violentes diatribes contre les juifs.

L'appui du général von Epp l'avait élevé aux yeux de ses partisans et avait raffermi sa confiance en son étoile. En octobre 1923, il va consulter à Bayreuth l'oracle du pangermanisme, l'Anglais Houston Stewart Chamberlain, victime d'un mal nerveux qui l'immobilise depuis longtemps et le prive de l'usage de la parole. Quelle aubaine pour l'intarissable orateur ! Mais aussi quel succès !

« D'un coup, lui fait écrire le lendemain, par sa

femme, Chamberlain, vous avez transformé mon état d'âme. Que l'Allemagne, aux heures de sa plus grande misère, ait pu produire un Hitler, témoigne de sa vitalité... Le sublime Ludendorff se joint ouvertement à vous et adhère au mouvement : quelle glorieuse confirmation ! J'ai pu m'endormir en paix et il m'a semblé que je n'avais plus besoin de me réveiller. »

Le sacre de Bayreuth exalte Hitler, le pénètre de la foi en sa destinée surhumaine. Pourtant, le visionnaire pèse avec lucidité ses moyens d'action. La force, c'est l'armée. Il possède des protecteurs parmi les officiers : Röhm, le capitaine Goering, dernier commandant de la fameuse escadrille Richthofen, enfin Ludendorff.

Le caporal, à l'affût dans sa tranchée, ne se serait pas douté qu'il frayerait bientôt familièrement avec le quartier-maître général. Cette faveur détermine Hitler à s'emparer du pouvoir par un coup de main, usant de Ludendorff en guise de pare-balle. Quel soldat s'aviserait de tirer sur ce fameux chef ?

Pourtant la discipline l'emporte. Quand Hitler, à côté de Ludendorff, s'approche de la *Feldherrnhalle*, le 9 novembre 1923, à la tête de deux mille partisans, la police obéit à la consigne. La fusillade disperse le cortège. Les auteurs du coup d'Etat se retrouvent sur le banc des accusés.

Tribunal indulgent, public ne ménageant pas ses marques de sympathie aux prévenus. Contagion ou crainte ? Les magistrats acquittent Ludendorff et condamnent Hitler au minimum de la peine prévue par le code : cinq années de forteresse.

Dans sa prison bénigne, à Landsberg, entouré d'égards, le tribun, faute d'estrade, continue à haranguer mentalement ses auditeurs invisibles. N'ayant pas l'habitude d'écrire, il dicte ses idées. Sa prose

d'orateur n'exprime aucune grande vision humaine. Il avait formé sa conception du monde dans ses rêves amers et exaltés à l'asile de nuit, ses veillées au fond des tranchées, des palabres de brasserie, des brochures de propagande, lieux communs du pangermanisme de l'époque wilhelmine, corsés des idées que répètent, depuis l'effondrement, tant d'Allemands nationalement exaltés, socialement révoltés. Tout cela exposé avec sa virulence habituelle et le souci de créer sa légende. Embarrassé de ses honorables origines paysannes, il se présente comme fils de fonctionnaire, féru d'art. Aucune continuité dans ses propos : il expose pêle-mêle, dans le ton des réunions publiques, sa philosophie, ses doctrines sociales, sa politique extérieure, ses projets d'action. Avalanche d'à peu près d'autodidacte ; pas une ligne ne résiste à l'analyse ; chacune portera sur l'imagination de lecteurs au cœur simple.

Divers collaborateurs l'aidèrent dans sa tâche : le général Haushofer, professeur à l'Université de Munich, qui vécut longtemps au Japon, lui ouvrit l'Extrême-Orient et suggéra à l'ambitieux prisonnier l'alliance japonaise. Rodolphe Hess, né en Egypte, ancien aviateur, son codétenu à Landsberg, lui servait de secrétaire. Alfred Rosenberg, mi-Lituanien, mi-Estonien, architecte de son métier, avait compulsé sur le marbre des cafés Gobineau et Chamberlain, pour en tirer un gros volume intitulé *Les mythes du XX^{me} siècle*. Prose prétentieuse et vague de savantasse qui en impose à son chef autodidacte et moule la doctrine du parti.

Un Français boutadier, Gobineau, un Anglais oracle de pensions de famille, Chamberlain, et leur disciple balte, Rosenberg, avaient fourni les fondements de l'évangile hitlérien. Lui-même y ajoute

la haine qui tenaille les vaincus, s'acharne particulièrement contre la France « négriifiée » qui appuie les juifs dans leur but de domination universelle. Pour écraser la France, il compte sur l'aide de l'Angleterre et de l'Italie. Il veut exclure de la vie allemande les juifs, responsables de la guerre et de la défaite, anéantir le communisme, remplacer la lutte des classes par la lutte des races. Il verse en plein dans la prétentieuse ignorance du nationalisme anthropologique, la supériorité des « Aryens » blonds, leurs droits de maîtres sur tous les peuples de l'univers.

En écrivant *Mein Kampf* (Mon combat), l'auteur ignorait qu'il eût été lui-même l'objet d'un examen anthropologique, effectué à la demande du procureur général par Max von Gruber, président de l'Académie de Bavière, professeur d'anthropologie à l'Université de Munich. L'illustre savant arriva aux conclusions suivantes :

« Le visage et le crâne révèlent la mauvaise race, le métis. Front bas, fuyant, nez sans beauté, pommettes larges, yeux petits, cheveux de teinte foncée. L'expression n'est pas celle d'un homme parfaitement maître de soi, mais agité jusqu'à l'extravagance. L'impression d'ensemble indique une profonde satisfaction de soi-même. »

Libéré sous condition après six mois de prison, entouré de l'auréole de son bénin martyr, il est accueilli par ses partisans avec des explosions de joie; certains salons le reçoivent par curiosité, d'autres par sympathie pour ses doctrines. Déjà quelques femmes exaltées voient en lui le sauveur.

Dans le monde, il paraît en jaquette noire, chaussures jaunes. Même au milieu de ses belles admiratrices, il use de son éloquence torrentielle des réu-

nions populaires. Une cravache en nerf de rhinocéros fait partie de son accoutrement, et il se résigne avec quelque peine à la déposer dans l'antichambre.

Après l'émeute de la *Feldherrnhalle*, l'armée avait supprimé les subsides. Hitler réussit cependant à trouver de nouveaux commanditaires : barons de « hautes cheminées », soucieux de la sécurité de leurs usines, désireux de gagner les ouvriers à la cause nationale; terriens pangermanistes du Nord; armateurs de Hambourg qui répudiaient la politique de conciliation et se passionnaient pour le réarmement.

Porté par un peuple que le malheur a enivré de messianisme, pourvu d'abondants moyens par ceux qui comptent l'utiliser, l'admirent ou le craignent, Hitler organise deux gardes prétoriennes : la SA. (*Sturm Abteilung*), c'est-à-dire section d'assaut, habillée de brun, et une troupe moins nombreuse, à casquette noire ornée de la tête de mort : la SS. (*Schutz-Staffel*, échelon de protection).

Sept millions de chômeurs, un demi-million de prétoriens à la solde de Hitler, les barons des hautes cheminées, les seigneurs terriens du Nord, voilà les forces vives de l'Allemagne. Hindenburg, chef de la *Reichswehr*, demeure l'arbitre de la situation.

Vous souvenez-vous des portraits du président vers 1930? Au lieu de l'homme-rocher de la guerre, un vieillard aux yeux angoissés, on dirait un instituteur en retraite. L'Hindenburg en jaquette gardait toutefois sa méfiance de vieux militaire contre tout ce qui est irrégulier.

— Que voulez-vous que je fasse de ce caporal de Bohême? s'exclamait-il. Tout au plus un ministre des postes!

Les élections de 1932 donnèrent aux nationaux-socialistes plus d'un tiers des mandats. Hindenburg

— il avait 84 ans — reçut Hitler, mais debout, appuyé sur sa canne. Celui-ci demanda au président de le nommer chancelier. Le vieillard refusa et termina l'audience par ces paroles :

— Je vous conseille de conduire l'opposition en gentleman.

L'intrigue allait servir l'apprenti-dictateur. Bruning, chef du Centre, honnête, modéré, tombe. Le nouveau chancelier, von Papen, décide les barons des hautes cheminées à couper les vivres au parti national-socialiste. Ses légions, sa propagande engloutissaient des millions, ses coffres étaient vides, l'effondrement semblait inévitable.

Cependant le général von Schleicher, ministre de la Guerre, renverse von Papen. Le banquier des grands industriels, von Schröder, réunit le chancelier évincé avec Hitler. On ignore le secret de leur entretien, sans doute des garanties données au patronat et aux seigneurs terriens. Toujours est-il que les fonds affluèrent; le parti était sauvé.

Il s'agissait de se débarrasser du général von Schleicher. Un seul homme avait l'oreille du président, son fils, Oscar von Hindenburg. Une action gouvernementale pour sauver les grands domaines hypothéqués de l'Est avait permis de racheter les biens aliénés de la famille Hindenburg et de favoriser les amis d'Oscar. Craignant des révélations, une campagne de presse nationale-socialiste, celui-ci jugea prudent d'obtenir de son père le remplacement du général von Schleicher par Hitler.

Le pauvre vieillard acheva sa vie par un acte dont il ne mesurait pas la portée: la capitulation de l'empire devant une faction. Les gloires ridées ne portent pas bonheur aux peuples.

III

La cascade des têtes couronnées, la faiblesse de leurs successeurs, la poussée fiévreuse de l'heure remplissaient plus d'une imagination d'espoirs insensés. A l'exemple de Mussolini, un coup de main ne pouvait-il pas livrer l'Etat à l'audacieux? Les candidats ne manquaient pas en Allemagne. Mais au lieu d'un général renommé, d'un chef de parti, ou d'un commandant de corps francs, cette entreprise fut réalisée par un caporal autrichien, entouré d'une poignée d'aventuriers.

Le pouvoir ne grandit que les grands. Or, aucun d'eux n'avait ce sentiment inné de l'honneur qui interdit les actions basses. Tous étaient des irréguliers et des déracinés, ne croyant à rien, prêts à tout. Morale de bande: témérité, cynisme, angoisse, férocité, mépris profond des hommes, un mépris de tenanciers de maison close. L'œil qui s'adapte aux ténèbres du national-socialisme perçoit une sorte d'immense forge de Vulcain qui travaille en ricanant à rompre toutes les valeurs humaines.

Quatre semaines après l'avènement de Hitler, les flammes enveloppaient les lourdes coupes dorées du Reichstag. On eût dit que Dioclétien ressuscitait. Cet empereur n'avait-il pas fait mettre le feu au palais impérial, attribué le crime aux chrétiens et sévi contre eux au milieu des acclamations de la plèbe? Hitler et les siens usèrent des mêmes procédés. L'incendie du Reichstag leur servit de prétexte pour persécuter communistes, socialistes, juifs, catholiques, esprits libres, bref tous leurs adversaires.

La révolution nationale-socialiste subissait la loi

générale de la subversion : la surenchère. Dans les brasseries, les miliciens noirs, les SA., tenaient des propos séditionnels contre les nationalistes de droite, contre « le repaire des hobereaux », le ministère de la Guerre, et annonçaient « la deuxième révolution ». Leur chef, le capitaine Röhm, voulait incorporer dans l'armée ses hommes avec les grades qu'il leur avait conférés, majoriser la *Reichswehr* pour s'emparer de commandements. Le général von Blomberg redoute un conflit entre la *Reichswehr* et les tapageuses, encombrantes sections d'assaut. Hitler craint d'être évincé par son ancien protecteur, Röhm.

Il rencontre le général à Neudeck, propriété de Hindenburg. La faiblesse du président, somnolant dans son fauteuil, annonçait sa fin imminente. Dans le jardin, un pacte fut conclu entre le tribun et le ministre de la Guerre : l'armée, après la mort de Hindenburg, prêterait serment à Hitler, à condition qu'il n'y eût pas de « deuxième révolution ».

Von Blomberg désirait poursuivre la reconstitution de la *Wehrmacht* en dehors des luttes politiques. L'épuration de la SA. s'annonçait une sanglante opération de guerre civile. Il laissa la besogne à Hitler.

Huit jours après cette entrevue, le 30 juin, à Godesberg sur le Rhin, vers 2 heures du matin, celui-ci s'installe dans un avion, atterrit à Munich, arrache de ses propres mains les épaulettes aux mauvaises têtes, les fait fusiller séance tenante. Après quoi il se précipite à Wiessee, cantonnement de Röhm, et frappe avec sa cravache à sa porte. Tiré de son lit, invectivé par Hitler, lui et ses officiers sont ligotés et nus, ensanglantés, traînés à Munich.

Hitler avait convoqué le congrès de SA. à Munich. Ses partisans s'étaient réunis pour fêter un chef : ils trouvèrent un bourreau. Plus d'un suspect fut

assommé à coups de crosse ou de chope de bière, les autres passés par les armes. Pendant plusieurs jours, les fusillades continuèrent sans arrêt. Les cadavres étaient portés au four crématoire, les urnes contenant les cendres des victimes remises par la poste aux familles.

A Berlin, Goering ouvrit les écluses du sang. Les tueurs parcouraient les autres villes d'Allemagne, supprimaient les adversaires du régime, assouvissaient des vengeances personnelles. Le carnage finit par un supplice de haute prudence: celui du Dr Staempfle, archiviste du parti. Il en savait trop.

L'instigateur de ces crimes ne dormait plus, refusait les somnifères par crainte du poison. Il errait la nuit de chambre en chambre, tombait enfin, harassé, sur son lit et se réveillait dans une crise de larmes. Ou encore, il faisait allumer les lustres et s'entourait d'invités pour ne pas rester seul avec les ombres sanglantes.

Ces exécutions furieuses rappelaient le geste des despotes orientaux, les répressions des murmures du corps des janissaires, le vizir fonçant sur eux le sabre courbe à la main, en décapitant plusieurs, ordonnant d'en décimer d'autres. Les survivants se prosternaient et obéissaient.

Les massacres de juillet 1934 faisaient de Hitler le dominateur incontesté de l'Allemagne. Après la mort du président Hindenburg, survenue peu après dans sa maison cernée par les SS., Hitler prit le titre de chancelier et de *Fuhrer*. Une demi-heure après, la *Reichswehr* prêta serment au nouveau chef d'Etat.

Les autocrates d'autrefois trouvaient des traditions dans leur berceau; montés sur le trône, même novateurs impétueux, ils se croyaient tenus à respecter des sentiments ou des institutions. Vivant en marge

de toute religion, de règle, du respect de la dignité humaine, aucun frein n'arrête le dictateur de l'Allemagne. Il taille dans le grand.

« La force sans loi pense être elle-même la loi, avait écrit le vieux Pestalozzi. Elle s'imagine que la loi et le droit sont en elle comme les œufs sont dans les poules. »

La poule nationale-socialiste pondait son droit et ses lois. Elle répudia le droit romain, énonça que désormais la base du droit serait le bien du peuple allemand. En réalité, les actes d'autorité du chancelier faisaient la loi.

Un puissant coup de rabot supprima les Etats de la confédération, dégrada leurs capitales, transférant à Berlin les grands services administratifs. On incorpora les adhérents des organisations ouvrières, syndicats socialistes, syndicats chrétiens dans le « Front ouvrier allemand ». Enfin le territoire fut divisé en circonscriptions surnommées à l'ancienne « Gaue », toutes les activités privées ou publiques réglementées, toutes les libertés annulées, sauf celle d'obéir.

Les hommes parvenus par la violence du néant à l'omnipotence redoutent la violence des autres. Pour s'assurer la permanence du pouvoir, les usurpateurs créent délibérément une atmosphère de peur au moyen du plus sombre despotisme policier.

Leur grand-inquisiteur, Henri Himmler, fils d'un maître d'école bavarois, étudiant en chimie, par la suite éleveur de volailles, enfin chef de SS. et de la police d'Etat, la *Geheime Staats-Polizei*, dite « Gestapo », grand corps mou, le regard en vrille derrière son lorgnon, ambitionnait de connaître chaque cheveu sur le crâne de chaque sujet, de ne tolérer aucun fléchissement de l'opinion, le moindre geste de non-conformisme.

La hache et le cachot ne lui suffisaient pas : à l'usage des ennemis du régime et des suspects, il créa une sorte de Sibérie de poche, ces camps de concentration entourés de fil de fer barbelé, où les travaux forcés, la promiscuité, la faim, la persécution féroce, inlassable, brisaient corps et âme.

A côté de la terreur et de la coercition, la propagande demeurait l'arme la plus efficace des maîtres du III^{me} Reich.

Gœbbels, petit pied bot, aux joues caves, auteur dramatique raté, devint le mécanicien en chef de l'immense appareil destiné à pétrir les cerveaux. Sous sa direction, le haut-parleur, la presse, le cinéma, le théâtre, la littérature glorifiaient sans relâche les bienfaits du national-socialisme et vilipendaient ses adversaires. La première année de son avènement, le gouvernement dépensa 259 millions de marks pour sa propagande.

Grâce à la fascination de Hitler et à cette formidable campagne de publicité, le national-socialisme parvint à exercer un empire absolu sur les masses crédules, à éveiller une sorte d'extase religieuse sur le plan politique, un esprit de prosélytisme inconnu depuis la conquête musulmane.

L'état de l'opinion encourageait le *Führer* à faire table rase à l'intérieur, à réduire tout ce qui ne pouvait ou ne voulait pas s'assimiler à la foi nouvelle. Les premiers désignés furent les juifs.

Le national-socialisme n'était pas conscient de la gratitude dont il était redevable aux juifs. En effet, si ceux-ci étaient tous morts dans le pays d'Egypte, ou tombés par l'épée dans quelque désert, l'empire de Guillaume II n'en eût pas moins été acculé à la défaite, le peuple soulevé, le Reich amputé, le mark déprécié, la classe moyenne mise sur la paille. Mais

quelle perte pour Hitler et son état-major ! Sans juifs, où ces messieurs prenaient-ils leur plate-forme de haine ? Qui présentaient-ils en victimes expiatoires ? Les chauves, les obèses, les rouquins, les cyclistes ? Aucune de ces catégories ne semblait apte à enflammer l'opinion populaire. Les nobles ? Contre eux, il eût été aisé d'éveiller des ressentiments dans les villes, pas dans les campagnes. Avec cela, la noblesse formait le noyau du corps d'officiers. Or, se concilier l'armée constituait l'un des buts essentiels du parti. Les juifs furent donc pour Hitler la manne du ciel : il en nourrit ses haines, en alimenta celles de ses partisans. Enfin pour lui-même, pour l'orateur, l'anathème dont il accablait le juif ne suppléait-il pas l'ut de poitrine du ténor ?

Autrefois, Caligula avait ordonné aux bourreaux de frapper les victimes à petits coups redoublés : « Frappez, disait-il, de manière à ce qu'ils se sentent mourir. » Résolu à l'extermination d'une race entière, Hitler aussi commença par frapper à petits coups, serrant la vis d'année en année. Les lois d'exception se succédaient. La propagande ne cessait de crier haro sur « le peuple maudit ». Il se voyait exclu de la vie publique, des activités économiques, chassé de l'armée. Les noms de ses coreligionnaires tombés au front furent rayés du tableau des morts.

La volonté de puissance illimitée se heurte à l'Eglise. Le premier choc sera dirigé contre le catholicisme. Ne proclame-t-il pas l'union spirituelle des peuples ? Le national-socialisme, négation de la morale chrétienne, ne saurait accepter l'Evangile qui ne connaît ni sang, ni frontière. Aussi les attaques se multiplient. Ludendorff vitupère les trois internationales : marxiste, judaïque, pontificale. Rosenberg s'acharne contre « l'idolâtrie papiste », alliée de Mos-

cou. « Quand je tiendrai le pouvoir, disait Hitler, l'Eglise catholique ne rira plus. »

A ses débuts il se réserve, ménage les voix catholiques. Mais une fois au pinacle, il nomme Rosenberg directeur des affaires de culte, l'élève à la dignité de chef spirituel de la nation.

La campagne de déchristianisation commence par l'apologie du paganisme. Le professeur Bergmann, de l'Université de Leipzig, édite en 1934 le catéchisme de la religion allemande. « Notre religion, assure-t-il, ne reconnaît plus le Dieu international des chrétiens qui fut incapable de prévenir Versailles. » Et il ajoute : « Ceux qui veulent extirper les faibles et sélectionner les êtres supérieurs, ceux qui veulent une aristocratie sociale, ne peuvent plus rester des chrétiens... »

L'année suivante, au congrès de Nuremberg, *Mein Kampf* et le *Mythe du XX^{me} siècle* sont coulés dans la fondation en ciment de la maison du national-socialisme. Afin de bannir le mauvais esprit, on brûla d'innombrables livres en place publique. Gobineau, Chamberlain, Hitler et leurs sous-produits furent déclarés les classiques de la nation.

Le protestantisme, religion de la majorité des Allemands, était divisé en vingt-huit Eglises. Le gouvernement en profite pour les unir en une seule « Eglise nationale », esclave de l'Etat. Les faibles se soumettent, les forts résistent, fondent l'« Eglise confessante ». Le pouvoir tranche le conflit religieux en privant de leurs ressources les indépendants, en déchaînant la violence contre leurs chefs. Le pasteur Niemöller est interné dans un camp de concentration. Karl Barth, Suisse, professeur de théologie à Bonn, une des grandes figures du protestantisme, se voit expulsé. « J'extirperai le christianisme de l'Allemagne », confie Hitler à ses intimes.

Dans sa frénésie de constituer l'unique puissance spirituelle, le régime poursuit les fidèles, qu'ils fussent catholiques ou protestants. La vague du paganisme monte. Son pontife, Rosenberg, assure que le plus grand malheur des Germains fut leur conversion au christianisme. Il veut remplacer le crucifix par l'image du « dieu armé de la lance », interdire à l'Eglise l'enseignement, s'emparer de l'enfant.

« La jeunesse hitlérienne, déclare son chef officiel, Baldur von Schirach, doit être élevée dans une foi unique: Hitler. »

La force appelle le faste. La jeunesse du *Fuhrer* s'était nourrie de Wagner, lui-même avait exécuté des dessins de publicité commerciale, connu de fameuses parades militaires au cours de sa vie de soldat. Ces éléments servirent à créer le décor national-socialiste.

Que ce soit Nuremberg, où tant de glorieux souvenirs de l'humanisme allemand éclairent les pierres noircies, ou l'immense Sportpalast à Berlin, ou encore les arènes qu'il fallut construire quand les salles ne suffirent plus, c'est toujours l'entrée d'une foule lente, solennelle... Les cuivres retentissent, les fifres sifflent, les tambours grondent, des milliers de bottes martèlent le sol, des rangées de drapeaux hauts de soixante mètres s'inclinent, des faisceaux de lumière convergent vers le chef. Sous cette voûte aux lueurs bleues, il apparaît aux masses frénétiques comme un être surnaturel.

Orateur populaire d'une sombre et rude éloquence, l'expérience lui a enseigné l'art des gradations. Il commence par des paroles de raison, flatte ses auditeurs, fustige ses adversaires, et, soudain, arrive aux appels à la passion. Elle s'empare de lui, se communique à ses auditeurs ; il s'exalte et les exalte. Cha-

que geste de sa main secoue la salle, chaque parole éveille l'enthousiasme ou la haine, surtout la haine, car cet homme s'entend à la semer comme certains moines du moyen âge.

Ces diatribes, relues à tête reposée, font sourire. Au milieu de l'ivresse collective de l'arène, elles sont d'un puissant effet.

Telle la musique de Wagner, l'autosuggestion appliquée en fanfare frappe les instincts obscurs, brise les nerfs des auditeurs. Le Bayreuth spectaculaire terminé, le prophète et son cortège se retirent à pas mesurés. La grosse musique reprend, les batteries de tambours se remettent à gronder, les bottes martèlent le pavé. Les rangées de drapeaux s'inclinent, drapeaux à fond de sang, portant, au milieu, la croix à branches coudées, la svastika, ornement préhistorique, symbole du soleil, mais que les nationaux-socialistes considéraient comme l'emblème de la civilisation « aryenne ». Se doutaient-ils qu'en réalité la croix gammée fût chez beaucoup de peuples la représentation mythique de la foudre, l'image du dieu de l'orage?

Les agitations tempétueuses du dix-neuvième siècle avaient pour but de supprimer la hiérarchie de la naissance. Le national-socialisme rétablit une nouvelle hiérarchie, fondée sur la simplification hardie que l'on nomme la race.

Les fables à base d'infatuation imaginaire de Gobineau et de ses adeptes devinrent les lois fondamentales du pays où fleurirent si longtemps les hautes sciences.

La « loi pour la protection du sang et de l'homme allemand », promulguée en 1935 à Nuremberg, interdisait le mariage et tous rapports avec les descendants de « non-aryens ». Recul de deux mille ans :

l'institution de la caste noble et de celle des parias, les intouchables.

La folie des origines confirmées s'empare de l'Allemagne. « Le sang est Dieu, proclament les fanatiques, et Hitler son prophète. » Le sang ! Connaît-il seulement le sien ? Son père était l'enfant naturel d'une fille de ferme. Qui pourrait élucider le secret d'une nuit d'été dans une grange ou dans les foin ? Le rédacteur de la *Généalogie des Allemands remarquables* ne s'embarrasse pas pour si peu : au chapitre « Hitler », l'érudit complaisant remarque que la désignation de bâtard n'est due qu'à une erreur du curé qui tenait la matricule.

Les plus humbles ménages s'adonnent à la recherche des ancêtres, magnifient leur état civil. Prouver l'absence de la moindre goutte de sang juif équivalait à être de bonne souche et de très légitime lignée.

A ces hommes convaincus de la supériorité de leurs origines, de leur mission de régénérer les peuples par le sang germanique, le national-socialisme donne la volupté de la force. Leur Allemagne du muscle est toute à la beauté de la vie des armes. On voit le pays de nouveau encombré d'uniformes. Le service obligatoire est rétabli, les crêpes arrachés des drapeaux, en deuil depuis l'humiliation de Versailles.

Le vaincu remonte la pente. La révision des traités ne lui semble qu'un début. Il considère comme son bien toutes les communautés germaniques hors des frontières, sans se soucier de leur volonté, ni des Etats qui les ont accueillies. Ce « droit du sang » assure des têtes de pont à l'expansion allemande dans les pays voisins. Convertir ces minorités, élargir autour d'elles la zone de la croix gammée, encourager les expériences autoritaires — voilà les moyens. Le but : l'agrandissement de « l'espace vital », la mainmise

sur des territoires à colonisation. Les regards se portent vers l'Escaut, la Somme, vers le Danube, la Vistule, jusqu'à la Volga.

La réalisation de ces plans gigantesques se poursuit avec un esprit de suite remarquable. Une action fiévreuse règne dans tous les domaines. Jour et nuit, l'industrie forge des armes. Les impôts écrasent le contribuable. Le commerce international, qui enrichit et rapproche les peuples, se voit supplanté par l'autarchie, l'économie entourée d'un mur dont l'Etat tient la clef. Le peuple, élevé dans l'esprit de sacrifice, s'incline devant la contrainte, accepte la frugalité. La discipline et les mœurs d'une armée en guerre pèsent sur la terre allemande.

Le capitaine Goering, promu maréchal, se chargeait du ciel, créait une aviation formidable. Le vrombissement continu des moteurs remplissait les Allemands de confiance et de fierté. Leurs forces aériennes ne surclassaient-elles pas les ailes réunies de l'Occident?

Le national-socialisme s'élargit. Son noyau, un tribun entouré d'une minorité armée, sera accru par l'acceptation spontanée d'universitaires, d'industriels, de terriens, animés de la foi que le mouvement, qui a mis fin à l'anarchie, servirait la fortune et la gloire du pays. L'armée reste partagée entre deux sentiments opposés: méfiance de l'irrégulier, des procédés d'estrade du caporal devenu chef suprême; reconnaissance envers le père Noël qui leur verse de sa hotte armes et canons.

Les uns et les autres estiment d'ailleurs le national-socialisme un phénomène passager, une crue qui se perdra dans le grand fleuve allemand.

Au cours des siècles, que de fois n'a-t-on pas vu des esclaves, des affranchis, des aventuriers s'emparer

du pouvoir? Le dernier de ces imposteurs fut le mahdi, Arabe barbu, marchand d'esclaves de son métier, qui profita des croyances messianiques musulmanes, l'attente de l'homme qui va parachever l'œuvre du prophète, pour déclencher un puissant mouvement populaire dans le Soudan. Les armes et l'argent étaient fournis par d'opulents marchands d'esclaves, inquiets de la pénétration britannique qui gâtait le métier. Les tribus demi-sauvages, exaltées par les derviches, attaquaient à l'arme blanche les canons anglais. Ce n'est qu'après une campagne de plusieurs années que lord Kitchener parvint à écraser ces fanatiques.

Hitler avait débuté en mahdi germanique. Dans un pays de vieille civilisation, meurtri par la défaite, ruiné par ses suites, travaillé par les rancunes, il réussit à créer un état d'aveugle fanatisme. Il trouva des mauvais riches pour le gorger d'argent. L'histoire financière du nazisme révélera sans doute un jour de singulières compromissions.

Mais derrière le tyran, les vengeurs guettent : le général Beck, l'un des chefs de la *Reichswehr*, qui démissionna le jour de l'avènement du régime, et autour de ce chef, un groupe d'officiers, conscients de l'honneur allemand. Ils ne sont pas seuls : derrière eux, ecclésiastiques, diplomates, fonctionnaires, ouvriers, prêts à se soulever au premier signe « du général sauveur ». Mais les Brutus d'état-major attendent le premier revers pour agir. Leurs ombres et de sourdes rumeurs inquiètent le sommeil du triomphateur. A ces appréhensions d'intuitif s'ajoute la cruauté naturelle du dégénéré. De là sa férocité méthodique contre tout ce qui pourrait menacer son omnipotence.

Au physique, un type fort répandu en Autriche, sous le képi de sous-officier ou la casquette du fonc-

tionnaire. De son ascendance paysanne, il ne gardait que l'opiniâtreté et la ruse. Depuis son adolescence, il n'était pas retourné au village, n'avait pas connu l'apaisement que donne la terre natale. Sa famille lui était indifférente. Dans l'entourage de cet enfant du peuple, on cherche en vain ses pareils; rien que de la mauvaise qualité humaine: petits bourgeois, en général de formation livresque, intellectuels de bas étage, quelques officiers, quelques nobles ralliés. Son esprit est meublé de notions politiques acquises dans les réunions publiques, de vagues connaissances puisées dans des lectures désordonnées. Cependant les choses militaires attirent l'ancien combattant et lui assurent un semblant de compétence dans ce domaine.

Promu chef d'Etat, mais ignorant les us et coutumes, il fallut tout lui apprendre. Il s'accommoda vite de son rôle de souverain sans couronne, toutefois l'abus du cure-dent, ses colères et ses pieds trahissaient chez lui l'origine inférieure.

D'habitude, il tenait ses mains jointes au-dessus des genoux. « Il cache, murmurait la malice, l'unique chômeur de l'Allemagne. » En effet, il était indifférent aux femmes. Il n'avait pas connu le bonheur des bras qui enlacent, la joue d'enfant qui se frotte à la joue, la fleur que l'on arrose à deux à la tombée du jour. La volupté comprimée, jamais éclore, laissait en lui des zones de déséquilibre, cette poche gonflée de haine que trahissait quelque chose de charnu et de brutal dans son visage, trait soigneusement éliminé par les photographes.

L'argent n'avait pas de prise sur lui. *Mein Kampf*, la plus fructueuse opération de librairie du siècle, assurait à l'auteur d'opulents revenus, sans l'inciter à changer son modeste train de vie.

Nerfs de convulsionnaire, conscience de rédempteur,

il vit dans une tension perpétuelle. Cependant, il met au service de ses rêves une froide méthode, secondée par son omnipotence et l'absence de toute considération de morale ou de droit.

Une brève formule exprime sa profession de foi :

« Les masses désirent la victoire du fort, l'écrasement du faible. »

Il dispose en souverain de la science, du labeur, de l'ordre de sa nation. Grandes vertus, dangereuses une fois aiguillées dans une fausse voie ! Pour maintenir, pour justifier son règne, le potentat improvisé engagera son peuple dans la route de la conquête. Chef suprême de la vieille armée des Hohenzollern, dotée d'un formidable outillage, il est suivi aveuglément par des millions de partisans riches d'ignorance ou, ce qui est pire, de demi-connaissances. Rien ne semblait impossible à ces fanatiques. Comme Fortunio, ils s'attendaient à découvrir un nouveau gaz pour remplacer le soleil.

IV

Que trouvaient-ils en face d'eux ? Le cul-de-jatte de Saint-Germain, cette Autriche ruinée à qui la France envoyait des skieurs en hiver, des mélomanes en été, où socialistes et autoritaires se mitraillaient, faisant le jeu des nazis, où les sicaires de Hitler abattaient le chancelier Dollfus et s'apprêtaient à mettre la main sur le petit pays sans défense.

Au château du Hradschin à Prague, où le grand Masaryk avait vécu au-dessus des factions et des haines, son successeur, Edouard Bénès, garde le pouvoir à travers vents et marées grâce au souvenir de sa prodigieuse activité dans l'émigration et à son pres-

tige extérieur. L'un des plus remarquables représentants de l'aile gauche du nationalisme bourgeois, il travaillait à improviser par des mesures administratives l'unité de l'Etat, n'admettant pas le système fédéral dans son pays pourtant entouré de voisins hostiles.

Une Hongrie qui avait perdu 70% de son territoire, deux tiers de sa population, où les conditions inexorables fixées à Paris avaient renversé le gouvernement républicain, où la contre-révolution avait donné le pouvoir à une oligarchie d'occasion, qui s'opposait et au rétablissement de la monarchie, et à l'institution de la démocratie. L'une et l'autre inclinaient vers les puissances de l'Occident et vers une politique de conciliation. La dictature issue de la contre-révolution pratiquait un nationalisme extrême qui devait fatalement l'entraîner dans l'orbite de l'Allemagne.

A Belgrade, le président Pachitch, à barbe de patriarche, installé sur son banc familial sur le mont Avala, caressait du regard les terres grasses, butin d'un demi-siècle de combats. A ses pieds, le Danube continuait sa marche éternelle. Des visages courroucés se miraient dans ses eaux. Où était la fraternité des premières années de la paix? Et souvent, le fleuve charriait des cadavres, victimes de leur langue ou de leur religion.

Le reste des pays balkaniques souffrait de la crise économique, des mésintelligences éveillées par l'abus du principe de nationalité. Le Reich était le meilleur client pour leurs produits agricoles. Les minorités germaniques constituaient des auxiliaires zélés de sa propagande. Son emprise s'étendait peu à peu jusqu'aux bouches du Danube.

Le danger national-socialiste s'accroissait en espace et en profondeur. Evidemment, il y avait à Genève un temple que les hommes fatigués du sang édifièrent

pour empêcher la guerre et pour assurer le règne de la justice internationale, le palais de la Société des Nations. Deux sortes d'hommes s'y rencontraient : consciences ardentes, animées du sentiment de la fraternité humaine, et réalistes ne se souciant que des buts immédiats, pour qui les hautes idées d'ordre et de justice internationale ne servaient que de fioritures. Les derniers se voyaient favorisés par une procédure de la plus belle chinoiserie qui rendait illusoire la protection des minorités, enfin par l'art. 19 du Pacte, exigeant le vote unanime des sociétaires pour la révision des traités désuets ou inapplicables.

Le président Wilson avait donné au Pacte le nom biblique de Covenant, dans l'espoir d'en faire la charte des nations réconciliées. Mais la sainte flamme manquait. Au lieu d'être la lumière, la loi, l'organisation de sagesse, de solidarité que préconisaient ses fondateurs, la S.d.N. montrait l'esprit des grands conseils d'administration qui ménagent les gros actionnaires, et opposent une courtoise indifférence aux non-conformistes ou aux petits-porteurs.

Le Pacte autorisait la S.d.N. à faire appel à la force armée des membres de la Ligue pour intervenir contre l'agresseur. Mais chaque fois que le Conseil pressentait les gendarmes honoraires, ceux-ci enfouaient leur bonnet de nuit, murmurant « pas d'histoires ».

Restait le pouvoir spirituel. Mais lui aussi s'était volatilisé à travers la partialité et les hésitations de l'illustre aréopage. Son autorité diminuait, des dissidences entamaient son corps.

Ainsi que l'avait prévu le perspicace Francesco Nitti, la Ligue des nations n'a été qu'un matin de soleil après une nuit de tempête.

Une nouvelle nuit approche: l'homme de Berchtesgaden trouve un allié à Rome.

Connaissez-vous le secret de Mussolini? Quand on l'approche, on est frappé par l'éclat de ses yeux noirs et par la verrue encore plus noire au sommet de sa tête. C'est une verrue conique qui rappelle le bonnet des nains de faïence ornant les jardinets de banlieue. De jour, le nain reste invisible, discret, et discrets sont les photographes, car aucun n'oublie de supprimer ce détail des images du grand homme. Mais le soir venu, lorsque l'infatigable orateur met sa langue en pantoufle, le nain prend le frais au sommet du crâne et salue de grands coups de chapeau les moustiques du Tibre, tandis que son maître s'adonne à la réflexion. Quelle orientation assurera à l'Italie des avantages substantiels? Son imitateur germanique ne l'enchanté guère. Mais celui-ci ne s'applique-t-il pas à rétablir la formidable machine militaire allemande? Le *duce* attend avec curiosité l'arrivée du *Fuhrer*.

Après la première rencontre à Venise, Mussolini dit à ses intimes:

— Je croyais voir ma propre caricature.

L'Italie se trouvait dans la situation de la France au temps de Fachoda: pour acquérir de vastes régions en Afrique, elle avait le choix entre une politique de conciliation ou une politique de force. Les dictatures ont soif de triomphe. Aussi le *duce* sacrifia-t-il l'Autriche aux ambitions africaines du fascisme. Il croyait l'Allemagne invincible.

L'ambitieux qui imaginait faire revivre l'ère des Césars ne tenait pas compte de la puissance de la mer, de la patience des forts. Celui qui menait le peuple italien vers une terrible aventure oubliait les paroles empreintes d'une tragique amertume de l'impératrice Eugénie:

— Une dictature, c'est un pacte avec le bonheur.

V

La France était le rempart de l'Europe, la seule puissance militaire de taille à s'opposer à la volonté de conquête de Hitler.

France, pays aux racines profondes ! Dans les gares, le haut-parleur a beau claironner le départ des trains, et dans les rues des petites villes, la radio remuer le silence : M. de Balzac, au saut de la diligence, y retrouverait ses figures familières et aussi les pensées qui les animaient. Il est vrai que les emprunts des Etats, les coupe-jarrets financiers ont creusé de gros trous dans le bas de laine. La guerre, trop longtemps prolongée, a laissé des vides cruels dans les familles. Des saules pleureurs tremblotent au-dessus des vieux corps descendus dans les profondeurs de la terre, longtemps après l'enfant qui gît sous le ciment du cénotaphe. Pourtant les déchirantes épreuves n'ont pas changé l'esprit de la durée française.

Dans une maison basse, dans un faubourg d'Orléans, la mère de Péguy rempaille les chaises. Son Charles est mort. D'autres mères ont perdu d'autres fils. D'autres larmes ont coulé en silence. Des empires se sont effondrés. La paix a remplacé la guerre. Le prix de la paille a triplé. M^{me} Péguy continue son travail, telles les saintes ouvrières sous les porches des cathédrales. Elle sait que son fils imprimait des livres comme elle tressait la paille. Elle sait qu'il fut bon artisan et qu'il dort sous une croix de bois. Des messieurs pas fiers viennent parfois lui parler de son Charles. « Ce sont ses amis », dit-elle aux voisins. Elle ne chôme pas en parlant, tout au plus tire-t-elle son grand mouchoir à carreaux pour s'essuyer les yeux.

Un jour, la botte de paille tomba de ses mains déformées par l'âge. Elle alla rejoindre son Charles dans la terre de France.

Que les sièges de la III^{me} République sont mal rempaillés! L'un craque après l'autre. Les ministères se suivent en cascade. Des silhouettes passent et se réduisent en souvenir.

Le probe Poincaré meurt pauvre. Les couronnes qui couvrent son cercueil cachent toutes les vertus, sauf la générosité et le sens de l'avenir.

Réfractaire aux couronnes, Clemenceau dort seul comme il a vécu, à Monchamps en Vendée; dans sa main osseuse, un bouquet de coquelicots que des poilus avaient cueillis pour lui autour des tranchées.

Briand défile à pas feutrés, la cigarette au coin des lèvres, nonchalant et humain, adonné à l'illusion que l'éloquence, les rapports directs entre les hommes pourront un jour transformer les passions en patience. Barrès l'a nommé: « Un faiseur de calme. »

Mais l'Europe malade, enfer en gestation, résiste à la voix de l'Orphée parlementaire. Lui-même sombre dans les ténèbres en 1931.

Trois observateurs pénétrants ont montré les chaînes qui se suivent ou s'entrecroisent: Robert de Jouvenel a écrit *La République des Camarades*, Thibaudet *La République des Professeurs*, Daniel Halévy *La République des Comités*. Plus d'un parlementaire cumule ces trois qualificatifs, à la fois professeur, camarade et comitard, bénéficiaire de ce que Péguy appelait: « le multicésarisme de comités électoraux. »

Les professeurs au pouvoir dédaignent les rets de la finance. D'autres équipes sont moins scrupuleuses. La contagion se propage. Les vendeurs d'indulgences se multiplient dans l'administration, la police, voire la magistrature.

Le peuple ignore ces menées, les initiés les blaguent, les moralistes les réprouvent. Il fallut un homme venu du village de Slobodka, près de Kiev, pour mettre en évidence toute l'étendue du mal.

L'impunité de cet escroc sorti du fond du ruisseau éveille l'indignation des ennemis du régime, ceux de droite et ceux de gauche. Encore une fois, on verra du sang sur le pavé de Paris. Les autobus flambent, la Garde municipale charge. Au café de la Régence, les joueurs d'échec continuent à pousser le pion. La partie n'est pas achevée que l'émeute sans chef, convulsion furieuse d'un pays à bout de nerfs, approche de sa fin. Elle n'a pas atteint son but: ni l'épuration réclamée par les uns, ni le bain forcé des parlementaires, prélude du renversement de la République, préconisé par les autres. On cherche le salut dans des combinaisons personnelles.

Le jour même de la bataille de la Concorde, le 6 février 1934, le national-socialisme célébrait le premier anniversaire de son avènement.

Les colères civiles détournaient le regard du Français des dangers extérieurs.

La politique étrangère restait un enclos fermé. Les événements extérieurs n'intéressaient la foule qu'autant qu'ils touchaient les luttes intérieures.

Depuis 1931, un vent fiévreux soufflait du côté des Pyrénées. L'Espagne allait de révolution en révolution. « C'est un lion, — écrivait de Madrid, autrefois, Joseph Bonaparte à sa femme, — que la raison conduira avec un fil de soie, qu'un million de soldats ne réduiront pas par la force. »

Le fil de soie ne fut pas trouvé. La péninsule ibérique devenait le théâtre d'une féroce guerre civile et le champ de manœuvre des factions européennes, une sorte de maison de passe de Bellone, où l'Alle-

magne, l'Italie, la Russie affirmaient leurs préférences, vérifiaient l'efficacité de leurs armes.

Pendant un demi-siècle, l'attitude à l'égard de l'Eglise divisait les Français. A présent, ce seront l'Espagne, la Russie.

Tout comme la Révolution française, la légende de la révolution russe était entrée dans l'imagination du peuple. Les légendes sont insaisissables tels les sommets des glaciers. D'ailleurs, qui connaissait la Russie? On en savait moins qu'au temps où il fallait vingt jours pour se rendre de Paris à Saint-Pétersbourg. Ajoutez à cela que les voyageurs se mettaient en route avec des conclusions arrêtées. Leurs écrits permettaient de deviner la doctrine de l'auteur, bien plus que le pays dont il revenait.

Le gouvernement des Soviets, gouvernement de victimes — presque tous ses membres connurent les bagnes de Sibérie — s'était emparé du pouvoir à une heure où la guerre avait introduit la tuerie dans les mœurs. Autrefois, Marat ne demandait pas seulement la tête des souverains: il réclamait la mort de tout ce qui avait voiture, domestique, habit de soie. Les Marat moscovites exécutèrent intégralement ce projet. Les coupoles dorées et les bouleaux blancs demeuraient les derniers souvenirs de l'ancienne société russe. Après la mort de Lénine, Trotzky, le convulsionnaire de la révolution universelle, se voit éliminé par un nouveau chef, Staline. Des années de lutte et de crise suivent pour compléter la translation de la propriété personnelle au maître unique: l'Etat. Celui-ci entreprend la tâche de réorganiser l'immensité russe.

Les dirigeants gardent le vocabulaire marxiste, toutefois le patriotisme russe, absent de leurs paroles, reste mêlé à leur sang. Eux aussi souffrent du mal des frontières perdues. Mais quand ils s'adressent à

l'étranger, il n'est question que de lutte des classes, de révolution mondiale.

La propagande de l'U.R.S.S. dispose d'un collaborateur efficace: le *Komintern*, l'union internationale des travailleurs révolutionnaires. Il agit, Moscou fournit les fonds, donne les mots d'ordre.

L'ouvrier qui suit les directives russes, le bourgeois animé d'idées démocratiques, demandent impérieusement aide à l'Espagne rouge. Les droites s'y opposent avec emportement, leurs vœux, leur appui vont aux blancs. On ferraille pour ou contre l'intervention en Espagne.

Le Français croit se mettre à l'abri de l'invasion par une chaîne d'acier et de ciment le long des frontières de l'est. Le *limes* des Romains ressuscite, outillé des armements les plus modernes.

L'Allemagne ne cache plus sa volonté guerrière, le peuple se restreint pour accorder à l'armée des crédits illimités, sacrifie le beurre pour les canons. En France, la parcimonie rogne le budget de la guerre.

« Le comité de Défense, disait Thiers en 1870, se compose de vieux chefs de service très routiniers, attachés à leurs habitudes de lenteur et de régularité: on les désole et on les abrutit quand on leur demande de se hâter. »

Rien n'était changé depuis soixante-dix ans. La commission sénatoriale de l'armée avait beau demander la prolongation de la ligne Maginot jusqu'à la mer: le conseil supérieur de l'armée s'y opposa. En vain un grand journaliste, Ludovic Naudeau, retour d'Allemagne, entreprenait-il d'éclairer l'opinion sur le sort réservé aux vieilles méthodes et à l'indiscipline quand elles se heurteront « à l'ordre mécanique des races grégaires ». En vain un jeune officier, le capitaine de Gaulle, s'efforçait-il de relever dans ses écrits

l'importance des unités blindées, préconisait-il l'esprit d'offensive au moyen des chars et des avions, et s'écriait-il : « Etre inerte, c'est être battu. » La doctrine de l'état-major reste conforme à celle de la politique : pas de guerre, ou en cas de suprême nécessité, guerre strictement défensive.

Plus profond que les caveaux de la ligne Maginot était le fossé qui séparait les Français.

« La France, disait Voltaire, c'est sept cents personnes. » Ce mot fut repris, le nombre réduit à deux cents familles.

En réalité, au-dessous de ces nababs, dont plus d'un, Narcisse de sa richesse, complètement dépourvu de sens social, on découvrait des millions de Français auxquels la propriété assurait l'indépendance. La petite et la moyenne fortune n'encourageaient pas la désapprobation. Par contre, la grande était marquée d'incivisme, son contrôle exigé, en attendant sa suppression.

L'opposition des possédants fut vive. La crainte d'une contre-révolution hantait la gauche. Ces dissensions mettaient la droite dans un état d'esprit favorable au fascisme.

La division des Français fut accentuée par l'ingérence de l'étranger. Qui avait intérêt à l'anarchie passagère ou à sa menace, apte à ouvrir la voie aux gouvernements autocratiques ? Une action souterraine travaillait le pays, introduisait des idées, des fonds, des armes. L'agent de l'étranger servait de souffleur au patriote violent et inconsidéré ou à des esprits aventureux qui rêvaient d'un coup d'Etat. On chuchotait d'un contact clandestin entre les dictateurs et de hautes personnalités françaises, tant civiles que militaires.

Une société secrète, dirigée par un certain Deloncle,

passa à l'action. Toujours selon les méthodes de Dioclétien, mises à la mode par Hitler, les conspirateurs travaillaient à créer des troubles afin de trouver le prétexte d'intervenir au nom de l'ordre. Ces Dioclétiens de pacotille, qui portaient le nom de « Cagouleurs », échouèrent dès leur premier attentat. Celui-ci ne fit que confirmer l'aversion du peuple contre les Etats totalitaires et les partis de droite, considérés comme leurs adeptes. Au milieu d'une Europe partagée en deux factions internationales, se dressait une France divisée en deux factions intérieures.

En 1935, un an après la bataille de la Concorde, le service militaire obligatoire fut rétabli en Allemagne. A l'Opéra de Berlin, dans l'ancienne loge impériale, Hitler, à sa droite le maréchal Mackensen, à sa gauche le ministre de la Guerre, Blomberg, saluaient les drapeaux massés sur la scène sous une immense croix de fer, au milieu d'acclamations frénétiques.

L'année suivante, l'armée allemande réoccupa la zone démilitarisée du Rhin. Sarraut, président du conseil, fit une belle allocution au micro: « Le cabinet, déclarait-il, mettrait toutes les forces du pays à disposition de la S.d.N., à condition que la France soit accompagnée. » Aucun des sociétaires ne proposa de joindre ses forces à celles de la France. Le verdict de blâme, voté à Genève, fit sourire le national-socialisme. Mais les corps allemands sur le Rhin isolaient la France de son réseau d'alliances.

L'alliée que l'on croyait la plus viable et qui disposait des ressources militaires les plus importantes, la Serbie, comptait quatre millions d'habitants en 1914, quinze millions après les traités de paix. Elle constituait la pointe de la Petite Entente. Toutefois,



sur sept voisins, cinq lui étaient hostiles. Son nom : Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, indiquait qu'elle s'était formée grâce à l'association de trois peuples. Les Serbes revendiquaient l'hégémonie, refusant de reconnaître comme égaux les Croates qui avaient combattu en partie dans les rangs austro-hongrois. Eux-mêmes étaient orthodoxes, les Croates, les Slovènes catholiques. L'antagonisme religieux augmentait la division politique.

Elle finit par atteindre au délire : au parlement de Belgrade, en 1928, un radical serbe abattit Raditch, le chef du parti paysan croate. Les compatriotes de ce dernier refusèrent de prendre part aux délibérations de la Chambre. Le vent de la guerre civile se levait.

Après de vains efforts pour concilier les frères ennemis, en 1929, le roi Alexandre se décida à proclamer la dictature et à remplacer le nom de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes par celui de Yougoslavie.

La dictature serbe subit le sort commun des régimes arbitraires : elle rencontra des résistances qui accrurent ses rigueurs. De nombreux Croates furent emprisonnés, d'autres trouvèrent asile en Allemagne, en Hongrie, en Italie.

Il y a des éclairs qui illuminent les profondeurs d'un paysage. Une telle lueur fut l'assassinat du roi Alexandre, en octobre 1934, à Marseille.

On ne tuait plus, comme au temps d'Henri IV, avec un couteau de quatre sous. Il fallait de l'argent, beaucoup d'argent, car les armes, les voyages coûtent cher. La caisse, subventionnée par Mussolini, était tenue par un aventurier croate nommé Ante Pavelitch. L'exécution du régicide avait été confiée à des Ravallacs du nationalisme croate.

Quelle était la signification politique de ce meurtre ?

La faillite de l'unification, la menace de dissociation des nouveaux Etats, soutenus, subventionnés depuis vingt ans par la France. Les maîtres de l'Europe avaient cru construire sur le roc. Or, voilà que tout s'avérait fragile, et l'ordre, et la force.

Les craquements de l'édifice de 1919 annonçaient que la France était menacée de se trouver seule sur le continent. Elle n'avait plus l'armée de sa politique. Il ne lui restait d'autre parti à prendre que le combat inégal ou la conciliation.

VI

L'impulsion de la conciliation vint d'Angleterre.

Encore meurtrie du souvenir des massacres de la guerre, elle était décidée d'en éviter le retour. Au sujet du pacifisme, du désintéressement des querelles continentales, le peuple s'entendait avec l'élite.

Le chant des sirènes du pacifisme absolu détournait de la réalité bien des regards. Pourtant des hommes d'Etat clairvoyants se rendaient compte que depuis le puissant essor de l'aviation, l'Angleterre avait cessé d'être l'île invulnérable. Sans risquer sa sécurité, elle ne pouvait plus se tenir à l'écart des complications européennes.

Le danger commun rapprocha encore une fois la France et l'Angleterre, rétablit l'entente cordiale. D'accord avec la France, le nouveau Premier, Neville Chamberlain, entreprit une action en faveur de la paix.

Pourtant le *Fuhrer* prenait pour de la faiblesse les dispositions pacifiques de l'Angleterre et de la France. L'orgueil de sa force lui inspirait des objectifs illimités.

Le 12 mars 1937, cent mille hommes de la *Wehrmacht* franchirent les frontières de l'Autriche. Celle-ci ne trouva qu'un défenseur, le verglas.

Pendant ces jours décisifs pour sa destinée, en France, la chaise mal empaillée du pouvoir craquait encore une fois. Le cabinet Chautemps venait de démissionner. L'*Anschluss* s'accomplit. Le surlendemain, Léon Blum, le nouveau président du conseil, fit appel à la Société des Nations contre l'annexion de l'Autriche.

Celle-ci perdait jusqu'à son nom : elle devenait l'Ostmarck, huitième Gau du Reich. Grande fut la déception des Autrichiens qui s'étaient ralliés à Hitler. Sauf de rares exceptions, les traîtres furent trahis, les charges importantes distribuées à des Allemands. Les nouveaux maîtres persécutèrent jusqu'aux souvenirs du passé, descendirent les portraits de Metternich des murs de la chancellerie, transportèrent à Nuremberg la couronne du Saint-Empire romain-germanique qui servit pour la première fois lors du sacre de Charlemagne. D'inexorables vengeances frappèrent les patriotes. L'Autriche attendait des frères, elle rencontrait des conquérants.

L'ancien locataire de l'asile de nuit s'était installé dans la villa de l'impératrice Elisabeth au parc de Lainz. Quelques hommes courageux, tant Allemands qu'Autrichiens, vinrent le trouver pour lui suggérer une politique plus équitable et plus généreuse à l'égard de ses compatriotes. Ces propos raisonnables eurent un résultat inattendu : une explosion de délire furieux.

Une fois en possession de Vienne, la clef du Danube, Hitler s'attaque à la Tchécoslovaquie. Le sort des minorités allemandes lui sert de prétexte. A chaque concession, il oppose une nouvelle exigence,

soutenue par des invectives et la menace d'une intervention armée.

Des accords liaient la France et l'Angleterre, des engagements la France et la Tchécoslovaquie. Aucune des puissances de l'Occident n'était prête. L'opinion anglaise n'eût pas admis un conflit pour des affaires danubiennes.

L'ombre de la guerre se lève. Chamberlain, approuvé par Daladier, monte en avion le 14 septembre 1938 et se rend auprès de Hitler.

Le Premier, fils cadet de Joë Chamberlain, n'était pas un Anglais de marbre, semblable aux vieux Romains de l'époque impériale. Il appartenait à la haute bourgeoisie : le commerce, la famille, le chien, le jardin, la Grande-Bretagne, Dieu formaient le cercle de sa vie. Au nom de tout ce qui lui était cher, pour éviter le conflit, il venait négocier avec l'adversaire, animé de cette loyauté anglo-saxonne qui respecte le point de vue des autres, s'applique à faire respecter le sien, pour s'arrêter à un moyen terme convenant aux deux partis.

C'est dans ces dispositions d'esprit qu'il prenait le baptême de l'air à l'âge de 69 ans et pénétrait au Berghof, résidence de l'homme qui décide de la paix ou de la guerre.

Dans les Alpes bavaoises, à trois kilomètres au-dessus de Berchtesgaden, s'élève la demeure du *Fuhrer*, ancien chalet agrandi et transformé d'après ses plans. A l'intérieur, tout est badigeonné en blanc, ce qui fait ressortir les tons des vieux cuivres, les bois des meubles de la Renaissance, le chatoiement des gobelins et des peintures. A première vue, on reconnaît la manière du décorateur-antiquaire en vogue à Munich, Bernheimer. Ce fut lui qui rafla en Italie du Nord de nobles mobiliers et les installa

sous les voûtes des châteaux de Bavière ou dans les villas des opulents Munichois. Intérieurs distingués, mais froids, sentant l'improvisation.

L'immense baie vitrée du hall s'ouvre sur les cimes alpestres ; à travers une trouée, on aperçoit les pointes des tours du château de Salzbourg qui évoque les tendres harmonies de Mozart !

L'harmonie est absente de l'entretien. La visite de Chamberlain grisait son hôte. Il croyait la crainte mobile de cette démarche et se plaisait à l'augmenter. D'ailleurs, négociateur, pour lui, consistait à se lancer dans un monologue emporté. En face de ce torrent, Chamberlain devait se rappeler les récits de son frère Austen, étudiant en Allemagne, reçu par Bismarck et impressionné par sa « belle courtoisie d'autrefois ».

Le chef du national-socialisme n'admettait pas la liberté de la discussion. Pour arrêter le flot retentissant de ses paroles, il eût fallu une crécelle, instrument qui ne faisait point partie de l'outillage diplomatique.

Surpris, mais toujours maître de soi, le Premier laisse s'écouler le torrent et pose les jalons en négociateur avisé. Le regard d'un bleu lavé que la colère, factice ou vraie, assombrit, rencontre les yeux d'une chaleur continue comme celle des âtres anglais. Le chancelier exigeait une solution de l'affaire des Sudètes sur la base du principe des nationalités. Chamberlain, personnellement, acceptait ce principe, s'engageait à consulter son cabinet, à entreprendre des démarches afin d'obtenir le consentement de Paris et de Prague. Il fut convenu qu'une seconde rencontre réunirait les deux chefs d'Etat.

De retour à Londres, Chamberlain réunit ses collègues ainsi que Daladier et son ministre des Affaires

étrangères, Bonnet, pour leur communiquer le résultat de son voyage et les conclusions de l'enquête de l'ancien ministre Runciman : Allemands et Tchèques ne peuvent plus vivre ensemble ; la séparation s'impose.

La conférence se prononce pour la cession directe, sans plébiscite, des zones où les Allemands dépassent cinquante pour cent de la population. Des garanties internationales devaient assurer les nouvelles frontières. Encore une fois, Chamberlain prit l'avion pour se rendre auprès de Hitler.

Chaque pays a ses sites héroïques, ses horizons sanctifiés par le passé, des lieux où souffle l'esprit. Point n'est besoin d'aller jusqu'à la Rome de Poussin pour les retrouver ; il suffit de s'arrêter à Bonn sur le Rhin.

Le fier génie qui y passa sa jeunesse vivait en compagnie de la statue de Brutus. Cette farouche indépendance d'esprit était tarie en Allemagne. Qui pensait à Beethoven ce doux soir de septembre ? Les regards se tournent vers deux immenses drapeaux, l'un allemand, l'autre anglais, qui flottent devant l'hôtel Dreesen, sur la colline de Godesberg.

Un interminable cortège suit le bord du Rhin. Le jour, des usines, des affiches de publicité encadrent ses eaux grises. De nuit, elles retrouvent leur chant et leur voix. On dirait que le fleuve se plaint aux étoiles. Elles scintillent au-dessus de la noire immensité comme au temps où Dürer, sa boîte de couleurs sous le bras, s'acheminait vers les Flandres, ou quand la berline emportait le conseiller Goethe vers les Alpes. Ces étoiles ont vu monter vers elles la pensée humaine. Quelle est leur vision cette nuit d'automne ? Des soldats harassés dorment comme des morts dans les casernements. Des éléphants d'acier soufflent dans

les bâtisses cyclopéennes en ciment armé auxquelles l'abus des colonnes donne l'aspect redoutable de chenilles aux pattes surabondantes qui détruisent la moisson de Dieu.

Le jour se lève triste et mat sur la terre d'Allemagne, autrefois si accueillante et gaie. Le dormeur se réveille dans « l'appartement des princes » à Godesberg. C'est un pauvre homme qui marche de long en large pour se donner du courage, pour vaincre le trac avant de mimer le mauvais roi des légendes. Le voilà prêt. Il accueille le visiteur :

— Excellence, je regrette infiniment, ce n'est plus possible.

Il renie ses engagements, hausse ses exigences, parle en maître. Il demande impérieusement que l'évacuation des territoires des Sudètes soit commencée le 26 septembre à 8 heures du matin et terminée le surlendemain.

En face d'un pareil adversaire, le probe de Birmingham serre ses lèvres minces sous ses moustaches grisonnantes et se retire dans son quartier, à l'hôtel Petersberg, sur l'autre rive du Rhin. Mais ce n'est plus un fleuve qui sépare les deux hommes, c'est un abîme.

Après un échange de notes et quelques concessions insignifiantes de Hitler, Chamberlain repart pour Londres.

L'opinion était divisée dans les deux capitales alliées. A Londres, Churchill et Eden se trouvent à la tête de l'opposition.

— Mesdames et Messieurs, avait dit Mark Twain en présentant le premier à ses concitoyens, le conférencier, ce soir, est M. Winston Spencer Churchill : par son père, Anglais, par sa mère Américain. Admirez un homme.

En effet, c'était un Anglais de la Renaissance pour la vigueur de la pensée et de l'action. Descendant du fameux Marlborough, lui-même lancier au Transvaal, au Soudan, aux Indes, écrivain, parlementaire, et, par la suite, premier lord de l'Amirauté, en 1914, peu avant la date fatidique, il avait dit à Ballin, homme de confiance du Kaiser :

— Mon cher ami, ne nous faites pas aller en guerre.

Il eût tenu volontiers à Hitler les mêmes propos. Mais il pénétrait le dictateur, ses éblouissements, son inflexible volonté de guerre.

Anthony Eden croyait également le choc inévitable. Sa distinction personnelle et vestimentaire lui valait une immense popularité. Son chapeau, qui faisait époque, cachait un cerveau aussi versé en lettres que s'il eût passé sa vie à bouquiner sur les quais. Le grand civilisé, l'homme de bonne compagnie, considérait avec une impatience dédaigneuse les chefs totalitaires, bruyants personnages qui avaient fait de la bravade une vertu d'Etat. Les tentatives de conciliation lui semblaient un leurre. En février 1938, il quittait le Foreign Office.

Son successeur, lord Halifax, élevé d'âme et de taille, écoutait avec les sentiments d'un Anglais pieux ayant mille ans de liberté dans le sang les roulades de Mussolini, le tonnerre de Hitler.

A Paris, Daladier présidait le Conseil. Méridional, professeur, probe, patriote, surnommé par ses flatteurs le taureau de la Camargue, il présentait les apparences de la force. En réalité, c'était un indécis, sensible aux influences personnelles, et encore plus aux manifestations de l'opinion.

Le cabinet, la nation étaient divisés. Les pondérés, en connaissance de l'état militaire, de l'état moral du pays, voulaient transiger. Les combattifs exi-

geaient l'intervention en faveur de la Tchécoslovaquie, sans se soucier de la géographie, sans se demander par quelle voie l'armée pourrait porter secours à la nation alliée !

Les Tchèques montrent du courage dans le malheur. Ils se sentent lâchés, condamnés, pourtant ils partent aux frontières avec une froide résolution. L'aide de la Russie constituait leur suprême espérance.

De Paris, ses amis téléphonent au président Bénès : « Résistez. Nous ne vous abandonnons pas ». A Londres, réunions houleuses qui retentissent des cris : Stop Hitler ! Stand by Tchechoslovakia ! (Arrêtez Hitler, aidez la Tchécoslovaquie !).

Le 24 août, mobilisation partielle française, mobilisation générale tchèque.

Pourtant la situation militaire semblait inextricable. La Russie n'avait pas de frontières communes avec la Tchécoslovaquie et l'on n'était plus au temps de Villars et de Napoléon où les armées mettaient dix jours du Rhin au Danube.

Conseil des ministres le lendemain. Daladier étale la carte où sont marquées en rouge les régions attribuées directement à l'Allemagne, en vert, les régions à plébiscite.

— Le projet de Godesberg, dit Reynaud, c'est la fin de la Tchécoslovaquie. Or, c'est l'Europe.

— Non, répond de Monzie. L'Europe, c'était Vienne.

Chamberlain se décide à une suprême démarche, envoie une lettre à Hitler. Celui-ci continue à plastronner en public, à proclamer qu'il s'emparera du territoire sudète le 1^{er} octobre. Toutefois il écrit au Premier anglais pour le prier « d'amener à la raison » le gouvernement de Prague. Lui-même s'engageait à garantir l'intégrité du reste de la Tchécoslovaquie.

M. Piétri, ancien ministre, propose de suggérer par la voie de Mussolini la réunion d'une conférence immédiate. Les relations entre la France et l'Italie étaient alors tellement tendues que Londres fut priée de pressentir Rome. Le *duce* s'empressa de téléphoner à son allié pour l'engager à surseoir à l'action militaire. Hitler acquiesça et proposa aux représentants des quatre grandes puissances de se réunir à Munich.

Dans la capitale bavaroise, Mussolini, le polyglotte, papillonne au milieu des trois chefs d'Etat unilingues. Quelques heures suffirent pour décider l'occupation des territoires sudètes du 1^{er} au 10 octobre, et le plébiscite sous contrôle pour les districts de majorité douteuse. Dès que les revendications des minorités polonaises et hongroises seront réglées à l'amiable par les gouvernements intéressés, l'Allemagne et l'Italie garantiront les frontières de l'Etat tchécoslovaque. L'Angleterre et la France prennent le même engagement. Tous signent. Tous sont graves, seul le maréchal Goering est souriant. Il se sent le vrai vainqueur. N'a-t-il pas mis sur pied en trois ans l'aviation allemande ? « Und was für eine » (et quelle aviation), la plus puissante du monde !

Dix ans auparavant, une action comme celle de Chamberlain était susceptible d'établir une vraie entente continentale, de sauver l'Europe. Mais depuis que le pouvoir était tombé aux mains des dictateurs, l'apaisement ne pouvait être durable.

A Paris, des ovations enthousiastes accueillirent le retour de Daladier. Les quartiers populaires acclamaient celui qu'ils croyaient être le sauveur de la paix. Le même triomphe attendait Chamberlain à Londres. Churchill enfonce toutefois ses pointes d'acier dans la détente béate. Il parle des gouverne-

ments irréfléchis que l'Angleterre et la France payent à présent bien cher : par la route du Danube ouverte jusqu'à la mer Noire, jusqu'à la Turquie. Il rappelle que l'Angleterre a cessé d'être une île ; elle le reddeviendra lorsqu'elle aura obtenu la supériorité des airs.

Il trouve un contradicteur véhément en M. Gœbbels qui lui reproche une haine aveugle contre l'Allemagne, s'indigne de le voir mettre en doute « l'honnête volonté de paix » du *Führer*.

Les préparatifs de la nouvelle agression, qui menait infailliblement à la guerre générale, inquiétaient le haut commandement allemand. Le général Beck et d'autres officiers de la *Reichswehr* s'abouchèrent avec le chef de l'état-major, Halder. Celui-ci qualifia le chancelier de dément, de scélérat, de buveur de sang et proposa de le supprimer au premier échec diplomatique ou militaire. Witzleben, commandant de Berlin, était du complot et avait pris des dispositions pour écraser les SS. Le vaste réseau de la conspiration antihitlérienne attendait le signal pour agir. Mais au lieu d'une attitude intransigeante des puissances occidentales et une cuisante mortification de Hitler, ce fut Munich. Les conjurés remirent leurs projets à une date ultérieure.

Le destin de la Tchécoslovaquie s'accomplit. Des grands feux allumés le jour de l'enterrement du sage Masaryk comme symboles de l'inviolabilité du territoire, il ne restait que de troubles flammes des papiers que l'on brûlait dans le jardin du ministère.

La France à population décroissante demeurait seule sur le continent en face d'une Allemagne prolifique, augmentée des lambeaux de l'Autriche.

VII

Pendant ce temps, Hitler établissait sa domination absolue sur l'armée. Il écarta ou retraits les officiers réfractaires au national-socialisme, ou peu friands du risque. Il renouvela les cadres de jeunes officiers qui lui apportaient une soumission sans réserve, « l'obéissance de cadavre ». La Gestapo obtint le droit de surveillance sur le corps des officiers. Le *Führer* prit lui-même le commandement suprême.

La diplomatie subit des transformations analogues. Sous la conduite d'un homme prudent, M. von Neurath, elle avait gardé son cachet d'ancien régime. A ses débuts, le national-socialisme conserva cette façade de respectabilité à l'égard de l'étranger, chargea toutefois M. Rosenberg de créer un second front diplomatique, un front de taupes. Le *Führer* eut beau proclamer que le national-socialisme n'était pas un article d'exportation, les agents de M. Rosenberg s'appliquèrent à le greffer partout sur les vies nationales.

La Wilhelmstrasse reçut un nouveau chef: Joachim von Ribbentrop, à ses débuts, placier en champagne, blond, d'une pâleur de noctambule, enclin à l'ébullition, tel le précieux liquide auquel il devait ses premiers succès. Son bagout et son aplomb enchantèrent Hitler qui voyait en lui le diplomate conforme à son tempérament et à sa morale. Servie par l'absence de tout scrupule et par l'argent jeté en déluge, cette prodigieuse souris diplomatique trouvait la fissure, déposait sa crotte d'or, et se mettait à ronger la fente pour l'élargir. Dans une ère d'imposture triomphante, il excellait par une mauvaise foi hors

pair. Londres en eut l'intuition lors de son ambassade. Ajoutez qu'il confondait l'aisance et le sans-gêne, enfin qu'il crut pouvoir remplacer le shake-hand par le salut hitlérien, le bras levé.

La froide réserve qu'il rencontra l'aigrit contre l'Angleterre. Il s'enfonça dans l'idée qu'un pays qui n'avait pas su apprécier son mérite était fatalement voué à la déchéance. A son retour, il ne cessait de déprécier la force britannique et d'aiguillonner Hitler vers la voie fatale.

L'ambassadeur Neville Henderson a rapporté la scène qui se déroula à une heure critique, le 27 septembre 1938, en présence du chancelier. Goering reprocha violemment à Ribbentrop de pousser à la guerre. Lui, le maréchal, savait ce que c'était et ne voulait pas recommencer. Toutefois, si le *Führer* disait : « En avant ! », il partirait en tête dans le premier avion. Mais il exigerait que Ribbentrop prenne place à ses côtés.

Celui-ci s'en garda bien. Son métier était de pousser à la consommation.

Il pressent Georges Bonnet, s'annonce pour une visite amicale à Paris.

Emoi, protestations. Pourtant pouvait-on risquer de compromettre par une susceptibilité excessive les résultats de Munich ?

Le 6 décembre, M. von Ribbentrop passe sous le dais de triomphe, le vélum dressé entre la gare des Invalides et les Affaires étrangères. Sous les lustres de la salle de l'horloge, les deux ministres signent le traité d'amitié. Solennel renoncement de l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine, garantie mutuelle des frontières communes. La France reconnaît la prépondérance politique et économique du Reich à l'est, à condition que tous les problèmes fussent réglés

d'un accord commun. M. Bonnet demande, conformément aux stipulations de Munich, la garantie du Reich pour les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie, il n'obtient cependant qu'une réponse évasive.

Soirée au Quai, réception à l'ambassade, diamants, compliments, les allusions de Son Excellence sur la défense morale de l'Europe contre les méchants Soviets redressent les diadèmes. Les robinets du pipe-line des subventions s'ouvrent, leur rosée fait pousser dans certaines feuilles des colonnes sur l'heureuse fin d'un conflit séculaire.

Pour avoir les mains libres à l'est, M. von Ribbentrop multiplie ses témoignages d'amitié aux grandes et petites nations de l'ouest.

Depuis le rétablissement de la *Wehrmacht* sur le Rhin, Léopold III avait dénoncé les accords militaires liant la Belgique et la France. Par ce moyen, le souverain s'imaginait éviter à son pays d'être attiré encore une fois dans une guerre de coalition. La Belgique restait sur le qui-vive en dépit de la garantie de « l'inviolabilité » de son territoire, certifiée par l'engagement solennel de l'Allemagne hitlérienne.

La même garantie fut offerte à la Suisse.

Que valaient ces protestations de bon voisinage ? « Les assurances de l'Allemagne, remarquait un spirituel écrivain belge, M. Charles D'Ydewalle, servent à reparaitre en collection, quand elles auront été violées. »

L'ambassadeur Henderson résidait toujours à Berlin avec la mission de chercher les voies d'une entente.

— L'Allemagne, lui dit le maréchal Goering sur un ton d'innocence blessée, ne peut cueillir une fleur, sans que l'Angleterre ne s'écrie : « Défendu ! »

L'Allemagne ne cueillait plus de fleurs, elle s'apprêtait à cueillir des nations.

Elle va appliquer partout la même méthode : dissocation par l'intérieur, intimidation, intervention brutale.

La nuit du 14 au 15 mars, un singulier cortège gravit les marches de la chancellerie à Berlin. On dirait une poupée de son entourée de soldats de plomb : c'est un vieux magistrat, M. Hacha, le nouveau président de la Tchécoslovaquie que Hitler vient de citer par-devant lui. Le *Fuhrer* se comporte à la manière des idoles de sa jeunesse, les chefs indiens, la main sur le tomahawk, les yeux sur le scalp de l'adversaire. A 4 heures du matin, scalpé, l'infortuné Hacha s'effondre. Un médecin lui administre une injection. Il n'y a personne pour ranimer la Tchécoslovaquie. Quelques heures après, un communiqué annonce : « Le président Hacha a remis en pleine confiance le sort du peuple tchèque entre les mains du *Fuhrer* du Reich. » Peu après, Hitler entre à Prague et proclame que l'Allemagne assume le protectorat de la Bohême.

Le même honneur échoit à la Slovaquie, déclarée indépendante et soumise « spontanément » au protectorat du Reich.

Hitler avait pourtant donné à Chamberlain l'assurance formelle qu'il respecterait l'indépendance de la Tchécoslovaquie. A cette attaque brusquée contre une nation sans défense, à ce manque flagrant de parole, l'Angleterre répond en ordonnant la conscription. Elle-même, ainsi que les Etats-Unis, la France et la Russie refusent de reconnaître l'annexion de la Tchécoslovaquie. La neige tombe à gros flocons sur ses infortunes.

La pénétration allemande continuait dans les autres pays danubiens. Sa propagande mettait un zèle particulier à travailler la Hongrie. Pourtant cette

action rencontra un adversaire résolu : le comte Paul Teleki. Il débuta dans les sciences, occupa la chaire de géographie à l'Université de Budapest, donna une série de conférences à l'Université de Princeton, aux Etats-Unis. La supériorité des maîtres de la mer sur les puissances terriennes ne faisait pas de doute dans son esprit. La grande guerre en avait produit la preuve et montré le danger que courait une petite nation se livrant sans réserve à une coalition. Eviter de s'identifier avec elle, ne combattre en aucun cas contre les nations maritimes, enfin, fidèle aux méthodes parlementaires, écarter la tutelle de tout système étranger — voilà les idées qu'appliqua Teleki lorsque le régent lui confia le pouvoir en février 1939.

La Roumanie connut les émeutes des Gardes de fer, habillés de chemises vertes, portant à la boutonnière la cocarde aux couleurs nationales surmontée de la croix gammée. Leur fondateur, Codreano, imitait le *Fuhrer* jusque dans l'imperméable qu'il revêtait pour les grandes occasions. Après un carnaval d'anarchie et de meurtres, Codreano et ses lieutenants furent abattus. L'abandon des Gardes de fer par Berlin comportait d'importantes concessions économiques de la part de la Roumanie, l'augmentation considérable des exportations de blé et de pétrole. Le roi Carol institua un régime personnel, régime de dictature à l'intérieur, de promesses contradictoires à l'extérieur.

Les Etats danubiens dépendent sans exception du marché allemand qui absorbe leurs produits agricoles. Leur armement aussi est à la discrétion du Reich. Aucun chef d'Etat de ces régions ne saurait risquer de n'être pas bien en cour à Berchtesgaden.

Le jeu du *Fuhrer* se précise : endormir l'Angleterre, la France, s'emparer morceau par morceau des

petits et moyens Etats de l'est et du sud-est, pour se retourner ensuite contre les puissances de l'Occident.

Une grande voix se fait entendre d'au delà de l'Océan, celle du président Roosevelt :

— L'Allemagne menace l'existence de trente et une nations.

Réponse de M. Goebbels :

— Roosevelt voit des fantômes.

Ces fantômes n'étaient pourtant que trop réels. Ils tendaient leurs mains osseuses vers les hommes. Le souci neige dans le noir, la nef de l'Europe glisse vers l'inconnu, au mât d'avant flotte le pavillon rouge qui signifie : « Explosif à bord ».

VIII

Depuis longtemps. Paris n'avait connu de saison aussi brillante. Ce n'était pas la joie ailée des temps heureux, mais une sorte de plaisir trépidant qui voilait l'inquiétude, la coupe de champagne au bord du précipice; pour les têtes grisonnantes, un vague souvenir de l'été 1914.

Le jour ne suffisait plus pour éteindre la soif de divertissement : les courses nocturnes attiraient la foule à Longchamp. Les chevaux s'élançaient sur une piste resplendissante de lumière artificielle. Des zones de ténèbres, un bourdonnement immense annonçait la multitude. Soudain, des étoiles multicolores fusaient vers le ciel, éclairaient les robes légères, les cous endiamantés, une humanité étourdie, les yeux levés vers la féerie du feu, vers la pluie d'étincelles qui retombait sur la grande ville endormie.

Les premières lueurs du matin mettaient en branle ce fleuve d'ombres. Triple rangée de véhicules, autos

de luxe, camionnettes de petites gens, bicyclettes s'écoulaient avec de brusques arrêts, au milieu du bruit des klaxons, de la vocifération des chauffeurs, de l'philare confusion d'un exode de carnaval.

En Allemagne aussi, le soleil se levait et souriait aux tilleuls qu'avait chantés Schubert. Sous leur ombrage, aux sons des fifres, des jeunes gens, presque des enfants, habillés de brun, martelaient la chaussée. Ils venaient de quitter leur camp, avaient passé le portique étalant l'inscription : « Nous sommes nés pour mourir au service de l'Allemagne. »

Leur chanson de route résonnait à travers champs :

Und heute gehört uns Deutschland
Und Morgen die ganze Welt ¹.

Du haut de son rocher, au milieu du bleu des Alpes, leur chef, immobile, en figure de proue, contemplait cette jeunesse idolâtre, avide de combat, prête, au premier signal, à assaillir l'Europe insouciant, attachée à la paix et à la douceur de vivre.

La France continuait à s'enfoncer dans la facilité, sans se douter qu'elle approchait de la plus grande épreuve de son histoire.

« Ah ! Pauvre et noble France ! — avait écrit Gambetta en 1874 à M^{me} Adam — incapable de penser à elle-même, elle a toujours eu l'insouciance de son gouvernement ; tous les vingt ans, elle s'éveille brusquement sous l'imminence d'une catastrophe, elle revise d'un coup d'œil les comptes du maître qu'elle s'est donné, elle le juge infidèle et incapable, elle le brise et court se ruer aux pieds d'un autre. A ce jeu sanglant et misérable, elle a usé sa moralité, son honneur, et aujourd'hui elle assiste en sceptique à

¹ Aujourd'hui toute l'Allemagne nous appartient ;
Demain, ce sera le monde entier !

la concurrence que se font les quatre ou cinq partis qu'elle a successivement répudiés, flétris et chargés du pouvoir. Entre temps, nulles réformes, nul plan d'ensemble, les abus s'amoncellent, les vices se superposent, la lâcheté, l'hypocrisie, l'appétit des jouissances matérielles, le culte des hochets, le goût des scandales, de la fausse pompe continuent leurs ravages dans les diverses couches de la société. Les Prussiens peuvent revenir, nous vaudrons moins qu'en 1870. »

Une seconde fois, l'Europe allait devenir la vigne de la mort. Une nouvelle ère de violence va accabler les hommes, ère qui surpassera le grand écroulement des choses, le formidable carnage de l'autre guerre. La revision des erreurs territoriales de 1919 n'était qu'un prétexte ; déjà atteintes de discrédit, elles pouvaient être rectifiées par de loyales négociations. Mais un homme qui dispose d'un formidable instrument de puissance a décidé de l'appliquer à des buts illimités, de consacrer l'usurpation par la conquête. Il ouvrira l'ère qui éclipsera tout ce que notre pauvre humanité avait jamais subi ici-bas, ère féroce qui méprisera la foi, la loi, la dignité humaine, qui ne se contentera plus des hécatombes de guerriers, mais ne ménagera rien : ni le sanctuaire, ni la ville paisible, ni le vieillard, ni le berceau.

Les grappes de haine s'empourprent dans les vignes de la mort, annoncent que la récolte approche, la plus grasse récolte du siècle, le siècle des foyers détruits.

CHAPITRE II

LA GUERRE D'UN HOMME

De noirs passants trouvaient le trône
en leur chemin,
Entraient, donnaient un coup de dent
au genre humain.

*Victor Hugo,
« Légende des siècles ».*

I

Trois générations s'étaient succédé dans le gouvernement de l'Europe. Les hommes de 1914 regardaient l'avenir avec les yeux du passé, sans se douter des malheurs qu'ils préparaient. Du haut de leur puissance, ils lâchèrent les cavaliers de l'Apocalypse avec l'insouciance du chef qui donne un ordre sur le champ de manœuvres.

Après plus de quatre ans de carnage, la fleur des nations fauchée, le fruit du travail de plusieurs générations dilapidé, les politiciens, les militaires, qui tenaient les peuples sous leur férule, s'imaginaient que les survivants rentreraient au bercail avec la docilité du troupeau. La force dissolvante de la guerre leur échappait. Ils contemplèrent les yeux écarquillés la cascade des trônes, la ruine des Etats,

l'effondrement de la société, la régression de l'esprit, la diminution de la sécurité, du bien-être, l'Europe affaiblie au profit des autres continents. Leurs peuples, le monde entier, expient leurs fautes.

Le souvenir même des hommes néfastes de 1914 est mort. La mémoire de ceux de 1919 a pris l'aspect de colonnes brisées. Ces esprits égarés par la victoire se montrèrent incapables de liquider les haines, d'user de leur pouvoir pour réorganiser l'Europe. Leurs erreurs ont faussé l'évolution intérieure des pays et travaillé inconsciemment à amener au pouvoir des gouvernements bien plus dangereux pour le genre humain que ceux frappés d'anathème par les justiciers. En 1914, l'Europe avait encore ses cadres, son personnel dirigeant, en dépit de ses défauts, attaché à des principes de religion, de morale, de responsabilité. En 1939, on découvrait des cadres détruits, à la tête de grandes nations, des enfants du désastre, sans traditions innées, affranchis de scrupules, potentats improvisés, cruels parce qu'incertains. Après une phase de décivilisation et de progrès matériel, consacrée en premier lieu à l'aviation et aux machines à tuer, « l'Europe nouvelle », fractionnée en Etats aux murs à peine secs, se vit en face de deux nations à population surabondante, chez lesquelles le pouvoir se trouvait aux mains de bandes dominées par des dictateurs.

Un quart de siècle à peine après l'été fatal de 1914, le vertige s'empare encore une fois de l'Europe. Pourtant ni les hommes, ni les circonstances n'étaient pareils. Les dirigeants de 1914 échangeaient de vaines paroles, tâtonnaient, titubaient en aveugles, vers un cataclysme dont ils ignoraient la portée. Les hommes de 1939 ne l'ignoraient pas. Eux-mêmes avaient traversé le fleuve de feu et frémissaient à

la pensée d'y retourner. Les peuples ne désiraient pas la guerre, ni le peuple allemand, ni aucun autre. A Munich, les adversaires du Reich avaient témoigné de leur pacifisme par des concessions inespérées. L'œuvre de Versailles était abolie, ses derniers vestiges destinés à disparaître.

L'Allemagne s'était haussée encore une fois à l'échelon qu'elle avait atteint en 1914 : hégémonie industrielle, primauté de puissance sur le continent. Encore une fois, elle avait connu une montée vertigineuse. Elle était si forte, l'Europe à tel point désireuse de paix, que n'importe quel homme d'Etat moyen eût pu obtenir aisément une solution honorable des questions litigieuses.

Installé dans son bureau, Adolf Hitler contemple le globe. Il avait organisé le commandement et l'obéissance tel un roi. Le culte idolâtre qui l'entoure, les réussites de ses coups de force lui donnent l'illusion de l'infailibilité. S'il avait été chancelier en 1914 — se plaît-il à répéter — l'Allemagne n'eût pas perdu la guerre. Il a refait, augmenté, perfectionné sa force militaire. Se souvenant des paroles de Napoléon : « La victoire est toujours du côté des gros bataillons », il avait multiplié les siens, dépassé largement ceux de ses adversaires réunis.

Lorsque Mussolini lançait du haut de son balcon : « La guerre est à l'homme ce que la maternité est aux femmes », il visait à griser ses auditeurs et à préparer des gains diplomatiques par la menace. La nuit, il rêvait de victoires, à la lumière du jour, il revenait à la paix.

Son associé, au contraire, appelait la guerre. N'avait-il pas confié avec candeur à l'ambassadeur Henderson qu'il préférerait la faire à l'âge de cinquante ans plutôt qu'à cinquante-cinq ou soixante ?

Ses généraux ne le poussaient pas à la bataille. Avant chaque coup de main, le haut commandement l'avait prévenu des risques et continuait à l'avertir du danger que comportait une guerre générale.

Les diplomates réfléchis lui tenaient des propos analogues. Mais son homme de confiance qu'il appelait « son Bismarck », Ribbentrop, se faisait fort d'écarter le spectre de la guerre sur deux fronts et poussait son maître vers la monstrueuse décision.

D'autres influences entrent en jeu, des inconnus, obscurs compagnons de la première heure, ses commensaux avant la gloire, patriotes de brasserie avec lesquels il continue à frayer sur un pied de familiarité. Leur jugement est nul, leur confiance absolue. Comment celui qui a accédé à la toute-puissance à l'intérieur ne continuerait-il pas ses exploits à l'extérieur ?

Que de fois n'a-t-il pas répété que la guerre est la plus noble manifestation de l'activité humaine ? Que le Reich a le droit de se tailler un « espace vital » au nom du droit divin de la race ?

Sans doute qu'un obscur instinct s'ajoute à ces raisonnements. Les autocrates vont en guerre pour s'assurer la durée et aussi avec la secrète espérance que le vent des batailles effacera le sang qui a élaboussé les pierres des fondements.

Coiffé de sa grosse casquette à la pointe relevée qui ressemble à la mitre des grenadiers de Frédéric, suivi des moines fanatiques d'une religion d'Etat, il marche de ses lourdes bottes vers le malheur. Cet être sombre aux haines condensées se penche en aveugle sur les abîmes du temps. Et il prononce les paroles fatidiques :

— Les armées d'un grand peuple façonneront la face nouvelle de la terre.

La responsabilité de la première catastrophe qui a déchiré notre ère incombe à l'équipe des hommes de 1914. Celle qui se prépare sera l'œuvre d'un homme. Elle ne sera pas le résultat de tragiques malentendus, de responsabilités partagées. Elle sera la guerre d'une seule volonté.

II

Depuis le démantèlement de la forteresse tchécoslovaque, aux ides de mars 1939, la Pologne devenait la zone dangereuse du continent. Logée entre deux colosses, les fantaisies des hommes de 1919 avaient rendu sa situation encore plus précaire : une enclave polonaise, le « corridor », sépare les deux Prusses ; Dantzig, port de la Pologne, enclave de majorité allemande, en pleine terre slave, fut confiée à l'autorité vacillante de la S.d.N.

Sa frontière de l'est n'apparaît pas moins exposée. Depuis des siècles, l'Ukraine et la Lituanie restaient l'enjeu entre la Pologne et la Russie. Pilsudski lui-même était un Polonais originaire des environs de Wilna, capitale de la Lituanie.

L'armée polonaise entre en avril 1926 à Wilna, en mai, à Kiev. Une contre-offensive russe la refoule jusqu'aux portes de Varsovie. A leur tour, les Polonais rejettent les Russes. La paix de Riga, qui assure des avantages territoriaux à la Pologne à l'est, ne contente aucun des belligérants. Une tension chronique subsiste entre la Pologne et ses deux grands voisins.

Toujours menacée, pendant plus d'un siècle, terre conquise, le sentiment national s'était développé au plus haut degré en Pologne. Néanmoins, le frisson

des drapeaux ne parvint pas à apaiser les furieuses luttes des partis.

Lutte pour le pouvoir, lutte pour l'orientation extérieure, heurts de furieuses ambitions personnelles, Paderewski démissionne et quand on lui demande ses impressions sur son ministère, il répond :

— La politique est un piano qui n'a que des touches noires.

Pilsudski aussi se retire de la vie publique. Cependant la recrudescence du désordre, les excès du parlementarisme, le décident, en 1926, à sortir de son inaction, à s'emparer du pouvoir grâce à l'armée et au parti socialiste, ne gardant toutefois pour lui que le portefeuille de la guerre, instituant une sorte de dictature déguisée. Son gouvernement se maintient grâce à son prestige personnel. On lui prête les propos suivants : « L'ogre Hitler s'est mis à table avec l'intention d'avaler tous les pays européens. Que les Polonais évitent de figurer aux hors-d'œuvre, car avant le dessert, l'ogre sera certainement frappé d'apoplexie. »

Au printemps de 1933, Pilsudski proposa une action militaire des signataires du traité de Versailles pour écraser le national-socialisme. Il ne fut pas écouté, et crut épargner à son pays le sort de hors-d'œuvre en concluant avec l'Allemagne un accord de dix ans. Sa mort laissait sans chef le pays en perpétuel quivive entre deux redoutables voisins.

Le maréchal Rydz-Smigly, chauve, souriant, avantageux, autrefois intrépide officier de guérillas, était appelé à diriger la grande armée polonaise.

Sur le plan international, la succession de Pilsudski fut confiée au colonel Beck. Enchanté de son importance, le diplomate improvisé restait sensible aux

moindres nuances de l'accueil et établissait son bilan politique conformément à sa satisfaction personnelle.

L'équipe qui entourait ces maîtres de la Pologne était de la même trempe. « La petite monnaie du gros écu de Pilsudski », voilà comment les jugeait le bon sens populaire.

Ce gouvernement si sûr de lui-même affrontait une situation pleine de périls. Après l'Autriche et la Tchécoslovaquie, Hitler était prêt à envahir la Pologne.

Dix jours auparavant, Ribbentrop avait invité Ciano à Salzbourg. Après le dîner, en se promenant dans le jardin, l'Italien s'adressa à son hôte :

— En somme, que voulez-vous ? Dantzig ? Ou le corridor ?

— Plus que cela, répondit l'autre, en le fixant de son regard glacial. Nous voulons la guerre.

Tout ce qui va s'ensuivre ne sera qu'une sinistre comédie, exécutée par des moyens que Chamberlain qualifiait de « sickering technique », technique écœurante.

Dans le conflit qui menace, la Russie apparaît comme l'arbitre de la situation. Tandis que les services de M. Goebbels protestent en notes stridentes contre les soi-disant sévices que subissent les Allemands en Pologne, Moscou prend le rang de capitale diplomatique.

Londres et Paris y expédient des ambassadeurs, des généraux, des amiraux. Ceux-ci ne connaissent guère la Russie et oublient que, dans la guerre mondiale, elle fut la première à subir la défaite et la diminution territoriale. L'Etat des Soviets, au visage socialiste, mais resté national dans ses fibres intimes, fait de la politique russe, la politique des frontières perdues.

Les Alliés n'avaient aucune concession territoriale à offrir à la Russie. Ce n'était pas le cas de Berlin,

qui ne s'embarrassait d'aucun scrupule, et était d'ailleurs décidé à reprendre un jour tout ce qu'il avait accordé. M. Ribbentrop mit donc dans la balance les pays baltes et une tranche de la Pologne.

Les entretiens anglo-franco-russes se prolongent, divertissent les diplomates soviétiques. Enfin, ils prononcent la question qui renversera le château de cartes des négociateurs :

— Avez-vous l'autorisation des Polonais et des Roumains pour le passage de nos armées par leur territoire afin d'aller combattre les Allemands ?

Non, l'autorisation manque, et pendant que Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, s'efforce de vaincre la résistance de Varsovie, M. Ribbentrop gagne la partie : la Russie et l'Allemagne s'unissent en vue du quatrième partage de la Pologne. Le 21 août, un pacte de dix ans est signé entre le Reich et l'U.R.S.S.

Aux loyales tentatives de médiation de Chamberlain, du président Roosevelt, du roi des Belges et de la reine des Pays-Bas, enfin du pape, les chefs nazis opposent l'imposture et l'hypocrisie.

Tandis que les Alliés épuisent toutes les modalités d'accommodement, Ribbentrop poursuit ses fourberies. Le 31 août, au cours d'un entretien orageux avec sir Neville Henderson, il entreprend la lecture précipitée des exigences allemandes à l'égard de la Pologne, se refuse toutefois à remettre le document à l'ambassadeur et à continuer les négociations, sous le prétexte que la Pologne n'avait pas délégué auprès de Hitler un plénipotentiaire, mais seulement un ambassadeur.

La radio reçut l'ordre de diffuser, la nuit du 1^{er} septembre, les conditions de l'Allemagne. De bon matin, sans déclaration de guerre, des troupes franchissaient en quatre points les frontières de la Polo-

gne, l'aviation bombardait les aérodromes polonais.

Le lendemain, les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne demandaient leurs passeports.

— S'agit-il simplement du conflit germano-polonais? avait demandé le président Daladier dans sa déclaration lue à la Chambre le 2 septembre.

— Non, Messieurs, il s'agit d'une phase nouvelle de la marche de la dictature hitlérienne vers la domination de l'Europe et du monde.

Encore une fois, la « Marseillaise » éclate à travers la France, les femmes pleurent sur le pas des portes, la foule fleurit les soldats. Encore une fois, musique en tête, les bataillons s'ébranlent. Le masque en sautoir dans son étui métallique donne un aspect belliqueux à la rue parisienne. Les sacs de sable s'amoncellent au pied des bâtiments publics. Quai du Louvre, on décharge des bottes de paille pour emballer les tableaux. La « Victoire de Samothrace » descend de son socle.

Encore une fois, l'Allemagne n'est qu'un souffle de guerre, encore une fois, elle s'apprête à entrer en conflit avec l'univers.

En août 1914, à Berlin, la princesse Blucher, une Anglaise, marquait sur son calepin: « Ils se mettent à la guerre comme un canard se met à l'eau... On dirait que ce terrible cataclysme est pour eux une occasion longtemps espérée de manifester leur mâle bravoure innée, associée à un génie militaire sans égal. »

Encore une fois, pour l'Allemagne, le cycle d'une montée vertigineuse commence. Mais à partir de ce jour, tout ce que le labeur, tout ce que la science humaine ont accumulé pendant des siècles sera orienté vers la destruction. Sous le doux soleil de septembre, un homme sorti des bas-fonds sonne le glas du bonheur d'une génération.

Le 1^{er} septembre, Hitler avait réuni le Reichstag. Il vante son pacifisme, son constant désir d'éviter le recours à la violence. La veille, affirme-t-il, l'ambassadeur de Pologne s'était présenté à la Wilhelmstrasse, mais non pas en qualité de plénipotentiaire. Il considérait donc que ses propositions avaient été repoussées. Sur quoi la Pologne a attaqué le territoire du Reich et il a dû prendre les armes pour sa défense.

Quant à lui-même, il accepte n'importe quel poste, si dangereux soit-il, n'ayant d'autre ambition que d'être le premier soldat du Reich. Cette séance ne dura qu'une heure, dans une atmosphère morne, au milieu d'un enthousiasme modéré. Au cours de son discours, rempli de contre-vérités, le *Fuhrer* évita le mot de guerre. La presse tonitruait, le peuple restait consterné.

Les feux du ciel tombent sur la Pologne. Les avions vrombissent, les moteurs ronflent, et le galop de l'héroïque cavalerie polonaise semble une parade rétrospective des temps où la valeur personnelle décidait des batailles. Mais que peut le cavalier sabre au clair contre le moteur et la cuirasse? Son courage se trompe de siècle.

L'offensive polonaise visait d'un côté la Silésie allemande, de l'autre, la Prusse orientale, comme but final, Berlin. Campagne foudroyante, à l'image de Napoléon!

Hélas! Le maréchal Rydz-Smigly n'est pas Napoléon, et ignore, en outre, la supériorité des armes allemandes. A Berlin, on n'ignore rien des intentions polonaises. Les chars lourds rompent les lignes et, dès le deuxième jour de la campagne, percent le front, s'élancent vers l'intérieur, détruisent les liaisons, désorganisent tout, tandis que deux armées alle-

mandes s'avancent de deux côtés pour étouffer de leur étreinte la Pologne et ses défenseurs.

Ceux-ci ne perdent pas courage.

— Polonais ! s'écrie à la radio Rydz-Smigly, le 11 septembre, la victoire de la Marne aura une sœur ! La Marne polonaise approche !

Au lieu d'une seconde Marne, ce sera un second ennemi. De l'est aussi, la mort pleut du ciel. Le 17 septembre, la Russie envahit la Pologne.

Huit jours après leur entrée en campagne, les Allemands investissent Varsovie. La capitale résiste. L'aviation la bombarde, l'artillerie la pilonne. Déjà, il y a cinquante mille morts. Plus de place dans les cimetières ! Les tombes remplissent les jardins publics, s'alignent à l'emplacement des trottoirs pulvérisés par les bombes.

Plus de gaz, plus d'électricité, plus d'eau, plus de médicaments, plus de nourriture. Des hommes, des femmes se ruent sur les chevaux tombés pour les dépecer. Des monceaux de cadavres s'amassent au milieu de ruines fumantes. Des étudiants, des ouvriers, des femmes, creusent les tranchées, font le coup de feu, repoussent les chars à la grenade.

Mais les moulins flambent, les réservoirs d'eau crèvent, les munitions s'épuisent. Le 27, la ville capitule. Tant d'héroïsme méritait des conditions honorables : les officiers ne rendront pas leur épée, les drapeaux seront brûlés. Leurs cendres allaient être jetées dans la Vistule.

Après une désastreuse campagne de dix-huit jours, la Pologne, ressuscitée vingt ans auparavant, s'écroule.

Au delà de l'Atlantique, le président Paderewski se penche sur son piano. Une larme tombe sur une des touches noires.

La campagne de Pologne est terminée, annonce à Berlin le haut commandement.

L'effondrement de leur alliée laisse la France et l'Angleterre en tête à tête avec la force allemande.

III

Les fanfares du triomphe, le délire de son peuple montent vers le *Fuhrer* qui rentre à la chancellerie sur un tapis de fleurs semées par les femmes de Berlin. Il offre la paix aux puissances de l'Occident. Mais comment se fier à sa parole ? Que valent ses engagements solennels ? Sa paix ne serait qu'une trêve. Et après les agressions successives contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, un beau matin, ce serait l'attaque brusquée pour reprendre l'Alsace-Lorraine, pénétrer en Afrique, menacer l'univers.

La guerre continue. On se bat sur mer, sous la mer, dans les airs. Les armées en campagne se tâtent et finissent par s'assoupir dans leur sommeil d'hiver.

Trois pays du nord connaîtront un cruel réveil.

La Russie attaque la Finlande, l'Allemagne le Danemark et la Norvège. Le premier n'a pas de frontière défendable. Les troupes à croix gammée s'installent au milieu des Danois, qui s'isolent avec un froid dédain.

Le canon tonne en Norvège. Le corps expéditionnaire anglo-français se heurte à des forces supérieures. Après l'occupation de la Norvège, le roi et son gouvernement émigrent à Londres pour continuer la résistance.

Alors que le Reich achevait sa préparation formidable, la France se berçait dans l'illusion de la sécurité, s'occupait des loisirs du soldat, couvait du regard la ligne Maginot « qui ne laissait pas entrer la guerre ».

A la tête de l'armée, de glorieux septuagénaires, accrochés aux méthodes grâce auxquelles ils avaient vaincu vingt ans auparavant, opposaient une résistance chagrine à toute innovation.

A ces méprises s'ajoutait un esprit administratif d'une pesanteur qui avait souvent tenté les vaudevillistes.

Pendant la pacification du Tonkin, en 1895, le capitaine Lyautey, aide de camp de Galliéni, avait demandé des hangars pour préserver les approvisionnements du corps expéditionnaire pendant la mauvaise saison.

Après une longue attente, le commissaire général l'avise qu'il espérait pouvoir trouver en six mois les crédits nécessaires.

Lyautey répond : « Les hangars sont construits, les vivres sauvés. »

Sur quoi le commissaire : « Je préférerais voir perdre un million d'approvisionnements que de penser qu'ils ont été sauvés par des moyens irréguliers. »

Il y avait pourtant un officier animé de l'exemple de Lyautey qui voulait sauver la France par des « moyens irréguliers ».

Le lieutenant-colonel de Gaulle, aide de camp du maréchal Pétain et, par suite, secrétaire général du Conseil supérieur de la défense nationale, publie en 1934 un ouvrage intitulé : *Vers l'armée de métier*. Il demande une armée permanente de cent mille hommes entièrement motorisée, blindée. Fortifier ne suffit pas, il convient de manœuvrer, préparer la

défense immédiate, car l'adversaire germanique « excelle à porter dès le début des coups d'une violence extrême ». Il faut donc une fraction de troupes capable de déployer sa force au premier choc. « Le défenseur, s'il reste passif, serait surpris, fixé, tourné. » Aussi pour que la France soit couverte, il faut une armée de métier apte à agir sans délai, cohérente, rompue aux armes modernes, surtout au char, l'arme suprême de la guerre, l'élément capital de la manœuvre. La sécurité du pays exige des divisions chenillées, blindées, munies de tous les perfectionnements modernes, accompagnées d'escadres aériennes. La motorisation fera reparaître la guerre de mouvement, les troupes procéderont par surprise et par célérité, l'aviation combinera ses effets foudroyants avec l'action des grandes unités mécaniques, assurera l'avantage de l'offensive, permettra de porter la guerre sur le territoire de l'adversaire.

En somme, de Gaulle relevait, appliqué aux armes modernes, l'axiome que le jeune Napoléon énonçait en 1793 dans *Le souper de Beaucaire* : « Celui qui reste dans ses retranchements est battu. »

Paul Reynaud, ministre des Finances, fut frappé par les idées du lieutenant-colonel de Gaulle et les porta à la tribune.

— Que venez-vous parler ici d'offensive ? répond le général Maurin, ministre de la guerre. Tout le plan de mobilisation est basé sur la défensive.

L'Allemagne, en train de former des unités entièrement motorisées, tire parti des conceptions du lieutenant-colonel, l'Amérique les remarque, la France les dédaigne.

L'attaque combinée des avions et des *Panzer* n'était pas un secret : elle avait été présentée outre-Rhin au cours de manœuvres, reproduites dans des jour-

naux illustrés. Ses résultats terrifiants devaient se manifester lors de la campagne de Pologne. C'est alors, sur le tard, que l'on commença à intensifier la construction des chars en France.

L'aviation se trouvait logée à la même enseigne : pas de plan de travail, de farouches rivalités d'inventeurs et de producteurs, l'ingérence de Pompadours à pots-de-vin.

L'armée française, retardataire dans son armement, allait se trouver en face d'un adversaire qui avait pour soi la supériorité du nombre et des armes, l'unité du commandement, l'esprit offensif. Depuis plus de cinq ans, celui-ci rassemblait avec un soin minutieux les moyens d'une action précise et foudroyante. Rien n'était laissé au hasard en Allemagne. Trop de choses l'étaient en France. Celle-ci se fiait au génie de la dernière heure. Il vint en 1914. Allait-il surgir encore une fois ?

« Pour le plus grand nombre des Allemands, avait écrit de Gaulle, la route de France passe par la Belgique... Demain, peut se jouer le même destin. »

Le système de la politique extérieure de la France était basé sur un réseau d'alliances : Belgique, Pologne, Petite Entente. Ces pactes comportaient la promesse d'une intervention offensive de la France en cas d'agression. La défaillance française lors de l'occupation de la zone démilitarisée du Rhin en 1935, les complications politiques et sociales au bord de la Seine éveillaient des doutes chez ses alliés sur l'efficacité de son appui. La Belgique, la plus proche, la plus vulnérable, avait agi la première, dénonçant en 1936 l'accord militaire qui l'unissait à la France. Léopold III adopta une politique de stricte neutralité et se rapprocha des Pays-Bas, exposés aux mêmes dangers que la Belgique.

Le 10 mai, à l'aube, la Belgique et la Hollande, au mépris d'engagements solennels, furent attaquées.

Pendant que l'aviation bombardait Bruxelles, l'ambassadeur d'Allemagne apporta la preuve que son pays possédait toujours le don des euphémismes effrontés. Le gouvernement du Reich, affirmait-il, n'avait d'autre dessein que d'assurer la neutralité de la Belgique par les armes.

M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, lui rappela que c'était pour la deuxième fois que l'Allemagne commettait contre la Belgique une criminelle agression, que celle qui venait d'être accomplie était peut-être plus odieuse encore que l'attaque de 1914, car aucun ultimatum, aucune note n'avaient été présentés à son gouvernement.

Emotion à Paris et à Londres. Chamberlain démissionne, Churchill prend le pouvoir.

Le plan initial avait consisté à défendre l'Escaut. En mars, on avait changé de disposition et décidé l'avance jusqu'à la ligne Bréda-Maestricht.

A 9 heures, l'armée de choc des Alliés s'ébranle. Les chars, les camions, camouflés d'un mélange de vert et de réséda, roulent à travers les villages belges. La population les couvre de fleurs.

Les Belges gardaient le canal Albert. Ses ponts étaient minés. Une bombe d'avion tua le commandant chargé d'ordonner leur destruction. Un seul pont sauta, grâce à un officier qui se jeta à l'eau et mit le feu à la chambre d'explosion au sacrifice de sa vie. Les chars allemands traversèrent les ponts restés intacts.

A Liège, une nouvelle arme fait son apparition : des parachutistes atterrissent au-dessus du fort important d'Eben-Emal et s'en emparent.

Tandis que les armées de Flandres, après de furieu-

ses mêlées, se retiraient en bon ordre, les Pays-Bas subissaient un formidable assaut.

A l'aube du 10 mai, l'aviation à croix gammée tombait sur eux sans déclaration de guerre, mitrillait les civils dans la rue, répandait des feuilles volantes notifiant : « Déposez les armes, sinon votre pays sera rasé. » Simultanément, des parachutistes descendaient au centre du pays, en partie habillés d'uniformes hollandais, chargés d'empêcher de faire sauter les ponts.

L'avion d'un des chefs allemands, le général von Sponeck, fut abattu. Ses instructions lui enjoignaient de prendre La Haye le premier jour, de placer une garde d'honneur devant le palais pour le cas où la reine renonçait à la résistance ; en cas contraire, la souveraine et ses ministres étaient à expédier sans retard à Berlin.

Cependant les menaces exprimées dans les feuilles volantes n'étaient pas de vains mots. L'aviation allemande s'acharna sur Rotterdam, incendia une partie de la ville. Le nombre des victimes se montait à trente mille. La densité de la population exposait le pays à de terribles massacres et à la destruction totale.

Le réduit national, au milieu duquel l'armée hollandaise se proposait de résister jusqu'à l'arrivée des renforts alliés, avait été tourné. Ses défenseurs, lourdement éprouvés, se virent contraints à déposer les armes le 14 mai.

Une armée avait cessé le combat. Mais la nation avait refusé toute accointance avec l'ennemi. La reine, les ministres, fixés à Londres, la marine, la Hollande d'outre-mer continuaient la lutte.

Pendant que la nuit tombe sur la Hollande, le destin approche de la France à travers les Ardennes.

Deux divisions de cavalerie mécanisée et une brigade de spahis se heurtent à l'avalanche des *Panzer*. Que peut le char léger ou le cavalier contre la lourde machine, le feu du courage contre le feu des lance-flammes ? La cavalerie française est refoulée sur la Meuse. Le fleuve, l'infanterie massée sur l'autre rive arrêteront-ils les chars ?

La Meuse coule au milieu d'une sorte de précipice à l'aspect infranchissable. On avait oublié l'aphorisme de Foch : « La Meuse est indéfendable. » En effet, les Allemands avaient reconstruit sur l'un de leurs champs de manœuvres une Meuse artificielle et s'étaient exercés à la traverser. Le deuxième jour de la bataille, trois divisions de *Panzer*, quinze cents chars, passaient en trombe.

Les avions en piqué, dits Stukas, au milieu d'un bruit épouvantable de sirènes, couvrent de bombes hurlantes la défense, les escadrons cuirassés la surprennent, la bousculent, l'éparpillent. Tandis que l'infanterie motorisée s'introduit dans la brèche, les chars se ruent dans la direction de la mer. En vain le haut commandement français s'efforce-t-il de rétablir ses lignes : l'infériorité des armes d'attaque ne permet pas de profiter des témérités de l'assaillant.

La bataille de rupture de Sedan coupait l'armée française en deux tronçons, poussait une barre mouvante entre l'armée de France et les divisions françaises, anglaises, belges, plus d'un million d'hommes, qui combattaient en Flandres.

Sous un ciel vide d'avions français, ces divisions reculent pied à pied, sans défense contre l'aviation ennemie, entravées par la panique d'innombrables réfugiés.

Les malheurs du front eurent leurs répercussions politiques : le 18 mai, Reynaud s'installait à la Pré-

sidence et à la Guerre, Daladier aux Affaires étrangères, Mandel à l'Intérieur, le maréchal Pétain à la vice-présidence du Conseil.

Gamelin fut remplacé le 19 mai par Weygand. Son nom suffisait pour rendre la confiance au pays. Or, il revenait d'Orient, ne connaissait ni le front, ni les nouvelles méthodes de combat. L'armée, dont il prenait le commandement, n'était pas celle de 1914, la désorganisation trop avancée, l'élan brisé, l'infériorité des armes accablante.

La campagne de Flandres avait été perdue à Sedan. La campagne de France commence. Weygand établit une nouvelle ligne sur la Somme, ordonne de tenir les têtes de pont de Dunkerque, Boulogne et Calais. Il essaye de réagir contre la barre allemande au moyen d'une attaque simultanée des Français vers le nord, des Anglais vers le sud. Afin de dégager ces derniers, les corps belges quittent l'Escaut pour la Lys, où ils résistent du 22 au 26 mai à de lourdes attaques allemandes.

La contre-offensive était prévue pour le 21 mai. Mais ce jour-là, les Allemands atteignaient le littoral de la Manche à Abbeville, coupant les Anglais de leurs bases. Toutes les routes de terre interceptées, Weygand, qui était allé s'entretenir avec le roi des Belges à Ypres, s'embarque à Dunkerque sur un contre-torpilleur pour rejoindre son G.Q.G., sans possibilité de communiquer avec le général Blanchard, commandant des armées du nord. Les Britanniques sont obligés d'arrêter leur offensive. N'ayant que pour quatre jours de vivres, ils se replient sur Dunkerque.

Dès le 25 mai, le nouveau généralissime juge une demande d'armistice inévitable.

— La France a commis l'immense erreur, convenait-il ce jour à la réunion du Comité de guerre,

d'entrer en guerre n'ayant ni le matériel qu'il fallait, ni la doctrine militaire qu'il fallait. Il est probable qu'elle devra payer cher cette imprudence.

La perte des armées du nord lui semblait inévitable, la retraite des armées du sud compromise par la disproportion des forces en présence, l'Angleterre menacée de perdre la totalité de son armée continentale. Le généralissime français envisageait la nécessité d'une paix séparée et comptait sur la compréhension des Anglais. Le lendemain, le cabinet de Londres autorisait l'évacuation du corps expéditionnaire.

Pendant ces jours de détresse, l'armée belge subissait le choc de furieuses attaques allemandes, sans espoir de secours de la part de ses alliés, eux-mêmes aux abois. Son jeune roi était un vieux soldat. Engagé à 16 ans, il avait combattu sur l'Yser. Partageant fatigues et dangers au milieu de ses troupes, il jugeait la situation avec la lucidité de l'expérience.

Douze cent mille hommes, combattants et réfugiés, se voyaient acculés à la mer. Encore des contre-attaques rétablissaient-elles les fissures du front, mais l'eau, les vivres, les munitions manquaient. L'aviation allemande, maîtresse du ciel, mitraillait les troupes et le peuple.

Dès le 20 mai, le roi Léopold s'était adressé à Londres pour signaler la gravité de la situation. Le 25, un nouveau message à Londres prévenait qu'il pourrait être contraint à déposer les armes. Cette douloureuse nécessité fut également annoncée au général Chambon, chef de la mission militaire française. En effet, le surlendemain, le roi téléphona à lord Gort et prévint l'aide-major de Weygand, venu au G.Q.G. belge, qu'il allait demander un armistice. Le *Fuhrer*, exactement renseigné sur la situation désespérée des Belges, exigea la capitulation.

Ces événements se passèrent au milieu d'une confusion fiévreuse. Le général Billotte avait été tué le 19 mai dans un accident d'automobile, de sorte que pendant plusieurs jours le roi aussi bien que lord Gort demeurèrent coupés du haut commandement. A la veille de la capitulation, la destruction de la centrale téléphonique de Lille paralysa les communications interalliées. Cet état de choses contribua à la naissance de la légende d'une défection à l'insu des Alliés.

L'amiral Keyes, l'officier de liaison anglais, qui resta auprès du roi jusqu'au soir du 27 mai, allait rendre justice au courage de l'armée et à la loyauté de son chef. La capitulation inévitable fut consommée le 28 mai, à 4 heures du matin, — deux jours après que lord Gort eut commencé d'évacuer le corps expéditionnaire britannique.

S'acharner à une lutte sans espérance menait au massacre des troupes et de la population, sans alléger la détresse des Alliés.

Le cabinet belge avait proposé au souverain de se rendre en Angleterre pour continuer la résistance en roi libre. Léopold III estimait que l'honneur militaire interdisait à un chef d'armée d'abandonner ses soldats dans le malheur. Les ministres invoquaient les intérêts vitaux du pays. Ce conflit de consciences posait les bases d'un conflit politique.

Pendant Calais, Boulogne étaient tombés. Weygand prescrivit au général Blanchard de tenir la tête de pont de Dunkerque pour sauver tout ce qui pouvait être sauvé.

La position des Anglais sur les côtes de la Manche leur permit d'atteindre Dunkerque. Les Français, à l'intérieur du pays, devaient forcer le passage de haute lutte.

Du 28 mai au 6 juin, le port de Dunkerque, aux jetées effondrées, rempli de bateaux coulés ou en flammes, fut le théâtre d'héroïques exploits. L'amirauté britannique avait demandé le concours de tout bateau apte à prendre la mer. 224 000 hommes du corps expéditionnaire britannique furent embarqués et 112 000 alliés. Anglais et Français, marins, aviateurs, volontaires, soldats avaient rivalisé de dévouement.

Weygand gardait encore une frêle espérance : l'attaque générale des Allemands dirigée contre l'Angleterre. Mais le jour même de la prise de Dunkerque, l'armée allemande entière se tournait vers le sud.

A Paris, la presse assurait que l'ennemi était contenu. Pourtant les fuyards venus de loin répandaient la vérité. Elle éclata lorsqu'on afficha le décret ordonnant aux hommes entre dix-sept et cinquante ans de quitter la capitale. Véhicules et piétons envahirent les routes. A Paris même, dans les rues, le silence de la mort.

Sur la pelouse du quai d'Orsay, des dossiers flamboyants; les secrets d'Etat se consomment avec des crépitements de vieux sarments.

De sombres nuages couvraient le ciel. La pluie se mit à tomber, une pluie noire, car on avait incendié des dépôts de pétrole. La suie se mêlait à l'eau, des rigoles noires encadraient les chaussées, des chaussées de deuil.

Vers 6 heures du matin, le ciel s'éclairait. Mais les maisons restaient fermées, les persiennes baissées. Le silence fut rompu par de lourdes bottes et des crosses de fusils qui martelaient l'asphalte : place de l'Etoile, des troupes allemandes présentaient les armes au soldat inconnu. Un immense drapeau à croix gammée montait au-dessus de l'Arc de Triomphe.

Soixante-dix ans auparavant, les Allemands avaient défilé à travers les Champs-Élysées, sous des fenêtres closes. L'occupation symbolique dura seulement quarante-huit heures. Cette fois, il ne s'agissait plus d'occupation symbolique.

La détresse de la France détermine le *duce* à un acte qu'il médite depuis longtemps: le 10 juin, à 6 heures du soir, du balcon du palais de Venise, devant une foule immense, il déclare la guerre à la France et à l'Angleterre. Ces deux pays avaient soutenu autrefois l'Italie faible, morcelée, dans sa route vers ses hautes destinées. Du sang français avait coulé pour elle. Les squelettes ne tressaillent-ils pas dans l'ossuaire de Solferino ? Tout ce que le fascisme n'a pas avili, tout ce qui est digne et haut dans la Péninsule, ne sent-il pas l'écœurement lui monter dans la gorge ?

Les généraux avaient prévenu Mussolini que l'armée n'était pas prête.

— En septembre, répondit le chef d'Etat, tout sera achevé. J'ai besoin de quelques milliers de morts, afin de m'installer en qualité de belligérant à la table de la conférence.

Acte de suprême vilenie, et en même temps, de suprême déraison. Car à la tête d'une Italie neutre, Mussolini restait l'arbitre de l'Europe.

Plus d'un tiers de la France aux mains des Allemands, les corps italiens en marche contre les frontières du sud, voilà l'état des choses, alors que le gouvernement se retire de ville en ville, en direction du sud-ouest. Deux groupes forment les personnages du drame : dans le premier, on remarque le président de la République, probe, patriote, mais peu énergique ; Jeanneney, président du Sénat, et Herriot, celui de la Chambre, clairvoyants et fermes ; Reynaud,

décidé à la résistance ; dans le fond, les deux inflexibles : de Gaulle et Churchill. L'un, sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale, se rend à Londres pour préparer l'embarquement des forces françaises vers l'Afrique, afin de rester présent à la lutte jusqu'au jour où Hitler, enfermé en Europe, sera vaincu ; l'autre vient en Touraine pour se concerter avec Reynaud et ses ministres. En tête du second groupe se tiennent deux gloires ridées. Leur renom, leur passé les entourent d'une auréole. Accablés par le malheur public, amoindris par l'âge, ni l'un, ni l'autre ne possèdent l'audace et l'esprit de sacrifice qui mènent aux redressements. Aux erreurs militaires, ils ajoutent de lourdes erreurs politiques : velléités autoritaires à l'intérieur, ignorances surprenantes au sujet de l'extérieur. Autour d'eux, des comparses étourdis par le prestige de leur grade ; dans le trou du souffleur, le mauvais génie, Laval.

La scène du drame : le château de Mugué et celui de Cangey, en Touraine, enfin Bordeaux.

Pétain et Weygand estiment que la cessation des hostilités s'impose.

— Il n'y a plus d'armées coordonnées, dit Weygand le 11 juin, il faut faire l'armistice.

Mais Reynaud : — Le devoir du gouvernement tient dans un seul mot : résister.

Et Herriot : — Jamais la Chambre n'acceptera cela ! La lutte jusqu'au bout, c'est la seule solution.

Mandel évoque l'exemple de Clemenceau.

Le 13, le Conseil suprême se réunit à Tours, en présence de Churchill. Le traité d'alliance interdit l'armistice ou la paix séparée. Pour délier la France de ses engagements, affirme le Premier en son nom personnel, il convient avant tout d'envoyer la flotte française dans les eaux anglaises, à l'abri des tenta-

tives allemandes. Si la Grande-Bretagne sortait victorieuse de la guerre, la France serait rétablie dans sa puissance et sa dignité.

Churchill retourne à Londres. Weygand ne tarit pas en propos dédaigneux sur l'Angleterre. A son dire, elle sera obligée de déposer les armes à bref délai. Aussi adjure-t-il le conseil de ne perdre aucun temps pour demander l'armistice.

A Bordeaux, le surlendemain, entrevue orageuse entre Weygand et Reynaud. Celui-ci veut arrêter les hostilités dans la métropole par un ordre du généralissime de cesser le feu, sans conversations, sans armistice, tandis que le gouvernement continuerait la lutte en Afrique du Nord. Mais Weygand s'insurge contre cette « honte », se refuse à quitter le territoire, « dût-il être mis les fers aux pieds ».

Camille Chautemps, vice-président du conseil, intervint :

— Vous nous demandez de quitter la France. Rendez-vous compte de notre situation d'hommes politiques. Pour quitter la France, il faut que nous puissions établir que nous avons tout fait pour éviter de la quitter. Et pour cela, il faut demander les conditions de l'ennemi.

Subtile proposition de compromis, mais pas de nature à appuyer les partisans de la résistance absolue.

L'après-midi, le général de Gaulle téléphonait de Londres qu'il avait obtenu les unités nécessaires pour l'embarquement vers l'Afrique. En même temps, il communiquait le projet de l'union indissoluble franco-britannique.

Aux grands maux, grands remèdes : Churchill, secondé par de Gaulle, propose l'union fédérative entre la France et la Grande-Bretagne, cabinet unique

présidé alternativement par les chefs des deux gouvernements, direction commune de la guerre. L'union fera appel à l'aide de l'Amérique.

L'ambassadeur sir Ronald Campbell présenta officiellement la proposition. Peu après, il remit au président du conseil un message de Churchill : en dépit du traité franco-anglais, le Premier pourrait consentir à des négociations d'armistice de la part de la France, à la seule condition que la flotte française fût mise à l'abri des Allemands. Une seconde dépêche à l'ambassadeur relevait qu'en insistant sur un repli de la flotte française dans les ports anglais, Churchill défendait des intérêts communs, car dans toute discussion d'armistice, la position française serait renforcée du fait que la marine se trouvait hors de la portée de l'ennemi.

Un appel pressant de Reynaud avait demandé le secours des Etats-Unis.

La nuit, la réponse arrivait : assurance de sympathie profonde, promesse de livraison de matériel accrue. Mais quant à des engagements militaires, seul le Congrès pouvait en décider.

Le président invitait la France à éviter la mainmise allemande sur la flotte française, ce qui menacerait la sécurité de l'Angleterre et de l'Amérique.

L'ambassadeur des Etats-Unis tint un langage encore plus résolu. Enfin Roosevelt envoya un message personnel au maréchal lui déclarant sans ambages que la livraison de la flotte mettrait fin à l'amitié traditionnelle des deux peuples.

L'heure est tragique. Des bombes allemandes tombent sur Bordeaux, le vent de la grande peur chasse les flots de réfugiés à travers la ville. Après la déchirante surprise de la défaite, en face du sombre inconnu de l'avenir, les politiciens, profondément troublés, sont

prêts à passer la main, dans l'espoir de se réserver l'avenir.

Le désordre des choses augmente le désordre des esprits. La plupart des hommes, réunis à l'hôtel du commandement militaire de Bordeaux, exténués, à bout de nerfs, ne parviennent pas à s'élever à la hauteur des circonstances. Il n'y avait pas de Gambetta à Bordeaux. Le général de Gaulle se trouvait à Londres.

Au cours de la séance du 16, de creuses considérations de vanité nationale se font entendre :

— Il ne faut pas que la France devienne un dominion britannique!

— Fusionner avec un cadavre! s'écrie Pétain.

— Je préfère collaborer avec mes alliés qu'avec mes ennemis, riposte Reynaud.

Le maréchal se lève et donne lecture de sa lettre de démission. Elle n'était pas de sa main. Il se désolidarisait de ceux qui retardaient l'armistice et voulaient quitter le territoire.

Reynaud l'engage à attendre la réponse anglaise. Or, le cabinet britannique n'avait pas cru pouvoir confirmer la déclaration faite à Tours par Churchill en son nom personnel. Par ce refus de délier la France de ses engagements, le cabinet de Londres, qui croyait sans doute appuyer Reynaud, hâta au contraire sa chute. L'offre de fédération fut rejetée sans vote. Las, découragé, Paul Reynaud, voyant que les capitulars enlevaient la décision de l'armistice, donna sa démission. Pétain forma le nouveau cabinet.

Né sans veine héroïque, l'âge avait accru son pessimisme. « Comme exécutant, avait dit Foch à son sujet, il est parfait, mais il recule devant les responsabilités et ne peut commander en chef. »

Il revenait de Madrid. Le dictateur espagnol avait

suivi son enseignement à l'Ecole de guerre. Il s'attendait à retrouver un élève déférent. A sa vive surprise, le *caudillo*, gonflé de son importance au milieu de sa garde marocaine, le reçut avec hauteur. Le maréchal en fut contrarié. Néanmoins l'appareil de souverain entourant l'ancien commandant le laissa rêveur.

Avec la chute de Reynaud, la France officielle répudiait l'orientation anglaise. Pétain lui substituait l'orientation espagnole, non pas celle de l'Espagne du *Cid*, mais celle du général Franco.

Le cabinet Pétain entrait en séance le 16 juin, à 10 heures du soir. A minuit trente, l'ambassadeur d'Espagne transmettait à Hitler, via Madrid, la demande d'armistice.

A 12 h. 30, la voix tremblante d'émotion du maréchal l'annonce par la radio.

Quelque chose d'immense s'écroule.

Le cultivateur dans son champ s'appuie au manche de sa fourche et réfléchit.

Les millions de fuyards s'arrêtent dans leur course vers l'inconnu. L'armistice ! La fin de la guerre, sans doute à de lourdes conditions, encore plus lourdes qu'en 1871. Mais le cauchemar se dissipait, la vie reprenait. Voilà ce que pensait le peuple. Et sa respectueuse gratitude montait vers le vieillard qui faisait, disait-il, don de sa personne à la France pour atténuer son malheur.

Du fond de ravins, au milieu de champs foulés, des cadavres perdus, des soldats, souvent encore imberbes, qui ont refusé de se rendre, regardent de leurs yeux ouverts pour l'éternité le ciel pur de juin.

Le 22, en gare de Compiègne, dans le wagon de Foch où se termina l'autre guerre, le général Huntziger signe l'armistice, l'armistice le plus dur et le plus insidieux qui fut jamais imposé à une nation.

En face du monument du maréchal Foch, des généraux allemands hauts de taille, immobiles ; au milieu du cercle, l'ancien soldat Hitler, les poings serrés. Il ordonne de briser la dalle de granit comportant l'inscription :

Ici, le 11 novembre 1918, succomba l'orgueil de l'empire allemand, vaincu par les peuples libres qu'il prétendait asservir.

Un grand silence s'abat sur la nuit d'été.

IV

Presque toujours, la défaite militaire renverse le gouvernement responsable et ses adversaires politiques s'emparent du pouvoir. L'effondrement apportait la preuve de l'incompétence des derniers cabinets. Un beau rôle attendait les partis de droite, à condition d'adopter une courageuse politique nationale. Pourtant, au lieu du grand sentiment qui devait les pousser à la résistance, une partie des droites se laissa dominer par des rancunes invétérées. Et même plus d'un de leurs adhérents, dans le secret de son cœur, accueillait avec soulagement la fin de la guerre, ouvrant la voie à la revanche à l'intérieur.

Le vieillard, qu'entourait la confiance d'une nation désarmée, était un novice en politique. Fils de cultivateurs du Nord, il devait sa formation à des propos d'extrême-droite de petites garnisons. Les intrigues parlementaires au cours de la guerre de 1914 attisèrent ses aversions. Lorsque Poincaré le pressentit pour le commandement, il posa des conditions draconiennes : aucun contrôle gouvernemental, pleins pouvoirs sur les armées, les Chambres réunies trois jours par mois.

Ahuri, le vieux légiste républicain invoqua la constitution.

Sur quoi, Pétain :

— Si la constitution interdit de sauver le pays, asseyez-vous dessus.

Le moment semblait propice. Et à l'hôtel de ville, chez le maire Marquet, député néo-socialiste, c'est-à-dire fasciste déguisé, un hôte redoutable tissait ses trames.

Pierre Laval, fils d'un boucher-aubergiste de Châteldon dans l'Allier, maître d'études, avocat, socialiste révolutionnaire, conseil du syndicat des déménageurs, député d'Aubervilliers, après avoir accablé les bourgeois des plus violents anathèmes, finit par s'installer parmi eux à la villa Saïd, avenue du Bois, nanti de copieux revenus qu'il s'acharnait à augmenter chaque jour. Néanmoins, lorsqu'il s'agissait de servir ses ambitions, l'avare dépensait son argent avec une libéralité de chef de tribu.

L'Auvergne, où s'arrêtèrent autrefois Sarrasins, Maures, Romanichels, dota Pierre Laval d'un aspect étrange. Il s'entendait à tirer parti de tout, même de sa laideur, se plaisant à rehausser la gamme sombre de ses cheveux, de son teint, de ses yeux noirs au regard oblique, par une cravate en piqué blanc. Était-ce un souvenir de sa jeunesse, la cravate lavée dans la cuvette pour grandes occasions ? Ou bien la marque d'un instinct atavique ? Dans les orchestres de tziganes, le joueur de cimballum ne touchait-il pas son instrument cravaté de blanc, ses maillets également entortillés de blanc ?

De ses maillets invisibles, Laval maniait la France. Monté sur les épaules des socialistes révolutionnaires, le souci de sa fortune le rendait favorable aux dictatures. Quand il s'empara du pouvoir en 1935, à la

tête du centième cabinet de la III^{me} République, grisé de son importance, il crut pouvoir séparer le national-socialisme et le fascisme.

Laval connaissait à fond les sentiers, les crevasses de la politique française. Ses notions de l'étranger étaient sommaires. Il détestait l'Angleterre, préparait une entente entre la France et l'Italie, se proposait de stimuler la rivalité entre Rome et Londres en encourageant les projets italiens sur l'Ethiopie. Il destinait à Mussolini auprès de Hitler le rôle de l'éléphant domestique auprès de l'éléphant sauvage. Par la suite, le contraire devait se produire, le sauvage dompter l'appivoisé.

Rome fêta le ministre français. N'arrivait-il pas en donateur ? Il offrait à Mussolini des rectifications de frontières en Libye et un statut pour les Italiens de Tunisie.

Aux réceptions organisées en son honneur, le beau monde admira sa laideur. Il vit son portrait exposé dans les vitrines. Au restaurant à la mode, Alfredo, le patron, lui servit des pâtes avec une fourchette d'or. Cette attention rendit M. Laval rêveur. Entre la poire et le fromage, il confia à ses familiers :

— Qu'on me donne cinq cents millions de fonds spéciaux, et j'assure la paix.

Il eut un long entretien à huis clos avec Mussolini. Quels propos échangèrent le dictateur et l'apprenti dictateur ? Les murs du palais Chigi sont muets. En sortant, Laval dit à Léger, secrétaire général des Affaires étrangères :

— J'ai vendu la tête du nègre, donné carte blanche à Mussolini pour l'Abyssinie.

— Monsieur le président, l'Abyssinie fait partie de la Société des Nations.

— Nom de Dieu ! s'exclama Laval.

C'était du beau travail. La guerre d'Ethiopie allait poser les fondements de l'alliance entre Rome et Berlin, la France payer bien cher les générosités du Machiavel à cravate blanche.

Après sa chute, le grand homme de Chateldon retourna à ses chers capitaux et attendit son heure. Mais il gardait une haine muette et tenace contre l'Angleterre à laquelle il reprochait la rupture de sa carrière.

Laval avait séjourné aux Etats-Unis, au Canada, sans se rendre compte des ressources formidables que représentaient ces pays. Il ignorait l'histoire, la froide ténacité des Anglais dans les revers. Il avait oublié les enseignements de 1917-1918 ; batailles sur batailles gagnées par les soldats de Guillaume II, mais la guerre perdue. D'une intelligence partielle, une intelligence d'aventurier, seul l'immédiat le touchait.

Le pays l'avait écarté, dédaigné. Et voilà qu'encore une fois, la fortune lui souriait. Pour obtenir le pouvoir, ne suffisait-il pas de briguer la faveur, mériter l'appui du vainqueur ? Pierre Laval se mit à l'œuvre.

Simultanément avec le dictateur en herbe d'une forte vitalité animale, dépourvu de tout scrupule, un vieillard exalté par de longues luttes infructueuses, meurtri par les malheurs publics, étranger aux réalités, tend vers le même but. Charles Maurras voit le salut du pays dans le rapprochement avec l'Allemagne, cette Allemagne qu'il avait dénommée autrefois « l'Antifrance ». Au lieu de continuer une lutte sans espoir, il convient à présent de s'entendre pour avoir les mains libres, mettre sur le plan de la réalité les idées que le despote en chambre a méditées dans le silence de son cabinet.

Renverser, après cent cinquante ans de règne, la Révolution française, lui substituer la Monarchie héréditaire et antiparlementaire, voilà le but de Maurras. Laval, qui brigue le pouvoir pour son propre compte, veut également abattre le parlement. Les deux hommes se détestent, mais tendent cependant vers la même fin. Tandis que Maurras travaille le maréchal, Laval prépare l'intrigue qui vise à disjoindre, à déconsidérer les partisans de la résistance.

— Comment le gouvernement de la France demeurera-t-il souverain et libre dans un pays occupé par l'ennemi ? disait le président Lebrun. Lui, Jeanneney et Herriot, ainsi que de nombreux parlementaires, s'apprêtaient à partir pour l'Afrique du Nord. Un contre-torpilleur attendait les présidents à Port-Vendres. Barthe, questeur de la Chambre, communiqua aux députés que les présidents partent pour s'embarquer, que le maréchal reste, toutefois il donnera à M. Chautemps, vice-président du conseil, la délégation nécessaire pour permettre en Algérie le fonctionnement légal du gouvernement ; le paquebot *Massilia* transportera sur terre africaine les sénateurs et députés désireux d'accompagner le gouvernement.

Tandis que le *Massilia* levait l'ancre, un grand nombre de parlementaires à bord, l'intrigue retenait les présidents.

— J'aime mieux être fusillé par les Allemands que méprisé par les Français ! avait dit Herriot. Mais le gouvernement cachait la rapidité de l'avance allemande. Le 19 juin, Bordeaux fut bombardé. On suggéra au maréchal, soi-disant pour calmer la panique, d'interdire aux ministres de quitter la ville avant le 21.

Ce jour-là, Laval, accompagné par les sénateurs et les députés à sa dévotion, se rendit auprès de Lebrun

et signifia au chef d'Etat qu'il ne devait, qu'il ne pouvait pas partir.

— Je suis Lorrain, répondit celui-ci, je connais bien les Allemands. Je ne veux pas tomber entre leurs mains. Je ne veux pas être un autre Hacha. En Afrique, je serai libre derrière notre flotte. Je ne veux pas être obligé de signer des lois le poignard sur la poitrine.

Sur quoi, Laval devint menaçant et signifia au président que lui et ses amis étaient décidés à user de la force pour l'empêcher d'aller porter la guerre en Afrique.

Le premier magistrat de la République convoqua le conseil des ministres pour le 23. Dans l'entre-temps, Pétain avait donné un coup de barre à droite, accueillant Laval et Marquet dans son cabinet. Lebrun refusa de signer le décret. Le maréchal offrit sa démission. Lebrun céda.

Pendant les jours d'hésitation, le gouvernement s'était réservé la préfecture de Perpignan en prévision d'un départ outre-mer et avait réquisitionné de nombreux immeubles à Pau pour l'éventualité d'un contre-ordre. Mais Laval tenait les fils des marionnettes ministérielles et les dirigea le 29 vers son fief de Clermont-Ferrand. Faute d'hôtels en nombre suffisant, on continua l'exode jusqu'à Vichy. Le nouveau gouvernement ne pouvait trouver de siège plus approprié : pas de peuple, un public effacé de malades et d'infirmiers, des rangées de palaces gardés par de poussiéreux palmiers.

De Bordeaux à Vichy, l'équipe de Laval avait accompli un travail considérable. Sauf quelques exceptions dignes de respect, la métamorphose de la presse frisait la prestidigitation. Telle gazette qui, la veille, donnait la chair de poule à ses lecteurs par le

récit des tortures appliquées dans les camps de concentration en Allemagne, publiait le lendemain un panégyrique du national-socialisme.

Des feuilles à la solde de Laval ou qui recherchaient ses faveurs fructueuses, couvraient des plus méprisantes invectives les passagers du *Massilia*, présentaient les hommes partis pour continuer la lutte en Afrique comme des déserteurs.

Laval avait lancé le mot d'ordre : les criminels nous ont jetés dans cette guerre inutile, au lieu de s'entendre avec l'Allemagne.

— Hitler n'avait rien contre nous, répétait-il, il ne voulait rien de la France !

Les journaux, les esprits moutonniers ressassaient ces propos.

— La France n'est-elle pas envahie ? entendait-on. L'armistice ne livre rien qui ne fût déjà conquis... Nous ne voulons pas d'une victoire qui nous viendrait par d'autres !... D'ailleurs, les Anglais ne peuvent rien nous apporter par les armes que le désastre... Par une conversion rapide, nous trouverons des compensations à la défaite...

Ces sophismes se redisaient dans les cafés, sous les ombrages de la station thermale. Laval mit le bouquet en déclarant :

— Nous n'avons pas d'autre chemin à suivre que celui d'une collaboration loyale avec l'Allemagne et l'Italie.

Il s'agissait d'éliminer tout appel à la résistance. Les Chambres furent convoquées en session extraordinaire. Elles n'ignoraient pas que le maréchal leur demanderait des pouvoirs dictatoriaux.

Que se passait-il dans l'esprit des parlementaires installés dans les fauteuils en velours jaune de la salle de spectacle du Casino de Vichy ? Ils ne

demeuraient pas insensibles aux réflexes de la panique générale. Ne venaient-ils pas de tous les points de la France, à travers des routes encombrées de réfugiés haletants, exposés à la mitraille ennemie. Derrière le chaos, l'invasion.

Qui peut mettre de l'ordre dans cette confusion, rétablir la sécurité dans le pays sans défense ? Pétain veut bien assumer la tâche. Pour négocier avec les chefs militaires allemands, personne ne serait plus apte que lui. Comment les républicains des Chambres penseraient-ils à refuser leur confiance au maréchal qui les libère du souci de leurs responsabilités ?

La guerre avait trouvé le pays au bord de la guerre civile. Les droites savouraient leur vengeance : la République, née de la défaite de 1870, sombrait dans la défaite de 1940. Ils attendaient de Pétain une défense efficace contre les exigences ennemies, un règne d'autorité, une refonte de l'Etat.

Le 10 juillet, dans le casino entouré de gardes mobiles, les Chambres réunies en Assemblée nationale donnent pleins pouvoirs au maréchal Pétain pour promulguer une nouvelle constitution de l'Etat français. Cette constitution devra être ratifiée par la souveraineté nationale.

Le lendemain du vote, par lequel les assemblées consommèrent leur propre suicide et l'abdication de la République, M. Lebrun fut sommé de donner sa démission.

Ce jour même, le maréchal promulguait trois actes constitutionnels : il déclarait assumer les fonctions de chef de l'Etat français ; prenait la plénitude du pouvoir gouvernemental, avec le droit de nommer les ministres responsables devant lui seul ; ajournait le Sénat et la Chambre qui ne pourront se réunir que sur sa convocation.

Le surlendemain, 13 juillet, Pétain désigna comme son successeur Pierre Laval, vice-président du conseil.

De nombreuses images représentaient le nouveau chef d'Etat en compagnie de son grand-électeur et dauphin Laval. L'un, vieillard d'allure militaire, une profonde tristesse dans le regard. L'autre, campé sur ses pattes, les vêtements fripés, les bras ballants. On cherche instinctivement le tapis sur l'épaule. Le tapis, c'est la France.

Alors que Laval mêlait les cartes dans les salles de jeu de Vichy et abusait du désarroi des pères conscrits étourdis par le choc de la défaite, des millions de Français, arrachés à leur foyer, se ruaient vers une sécurité lointaine et chimérique.

Pendant la retraite qui précéda la victoire de la Marne, raconte Barrès dans ses *Cahiers*, une paysanne montra aux soldats le banc devant sa maison et leur dit :

— J'étais assise là quand les Prussiens sont arrivés en 1870 ; puisque vous partez, je vais m'y rasseoir pour les voir revenir.

Cette fois, ils revinrent, mais la vieille ne resta pas sur son banc. Au-dessus d'elle, la ligne pointillée des avions dans le ciel ; au loin, l'éclatement des bombes, des villages en flammes. Sur la route, des vagues de véhicules, hommes, femmes, enfants et bêtes, talonnés par l'effroi, avançant par saccades dans un indescriptible désordre. La panique monte à la tête de la vieille. Elle suit la croisade de la peur.

Fuite éperdue, contagieuse qui s'étendait de village en village, de la Belgique au Nord, du Nord au Centre, dépassait la Loire, cherchait la sécurité dans la distance. Roue à roue, des voitures de maîtres caparaçonnées de matelas, des camionnettes usées,

des chars à bœufs ou trainés par des percherons, femmes, enfants, volaille, chiens, chats, cages d'oiseaux entassés au milieu des couvertures, de la vaisselle, des malles cordées. Des pelotons de bicyclettes se glissaient au milieu de ce dédale. A l'arrière-garde, des voitures à bras chargées de pauvres hardes, des piétons courbés sous le poids de leur fatigue et de leurs bagages, enfin émergeant de la foule harassée, quelque courageux vieillard dans l'attitude de saint Christophe, l'enfant sur l'épaule.

Dans les villages bombardés, des maisons latéralement ouvertes montraient leurs plaies. Sur des pans de murs, on voyait encore les affiches : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. »

Le grondement des escadrilles ennemies éparpillait la foule comme une volée de perdreaux, dans les fossés, à travers champs. Des mitrailleuses crépitaient, une bombe éclatait.

— Vous n'avez donc pas de mères ! criaient les femmes levant les bras vers le ciel.

On ramassait les blessés, on abandonnait les morts. Le convoi se remettait en marche vers l'inconnu.

Quatre à cinq millions de fuyards avançaient vers le Midi, vers le Sud-Ouest. La route de Bayonne était la plus encombrée. Ne conduisait-elle pas vers la dernière porte ouverte de la France ?

L'ordonnance des remparts construits par Vauban formait un singulier contraste avec le tumulte agitant la vieille cité. Tout prenait des allures de naufrage, les voitures poussiéreuses échouées sur les places, les gens terrifiés, épuisés, les pieds en sang, la tête en feu, errant à la recherche d'un gîte ou d'une pitance.

Rue Carnot, devant le consulat d'Espagne, la police retenait une foule serrée comme des moutons. Des

fonctionnaires, suivis de serviteurs soulevant des piles de passeports, criaient le nom des élus qui avaient obtenu le visa, soupirant de temps en temps :

Encore un nom en *ski* !

En effet, le gros du troupeau était composé d'émigrés polonais ou tchécoslovaques qui fuyaient le poteau d'exécution ou le camp de concentration. Hâves et fébriles, des juifs d'Allemagne ou d'Autriche guettaient l'appel libérateur. Une intimité de barque de sauvetage régnait parmi ces compagnons d'infortune, pâles de fatigue et d'angoisse. La dame de la haute finance, reconnaissable à son opulente fourrure, s'entretenait familièrement avec le chemineau à barbe hirsute :

Ils sont à Bordeaux. Croyez-vous que nous obtenions le visa à temps ?

Sur la route de Hendaye, une triple rangée d'autos stationne, immobile, sous le lourd soleil d'été. On dirait un retour de Longchamp le jour du Grand-Prix. Le prix qu'attendent les voyageurs affaissés sur la banquette est la sécurité au delà de la frontière. Les heures passent en courtes avances et brusques arrêts. L'heureux piéton qui chemine sac au dos nargue les lourdes voitures. Entre leurs roues immobiles, il arrivera jusqu'à la barrière rouge et jaune qui se soulève pour lui ouvrir le vaste monde.

Le soldat aussi eut sa part de l'exode.

Dès que le maréchal annonça l'armistice, un fallacieux sentiment de sécurité s'empara des troupes. Elles ignoraient les conditions acceptées en forêt de Compiègne : la fin des hostilités six heures seulement après la signature de l'armistice avec l'Italie. Une semaine s'écoula jusqu'à cette date fatidique, ruse qui permit aux Allemands de progresser partout, de ramasser d'innombrables prisonniers parmi des unités privées

de liaisons et de commandement, déconcertées par des instructions contradictoires.

Ceux qui purent éviter ces coups de filets étaient mus par une idée: se soustraire à la captivité. Sur les routes secondaires, à l'abri des tanks, on rencontrait des voitures régimentaires, tirées par de maigres haridelles, suivies d'hommes qui avaient jeté leur barda, espadrilles aux pieds, bâton en main, la détresse dans les yeux. A leur vue, de vieilles images surgissaient: *Les misères de la guerre* de Callot.

Ailleurs, de longues colonnes de prisonniers marchaient encadrées de soldats allemands. Parfois, aux haltes dans les villages, des femmes reconnaissaient leur mari ou leur fils; ses enfants s'accrochaient à la main de l'homme. Mais l'officier criait:

— Vorwärts!

Au tournant de la route, les visages familiers s'effaçaient.

D'autres regardent les nuages qui moutonnent dans le ciel bleu et se disent, le cœur léger:

— Après l'armistice, la paix. On n'en a pas pour bien longtemps. On verra du pays.

Et ils marchent, insoucians, vers l'interminable souffrance qui les attend.

« Les vieillards, réunis sur les places publiques, animeront les guerriers en enseignant la haine des tyrans et l'unité de la République », lisait-on en 1793 dans la proclamation affichée par le Comité du salut public.

Les vieillards de 1940 avaient d'autres soucis. Ainsi qu'en Allemagne après la chute de la République de Weimar, la première tâche des nouveaux dirigeants de Vichy fut le renversement des responsabilités. Laval tenait le bâton de chef d'orchestre, une presse servile, des convictions subsidiées, un public abusé

servaient d'exécutants, l'Angleterre était désignée comme bouc émissaire.

Dunkerque avait été une héroïque équipée. Français et Anglais avaient uni leur courage pour sauver tout ce que l'on pouvait sauver au milieu de conditions épouvantables. Pourtant, un beau matin, la presse, la parole se mirent à répandre le bruit d'un soi-disant lâchage britannique à Dunkerque, l'orchestre Laval composait de perfides variations sur ce thème. On fit revivre les anciennes batailles entre la France et sa voisine d'Outre-Manche: la guerre de Cent-Ans, Jeanne d'Arc, Trafalgar, Fachoda.

Après la victoire de 1918, la grande coalition s'était débandée. L'Angleterre revint au vieux système de la balance du pouvoir. L'absurdité, l'exécration de la guerre devenait le sentiment dominant de la jeune génération; ses conséquences, des lacunes béantes dans la préparation militaire. Sous Chamberlain, l'Angleterre pratiquait la politique de son armée.

Churchill, au lendemain de la paix malencontreuse de 1919, avait jeté son cri d'alarme: rétablissement de l'alliance avec la France, à condition qu'elle revise son attitude vis-à-vis de l'Allemagne et que les deux puissances soutiennent la République de Weimar afin d'éviter le retour du militarisme.

Peu après, Berthelot écrivait à Briand: «Si nous n'arrivons pas à aider à la création d'une République allemande hostile à la guerre, nous sommes condamnés.»

Lorsque le dictateur national-socialiste réunit dans ses mains les forces combattives de la Germanie, le système d'alliances de la France s'effondra. Les yeux anglais se dessillèrent: de même qu'en 1914, la France et l'Angleterre recommençaient côte à côte la lutte pour l'existence. Encore une fois, le Rhin devenait la frontière commune des deux nations.

La campagne de France perdue, tout le poids de la lutte incombait à la Grande-Bretagne. Ses législateurs s'élevèrent à la hauteur des circonstances.

En cent cinquante-cinq minutes, le 22 mai, les Communes, la Chambre des lords adoptèrent, le roi promulgua la loi de la défense intégrale. L'Anglais renonçait à ses ancestrales libertés et acceptait la mobilisation de sa personne, de son travail, de ses biens pour la défense de l'Empire, sans limite des sacrifices, sans limite du temps — jusqu'à la dernière bataille.

Au début des hostilités, l'Angleterre était défendue en France. La France foudroyée, il s'agissait de la défendre en Angleterre. C'était la signification du projet de Churchill, empreint d'une haute prévision politique et d'une chaleureuse camaraderie d'armes.

Le cabinet de Londres n'avait pas reçu de réponse à son offre d'union faite à la France à l'heure la plus tragique de son histoire. Le 18 juin, lord Lloyd, ministre des Colonies, s'était rendu à Bordeaux, porteur d'un nouveau message de Churchill. Le ministre voit le maréchal, les présidents, les généraux. On écoute d'une oreille distraite les précisions qu'il apporte sur les navires que son gouvernement tient à la disposition de la France pour les transports vers l'Afrique. Toutefois Baudouin, le nouveau ministre des Affaires étrangères, l'assure que le gouvernement partira pour Perpignan, et de là, en Afrique du Nord.

Les renseignements qui parviennent à Londres ne permettent pas de douter de la fausseté de ces affirmations, ni des dispositions du nouveau gouvernement: sa majorité renonce à toute résistance; Laval et sa cabale entretiennent des intelligences avec le vainqueur, complotant de jeter la France dans son camp.

Churchill exprimait le 22 juin sa douloureuse surprise des conditions de l'armistice qui plaçait l'empire français à la merci des dictateurs allemand et italien, conditions qu'aucun gouvernement en possession de sa liberté et de l'autorité constitutionnelle n'eût acceptées.

« Une victoire de la Grande-Bretagne, assurait-il, restait le seul espoir de restauration de la liberté, de la grandeur de la France. » Il faisait appel à tous ses fils pour aider cette libération.

Une étincelle jaillit de la cendre française: de Londres, le général de Gaulle fait écho à Churchill, prononce de vigoureuses paroles pour ranimer les courages.

— La défaite est-elle définitive? Non...

« Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale... Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là. »

Le lendemain, il renouvelle son appel. Soldat et chef français, il a conscience de parler au nom de la France : « Tout soldat, dit-il, qui porte encore des armes a le devoir absolu de continuer la résistance. » Il proteste contre l'armistice qui ne serait pas seulement une capitulation, mais un asservissement. Un vaste empire, une flotte intacte, beaucoup d'or, des alliés dont les ressources sont immenses et qui dominent la mer permettent de continuer le combat. Il invite tous les militaires des armées de terre, de mer et de l'air à se réunir à lui.

Churchill reconnaît le général comme chef des Français libres. Vichy le casse de son grade.

Opportunistes et hitlérissants avaient déjà étendu leurs tentacules jusqu'au Maroc.

Le *Massilia* arrivait le 24 juin à Casablanca, ayant à bord Mandel. Le résident Noguès n'avait pas l'âme de son illustre devancier Lyautey : il fit interner le ministre français.

Le succès des dictateurs avait éveillé beaucoup d'appétits, ouvert la course au pouvoir. En France, comme ailleurs, une quantité d'aspirants grisés par la réussite du *duce* et du *Fuhrer*, se demandaient :

— Pourquoi pas moi ?

Dans leur nombre, un ambitieux de marque, Darlan, amiral de la flotte. Fils du garde des Sceaux du cabinet Méline, filleul de Leygues, l'éternel ministre de la Marine, il fit sa carrière dans les bureaux. Il servit indistinctement de chef de cabinet aux ministres se succédant rue Royale, de quel parti qu'ils fussent. De là son sobriquet : « L'amiral Courbette. »

Ses principes variaient selon le vent.

— Nous sommes un peuple maritime, disait-il à ses intimes en 1936. C'est Trafalgar qui a changé notre destin. Fondons notre politique sur Berlin : la terre à l'Allemagne, la mer à la France.

L'invasion lui inspira une nouvelle ligne de conduite : se servir de la flotte pour aider son avènement au pouvoir.

Son rival et ennemi intime, Laval, était prêt à toutes les sombres complicités, favorisées par l'article 8 de l'armistice, ordonnant la remise de la flotte dans des ports contrôlés par l'Allemagne ou l'Italie. Aux yeux de Laval, les forces navales françaises constituaient l'atout pour gagner les bonnes grâces de Hitler en lui ouvrant la voie de l'Afrique française. Danger mortel pour la France, mortel pour l'Angleterre.

Quelques jours après le débarquement du *Massilia*,

un hydravion déposait à Rabat lord Gort et le ministre Duff Cooper. Leur mission avait un double but : se mettre en rapport avec Mandel et rencontrer le général Noguès. Ce dernier avait ordonné de rembarquer d'autorité tout émissaire britannique qui se présenterait. La police interdit aux deux Anglais de quitter leur hôtel. Ils durent s'embarquer, affirme un témoin, sans parvenir à demander au résident de France s'il avait connaissance d'un radiogramme capté par un navire anglais en Méditerranée, informant que les bâtiments de guerre français, ancrés dans les ports nord-africains, recevraient incessamment l'ordre de se rendre dans des ports italiens.

Était-ce réellement une seconde dépêche d'Ems ?¹ Les Allemands, qui n'avaient pas réussi à obtenir la flotte par les clauses de l'armistice, auraient-ils tendu ce piège pour la faire détruire par la *Royal Navy* ?

L'escadre française de l'Atlantique mouillait en rade de Mers-el-Kébir, base navale d'Oran. Une importante force de la *Home Fleet* fut signalée le matin du 3 juillet. Un officier britannique apporta un message à l'amiral Gensoul, l'invitant à rallier la flotte anglaise ou bien à se retirer dans un port d'Amérique. Si, dans un délai de six heures, aucune de ces propositions n'était adoptée, par un ordre du gouvernement de Sa Majesté, la flotte britannique usera de force.

L'amiral demande des instructions à Darlan. Celui-ci s'empresse de prévenir la commission de contrôle de l'armistice à Wiesbaden. Sous la pression allemande, Vichy donne l'instruction : « Accomplir sa mission, même s'il doit faire usage des armes. »

Sur le refus de l'amiral Gensoul, le commandant

¹ Pierre Gosset, *Expédients provisoires. Le coup d'Alger*, Paris, 1945.

de la flotte anglaise signalait: « Si les propositions britanniques ne sont pas acceptées, il faut que je coule vos bâtiments. »

La première grande bataille navale de cette guerre eut lieu entre des marines liées hier encore par une fraternité d'armes.

Les Français se battaient pour l'honneur du drapeau, les Britanniques pour la sauvegarde de leur pays. Mais sur qui retomberait le sang versé?

Les vrais coupables s'empressèrent d'entreprendre une propagande bruyante au bénéfice de ceux qui ne respiraient que pour vider, pour asservir la France. Son gouvernement rompit les relations avec l'Angleterre.

Le professeur Portmann, l'un des délégués de la France à la commission d'armistice à Wiesbaden, rentre à Vichy, propose un renversement immédiat de la politique. « A l'acte de force de l'Angleterre, assure-t-il, la réponse doit être une prise de gage, l'occupation du port de Haïfa. » Voilà Laval enchanté. L'idée de la collaboration fait du chemin. Mais Pétain résiste encore.

Hitler exige les aérodromes du Maroc et le contrôle de la voie ferrée Casablanca-Tunis. Dans une lettre personnelle, le maréchal lui répond: « Si je vous accordais ce que vous me demandez, je ne serais pas en mesure de retenir l'Afrique du Nord sur le chemin de la dissidence. »

L'été déchirant de 1940 trouve une France coupée en deux tronçons par une ligne de démarcation qui va de Genève à Tours, passe par Angoulême pour finir à la frontière espagnole. Un tronçon est dominé par l'occupant, l'autre par Vichy, mais exposé à l'infiltration des Allemands ainsi que des Français à leur solde.

Au sommet de la France non occupée, un homme nanti de pouvoirs illimités, mais en dehors du domaine militaire, d'une compétence trop limitée! Autour de lui, beaucoup de marionnettes, toutes les nuances de la soumission, une volée de Bazaines et de Bazainillons en veston, à leur tête, un maître félon comme la France n'en avait pas vu depuis le connétable de Bourbon. De même que Hitler avait dupé Hindenburg, Laval projetait d'user du maréchal en guise de paravent, pour préparer sa propre dictature dans une France inféodée à l'Allemagne nationale-socialiste, comptant sur le hasard ou sur l'âge pour emporter la succession de l'octogénaire. Les gloires ridées ne portent pas bonheur aux peuples.

A l'Assemblée nationale, Laval avait défini la politique du maréchal comme un dosage de collaboration avec les puissances latines et l'Allemagne. L'orateur assurait que cette collaboration n'équivaldrait pas à une servitude. Il ne fondait pas cet espoir sur la générosité du vainqueur, mais sur sa clairvoyance que le rôle d'opresseur prolongé pendant des dizaines d'années sur des dizaines de millions d'hommes ne serait pas un rôle profitable.

Optimisme de commande de la part du vice-président du conseil. Mais comment le maréchal et son équipe, qui disposaient de toutes les sources de renseignements, pouvaient-ils ignorer le régime de terreur que Hitler avait infligé à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie, à la Pologne, à la Norvège? Pouvait-ils ignorer que la Gestapo, la police secrète du III^{me} Reich, la sainte inquisition du national-socialisme eût réquisitionné à Paris de vastes palais qui suffisaient à peine à contenir ses services? N'étaient-ils pas avertis que M. Goebbels aussi avait établi une succursale à Paris et rouvert la Maison-Brune? Que le drapeau à croix

gammée flottait sur Versailles? Tout cela ne démasquait-il pas des intentions inquiétantes pour l'avenir?

Ces personnages haut placés ne manifestaient pas plus de discernement pour les questions extérieures. Leur humeur contre l'Angleterre les induisait à une méprise totale. Ils la jugeaient finie, obligée à choisir entre une invasion rapide ou la paix à bref délai, colportaient un mot attribué au général Weygand : « L'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet. »

Le maréchal Pétain et ses conseillers voyaient le monde dans une glace déformante. La vision du vainqueur n'était pas plus juste.

CHAPITRE III

L'OR DU RHIN

De même que les tyrans se lèvent, grandissent et se consolident, de même grandit en silence dans leur sein le germe fatal d'où sortiront pour eux le trouble et la ruine.

Matteo Villani.

I

On ne saurait donner à *Mein Kampf* l'orgueilleuse devise de *L'Esprit des lois* : « C'est un enfant sans mère. » Chaque ligne remonte aux pangermanistes barbus du siècle précédent.

A ces fantaisies, leurs compatriotes sensés ne répondaient que par un haussement d'épaules. Le prince Munster, l'un des derniers diplomates de marque de son pays, désignait du sobriquet de *Weltverschlinger*, avaleurs de mondes, ces compagnons qui, après boire, se partageaient des tranches de peuples. Néanmoins à des heures de fièvre, ces hommes, ces idées s'imposaient. On l'avait bien vu au cours de la Guerre I. Et le penchant du peuple allemand à l'ivresse collective aidant, des élucubrations des pangermanistes Hitler fit la doctrine officielle de la Guerre II.

Voici donc une haute civilisation, déjà diminuée par les travers de l'époque de Guillaume II, entamée par la grande misère de l'après-guerre, dénaturée par la mainmise des barbares intérieurs, atteinte d'une dangereuse intoxication mentale. Ses chefs et leur séquelle avaient malaxé, autour des tables de brasseries, Nietzsche, Gobineau, Chamberlain, Rosenberg. Quels effets pouvait exercer un livre tel que *Der Wille zur Macht*, La volonté de la puissance, de l'infortuné Nietzsche, sur ces lecteurs aux cerveaux verts et acides? « Sçavanteaux auxquels les lettres ont donné un coup de marteau », pour user des termes de Montaigne, leur expérience politique est nulle, leurs notions livresques. Ils ploient sous le fardeau d'une documentation étendue, mais peu sûre.

Leur chef professait intégralement les préceptes de Clausewitz: « La guerre est un acte de force et il n'y a pas de limite à l'emploi de celle-ci; les erreurs qui sont causées par des questions de sentiment sont les pires de toutes. »

Certes, le *Fuhrer* n'est pas sujet à de pareilles erreurs.

— Nous ne nous amuserons pas à jouer aux héros, confiait-il à Rauschning. ... Les généraux, malgré les enseignements de la guerre passée, veulent continuer à se comporter à la manière des chevaliers d'autrefois. Ils se croient obligés de conduire les guerres comme des tournois du moyen âge. Je n'ai que faire de chevaliers.

Ces Messieurs de la Gestapo ne sont pas des chevaliers. Et tout ce qui, dans le corps des officiers, est resté vieille Allemagne, et a gardé le sentiment de la dignité humaine, se voit distancé par les hommes du parti, hitlériens de pure eau qui infligent chaque jour un tour de vis supplémentaire au joug des pays occupés, appliquent l'éternelle recette des régimes oppressifs : cen-

sure, appareil policier, espionnage, délation, supplices.

Il ne suffisait pas de proclamer qu'une nouvelle époque naissait sous le pas des soldats allemands. Pour convertir leurs succès en durée, il eût fallu de sagaces diplomates dirigés par un puissant esprit créateur. Or, Hitler et son équipe pratiquaient une politique d'impatience et de violence sous l'enseigne d'un rapprochement européen. Au monde qui tombait d'étonnement en étonnement, ils pouvaient apporter la plus rare surprise: la modération dans le triomphe, le respect des nations. L'idéologie nationale-socialiste ne l'admettait pas. L'Islam, sans exiger la conversion, se contentait de la sujétion. La conquête nationale-socialiste exigeait les deux. Ne se croyait-elle pas la caste souveraine, prédestinée à modeler à son image les pays assujettis ? Crédules, n'écoutant qu'eux-mêmes, les nouveaux maîtres se montraient incapables à comprendre la mentalité d'autrui. Dépourvus d'intuition, ils n'avaient pas le pressentiment qu'en dépit de beaux discours sur l'unité européenne, leurs méthodes éveilleraient les résistances à l'intérieur, alors que l'extérieur forgeait ses armes.

« L'homme s'élève avec son but », a dit Goethe. Pourtant les virtuoses de coups de force civils et militaires ne sauront s'élever à la hauteur de leur victoire. La grande expérience humaine leur manque. Ils restent au-dessous du niveau de leur conquête.

II

Hanté par le gigantesque, Hitler a besoin d'énormes moyens pour son œuvre de prosélytisme et de dissolution. Les fruits du labeur allemand, l'or des usines, l'or du sol, l'or de l'épargne, l'or des juifs ne lui suffisent pas. A la manière du *Fafner de L'Or du Rhin*,

il assomme son frère d'un coup de massue et met ses trésors dans un sac. Tour à tour, Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, Norvège, France y passent.

L'asservissement va de pair avec l'exploitation. Les grands argentiers du national-socialisme ont beau s'appeler Schacht, Schwerin, von Krosigh, Funk, en réalité, c'est le légendaire Fafner de *L'Or du Rhin* qui semble diriger les finances, toutefois au lieu d'assommer son frère, il se contente de lui arracher le sac du trésor et de lui octroyer un sac rempli de papier. Sauf l'or du paysan, qui se cache sous terre, les métaux précieux sont drainés grâce aux immenses contributions imposées aux pays occupés ; tableaux de maîtres, objets d'art suivent la même voie, les richesses affluent outre-Rhin. Le mark est surélevé par rapport aux monnaies étrangères, les marchandises payées en produits allemands ou inscrites au crédit du vendeur au clearing de Berlin. Les neutres ne sont pas épargnés, et sous la pression de la force allemande, contraints à des marchés de dupes qui finissent par un regard résigné sur des crédits en mark-papier. Ces différentes manières de mainmise sur les biens sont pratiquées sous les apparences d'une parfaite correction administrative. Aux prélèvements en faveur de l'Etat et du parti s'ajoutent des rapines personnelles. Les régimes totalitaires engendrent une nouvelle ploutocratie des dépouilles des vaincus.

Ces richesses formidables serviront à acheter des complicités sous tous les cieux, à mettre la main sur les déracinés qui errent parmi les débris de l'ancienne Europe.

L'or du Rhin réussira à s'attacher les faibles, les vils, les victimes, les déchets du nationalisme bourgeois. Pourtant il restera sans pouvoir sur les élites, sans pouvoir sur le peuple.

Comme dans le poème de Wagner, l'or du Rhin servira à forger l'anneau dispensateur de la puissance — anneau maudit qui finira par causer la perte de tous ceux qui le toucheront.

III

Quiconque respirait en Europe, avait sa fiche dans les services de MM. Ribbentrop ou Himmler. Seule une fiche manquait : celle du cœur anglais.

L'Anglais n'est pas l'homme de la précipitation. Il aime s'installer dans son fauteuil, un livre et le whisky and soda à portée de la main. Il faut une raison majeure pour qu'il abandonne sa quiétude.

La vie anglaise est basée sur la confiance. Son abus déconsidère. Le viol des accords de Munich a transformé l'opinion en Angleterre. L'Anglais, établi depuis 1919 dans le fauteuil de la paix, se redresse, résolu cette fois à opposer la force à la force. Il se carre dans le fauteuil de la guerre et y restera, s'il le faut, durant vingt ans — comme au temps de Napoléon. Les membres du Commonwealth répondent à l'appel. Et déjà, les Etats-Unis sont, de sentiment, avec les Britanniques.

A quatre reprises, l'Angleterre avait soutenu et dirigé la résistance contre une tyrannie militaire qui s'appesantissait sur l'Europe. Cette fois, la tâche apparaissait encore plus ardue. Au lendemain du rapt de l'Autriche, Churchill avait exprimé ces sentiments :

— Si le dictateur nazi, dit-il, a le temps d'étudier l'histoire d'Angleterre, il verra que plus d'une fois, cette île a perdu de considérables avantages militaires par son aversion intense d'être entraînée dans des querelles continentales et malgré tout, elle a trouvé à la fin le chemin de la victoire.

Après deux décades d'inaction, elle affrontait un adversaire fort de son avance, fier de son armée, fanatisé par son dictateur.

Depuis 1066, aucun ennemi n'avait foulé le sol anglais. Mais le 26 mai 1940, les *Panzer* avaient pris Calais et Hitler claironnait :

— Il n'y a plus d'île !

Comme au temps de Philippe II, comme au temps de Napoléon, les préparatifs de l'invasion commencent. Le Reich a gagné une énorme façade sur l'Atlantique et s'enorgueillit de la maîtrise de l'air.

A l'instar de Napoléon, Hitler fit construire sur les rivières, sur les canaux de France, de Belgique, de Hollande, des bateaux plats, qu'il groupa sur le détroit. Ses batteries, ses avions devaient protéger l'invasion nautique. Quelques heures de mer libre, et sa grande armée se répandra sur le sol anglais, frappera au cœur en s'emparant de Londres.

Les journaux du Reich montrent d'innombrables avions à croix gammée, projetant leur ombre sur l'île Britannique.

La bataille aérienne s'engage le 11 août. Des images de Breughel se succèdent : une mer glauque, des bateaux qui semblent des jouets d'enfants mouillés dans l'estuaire ; dans l'azur, le tournoi des monstres volants ; les uns se précipitent en flammes vers la terre ; d'autres crachent des parasols blancs, de petits hommes accrochés aux baleines. Partout, des nuages opaques vomissent le feu sur les aérodromes, les ports, les objectifs militaires, embrasent les villes.

Par ce lugubre automne, où les vies tombaient comme les feuilles, Neville Chamberlain ferma les yeux et fut inhumé à l'abbaye de Westminster, accompagné par ses amis munis de masques à gaz. Il n'avait pas réussi à conjurer la guerre. Pourtant

sa gravité de conscience en face de la brutale outrecuidance honore son souvenir. Le juste de Birmingham avait agi par sentiment du devoir. Son humanité s'avéra cependant le meilleur des calculs : la préparation de guerre de son pays retardait de six ans sur celle de l'Allemagne. Les tentatives de conciliation avaient donné à l'Angleterre une année de répit, peut-être décisive.

— Nous sommes à une heure historique, annonce le maréchal Gœring. Notre *Luftwaffe* a asséné un coup mortel à l'ennemi.

Les images représentent le grand maître de l'aviation, entouré de son état-major, penché sur la carte, au bord de la mer. « *London wird sturmreif geschossen* », Londres est bombardée, mûre pour l'assaut, annonce le compère Goebbels.

Londres avait connu autrefois un sinistre mémorable, consigné dans la chronique de Daniel Foe : le « Grand Feu » qui se déclara le 2 septembre 1666 chez M. Farryner, boulanger, dans la sente-aux-puddings, à 2 heures du matin, et persista jusqu'au 6.

M. Gœring lance dans son four des bûches autrement redoutables que le fabricant de puddings. Avec une rapidité prodigieuse, les scènes infernales se succèdent. Dans le ciel noir nimbé d'or, des monstres ailés se trémoussent, menacent de se précipiter sur les rangées de maisonnettes, sur les ponts d'apparence minuscule jetés sur la Tamise. Des lueurs d'incendie crèvent les nuages. Les petites maisons disparaissent sous les gerbes de feu, les monstres tournoient, virevoltent cependant que, du fond de l'immensité striée d'éclairs, de nouveaux monstres surgissent.

Les docks brûlent. Les tonneaux de rhum sautent, le sucre flambe, les caisses de thé en feu répandent

leur odeur douceâtre au-dessus du brasier. De nouvelles bombes allument de nouvelles flammes. Des abeilles d'or meurtrières s'envolent des gerbes blanches du phosphore. Le vrombissement des moteurs, l'éclatement des bombes, le grondement du feu se fondent dans une cacophonie infernale.

Mais Londres combat l'incendie, noie les décombres, enterre ses morts, et, au milieu de la tempête de feu, se dresse la tête haute. Les moutons continuent à paître sur les pelouses mouillées.

Que se passe-t-il en mer ? La défense côtière, la flotte veillent et, chaque nuit, les sentinelles de l'air, des jeunes, presque des enfants, vont battre les nuages dans l'attente de l'ennemi, affronter la mort d'aviateur, choir, transformés en torches vivantes dans les flots glacés.

Ces sacrifices n'étaient pas vains. Le sort de l'Angleterre était dans les mains de la *Royal Air Force*. Car Hitler avait ordonné de la broyer, après quoi les ports seraient démolis, la flotte réduite à l'impuissance, les aérodromes pris par les parachutistes, enfin les *Panzer* débarqués pour achever l'opération. Mais la *R. A. F.* lutta un contre dix et paralysa l'ambitieux projet.

De grandes choses advinrent une nuit de septembre. Le lendemain, des rumeurs mystérieuses se répandent : épaves et cadavres, la tête, les épaules calcinées, drossés à la côte de France, réquisition de tous les médicaments contre brûlures par l'occupant. La Manche en feu aurait-elle consumé l'*armada* à croix gammée ? Les bombes incendiaires de la *R. A. F.* seraient-elles tombées sur une mer arrosée d'essence ? Victoire dans le mystère et le silence. Toujours est-il que l'armée d'invasion attendit en vain les quelques heures de mer libre pour prendre

pied sur le sol de l'île. Les vues panoramiques des côtes anglaises, imprimées à l'usage de la *Wehrmacht*, iront moisir dans un entrepôt de Bruxelles.

La *Luftwaffe* continue quand même à vaincre — dans ses bulletins, Cambridge ! Liverpool ! Manchester ! En octobre, « La bataille du brouillard » : « le brouillard ne saurait sauver la Grande-Bretagne ». Du 13 au 15 octobre, « la Saint-Barthélemy de Londres ». A la fin de décembre, les bombardiers attaquent la Cité. La superficie comprise entre Saint-Paul et le Guidhall semble transformée en un champ de coquelicots ardents. La Tour est endommagée, un pan de mur arraché à la White Tower, construite l'an 1078 en pierres blanches de Caen. De vénérables souvenirs du passé s'effondrent ou saignent : la cathédrale de Saint-Paul, le Guidhall, le palais du Parlement, Westminster Abbey, où les saints de l'autel indemne regardent horrifiés les décombres de la chapelle.

Comme pour montrer que les grands et les humbles prennent part à la souffrance commune, des milliers de petits cottages en brique croulent ou s'entr'ouvrent, laissant voir des papiers peints fanés, souvenirs de bonheurs évanouis.

Aux heures d'alertes, dans les abris, on se croirait parmi les voyageurs serrés les uns contre les autres d'un fantastique train nocturne dont on ignore l'arrêt. Pour plus d'un, ce sera l'éternité.

Seuls les enfants dorment. Les adultes épient les chutes de bombes qui s'annoncent avec un fracas de chars d'airain. Lorsque l'enfer s'entr'ouvre, au moment du suprême danger, ces visages anglais se changent en masques de pierre, tenue d'une haute civilisation jusque dans la mort.

Une vieille demoiselle vivait seule avec sa chatte,

dans un faubourg de Londres. Un terrible bombardement fit trembler la pauvre bête. Sa maîtresse aussi éprouvait une certaine émotion nerveuse. Pourtant elle prit la chatte, la posa en face d'elle sur une chaise et lui dit :

— *But remember, Pussy, that we are English.*
(Souviens-toi, Pussy, que nous sommes des Anglais.)

Les bombardements se poursuivirent sans relâche pendant cinquante-sept nuits. Rien qu'à Londres, plus d'un million de maisons furent détruites ou endommagées ; 375 000 habitants restaient sans abri. Les morts ne se comptaient plus.

Malgré tout, chaque matin, le Londonien trouvait devant sa porte son journal, sa miche de pain, sa bouteille de lait.

A mesure que toute possibilité d'invasion s'éloigne, l'acharnement des destructeurs augmente. On dirait que les apprentis envahisseurs veulent punir les pierres de l'inflexibilité des hommes. M. Goebbels multiplie les bulletins de victoire, assure que la guerre anglo-allemande est entrée dans sa phase décisive, M. Hitler n'a pas le geste de majestueuse colère d'Artaxerxès : au lieu de faire fouetter les flots de la Manche, il se contente d'arracher, de ses dents, des lambeaux de rideaux.

La terreur aérienne n'a pas réussi à paralyser les grandes cités, centres nerveux du pays. L'agresseur tentera de l'intimider en désignant comme cible de silencieuses bourgades patriarcales endormies au milieu des fleurs. Coventry, illustre par ses églises, par ses souvenirs, semblait faite pour le bonheur de ses habitants, la curiosité des érudits, les délices des aquarellistes. Une grosse escadre du maréchal Goering la réduit en un monceau de décombres.

Par ces vaines destructions, ses aviateurs visaient

le moral anglais. Leurs bombes à plein fouet ne parvinrent qu'à tremper la volonté, qu'à stimuler l'action.

Autour des falaises de l'île invaincue, les premiers effluves du printemps agitent les vagues de la Manche — cette Marne de l'Angleterre.

IV

Un sage, le Bâlois Jacob Burckhardt, écrivait il y a un siècle: « Le sort de peuples et d'Etats, la direction de civilisations entières, à une certaine époque, peuvent dépendre de l'endurance de l'âme et de l'effort d'un homme exceptionnel. » Le camp anglo-saxon possédait deux personnalités de cette grande espèce.

L'Angleterre conserve beaucoup de demeures qui sont du passé vivant. L'une des plus illustres, Blenheim Palace, fut élevée grâce au don national voté par le Parlement en 1705 à John Churchill, le vainqueur de Blenheim, créé duc de Marlborough. Les descendants du fameux capitaine préférèrent l'intimité de leurs maisons de campagne à la pompeuse bâtisse entourée d'un parc immense. Toutefois, par respect de la tradition, ils y retournaient pour le mariage, la naissance et la mort. Ce fut dans cette résidence vénérable que lady Randolph Churchill accoucha d'un fils en 1874.

Ce cadet de famille disposait d'une surprenante multiplicité de dons et d'une grande vigueur de caractère. Préparé à l'action par l'aventure, la vie de soldat sous tous les cieux, une fois à la tête de sa nation, il se montre un audacieux réfléchi, rapide à la parade, tenace dans les revers.

Il avait accompagné les armées en qualité de correspondant de guerre, et manifesté son don d'expres-

sion aussi sobre que puissant. Il écrivait l'histoire avec la même maîtrise qu'il allait déployer pour la faire.

Cette existence mouvementée l'aida à étendre sa connaissance des pays, des continents. Il lui devait également son don d'ubiquité. Lorsque les circonstances l'exigeaient, il faisait un bond d'un hémisphère à l'autre, conduisant parfois lui-même son avion. Le peuple anglais guettait son retour comme celui d'un père absent. Churchill lui parlait sur le ton d'un père, sans cacher les défaites, ni exagérer les succès. Il suffisait d'entendre un discours de Churchill après une harangue de Hitler pour comparer la mesure des deux chefs d'Etat. Le Premier anglais n'apparaît pas seulement comme un grand conducteur d'hommes, mais encore comme celui qui défend la loyauté dans le monde.

Franklin Delano Roosevelt descendait d'une ancienne famille immigrée de Hollande au XVII^{me} siècle. Voici les étapes de sa carrière: jeunesse partagée entre la campagne et la ville, le sport et l'étude. Passion de la mer. Mariage heureux avec une parente de la ligne de Théodore Roosevelt. Pendant la grande guerre, poste de second sous-secrétaire à la marine.

Après cette vie bien remplie, arrivé à sa trente-neuvième année, il commence sa lutte contre le mal, la paralysie infantile. Il la surmonta grâce à sa force de volonté. Ceinturé de fer, il ne marchait désormais qu'appuyé à un bras ami, toutefois le reste du corps recouvrait une parfaite santé, et les épreuves ne firent que tremper son énergie.

Elu président en 1932, il s'entoura d'un état-major d'intellectuels et d'hommes d'affaires de marque, ce « Brane Trust », le trust des cerveaux, qui constituait un admirable instrument d'information. De

temps en temps, il accueillait la presse pour une conversation familière « au coin du feu ». A travers les questions de ses hôtes souriants et remuants, il suit l'état de l'opinion, saisit l'esprit des foules. Il se penche sur son peuple et, fort de sa confiance, en pleine crise financière, porte la hache aux abus du capitalisme, frappe fort, frappe les têtes. Après ce coup de barre vers la gauche, surnommé le « New Deal », nouveau cours, le vaisseau glisse vers des eaux plus calmes. Roosevelt gouverne, investi de pouvoirs dictatoriaux. Mais, contrairement aux dictateurs vociférants du vieux-monde, le maître de la Maison-Blanche écoute plus qu'il ne parle, et quand il lui arrive de s'adresser à la nation, il fait entendre les propos du sage.

D'une souriante déférence à l'égard du Congrès et du Sénat, cet esprit souple évite la lutte d'autorité qui amena la chute de plus d'un président. Il se montre attentif aux suggestions des corps législatifs, ce qui lui permet de faire accepter les siennes. Il aura besoin de toute sa chaleureuse prudence pour réussir dans la tâche qui l'attend : faire sortir les Etats-Unis de l'isolationisme.

Churchill et Roosevelt furent les premiers à se rendre compte qu'en défendant l'indépendance de l'Europe, l'Angleterre défendait sa propre existence, l'Amérique la sécurité de son avenir.

Amener sa nation étape par étape à ces vues fut le chef-d'œuvre diplomatique de Roosevelt. Il y parvint grâce à sa patience, sa dignité, son art de convaincre.

D'abord, ce fut l'aide matérielle, des crédits, la formidable industrie américaine mise à la disposition des Alliés. Simultanément, les soins du président allaient à l'armée.

Le 5 mars 1933, à minuit, le Reichstag avait voté la loi accordant les pleins pouvoirs à Adolf Hitler. Quelques heures auparavant, Roosevelt s'était installé à la Maison-Blanche.

Ces deux hommes ne se doutaient pas qu'ils se combattraient un jour. Le président pensait à toute autre chose qu'à fondre des canons. Quant au *Fuhrer*, il professait l'axiome que l'Amérique n'entrerait jamais plus en guerre. Aussi n'attribua-t-il aucune importance aux conseils de modération que lui donnait le président, et se moquait-il de ceux qui évoquaient le danger de l'intervention armée des Etats-Unis. L'orateur intarissable, gavé de lieux-communs, parlait avec dédain du pays qui disposait de 25 millions d'hommes aptes à porter les armes, d'un revenu national de 70 milliards, de la plus formidable industrie de la terre.

Les Etats-Unis possédaient une flotte importante, mais une armée réduite, sorte de force coloniale destinée à garder les Philippines et Panama, l'une et l'autre formées d'engagés volontaires. Mais en septembre 1940, le Congrès vote le service obligatoire d'un an. Quelques mois plus tard, l'armée groupe plus d'un million d'hommes, et dispose de 10 000 pilotes, 15 000 élèves-pilotes. Un gigantesque « plan de la victoire » prévoit une armée de 5 millions d'hommes, la construction de 60 000 avions, 45 000 chars en 1942, 125 000 avions, 75 000 chars en 1943, enfin la limitation des industries de paix en faveur de la production de guerre.

Après la séance du 2 avril 1917, où le président Wilson se présenta devant le Congrès pour déclarer la guerre à l'Allemagne, le sénateur Lodge, leader du parti républicain, lui tendit la main :

— Monsieur le président, dit-il, vous avez su vous

élever à la hauteur de la plus grande décision qu'ait eu à prendre un chef d'Etat américain.

La décision de Roosevelt dépassait celle de son prédécesseur. Il engageait le drapeau étoilé dans un combat titanesque.

Hitler se plaisait à outrager les deux chefs des nations unies, traitant Churchill d'ivrogne, Roosevelt d'estropié. La partie se jouait entre deux hommes patients, d'un courage à toute épreuve et un impatient d'une frénésie qui défiait le monde.

Le Japon guette les conflits des Blancs. En 1935, une Société pour l'indépendance de la Grande-Asie est formée à Tokio. Elle entend par « indépendance » la soumission au Japon. En premier lieu, les Indes sont visées. Ajoutez-y la Chine, l'Indochine, les colonies néerlandaises, le Pacifique, y compris l'Australie. Quel insatiable appétit ! Les méthodes de pénétration ne sont guère différentes de celles de l'alliée germanique : voyageurs de commerce, étudiants, pèlerins, officiers déguisés propagent l'idée panasiatique.

Depuis 2600 ans, le Japon n'a pas subi d'envahisseur. Pourtant, quoi de plus vulnérable que ses côtes : 28 000 km. ! L'étendue côtière commandait au Japon la défense par l'offensive, d'ailleurs conforme à sa formidable préparation militaire et navale, à ses desseins ambitieux, à la prédominance d'une caste belliqueuse qui brûlait sur des autels antiques l'encens d'un nationalisme exalté.

Les appétits effrénés des Nippons avaient déjà opéré un miracle : transformer en soldat le paisible paysan chinois qui défendait son champ depuis cinq ans armes en main. Un second miracle devait suivre.

En décembre 1941, à l'heure même où, à la Maison-Blanche, le président, avec sa courtoisie et sa largeur

d'esprit habituelles, négociait avec l'envoyé japonais, envisageant, pour calmer l'impérialisme colonial des insulaires, une mise en valeur des territoires coloniaux avec une participation internationale, une attaque brusquée endommage gravement la flotte du Pacifique à Pearl-Harbour, dans les îles Hawaï. La guerre russo-japonaise avait commencé de la même manière : offensive foudroyante, sans déclaration de guerre, contre l'escadre russe stationnée dans la rade de Port-Arthur.

Ce succès peu glorieux opéra le deuxième miracle : l'unanimité de la nation américaine pour la guerre.

De même que le Reich, l'Empire du Soleil levant poussait ses armements depuis de nombreuses années. Il usa de ces avantages, s'emparant, en décembre 1941, d'Hong-Kong et attaquant la Malaisie britannique. Dix millions de livres avaient été consacrées à fortifier la base navale de Singapour qui commande le détroit de Malacca, garde l'accès des Indes. Cependant depuis que le Japon avait pris pied en Indochine et en Thaïlande, Singapour était devenue vulnérable du côté de la presqu'île de Malacca. La première blessure atteignit ce Gibraltar de l'Extrême-Orient du côté de la mer : des torpilles aériennes japonaises coulèrent le *Repulse* et le *Prince of Wales*, les plus puissantes unités de la *Royal Navy*. La maîtrise de la mer se révèle inséparable de la maîtrise des airs. Investie par la terre, Singapour, « l'imprenable », tombe.

L'héroïque défense des Philippines par le général Mac Arthur, disposant seulement d'une centaine d'avions, de 3000 Américains et de 10 000 Philippins, retarda l'avance nippone, sans parvenir à l'arrêter. Le drapeau blanc au disque rouge flotte sur Java, centre de l'Indonésie, doyenne des colonies néerlandaises, où le fils de Rembrandt dort à l'ombre des

palmiers. Les îles de l'archipel suivent. La menace se dessine contre l'Australie, contre les Indes. A Berlin, à Tokio, on s'adonne à l'illusion de voir bientôt les Allemands déboucher de l'Égypte, du Caucase, pour donner la main à leurs alliés aux Indes.

Le vent du désastre souffle sur les Anglo-Saxons. Pourtant la Grande-Bretagne garde le calme majestueux du lion de ses armes. Et l'Amérique, selon les termes de son président, reste l'aigle qui vole haut et frappe dur.

A ces heures sombres, Churchill ne dissimule rien à ses compatriotes, et, avec le calme du courage, expose dans un discours devant le parlement canadien le chemin à suivre, les phases à envisager : « 1. Il y a une période de consolidation, de combinaisons et de préparatifs, période au cours de laquelle nous accroîtrons notre force, tant la force de nos effectifs humains que celle de notre équipement scientifique et moderne. 2. La période qui s'ouvrira alors pourrait être appelée la phase de la libération. Durant cette phase, nous devons envisager la récupération des territoires perdus ou qui pourraient être perdus. Nous devons également entrevoir une révolte des peuples conquis, à partir du moment où les armées de secours et de libération apparaîtront en force à l'intérieur de leurs frontières. 3. La troisième phase à envisager est celle de l'assaut contre les citadelles et l'humiliation des coupables, à la fois en Europe et en Asie.

» Je n'ai pas tenté de fixer des limites de temps à ces diverses phases. Néanmoins, j'estime juste en ce moment de faire entendre clairement que l'offensive de bombardements contre l'Allemagne restera l'une des principales méthodes par lesquelles nous espérons amener la guerre à sa fin. »

En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, le mot d'ordre est : armer ! Grands et petits, riches et pauvres participent à l'effort commun. Pour ces nations chez lesquelles la force est en profondeur, les revers ont servi de leçon de vigilance et d'énergie.

V

L'absorption de l'Autriche avait donné à la Hongrie des frontières communes avec le Reich, frontières indéfendables qui passaient à travers les champs de blé. La résistance morale était également entamée.

Le boa constrictor national-socialiste avait enduit la Hongrie de sa salive et se préparait à l'étouffer lorsqu'en 1939, Teleki forma le gouvernement, décidé à s'opposer à toute exigence allemande incompatible avec la souveraineté du pays. Conscient des risques auxquels il s'exposait, il demanda un jour au comte Ciano :

— Jouez-vous au bridge ?

— Pourquoi cette question ?

— Pour le jour où nous nous retrouverons au camp de Dachau.

En dépit des victoires germaniques, des esprits avisés partageaient les vues du président du conseil. Un concours particulièrement efficace lui venait de la part de M. de Barcza, ministre de Hongrie à Londres. Exempt de l'esprit tortueux de l'ancien *Ballplatz*, il pratiquait la diplomatie du franc-parler. Il s'efforçait d'ouvrir les yeux à ses compatriotes, déconseillait des récupérations territoriales précaires, susceptibles de fournir à l'Allemagne des prétextes à des exigences dangereuses. D'autre part, au cours de ses conversations avec Churchill et lord Halifax, ainsi qu'avec son successeur, Eden, il ne cachait pas à

quel point le traité de Trianon et vingt ans de désintéressement anglais aux affaires danubiennes avaient aidé la pénétration germanique.

Churchill se montra fort bien renseigné sur les affaires de Hongrie et tout en reconnaissant la situation difficile de ce pays, il conseillait à son gouvernement d'établir une limite extrême de résistance. Il prévint le diplomate que la guerre allait être longue, que les succès initiaux des Allemands n'avaient rien de définitif et que la décision finale serait en faveur de l'Angleterre et de ses alliés. Le jour viendrait où la Hongrie se trouverait au carrefour ; malheureusement certains présages permettaient de conclure qu'elle choisirait une fois encore la mauvaise voie.

Cependant Teleki continuait à lutter contre la pression hitlérienne, et, pour sortir le pays de son isolement, se rapprocha d'une voisine également menacée, la Yougoslavie.

Depuis le meurtre d'Alexandre II, elle était gouvernée par un conseil de régence, à la tête duquel se trouvait le prince Paul Karageorgevitch. Son vif désir de rester en dehors du conflit se rencontrait avec celui de Teleki. Le 12 décembre, un traité d'amitié éternelle fut signé entre les deux pays. Dès lors, ceux-ci constituaient un bloc neutre de 30 millions d'âmes.

Cette convention indisposait Hitler. Ses services intensifièrent leur travail souterrain à Belgrade comme à Budapest. Lui-même invita le prince Paul à Berchtesgaden, obtint de lui des concessions d'ordre économique et militaire, le droit de passage à travers la Serbie en direction de la Grèce.

Le ministre des Affaires étrangères Svetkovich signe à Vienne l'adhésion de la Yougoslavie au pacte tripartite. Mais le peuple se soulève. Le général Simonich prend le pouvoir.

Hitler écume, décide de châtier les téméraires, invite le gouvernement hongrois à s'associer à son expédition.

Sir Alexandre Cadogan, secrétaire permanent du Foreign Office, demande M. de Barcza et l'assure que si la Hongrie voulait sauver son indépendance, son honneur et son avenir en résistant à l'exigence du *Fuhrer*, la Grande-Bretagne la soutiendrait. Par contre, l'attaque par la Hongrie de la Yougoslavie, son alliée de la veille, serait considérée par l'Angleterre comme un *casus belli*. Cette communication fut télégraphiée à Teleki et raffermir sa décision d'empêcher son pays d'entrer en guerre.

Or, l'exemple de la *Wehrmacht* grisait les officiers. Eux aussi voulaient leur guerre-éclair, des lauriers, de l'avancement. Ils faisaient fi des engagements d'Etat, de l'encre à peine sèche sur le pacte d'amitié éternelle avec la Yougoslavie. Ils voulaient combattre.

Au conseil des ministres, le général Bartha, ministre de la Guerre, se fit le porte-parole de ces aspirations. Teleki s'y opposa avec fermeté. Après quoi, il se rendit chez le régent et obtint de lui la promesse d'interdire toute velléité belliqueuse.

Mais les généraux revinrent à la charge et firent part au chef d'Etat des désirs de l'armée qui l'avait porté au pouvoir. Un cœur pâle battait sous cette poitrine constellée d'étoiles. Il céda.

Des fenêtres du vieux palais de Bude, l'espace semble se déplier sans fin sous le scintillement des astres. Le président veille, le front dans les mains.

Horthy l'avait abandonné et il se sentait impuissant en face des aveugles qui s'acharnaient à entraîner leur peuple dans une aventure mortelle.

Situation inextricable. Déjà l'âme tendue au delà de la vie, il entend le craquement de la banquise.

Le lendemain, 4 avril, à 8 heures du matin, le valet de chambre se pencha sur le lit de son maître pour le réveiller. Il avait la tempe droite trouée d'une balle. Le visage restait calme, aucune trace d'agonie.

Cette mort écartait le dernier obstacle de la pénétration allemande dans le bassin du Danube.

VI

La Roumanie avait subi les remous propres à tous les pays de cette région, mais avec bien plus de véhémence. L'exemple et la manne du nazisme suscitèrent la révolte des Gardes de fer, tourbe d'illettrés conduite par des quarts de lettrés, portant à la boutonnière la cocarde aux couleurs nationales surmontée de la croix gammée. Après une période de troubles et de meurtres, le roi Carol institua la dictature et fit abattre le chef des Gardes de fer, Codreano. Cette exécution incita le maréchal Goering et d'autres chefs nazis à renvoyer au roi Carol leurs décorations roumaines.

Les victoires germaniques décident néanmoins le roi à convoquer, le 29 mai 1940, ses ministres et à leur proposer de « s'adapter à la réalité », c'est-à-dire d'abandonner la neutralité pour se ranger aux côtés de l'Allemagne. Volte-face qui livrait au camp adverse les armements accumulés au cours de vingt ans grâce aux subsides de la France.

L'accord entre Berlin et Moscou permet à la Russie de rétablir ses frontières de 1914. La Roumanie se voit contrainte à lui abandonner la Bessarabie et la Bukovine septentrionale.

Les puissances de l'Axe règlent en août 1940 la question de Transylvanie en la partageant entre la Roumanie et la Hongrie. Solution bâtarde qui attise

l'inimitié entre les deux Etats voisins et sert par là l'Allemagne. Mais ces pertes territoriales coûtent à Carol son trône. En septembre, il abdique en faveur de son fils Michel.

Le général Antonesco s'empare du pouvoir, abolit le régime parlementaire et adopte le titre de *conducator*, équivalent de *Fuhrer*. Hitler fait miroiter aux yeux des Roumains le retour de la Bessarabie ainsi que le territoire adjacent de la Transistrie avec Odessa, port de mer, ce qui transformerait la Roumanie en grande puissance ! Antonesco mord à l'hameçon, accepte de confier à des instructeurs allemands les troupes roumaines.

Des esprits clairvoyants s'opposaient à cette course à l'abîme, parmi eux Jules Maniu, chef du parti des paysans, lui-même fils de cultivateur, vieux routier de la politique. L'adhésion de son pays à l'Axe le remplissait d'inquiétude.

La diplomatie roumaine produisit également une personnalité de marque, réfractaire à l'hitlérisme. Grégoire Gafenco était un Roumain, ayant des ascendants anglais et russes, élevé à Genève, marié à une Française qui devait lui être une compagne dévouée et perspicace au cours de sa carrière. Le brillant journaliste, aux vues ouvertes sur l'horizon international, fut chargé par le roi Carol, en 1938, du portefeuille des Affaires étrangères. Au conseil des ministres, au cours duquel, le 2 juin 1940, le souverain se rallia à l'Allemagne, Gafenco, qui avait proposé de poursuivre une politique indépendante, donna sa démission, mais accepta toutefois de représenter son pays auprès de l'Union soviétique.

Le titulaire de ce poste de première importance allait publier ses souvenirs quatre ans après — sans doute prématurément — sous le titre : *Préliminaires*

de la guerre à l'Est, révélant les dessous diplomatiques de la guerre qui se préparait entre le III^{me} Reich et l'Union soviétique. La mission de M. Gafenco finit par le triste devoir d'annoncer à M. Molotov une rupture qu'il désapprouvait.

Tandis que la Roumanie liait son sort à celui du III^{me} Reich, la Bulgarie se trouvait tiraillée entre la germanophilie de l'armée et les sentiments du peuple que ses sympathies traditionnelles attachaient à la Russie. Mais l'espoir de récupérer les territoires perdus en 1918 fit pencher la balance en faveur de la puissance germanique. Le roi Boris, bien que décidé à éviter toute participation active dans le conflit, concéda aux troupes allemandes l'usage du territoire.

La Yougoslavie, pays guerrier, semblait capable de résister à l'emprise allemande. Staline lui accorde un traité d'amitié, l'Angleterre promet son appui.

Cependant, une fois encore, la rapidité de la *Wehrmacht* l'emporta en vitesse sur ses adversaires. Elle avait opéré de fortes concentrations de troupes en Roumanie et en Bulgarie. La mort de Teleki lui ouvrait la Hongrie, tremplin d'où l'armée de choc se lance sur la Serbie, entrave sa mobilisation. Belgrade subit le sort de Varsovie et de Rotterdam. Attaquée de trois côtés, l'armée yougoslave se voit contrainte à capituler. L'envahisseur met la main sur le pays entier, mais ne parviendra pas à mater son peuple. Afin de lui opposer un contrepoids, l'occupant crée une grande Croatie, en lui incorporant la Bosnie ainsi qu'une partie de la Dalmatie, et met à la tête du nouvel Etat Ante Pavelitch, l'instigateur de l'assassinat du roi Alexandre.

La campagne foudroyante contre la Yougoslavie terminée, ce sera le tour de la Grèce. L'artillerie lourde de la *Wehrmacht* écrase les défenseurs héroï-

ques des Thermopyles. Les cimes blanches de l'Olympe contemplant, étonnées, la bataille des hommes cachés dans des chars d'airain. Des guerriers en bottes molles défilent devant le temple d'Athéna, déesse de la divine sagesse. Le drapeau à croix gammée flotte sur le Parthénon.

L'Angleterre avait débarqué un corps expéditionnaire pour venir en aide à ses alliés. Mais elle ne pouvait opposer que cinq divisions aux soixante des Allemands. Les Hellènes déposent les armes. Les Britanniques évacuent leurs troupes. Les parachutistes allemands s'emparent de la Crète. De Dantzig jusqu'à l'extrême pointe méridionale du continent, Hitler domine.

Domination de surface, particulièrement dans les Balkans. La région où des montagnes pelées alternent avec des défilés sauvages, d'immenses forêts, où Turcs et Chrétiens s'étaient exterminés pendant des siècles, redevient le théâtre d'une implacable guerre de partisans.

VII

Le 22 octobre 1940, Hitler annulait l'ordre d'invasion de l'Angleterre et commençait les préparatifs pour la campagne de Russie.

Certes, l'Allemagne est quarante fois plus petite que l'U.R.S.S., laquelle couvre la sixième partie des terres de notre planète. Mais que peut la masse contre la supériorité des armes et du commandement ? Napoléon ! Peuh ! La motorisation ne supprime-t-elle pas la distance ? D'ailleurs, le *Fuhrer* se propose d'ameuter le continent entier contre l'empire aujourd'hui encore son allié.

Et voilà qu'une colombe camouflée descend du ciel :

le 12 mai, un parachutiste atterrit en Ecosse. Blessé, recueilli, il décline son nom : ce n'est nul autre que Rodolphe Hess, désigné pour succéder au *Fuhrer*, en second lieu après Goering. Le parachutiste demande à être conduit auprès du duc de Hamilton, avec lequel il dit avoir déjeuné à Berlin lors des Jeux olympiques en 1936. Le prisonnier s'ouvre au duc : le *Fuhrer* est prêt à conclure la paix aux conditions suivantes : champ libre à l'Allemagne en Europe, restitution de ses anciennes colonies, évacuation de l'Irak, la Russie poussée vers l'Asie. L'Allemagne avait certaines demandes à formuler envers la Russie, toutefois elle n'envisageait nullement de l'attaquer. Ces propositions n'étaient valables qu'au cas où l'Angleterre changerait de gouvernement, car le *Fuhrer* refusait de négocier avec Churchill « qui avait projeté la guerre depuis 1936 ».

Rodolphe Hess ajouta que son chef désirait une entente permanente avec la Grande-Bretagne. Si celle-ci repoussait sa chance, elle serait détruite et maintenue dans un état d'assujettissement.

La « mission d'humanité » du dauphin national-socialiste éclaire le côté enfantin de ces dominateurs. Sa rencontre unique avec le duc écossais incite Rodolphe Hess et l'entourage du *Fuhrer* à échafauder des projets chimériques qui témoignent d'autant de présomption que de l'ignorance absolue de la mentalité anglaise.

La diplomatie germanique comptait des négociateurs plus réfléchis et plus proches du réel. De Moscou, l'ambassadeur de Schulenburg conseillait vivement le maintien de la paix. Les conflits d'intérêts dans la Baltique, la Pologne, les Balkans, pouvaient être réglés à l'amiable. Il ne craignait pas une défaite, mais après l'écrasement de l'Etat autoritaire des

Soviets, l'effondrement de sa discipline, un désordre irrémédiable. La croisade contre le bolchévisme des nationaux-socialistes pouvait finir en anarchie universelle.

Cependant l'Angleterre s'empare de l'Iran, pénètre en Syrie. La bataille d'Afrique continue, incertaine. La Russie n'est-elle pas la voie de l'Asie? Un argument de plus dans le bagage des bellicistes.

Hitler convoque l'ambassadeur Schulenburg à Berlin. Celui-ci ne partage pas les vues optimistes de son chef, ne croit ni à une guerre courte, ni à la possibilité d'exploiter, de coloniser l'immensité russe.

En réalité, le maître n'avait pas invité le prudent diplomate pour l'écouter, mais pour se faire écouter. En vain le premier invoquait-il l'exemple de Charles XII de Suède et de Napoléon, rappelait, au sujet des ressources espérées, les déboires des Austro-Allemands en 1917 en Ukraine, prédisait que la *Wehrmacht* n'y trouverait que des ruines, la désolation, un peuple trop attaché à la Russie pour constituer un Etat national ukrainien. L'effondrement du régime lui semblait également un leurre. Staline tiendrait, et s'il disparaissait quand même, il ne pourrait avoir qu'un successeur: le chaos.

Rien n'y fit. Les généralisations grandiloquentes de M. Rosenberg et de ses comparses l'emportèrent sur les sages avis de l'homme d'expérience.

Lauriston, dernier ambassadeur de Napoléon auprès du tsar, avait dit la veille de la campagne à l'empereur: « On devrait bien s'expliquer avant de s'égorger. » Hitler évite soigneusement de s'expliquer. Il se lance dans la monstrueuse aventure comme le joueur dit *banco*.

Au soir du 21 juin 1941, l'ambassadeur d'Allemagne fut convoqué au Kremlin. Molotow lui demanda:

— Que se passe-t-il?

Schulenburg ne savait rien.

A minuit, un message de son maître l'éclairait. Conformément à ses instructions, à l'aube, il se présenta au Kremlin pour déclarer qu'en raison de la pression intolérable des troupes russes à la frontière, la *Wehrmacht* avait reçu l'ordre d'entrer en territoire russe.

Les paroles succédaient aux actes. Quelques heures auparavant — c'était la nuit de la Saint-Jean, la plus courte de l'année — l'armée allemande s'était lancée à l'attaque, l'aviation avait bombardé les villes. Fidèle à ses habitudes, une fois encore, Hitler pratiquait la perfide agression par surprise.

Le canon tonne, le *Führer* pérore.

Il combat pour l'Europe, assure-t-il, le front qui s'ébranle de la mer Arctique jusqu'à la mer Noire va défendre l'ensemble des peuples civilisés. Tous sont avec le Reich, les uns fournissent des armées, d'autres des volontaires. *Unerbittlich vorwärts*, impitoyablement en avant, est le mot d'ordre. Le but: écraser la Russie en un tournemain pour jeter toutes ses forces contre l'Angleterre.

La « croisade » entraîne l'Italie, la Finlande, la Hongrie, la Slovaquie, la Croatie, la Roumanie. Le Japon se dérobe.

Chaque jour apporte sa victoire. Les *Panzer*, tels les éléphants d'Hannibal, éparpillent les vivants, écrasent les morts. Les prisonniers affluent. Mais après la flamme des canons, des gerbes de feu s'élèvent des villes qui brûlent. Les Russes détruisent tout dans leur retraite.

L'armée soviétique! ricanaient les augures à croix gammée. Instrument de police intérieure, inapte à la guerre! Leur presse s'accordait à reconnaître que la

Russie pouvait mettre sur pied une formidable armée, mais dépourvue d'enthousiasme et de foi, car elle ne comprenait pas pourquoi elle se battait.

L'envahisseur se chargeait de le lui apprendre. Le moujik en armes défendait son foyer, sa récolte, l'immense espace, cimetière des intrus, qui s'appelle la Russie. Et ce sursaut de résistance était dirigé par une volonté inflexible.

Les vrais chefs sont rares. La Russie en était dépourvue dans la Guerre I. La Guerre II trouvait à sa tête Joseph Staline. Bolchévik de la première heure, disciple de Lénine, qui l'appelait « le merveilleux Géorgien », de son vrai nom Djougachvili, il délivra en 1918 la ville de Zaritzyn, assiégée par les blancs. Lénine le surnomma Staline, acier; la ville même reçut le nom de Stalingrad. Après la mort du tribun, il allait témoigner la même impitoyable fermeté pour obtenir sa succession, revendiquée par Trotzky, zélateur de la révolte allumée sur tous les points du globe. L'exil ou le poteau d'exécution attendait les trozkyistes. La victoire de Staline sur Trotzky fut celle du révolutionnaire créateur sur la tourbe doctrinale.

Le bolchévisme, explosion terrifiante après des siècles de compression, avait sacrifié une génération. Sur les ruines de l'ancienne Russie médiévale et agricole, la Russie des Soviets s'applique à créer une civilisation industrielle, un réseau de machinisme à la manière du Reich et des Etats-Unis. Staline se place à la tête de cette action, grâce à laquelle l'U.R.S.S. est en voie de devenir l'une des plus grandes puissances industrielles.

L'avènement de Hitler était une captation d'héritage. Il obtint, de Hindenburg, l'Etat; du haut-commandement, l'armée; des barons des hauts-fourneaux,

l'industrie. Staline ne trouva que des ennemis à combattre. Il se haussa à la tête de l'Etat après de longs efforts. Tout était à faire ou à refaire; il fallait améliorer l'agriculture, organiser l'économie; mettre sur pied une industrie de guerre; moderniser, renforcer l'armée. Tout cela était en grande partie l'œuvre personnelle du dictateur.

Les horizons flambent. La *Wehrmacht* avance toujours, disperse des corps russes. Ceux-ci se refondent ou sont remplacés. Trois mois après le début de la campagne, Kiev tombe, Leningrad est investi, Moscou menacé, l'Allemagne pavoisée.

Les premières neiges dissipent l'atmosphère de triomphe. L'intendance, sûre de la victoire foudroyante, n'avait pas préparé d'équipements d'hiver. L'Allemand est un peuple sans pelisse. Mais l'homme donne son chandail, la femme sa fourrure. Les skis aussi sont réquisitionnés. Un soupçon d'inquiétude effleure la nation.

L'haleine du général Hiver gèle les locomotives. Des cent vingt trains de ravitaillement expédiés chaque jour vers l'Est, dix seulement parviennent à destination. Le général von Brauchitsch conseille la retraite. Hitler le rabroue. Non, il n'est pas question de s'éloigner du but: atteindre le golfe Persique pour tendre la main aux Japonais.

Un col de zibeline usé sur les épaules, le regard de la sentinelle se perd dans la neige blanche illimitée où guettent d'invisibles fantômes blancs. Ses yeux sont éblouis, l'angoisse du silence l'étreint, elle commence à pressentir ce que signifie venir prendre la Russie corps à corps chez elle.

« Ne fais pas la guerre à la Russie, avait dit l'empereur Frédéric mourant à son fils Guillaume, elle peut supporter une série indéfinie d'échecs. »

Hitler ne se doute pas de cette vérité. « Staline, déclare-t-il, n'accomplira pas le miracle de sortir une nouvelle armée de la steppe. »

Le généralissime russe devine que la guerre sera longue, le suprême danger à subir, le premier assaut. Mais il connaît son peuple, stimule sa volonté de résistance, aidée par la colère qu'éveillent les méthodes cruelles de l'envahisseur. Dans l'armée, de réels talents militaires se révèlent. La meute des tanks a beau se précipiter en avant avec des élans de sanglier, Hitler lancer un ordre du jour annonçant le choc décisif, la dernière bataille: le grand mouvement concentrique contre Leningrad échoue, Moscou résiste. A Noël, la *Wehrmacht* passe à la défensive.

Grâce à Hitler, l'infailible, et à son échanson intellectuel, Rosenberg, la première phase de la campagne de Russie, en dépit de ses apparences de triomphe, montre le géant germanique engagé d'un pied dans le piège de glace.

VIII

« Sans vous autres, Anglais, disait Napoléon au capitaine Maitland sur le *Bellerophon* qui le menait à Sainte-Hélène, j'aurais été empereur d'Orient. »

Deux candidats s'apprêtaient à ceindre ce diadème: Hitler et Mussolini. Ils avaient établi un projet d'une ampleur digne de Napoléon: conquête de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, après quoi une partie des armées victorieuses attaquerait la Russie par le sud, tandis que l'autre marchait sur les Indes pour donner la main aux Japonais.

Afin d'assurer son arrière, Hitler veut fermer la Méditerranée, pénétrer en Espagne, assiéger Gibraltar.

Il rencontre Franco, sans parvenir à le convaincre. Par contre, le beau-frère et ministre des Affaires étrangères du *caudillo*, Serrano Suñer, feu et flamme pour le nazisme, favorise son infiltration, sans réussir à arracher son pays à sa neutralité.

Le phalangisme pratique la dureté des régimes peu sûrs d'eux-mêmes. On fusille encore des républicains pour des actes remontant au temps de la guerre civile et on retient des amendes sur la paye des ouvriers qui ont fait partie de l'armée rouge. Les salaires sont bas, le peuple souffre. Des complications extérieures menacent de renouveler les luttes fratricides.

Les côtes de l'Espagne sont vulnérables. Pour son ravitaillement, elle se trouve à la merci des puissances maritimes. Une autre raison encore empêche les dirigeants madrilènes de s'attacher entièrement au vainqueur : c'est l'*hispanidad*, la solidarité des nations hispaniques. Or, sauf l'Argentine, les dix-huit républiques hispano-américaines se déclaraient solidaires avec les Etats-Unis. L'autorité du président Salazar contribue également à arrêter l'Espagne sur la pente fatale. Elle se contente d'occuper Tanger, d'applaudir Berlin, d'accorder des facilités à la Gestapo. Mais la *Wehrmacht* ne franchira pas les Pyrénées pour s'emparer du Maroc et pour étendre ses tentacules vers la Tunisie. La conquête de l'Afrique doit se faire à travers la Méditerranée.

Les préparatifs furent effectués avec la minutie propre aux Germains et au moyen d'intelligences dans les pays visés. Le service secret allemand faisait grand cas du mufti de Jérusalem, El Hussein. Ce n'était pas un de ces augustes imans à barbe de fleuve, mais un Oriental au sourire malicieux comme on en rencontre dans les bazars. Officier en retraite de l'état-major d'Enver-pacha, l'ancien allié de l'Allemagne s'était

transformé en premier dignitaire ecclésiastique d'un pays sous mandat anglais.

Peu après, il préparait une nouvelle métamorphose. En Syrie, il rencontra un « archéologue » allemand, M. von Henting. Lorsque ce pays fut libéré de l'emprise de Vichy, notre mufti plongea dans les ténèbres pour reparaître dans un fauteuil de la chancellerie d'Etat à Berlin en face d'Adolf Hitler au visage épanoui. N'a-t-il pas trouvé son Lawrence d'Arabie ? Le mufti ne soulèvera-t-il pas le monde musulman, ne brisera-t-il pas la domination anglaise aux Indes ? Le *Fuhrer* voit déjà ses troupes escaladant les versants de l'Himalaya. En attendant, les services de la propagande répandent sa photographie en compagnie du mufti que l'on fait passer pour un puissant pontife d'Asie.

Le chancelier ignorait la question que le sultan Sélim avait adressée à son grand mufti : « N'est-il pas méritoire de tuer les deux tiers des vivants pour le salut de l'autre tiers ? » De la part de son hôte, la réponse ne pouvait être qu'affirmative.

Tandis que les Berlinoises acclament leur mufti, la campagne d'Afrique commence.

L'Afrique était défendue par une petite armée que commandait le général Wavell. Abandonnée à elle-même à l'époque des grands revers en France, elle connut des heures difficiles. Afin de dissimuler le manque d'avions et le nombre restreint des troupes, elle alignait au sol une quantité d'avions en papier et dressait des rangées de tentes vides. L'esprit offensif de Wavell fit le reste. L'armée italienne et l'*Afrika Korps* venus à son aide furent refoulés jusqu'en Cyrénaïque. Cependant les événements de Malaisie ainsi que l'invasion des Balkans par la *Wehrmacht* obligèrent Wavell, et après qu'il eut pris le commande-

ment aux Indes, son successeur, Auchinleck, à céder une partie de leurs forces.

Après diverses fluctuations, la fortune des armes favorise Rommel. Cet officier, chargé autrefois d'installer le G.Q.G. de Hitler, parvint à entrer dans l'intimité du chef qui lui confia la conduite de l'*Afrika Korps*. Le général possédait le rude courage du reître, reître mécanisé, l'expérience consommée de la manœuvre des chars, et disposait d'unités entraînées pour le combat en pays chauds, enfin d'un matériel supérieur à celui de ses adversaires.

Au début de l'été 1942, Rommel continue son avance vers l'Égypte. Au sud de Tobrouk, il est arrêté par une poignée de Français commandés par le général Kœnig, de cette bonne graine d'Alsace qui produisit tant de brillants soldats. Bir-Hakeim, poste perdu au milieu du désert, ne s'appuie sur aucun obstacle naturel, 3000 hommes la défendent, ne disposant que d'armes désuètes. Après de dures attaques, un parlementaire se présente et propose à Kœnig de se rendre. Le général, plus courtois que feu Cambronne, se borne à répondre :

— Allez au diable.

Quarante mille Germano-Italiens investissent Bir-Hakeim. Kœnig tient neuf jours, après quoi, ayant accompli sa tâche de retardement, il se replie vers l'Égypte.

Cet étonnant fait d'armes eut un grand retentissement. Il contribua à ranimer le courage des Français de France en apportant la preuve que les défaites de 1940 ne furent qu'une éclipse et que les vertus militaires de la nation vivaient toujours.

La campagne prend cependant une tournure désastreuse pour les Britanniques. L'armée du général Auchinleck se retire sur la frontière égyptienne, et

prend pied dans le goulet d'El-Alamein, séparé de la mer par une chaîne de dunes sablonneuses, bordé par la route d'Alexandrie. La position britannique est couverte au sud par les marais salants de Quatarra, obstacle infranchissable aux blindés.

Le 3 juillet, Rommel entreprend une attaque frontale et perce le dispositif anglais. Les communiqués de Berlin et de Londres annoncent que les forces britanniques battues refluent vers le delta du Nil. Triomphe prématuré! Sur mer, la *R.A.F.* coule les pétroliers et prive d'essence l'assaillant. Sur terre, les Anglais se ressaisissent, contre-attaquent. Dans cette lutte acharnée, le hasard vient à leur secours. La bataille se déroule dans du sable jusqu'à mi-jambe, sous un soleil brûlant. La soif torture ces combattants arrivés à la limite de l'épuisement. L'infanterie allemande était particulièrement éprouvée. Les colonnes de citernes portant l'eau potable avaient été dispersées. La veille, des troupiers de l'*Afrika Korps*, grâce à une conduite d'eau abandonnée, s'étaient abreuvés goulûment. Or, l'aqueduc nouvellement installé par les Anglais contenait, pour l'essai, de l'eau salée. Le moment vint où ces fantassins, les lèvres noires, marchèrent vers les lignes ennemies et se rendirent pour apaiser leur soif.

Auchinleck s'ébranle contre le flanc des Germano-Italiens et leur inflige une lourde défaite. En vain, Rommel, debout dans sa voiture de commandement, dirige l'attaque; il se voit contraint de rompre le combat et de se retrancher dans une position fortifiée.

Plusieurs mois d'accalmie serviront aux adversaires à se réorganiser et à se renforcer. Montgomery prend le commandement de la 8^{me} armée. Ce général professe le principe qu'une bataille doit être gagnée avant même de commencer grâce à une préparation qui

permet de ménager les vies, d'assurer le succès. Il applique si heureusement sa doctrine qu'il brise la défense de l'Axe aux deux extrémités, refoule Rommel vers la Cyrénaïque et bientôt vers la Tripolitaine. Dimanche, 15 novembre 1942, les cloches sonnent en Angleterre.

L'effet moral apparaît immense, le résultat matériel fort important: la sécurité du Moyen-Orient rétablie, et au lieu du périple de l'Afrique, la ligne de communications directes à travers la Méditerranée rouverte.

Mussolini, qui avait préparé son entrée au Caire sur un cheval blanc, remet son bâton de maréchal dans l'étui, le cheval du triomphe retourne dans son box.

...et de la manière dont les choses se passent
...dans les différents pays de l'Europe
...et de la manière dont les choses se passent
...dans les différents pays de l'Europe

...et de la manière dont les choses se passent
...dans les différents pays de l'Europe
...et de la manière dont les choses se passent
...dans les différents pays de l'Europe

co
va
ag
ea

CHAPITRE IV

BYZANCE SUR L'ALLIER

O star of France,
The brightness of thy hope and strength and
fame,
Like some proud ship that led fleet so long,
Beseems to day a wreck driven by the gale,
a mastless hulk,
And'mid its teeming madden'd half-drown'd
crowds,
Nor helm nor helms man.

O Etoile de France,
Le rayonnement de ta foi, de ta puissance,
de ta gloire,
Comme quelque orgueilleux vaisseau qui si
longtemps
Mena toute l'escadre,
Tu es aujourd'hui, désastre poussé par la
tourmente,
Une carcasse démantée.

*Walt Whitman, « O Star of France ».
Leaves of grass.*

*« Feuilles d'herbe », 1870.
(Traduction de Jules Laforgue.)*

I

« La révolution nationale » était un coup d'Etat de conspirateurs masqués qui s'abritaient derrière le vainqueur de Verdun. Respectable par son passé, son âge, à ses débuts une grande popularité l'entourait.

Sous le sol de la capitale improvisée, la nappe des eaux minérales bouillonnait. Mais quelles idées bouil-

lonnaient dans les cervelles des prétendants installés dans les fauteuils en osier du parc ?

Les uns, dans le secret de leur cœur, pensaient encore à la résistance. D'autres attendaient la décision des champs de batailles avant de prendre position. La majorité, convaincue de l'écrasement de la Grande-Bretagne, misait sur le gagnant.

La catastrophe coïncidait avec le point culminant de soixante-dix ans de luttes politiques. L'opposition de droite, jusque-là purement négative, exclue du gouvernement, se trouvait tout à coup investie de la totalité du pouvoir, sans contrôle parlementaire, sans contrôle populaire, appelée, dans une atmosphère de naufrage, à l'action subite.

Dans un des cahiers, où Barrès notait au jour le jour soit ses pensées, soit ce qu'il entendait, on trouve, datées de 1903, ces lignes :

« ... Ce seront les conservateurs qui accepteront, appelleront l'étranger. Oui, ceux qui sont aujourd'hui les patriotes, les hommes fiers, las de vivre une France amoindrie et une vie humiliée, appelleront une annexion, si c'est en Lorraine, ou une domination, une intervention de l'étranger qui leur donne enfin la joie de participer à une grande vie collective — et nous verrons, au contraire, la résistance à l'étranger personnifiée par la démagogie janséniste. »

Propos happés au cours d'une conversation ? Eclair de divination personnelle ? L'heure était aux rancunes de l'Affaire, à l'écrasante victoire des républicains. Mais Barrès n'ambitionnait nullement le rôle de Coriolan, il unissait la flamme du poète et le bon sens du Lorrain à l'élévation du gentilhomme. Son rôle, au cours de la première guerre, fut des plus dignes ; l'un des rares politiques qui prirent au sérieux « l'union sacrée », il sut rendre justice à ses anciens

adversaires. A l'heure du danger, le partisan disparaissait derrière le patriote.

D'autres ne devaient pas montrer une telle grandeur d'âme. Celui qui avait inventé le terme d'« Anti-France » pour désigner l'Allemagne, qui se déclarait « Français forcené », Charles Maurras, se laissait emporter par le tourbillon.

Il était vieux. Il avait écrit *Le Chemin du Paradis*, mais ne l'avait pas trouvé. Depuis sa vingtième année, il descendait rue du Dragon chez la crémière pour lui expliquer les bienfaits de la monarchie. Il était à bout de patience, la bouche amère des ressentiments d'une vie manquée.

Le dernier des Pères de la réaction pratiquait les généralisations hardies, la négation effrénée de ce qui les démentait, accompagnant ses discours d'adjurations pathétiques. Sa thèse: paix avec l'Allemagne, guerre à la Révolution française, à tout ce qui émane d'elle.

« Sa pensée et son action, avait écrit en 1919 son biographe, Thibaudet, mêlées à un état de crise, sont adaptées aux nécessités d'un siècle de fer. »

Vingt ans après, le siècle rabattait des rideaux de fer sur la puissance et sur la prospérité françaises. Pétain, pour la reconstruction nationale, se conformait à la pensée de Maurras. Alibert, garde des Sceaux, se chargeait de la codifier.

Pendant ce temps, Laval courtoisait le vainqueur. Il se leurrait que le renversement des alliances pût sauver le pays des conséquences de la défaite, et tâchait de communiquer au *Fuhrer* l'espoir de voir passer la France dans son camp.

Le Français a une tendance à subordonner les problèmes étrangers à ses conceptions de politique intérieure. L'effondrement arrivait à une heure d'extrême

tension idéologique. Il accrut l'intolérance qui oppose les partis en France. L'envahisseur va profiter des haines intestines qui se révèlent plus vives que l'aversion de l'ennemi. Refondre l'Etat, écraser leurs adversaires politiques était le souci dominant des maîtres de l'heure. Derrière eux, le nez à leurs talons, la meute haletante des transfuges.

Sous la Terreur, Frénilly, aristocrate et mémorialiste, partit pour Loches. Dans la diligence, il rencontra le fils d'un procureur général du Parlement de Nancy qui mettait la tête hors de la portière chaque fois que passaient des ci-devant enchaînés et criait de toutes ses forces :

— A la guillotine!

— Taisez-vous, au moins! lui dit Frénilly.

— Hé! répond l'autre, c'est que j'ai peur.

S'il y avait eu une diligence pour Vichy, que de têtes n'eût-on pas vues hors de la portière à s'égosiller par couardise!

Vichy, station thermale, évitez le bruit. Voilà l'écri-teau destiné à donner le ton à la ville d'eaux.

En effet, on évitait les éclats de voix. Tout se passait en chuchotements.

Le maréchal habitait l'hôtel du Parc et recevait au Palais Sévigné. On eût dit que le décor avait déteint sur les hommes: on y rencontrait des cœurs en plâtre, des fronts en simili-marbre.

L'inexpérience politique du chef d'Etat était complète. La candeur de ses questions et de ses gestes surprenait ses fidèles. Pourtant les meilleures intentions l'animaient. Afin de décourager les solliciteurs, il avait ordonné d'enlever les sièges des antichambres. Cette mesure rigoureuse ne parvint pas à modifier les mœurs politiques: les solliciteurs attendaient debout.

« Il nous faut refaire à ce pays, disait le vicomte de Meaux à l'Assemblée nationale de 1871, dans un laborieux silence, des forces, et non des illusions. »

Pétain était bourré d'illusions. Ne tenait-il pas ses idées de l'utopiste Maurras: retourner au complexe politique et social préconisé il y a un siècle par de Bonald, soumettre l'individu, assurer au chef d'Etat une autorité de chef de famille?

Animé de pareilles intentions, il prit la flûte de Virgile. L'un des premiers actes du gouvernement de Vichy fut l'émission de nouveaux billets de cent francs, présentant le portrait de Sully muni de sa devise: « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France. »

Cette pastorale sur papier fut suivie par l'installation de camps destinés à transformer la jeunesse française sur le modèle allemand et italien.

La justice aussi devait être retaillée sur ses reluisants patrons.

Le 22 juin, à Compiègne, le général Keitel, chef du commandement suprême de la *Wehrmacht*, avait développé la thèse allemande, rédigée évidemment par Hitler: « Vingt-cinq ans après le début de la Grande Guerre, encore une fois, l'Angleterre et la France ont déclaré la guerre sans raison à l'Allemagne. La décision des armes est intervenue. La France est vaincue. »

Voilà comment les vainqueurs travestissaient l'histoire. Sous leur inspiration, en France, une littérature honteuse s'acharnait à renverser les responsabilités de la déclaration de guerre et de l'effondrement. Sur la proposition de Laval, le gouvernement du maréchal Pétain constitua une Cour suprême de justice à Riom. Sa tâche consistait à châtier ceux qui avaient mal conduit la guerre, mais avant tout ceux qui l'avaient déclarée. On attendait de juges français qu'ils éta-

blissent que Hitler fût un agneau, l'Angleterre le loup, les ministres français les louveteaux.

Ceux qui s'érigeaient en juges devant les événements de ce temps, et cherchaient les responsabilités individuelles de la défaite, oubliaient la situation où les erreurs de 1919 avaient mis la France : une Allemagne formidable de 80 millions d'hommes, et des alliances à l'Est qui s'étaient avérées des noix creuses.

Après 1870, les moralistes parlaient de vingt ans d'infatuation et d'ignorance. Cette fois, il convenait d'y ajouter les erreurs de la politique extérieure du nationalisme bourgeois français, la sous-estimation de l'adversaire, la prédominance de la loi du moindre effort.

« Quelle effroyable suite de fatalités », avait dit Napoléon III au sous-préfet de Sedan.

Étaient-ce des fatalités? Le désastre d'un grand Etat n'est pas une improvisation; ses racines plongent loin dans le passé.

Lors de ses catastrophes, en 1870 comme en 1940, la France eut des hommes qui donnèrent les preuves de hautes vertus de citoyen ou de soldat. Mais que pouvaient des efforts personnels contre le fardeau des fautes accumulées?

Pourtant s'il y avait lieu d'arrêter les responsabilités individuelles, il convenait de se souvenir que le général de Gaulle s'en était chargé au lendemain de l'armistice.

« A quoi tenait notre infériorité militaire? apostrophait-il à la radio le maréchal Pétain. Elle tenait à un système militaire mauvais... Vous qui avez présidé à notre organisation militaire après la guerre de 1914-1918, vous qui fûtes généralissime jusqu'en 1932, vous qui fûtes ministre de la Guerre en 1935,

vous qui étiez la plus haute personnalité militaire de notre pays, avez-vous jamais soutenu, demandé, exigé la réforme indispensable de ce système mauvais? »

Cependant à Riom, les magistrats siégeaient sur des charbons ardents, le peuple ricanait, les instigateurs de cette comédie judiciaire se rendaient compte de leur bévée. Les répliques des accusés menaçaient de mettre en lumière les vrais coupables: les généraux, les hauts fonctionnaires, presque tous piliers du nouveau régime.

Il fallait en finir. Le procureur général Cassagneau se refusa à poursuivre. Le chef d'Etat condamna La Chambre et Jacomet à l'internement administratif, les autres prévenus: Daladier, Gamelin, Reynaud, Blum, Mandel, à la peine de forteresse. Ce procès, intenté avec éclat, dans le but de jeter la dernière pelletée sur la République et le Parlement, avec l'arrière-pensée d'accabler des Français pour innocenter l'agresseur, se termina à la confusion de ses auteurs.

II

Les soucis arrivent avec la victoire. En attendant de conquérir le monde, il fallait organiser le continent. Le premier résultat était acquis, la France réduite au rang de puissance en retraite. La défaite et la dépopulation, pensait Hitler, ne lui permettraient plus de se relever. Ses matières premières, les produits de son agriculture afflueraient vers l'Allemagne. Déjà une ligne de démarcation coupait la France en deux, créait une France gouvernée par les autorités militaires du Reich, à côté d'une seconde France, l'ombre d'un Etat.

Quel esprit de suite dans les errements de l'Allemagne! Que l'on se souvienne de la vision prophé-

tique de Clemenceau lors de sa conversation avec Edouard VII sur le balcon de l'hôtel Weimar à Marienbad en 1908 ! L'attaque brusquée de la France à travers la Belgique ; l'Angleterre, faute d'armée, incapable de secourir l'alliée. La flotte britannique a beau dominer les mers : l'envahisseur s'empare de la France et se dédommage, au moyen de ce gage, des préjudices subis par la puissance maritime.

Au cours d'une conversation avec l'ambassadeur Morgenthau à Constantinople, en 1914, son collègue allemand Wangenheim tenait des propos analogues :

« Si l'Angleterre cherche à nous affamer, notre réponse sera bien simple : nous affamerons la France. »

En ce temps-là, l'Allemagne comptait prendre Paris en une semaine. Mais le projet tomba à l'eau, dans l'eau de la Marne. Il restait réservé à la Guerre II de s'emparer de la France en guise d'otage.

On la ménageait en paroles. La campagne d'Angleterre battait son plein. Mais l'amputation se préparait sous le manteau.

Quand l'ambassadeur Schoen, au début d'août 1914, rentra à Berlin, le chancelier Bethmann-Holweg lui demanda s'il voyait, une fois la paix rétablie, la possibilité d'une alliance entre l'Allemagne et la France ?

« A deux conditions, répondit le diplomate : ne pas porter la guerre sur territoire français et, après notre victoire, de ménager le point d'honneur, peut-être même, céder un morceau de la Lorraine. »

Les vainqueurs de 1940 ne pratiquaient pas la modération. « Je ne fais pas la guerre à Louis XIV », avait dit Bismarck en 1870. Le national-socialisme faisait la guerre au passé, son imagination retournait à Liège, patrie de Charlemagne, à la Wallonie, berceau de l'empire carolingien, aux Burgondes, aux

Hohenstaufen. Le royaume d'Arles, la Franche-Comté, le Dauphiné ! Que d'héritages à revendiquer !

En guise de hors-d'œuvre, l'Alsace-Lorraine fut rattachée au Reich, les départements du Nord et le Pas-de-Calais soumis à la même administration militaire que la Belgique, préambule d'un nouvel Etat formé des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg et du Nord de la France.

Tout en rognant les frontières de la France, Hitler élaborait sa transformation intérieure. « Nous nous présenterons au petit bourgeois français comme les champions d'un ordre social équitable et d'une paix éternelle », avait-il dit à Rauschnig.

Les préparatifs de cette campagne étaient achevés, l'occupant installé à son aise à Paris. Le haut commandement siégeait à l'hôtel Majestic, l'aviation au Crillon, l'Institut Allemand à l'ambassade de Pologne, l'ancien hôtel Sagan, le chef de la Gestapo, avenue Foch, à l'hôtel Castellane, les services de M. Goebbels s'étaient attribué le vaste immeuble d'une banque aux Champs-Élysées.

Après les débâcles, au cours de chaque révolution, il y a un moment où la lie remonte à la surface. Il n'en fut pas autrement en France. Sa capitale se trouvait en la possession d'ennemis experts dans l'art de désagréger ceux qu'ils avaient vaincus. Ils disposaient de la radio, bientôt ils disposeront de la presse.

L'indulgence amusée avec laquelle la société française contemplait depuis longtemps la vénalité d'une certaine presse porta ses fruits. Plus d'un de ces véhéments porte-parole du nationalisme bourgeois tournèrent casaque. Promesses et menaces environnaient les autres. La contrainte attendait les réfractaires. Afin de s'y soustraire, de nombreuses rédactions émigrèrent en zone libre.

Les ralliements individuels se multipliaient. Aux esprits grisés par le prestige du vainqueur ou tenaillés par sa crainte s'ajoutaient les chiens couchants de la littérature et du journalisme. La propagande à croix gammée n'avait que l'embarras du choix pour former ses équipes. Grâce à ses subsides, on vit pousser des feuilles nouvelles, tristes chiffons qui mélangeaient la grandiloquence nationale-socialiste avec le vitriol vaporisé des chasseurs d'indiscrétion d'avant-guerre.

Combien de consciences capitulèrent ! Les guerres, les ruines, les bouleversements avaient brisé le ressort moral d'innombrables êtres. Les conquérants n'eurent qu'à jeter leur filet. D'une habileté consommée dans la corruption, la peur, la cupidité, la bêtise, le sectarisme, la rage de parvenir, la crédulité béate leur assurait une nuée de complices.

Ces bergers improvisés étaient suivis par le troupeau de ceux qui ne veulent pas souffrir : gros coupeurs de coupons, de l'espèce que Victor Hugo appelait des âmes de banquiers scellées à la terre comme un coffre-fort ; petits rentiers apeurés ; jouisseurs qui tenaient à continuer leur vie de facilité et de lucre sous l'occupation étrangère ; affairistes qui se souvenaient que les temps troubles servaient de providence à certaines fortunes et qui se disaient : « Il y a de l'argent à gagner avec les Allemands. »

D'autres n'en attendaient pas la richesse, mais le pouvoir. Le régime autoritaire eut ses partisans déjà avant la guerre, les uns par conviction, les autres encouragés du dehors, presque tous maniant des fonds d'origine mystérieuse. Ces troublions, qui se dévoraient entre eux, rivalisaient à courtiser l'envahisseur, à répandre ses mots d'ordre. Ils invitaient leurs compatriotes à chercher des compensations à

la défaite, à considérer l'auguste édifice européen que préparait le vainqueur. L'union sincère de l'Allemagne et de la France n'était-elle pas le gage du bonheur général ?

Valets politiques, valets de presse inclinés et aplatis de tout poil remplissaient la métropole de leur bourdonnement. Les pique-assiette du vainqueur accouraient de province. La foire des consciences battait son plein à Paris.

L'erreur allemande consistait à croire que l'on débiterait peu à peu la nation entière. Or, ce n'était qu'une zone limitée où se trémoussaient les bateleurs, qu'aveuglaient les enseignes lumineuses. Il suffisait de s'éloigner de quelques pas à travers les rues sombres pour découvrir les étoiles, elles scintillaient au-dessus d'interminables rangées de maisons muettes où veillait la fidélité.

M. Laval, le seul Français qui possédât un laisser-passer permanent entre les deux zones, faisait la navette entre Vichy et l'ambassade de la rue de Lille où siégeait Son Excellence M. Abetz, autrefois maître de langues à Karlsruhe, par la suite gestionnaire de la pipe-line France de M. de Ribbentrop, enfin représentant du Reich à Paris. M. Abetz témoigne beaucoup de considération pour le savoir-faire de M. Laval. Celui-ci n'admoneste-t-il pas ses compatriotes conformément aux directives du *Fuhrer* ?

— Avant cette guerre, la France n'a pas su organiser le continent sur la base de la victoire française. J'accepte que cette organisation se fasse sur la base de la victoire allemande. Il faut que l'absurde succession des conflits européens cesse une bonne fois.

M. Abetz opine du bonnet. De ses petits yeux bridés, M. Laval observe l'effet de ses paroles sur l'opinion. Elle reste indifférente ou gouailleuse.

Pendant ce temps, le cabinet de Pétain continue son travail de démolition. Le gouvernement de Vichy dépasse la pastillerie pour l'abondance de ses produits. Les décrets suivent les décrets.

On abolit les organisations ouvrières syndicalistes, supprima la Confédération générale du travail et la dépouilla de ses fonds. Le même sort attendait les organisations patronales. Le Comité des forges fut également dissous, sa fortune confisquée.

Le parlement avait été dispersé. Le coup de grâce attendait cette dangereuse institution. Le maréchal relégua les bureaux du Sénat et de la Chambre à la Bourboule et à Châtel-Guyon, villes d'eau où aucun mouvement subversif ne menaçait de poindre parmi les Français adonnés aux soins du larynx ou de la vésicule biliaire.

A force de coups de pioches à gauche, coups de pioches à droite, on fait table rase des survivances de la République. Elles sont remplacées par les improvisations d'un absolutisme étatiste.

Ses auteurs, ses profiteurs, unis pour la revanche intérieure, se montraient partagés à l'égard des questions extérieures. Mais à chaque succès allemand, le nombre des mises sur Hitler augmentait, et avec elles l'influence de ses partisans.

Le vainqueur souhaitait que la France accordât ses institutions aux siennes. On s'empressa d'aller au-devant de ses désirs.

Pétain ne nourrissait pas d'aversion contre les juifs. Il les classait en « acceptables » ou « pas acceptables », selon leur comportement politique. Mais Maurras brûlait de venger l'« Affaire ». Laval, qui devait sa fortune à ses accointances avec la haute banque juive, n'hésita pas à sacrifier ses anciens familiers pour satisfaire Hitler.

Un statut des juifs fut dressé, copie des fameuses lois de Nuremberg : dépossession, dégradation, exclusion de l'ordre national.

Les victimes de ce décret formaient à peine un pour cent des habitants de la France : de vieilles familles enracinées par des générations successives, d'autres immigrés de date récente, enfin les réfugiés des persécutions du national-socialisme.

Ce statut, reculé dans le temps, avait un aspect particulièrement odieux : son aspect militaire. Dans l'autre guerre, de nombreux juifs étaient morts pour la France. Un écrivain que personne ne saurait accuser de partialité, Barrès, a donné dans *Les diverses familles spirituelles de la France* un témoignage éloquent de leur esprit de sacrifice.

Le côté militaire du statut préoccupait Pétain. Il introduisit des dérogations en faveur des personnalités qui avaient bien mérité du pays, des titulaires de certaines décorations. N'empêche que d'anciens combattants, de même que des veuves, des enfants de soldats tombés au feu se réveillèrent un beau matin retranchés du corps national en vertu d'un décret signé par un maréchal de France.

A l'instar de l'Allemagne, le même ostracisme devait frapper les francs-maçons. Comme toute collectivité, la maçonnerie avait ses zones de lumière et d'ombre. Son crime était sa puissance et sa richesse.

Ces templiers en galoches subirent le sort des templiers bardés de fer. On leur épargna le bûcher, toutefois leurs associations furent dissoutes, leurs biens confisqués, eux-mêmes éliminés des fonctions publiques.

Cette série de démolitions, de persécutions servait de préambule au grand projet de Laval : réunir Hitler et Pétain.

Le premier a de longs entretiens avec Laval à Paris. Le 24 octobre, le train du chancelier s'arrête à Montoire-sur-le-Loir, ancien prieuré de Ronsard. Au-dessus du bourg, dans l'église de Saint-Gilles, une émouvante fresque du XII^{me} siècle montre le Christ les mains levées, desquelles des torrents de feu se répandent sur la tête des apôtres. Ce coin de la vieille France n'avait pas été choisi à cause de ses souvenirs, mais en raison de la proximité d'un tunnel, refuge en cas d'alerte pour le seigneur de la guerre.

Il quitte son wagon-salon et va au-devant de son hôte. Voici, face à face, le maréchal et l'ancien soldat devenu le plus puissant personnage de la terre. Ribbentrop et l'interprète Schmidt assistent à leur conversation.

Le maréchal connaissait les Allemands à distance de coup de fusil. Il ignorait leur caractère. Autrefois, le nabot Thiers s'était dressé sur ses ergots en face de Bismarck. On se souvient de leur dialogue : le chancelier demande l'Alsace, Metz, Belfort, enfin six milliards. Sur quoi Thiers :

— Tout cela est impossible. Nous discuterons. Si vous me demandez l'impossible, je me retire et vous gouvernerez la France.

L'affable politesse de Pétain manqua ses effets sur Hitler. D'ailleurs, il faut croire que celui-ci, conformément à ses habitudes, abasourdit l'interlocuteur de son éloquence torrentielle. Soucieux du sort des prisonniers ainsi que des populations de la zone occupée, le maréchal était décidé à céder pour les questions secondaires, mais à garder la plus grande réserve au sujet du rapprochement politique et militaire.

Moralement, matériellement, le camouflage de cet événement fut complet. Le langage officiel assurait qu'une loyale entente était en train de s'établir

« entre deux grands peuples qui se sont trop longtemps méconnus ».

Conformément aux usages de la propagande nazie, les photographies de la scène mémorable montrent un Hitler haut de taille (on l'eût dit juché sur un escabeau) dominant un Pétain déférent, le sourire aux lèvres.

A son retour, le maréchal s'explique au micro, annonce que pour alléger les souffrances du pays, il entre dans la voie de la collaboration. Le mot est né, toutefois son sens reste différent dans les deux camps. A Vichy, c'est une activité économique dans le cadre du nouvel ordre européen, des concessions mineures, sans rentrer en guerre. A Berchtesgaden, à l'hôtel Matignon, cela signifie la servitude volontaire et absolue.

Peu après, Laval prenait le portefeuille des Affaires étrangères. Une politique de complaisance fut inaugurée à l'égard de l'Axe, l'Indochine ouverte sans coup férir aux Japonais.

Cette condescendance passive, qui rencontrait d'ailleurs de nombreux opposants à Vichy, ne satisfait pas Laval. Il ambitionnait une alliance active avec les conquérants, ce qui lui assurerait la plénitude du pouvoir.

Il réunit une conférence de généraux allemands et français dans le but d'établir un plan de reconquête des colonies perdues, c'est-à-dire la guerre contre l'Angleterre aux côtés de la *Wehrmacht*. Les Français invoquèrent l'état de l'armée qui exigerait un long délai avant de prendre l'offensive. D'ailleurs, ils savaient qu'un pareil projet n'obtiendrait pas le consentement de Pétain.

Deux idées inspiraient ce qu'il y avait de sincère à Vichy : éviter à la France une administration mili-

taire comme en Pologne ou en Norvège, créer des conditions de vie tolérables à la population. On rusait pour préserver un reste de liberté, tout en poursuivant la préparation clandestine, dans l'espoir de reprendre la guerre à côté des Alliés. Les bureaux de Vichy constituaient d'excellents postes d'observation pour ces honnêtes gens. Mais leur action se heurtait aux dépravés qui servaient l'ennemi ou aux médiocres qui acceptaient la soumission, pourvu qu'ils pussent conserver leur place.

Le maréchal maintenait un contact secret avec les Alliés, par l'amiral Leahy, par M. Jacques Chevalier, ministre de l'Education nationale, ancien oxfordien et condisciple de lord Halifax, enfin par des émissaires d'occasion. Mais le chef de l'Etat n'avait ni les qualités, ni l'entourage requis pour mener à bonne fin ce double jeu. La tourbe des collaborateurs le contrecarrait ; le peuple français, qui n'est pas né conspirateur, ne le comprenait pas, ne voyait que le masque auquel le maréchal recourait pour tromper Hitler.

La duplicité est une pente dangereuse, surtout pour un vieillard dépourvu de souplesse et sensible aux satisfactions de la vanité, à cet attrait du pouvoir bien moins fort chez les princes que chez les souverains de hasard.

A cette heure, il repousse les exigences des Allemands et encourage sous main le sabotage des mesures qu'ils imposent.

— Vous nagez, Monsieur le maréchal ? lui demanda un ami.

— Non, je fais la planche, fut la réponse.

Comment éliminer le gêneur ? Laval et Abetz conspirèrent. Le centenaire du retour des cendres de Napoléon leur offre une occasion propice.

Hitler professe le culte de Napoléon. Un historien a été chargé de réunir à son usage l'abondante littérature allemande concernant le conquérant. Associer dans l'esprit public le *Fuhrer* et l'empereur, constitue à la fois un geste de courtisan et une action de propagande. C'est là-dessus que les deux larrons greffent leur projet, complété par un piège pour le vieux maréchal.

A l'occasion du centenaire, le corps du duc de Reichstadt, gardé dans la crypte des capucins à Vienne, sera restitué à la France. Les deux chefs d'Etat se réuniront aux Invalides pour présider cette fête de la piété et de la réconciliation. Les autorités allemandes poussent la courtoisie jusqu'à vider Versailles de troupes, afin que le maréchal s'y sente à son aise.

L'éclatante solennité cache un traquenard. Une fois à Versailles, le rôle de Hacha attend Pétain. Il y sera retenu en résidence forcée, et Laval gouvernera. Toutes les ressources militaires et navales seront mises à la disposition de l'occupant.

Cependant le général Doyen, président de la commission d'armistice à Wiesbaden, s'était rendu auprès du maréchal pour l'éclairer sur les agissements de Laval.

— Cet homme est un fumier ! s'écria Pétain.

Hitler attendait à Beauvais le départ du maréchal, lorsque le vendredi 13 décembre, la mine éclata prématurément et provoqua une révolution de palais à l'hôtel du Parc.

Peyrouton, ministre de l'Intérieur, racontait-on, avait soudoyé un confident de Laval. Les papiers livrés apportaient de nouvelles preuves de ses cabales financières.

Le maréchal réunit le conseil, demande la démis-

sion du cabinet, après quoi il forme un nouveau cabinet avec les anciens ministres, excepté Laval. Joué, furieux, celui-ci éclate en imprécations.

Peu après, violente discussion entre Laval, Peyrou-ton, Alibert. Peyrou-ton fait arrêter Laval par des gardes mobiles.

Le soir même, Pétain annonçait par la radio que Laval ne jouissait plus de sa confiance et prévenait Washington qu'il n'était pas disposé à suivre Laval.

Le dauphin déchu est interné dans sa propriété de Chateldon. Que se passa-t-il à Beauvais ? Seuls les rideaux de la résidence du *Fuhrer* pourraient le dire.

En gare de l'Est, la nuit du 14 décembre, le feu des torches éclairait un étrange spectacle : sur une allonge, un cercueil. Ses têtes de lion semblaient ronger leurs anneaux, pendant que des hommes bottés et casqués, les soldats du génie allemand, s'apprêtaient à consolider sur un tracteur à chenilles les dépouilles du duc de Reichstadt.

Derrière la grille des Invalides, à 1 heure du matin, l'amiral Darlan, représentant le maréchal absent « pour raison de santé », suivi de quelques « collaborateurs », attendent dans la neige.

Des soldats allemands paraissent, portant le sarco-phage. L'ambassadeur Abetz s'approche de l'amiral et lui remet au nom du *Fuhrer* la dépouille mortelle du duc de Reichstadt.

Des gardes républicains s'emparent du coffre en bronze. Batterie de tambours. L'Aiglon va rejoindre l'Aigle.

Les metteurs en scène n'ont rien oublié : ni l'immense drapeau tricolore jeté sur le catafalque, ni le tapis violet, semé d'abeilles d'or, ni les hautes coupes dans lesquelles brûle l'encens.

Deux cents gardes républicains élèvent des torches de résine. Le portail de la chapelle est ouvert à deux battants. Un projecteur darde son faisceau de lumière sur la tombe de l'empereur. Il n'y a que le génie de Carpeaux qui manque pour éterniser la scène, en une de ces rapides esquisses dont il avait le secret.

Le lendemain, 15 décembre, le public fut admis aux Invalides. La presse, la parole célébrèrent « l'événement historique ». L'ambassadeur d'Allemagne donna une grande réception. Sauf de rares initiés, personne ne se doutait de l'échec que masquait ce déploiement de pompe.

La journée des dupes achevée, Abetz vint à Vichy pour délivrer et ramener son Laval. L'amiral Darlan avait été désigné pour lui succéder.

Le débraillé de Laval, ses propos d'une familiarité vulgaire, le « mégot » qui ne quitte pas ses lèvres, ses antécédents révolutionnaires, sa richesse suspecte avaient toujours déplu au maréchal. Darlan, homme du monde aux manières respectueuses et franches, l'attirait.

Apparences de franchise, mais au fond, opportunisme sans bornes. N'avait-il pas fait carrière dans les bureaux, respiré l'air de la « République des camarades » ? Il porta cet esprit sur le pont de commandement.

Darlan concentre le pouvoir entre ses mains, ajoute à la Marine l'Intérieur et les Affaires étrangères, obtient enfin d'être désigné comme successeur éventuel du maréchal.

Pendant que la petite guerre pour le pouvoir et l'orientation extérieure continue en France, sur le sol africain, la *Wehrmacht* menace l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie. Ces succès, auxquels s'ajoute la conquête des Balkans en trois semaines, impressionnent Darlan.

Depuis la journée des dupes, Hitler grogne comme un chien offensé. L'amiral entreprend de l'amadouer, et obtient en mai d'être convié à Berchtesgaden.

Il écoute avec déférence les propos de son hôte : que la France mette son industrie, sa flotte, les bases de l'Afrique du Nord à sa disposition. En récompense, après la défaite anglaise, la France obtiendra la Wallonie et la Suisse romande. Quant à lui, Darlan, une haute dignité l'attend, celle d'amiral de la « marine européenne ».

Le *Fuhrer* donne des arrhes : il daigne libérer quelques milliers de prisonniers, autoriser la correspondance par cartes postales entre les deux zones, réduire les frais quotidiens de l'occupation de 400 à 300 millions, dont 100 millions payables en or ou en devises ! En même temps, Hitler exige le contrôle de l'économie française : un commissaire à la Banque de France et au commerce extérieur.

Le 15 mai 1941, Pétain annonçait dans un discours diffusé par la radio que l'amiral Darlan s'était entretenu en Allemagne avec le chancelier Hitler « afin d'éclairer la route de l'avenir ».

En effet, trois protocoles furent établis concernant la Syrie, l'Afrique du Nord, enfin l'Afrique orientale et équatoriale. Un protocole complémentaire, signé par Darlan et Abetz, donnait le sens de ces louches négociations.

« Le gouvernement allemand fournira au gouvernement français, par la voie de concessions politiques et économiques, les moyens de justifier devant l'union publique française l'éventualité d'un conflit armé avec l'Angleterre et les Etats-Unis. »

Darlan rentre à Vichy. Mais le maréchal refuse d'approuver les accords.

III

« Nous ne sommes pas aimés! », avouait Goebbels dans son discours de Noël 1941. C'était la première fois qu'une vérité incontestée s'échappait de la bouche du Paganini du mensonge.

En effet, ses compatriotes ne parvenaient pas à plaire en terres conquises. Pourtant ils y mettaient beaucoup de bonne volonté, particulièrement en France.

La discipline était rigoureuse. De rares soldats de la *Wehrmacht*, pris, sortant de quelque maison abandonnée, un paquet sous le bras, passaient devant le peloton d'exécution à l'aube. Les autorités militaires observaient de la correction dans les rapports avec la population. Le sentiment personnel des occupants était une vive curiosité à l'égard de ce pays si différent du leur. L'antagonisme politique de soixante-dix ans n'avait pas entamé l'engouement de l'Allemand cultivé pour les lettres, pour l'art français. Les sites, l'air, le ciel l'enchantaient.

Autrefois, après que Bismarck eut communiqué ses conditions à Jules Favre et que celui-ci les eut déclarées impossibles, le chancelier lui répondit:

— Je renonce à vous demander quoi que ce soit, mais à une condition: échangez le climat de l'Allemagne contre celui de la France.

Le charme opérait toujours. Les officiers allemands parcouraient le pays conquis en fervents touristes. Ils auraient voulu se mêler à la vie française, se rapprocher des femmes, des hommes qu'ils connaissaient, des livres, des tableaux. Ils sentaient le prestige du vaincu, mais découvraient bientôt la barrière qui les

séparait. Elle s'ouvrait parfois. L'exemple des midinettes, qui refusaient à l'envahisseur ce qu'elles accordaient facilement à d'autres pour un bouquet de violettes, ne fut pas toujours suivi dans le monde. Evidemment, c'étaient des exceptions, certaines dames qui éprouvaient pour les uniformes gris-vert l'éblouissement qui les avait jetées auparavant dans les bras du ténor, ou certains hommes qui cédaient à l'intérêt ou à la crainte. Mais, dans son ensemble, la société française opposait aux Allemands une réserve glaciale, le peuple les regardait avec un mélange de crânerie et d'anxiété, comme les enfants le taureau.

Certes, il y eut des tentatives de rapprochement. En mai, l'Opéra de Berlin exécuta à Paris *L'Enlèvement au Sérail*. La tendre musique de Mozart rompit la glace pour un soir. Les officiers de la *Wehrmacht*, nombreux, mais discrets, pouvaient croire qu'on les regardait avec un peu plus de bienveillance. En effet, des voix dans le public disaient :

— Ah! s'ils n'avaient jamais fait autre chose que de la musique!

Une fois les violons muets, les lumières éteintes, les occupants restaient réduits à leur sérail : une demi-douzaine d'hôtels du Faubourg, quelques odalisques égarées ou ambitieuses, certains industriels après au gain, enfin la tourbe des collaborateurs de profession.

Hitler vint incognito à Paris. Il visita les musées, parcourut la ville. Les zones de son âme sauvage sensibles à l'art vibrèrent à la vue de tant de beauté. Aux Invalides, il descendit les vingt-six marches qui mènent au sarcophage taillé en granit rouge et resta seul en face du tombeau impérial. N'eut-il pas le vertige en se souvenant de la route parcourue depuis l'asile de Meidling? Quels furent ses sentiments en

tête à tête avec les mânes de Napoléon ? L'écoula-t-il ? Ou lui parla-t-il pour lui apprendre que le génie militaire ne suffit pas pour imposer sa loi aux peuples, et que la terreur est le secret de la domination ?

Ses flatteurs le comparaient à Napoléon. Afin d'affirmer cette idée, il ordonna que tout soldat, de service en France, eût à se rendre aux Invalides. Des camions allaient déverser sur son seuil des flots de militaires; des cars, une multitude de touristes d'outre-Rhin. Toujours soucieuse des détails, la *Kommandatur*, pour éviter l'usure du pavé de marbre du caveau, le fit couvrir d'un revêtement de bois.

Quelles furent les directives que le visiteur omnipotent laissa aux chefs de l'armée d'occupation ?

On possède deux témoignages authentiques des sentiments de Hitler à l'égard de la France: *Mein Kampf*, ainsi que ses conversations avec Rauschning. L'un et l'autre prouvent qu'il était décidé à amputer la France, coloniser, germaniser l'Alsace, le Nord, le Pas-de-Calais, s'emparer de l'Afrique française. Engagé de tous côtés, la prudence lui ordonnait de temporiser. Quand même, sa foi dans la vertu de la manière forte devait inspirer ses directives.

« L'infériorité des Allemands, disait Mérimée, est leur incapacité de s'indigner en souriant. »

Mécontent de la situation en France, le *Fuhrer* s'indignait sans sourire. On ne saurait douter qu'il eût prescrit, à la moindre velléité de résistance, l'emploi immédiat de la massue. Ses ordres créèrent le climat qui allait coûter tant de victimes aux deux peuples.

Le 11 novembre 1940, la jeunesse organise une manifestation. Un cortège formé d'étudiants, de collégiens, traverse les Champs-Élysées, portant sur l'épaule la canne à pêche, la gaule. Cette allusion au

général du même nom divertit le public. Mais une escouade d'uniformes gris aux cols noirs surgit avec une rage de molosse et mitraille les manifestants. Il y a des morts. La foule s'engouffre dans les stations du métro. A un geste qui eût passé inaperçu, la répression aveugle assure une immense publicité.

L'hiver arrive. Fourmis et cigales se voient condamnées au même sort : garde-manger vide, cheminée sans feu. Les effets de l'occupation commencent à se faire sentir. L'armée ennemie s'était abstenue du pillage. Mais l'administration militaire pratiquait la réquisition massive, le pillage à la machine à écrire, continuait de vider le pays de sa substance. La France ne produisait que deux tiers de sa nourriture ; le reste venait de l'étranger. Bloquée, pressée, contrainte à satisfaire les besoins de l'armée ennemie, le souci frappe à sa porte. L'ère des estomacs creux commence. Les matières premières font défaut, les magasins sont vides. Les Parisiennes grelottent dans des tissus d'illusion, martèlent le pavé de ces patins en bois dont les belles de Venise usaient déjà au temps du Titien. De nouveaux ennemis guettent : le froid, la vie chère. La classe aisée va vers l'embarras, le pauvre glisse vers la misère. Les salaires demeurent les mêmes — l'occupant y tient — les prix montent. Les frondes s'organisent, le peuple gronde, l'Allemand sévit.

A la moindre manifestation hostile, des otages sont pris, fourrés dans des camps de concentration, fusillés au premier désordre. Ce système odieux, inique, le massacre dans le noir, a pour effet de multiplier les attentats contre des membres de la *Wehrmacht*. La Gestapo traque « les conspirateurs internationaux », juifs, francs-maçons, gaullistes, communistes. Tout ce qui résiste est assimilé à l'une de ces catégories. Sur

le territoire entier, l'administration civile est demeurée française. Son personnel est partagé: les uns aident sous le manteau les persécutés, d'autres font du zèle, livrent leurs compatriotes pour complaire aux occupants. L'exemple vient de haut: le ministre de l'Intérieur Pucheu n'hésite pas à mettre à disposition des autorités allemandes les dossiers qui serviront à établir les listes des otages. Le nouvel uniforme noir de la police d'Etat s'inspire de celui des SS. La première collaboration positive des deux zones sera policière.

La zone « libre » exécute la clause de l'armistice qui livre à la Gestapo et à la mort les hôtes de la France: émigrés allemands, autrichiens, polonais, tchécoslovaques.

« Jamais, disait Louis Gillet, un roi nègre n'eût accepté pareille honte! »

Autorités occupantes, autorités de Vichy n'ont-elles pas à se prémunir contre les mêmes adversaires: le parti de la Résistance, qui reconnaît pour chef le général de Gaulle, attend le salut des victoires alliées, enfin ces républicains de toute nuance qui souhaitent la perte du nouveau régime. La révolte couve contre lui, contre l'étranger. On associe dans le même ressentiment l'ennemi et le gouvernement qu'on lui doit.

La dignité des rapports du début de l'occupation disparaît. L'Allemand reste isolé au milieu de sa clientèle. Vainqueur et vaincu sont sur le qui-vive. L'envahisseur forme tache d'huile au milieu du fleuve français.

Trompés dans leurs espérances, les Allemands et leur faction redoublent de zèle. Paris leur appartenait, au moins en surface. Laval menait la danse. Il n'acceptait pas son échec. Le socialiste révolutionnaire était prêt à revenir aux méthodes de ses débuts pour s'emparer du pouvoir. Autour de lui, une cohorte de

soi-disant « révoltés », anciens marxistes qui jettent l'anathème sur le communisme, pointent le doigt vers Pétain, dénoncent sa tiédeur. Leurs noms ont déjà occupé la chronique d'avant-guerre. L'industriel Deloncle avait travaillé à déclencher une révolution fasciste par des méthodes d'agent provocateur, appuyé secrètement par quelques dupes françaises haut placées, tant civiles que galonnées. Le communiste Doriot, après une bruyante conversion, s'était jeté dans le bois sacré du nationalisme totalitaire. Marcel Déat, petit normalien arriviste, s'efforçait de créer un « mouvement populaire » en faveur du national-socialisme.

Ces Messieurs poussaient, chacun pour son compte, à la surenchère des abandons. Ils offraient des ouvriers français à l'industrie d'outre-Rhin, promettaient d'augmenter les prestations, préconisaient la guerre contre l'Angleterre pour la « reconquête » des colonies, avec participation de la flotte, étaient prêts à verser du sang français pour la folle entreprise du *Führer* en Russie. Tous exécutaient la danse du ventre autour de M. Abetz. Tous s'appliquaient à se surpasser dans une propagande frénétique pour apprendre au peuple de Paris à manger du juif, du communiste, et de l'Anglais.

Disposant de la radio, de la presse, de fonds considérables, ils parvinrent à gagner le rebut de la grande ville, mais pas les hommes de caractère, pas la jeunesse, pas le peuple. Celui-ci se gaussait des discours emphatiques.

« La collaboration, ricanait le loustic des faubourgs, cela signifie: donne-moi ta montre, je te dirai l'heure. »

Cependant la démagogie des germanisants ne renonce pas à la lutte. Ils comptent sur les méthodes du national-socialisme pour s'imposer aux Parisiens, ressassent inlassablement les mêmes lieux-communs:

il faut se ranger sous la loi de la nécessité, imiter la régénération nationale du III^{me} Reich, chercher le salut par l'Allemagne, travailler avec elle à l'unification de l'Europe.

En bons valets, ils déblatèrent sans relâche contre l'Angleterre, font valoir sa faible superficie, « la certitude de sa défaite », enfin une ère de paix et de prospérité « dans une Europe sans Angleterre ».

Les réquisitoires contre l'Angleterre deviennent la douce manie des collaborateurs et des occupants.

Les services de Goebbels vont jusqu'à mobiliser Fouquet, oui, Jean Fouquet, le fameux peintre tourangeau. N'enlumina-t-il pas le manuscrit *Des cas des nobles hommes et femmes*, de Boccace, dont un feuillet représente le Lit de justice de Vendôme, en 1458, au cours duquel le duc d'Alençon fut condamné à mort pour s'être allié aux Anglais ? Dans leur naïf désir de voir renaître des événements analogues, les Allemands s'empressèrent de reproduire la magnifique page de Fouquet consacrée au châtimement du duc anglophile.

Vichy restait partagé; l'opinion y flottait au hasard des événements. La campagne de Syrie avait accru le clan des anglophobes. Les troupes de la France libre, appuyées par des unités britanniques, avaient repris le pays sous mandat français et poussé le verrou à la pénétration allemande en Iran, glacis des Indes. La France reprenait sa place dans la lutte.

L'armée constituait l'école de l'obéissance. Ne courbait-elle pas soldat et gradé sous la volonté des supérieurs ? En Syrie, la tradition de discipline guidait une partie du corps d'officiers. L'autre écoutait la voix de sa conscience, l'instinct généreux qui les poussait à combattre pour la France dans les rangs gaullistes.

La scission de l'armée affligea le maréchal. Cet acte

de lèse-majesté contre son autorité alarma son entourage. Les litanies contre l'Angleterre reprenaient de plus belle. Evidemment, Anglais et Français n'avaient pas vécu toujours en bonne intelligence. Depuis Colbert jusqu'à Delcassé, une rivalité maritime et coloniale opposait les deux pays. A Vichy, on se plaisait à faire revivre ces querelles du passé.

Les préventions d'autrefois sont aussi tenaces chez les peuples que la senteur de lavande dans les antiques armoires. La damnation contre les Anglais des temps de la Révolution et de l'Empire somnolait dans le subconscient. Des écrivains de marque s'en étaient fait les interprètes, Loti les poursuivait de ses colères féminines. Frédéric Masson, l'historien de Napoléon, respirait toujours au camp de Boulogne. Les élucubrations du vieil érudit furent dépassées par Maurras. Ne reprochait-il pas à l'Angleterre d'avoir fomenté la Révolution pour se venger « des victoires et des armements de Louis XVI » ?

Pourtant, en face de ces haines rances, que d'appréciations judicieuses ! Mirabeau ne voulut-il pas confier la paix et la liberté du monde « aux soins paternels et vigilants de la France et de l'Angleterre » ?

« Les drapeaux de Metz, disait Barrès, ne sont pas à Londres ; ils sont à Berlin. »

Anatole France raconte dans ses souvenirs d'enfance l'histoire d'une petite Française et de son amie anglaise qui s'égratignèrent en défendant chacune sa patrie. Elles saignaient. Leurs mamans les envoyèrent se laver. Dans le cabinet, il n'y avait qu'une cuvette. Elles se réconcilièrent.

Le sage qui avait envoyé se laver les deux nations s'appelait Edouard VII. Sa pénétration sauva l'une et l'autre, les unit pour la défense commune. Les erreurs réciproques après la victoire, la mésentente qui s'en-

suivit furent l'une des causes de la seconde guerre. La France écrasée, occupée, seule la victoire anglaise pouvait assurer sa délivrance. De vieux combattants, des adolescents aux yeux ardents passaient la mer, animés par cette conviction. Les hommes de la « révolution nationale » préféraient rejeter sur l'Angleterre la responsabilité de la défaite. Enfants, ils avaient lu dans la *Bibliothèque rose* l'histoire du capitaine Corcoran, Marseillais anglophobe qui accourut au secours des Cipayes révoltés en compagnie de sa tigresse Louison, dressée à manger de l'Anglais. Dans le parc de Vichy, les dames se promenaient avec leur caniche tondu. Mais plus d'un de leurs compagnons regrettait de ne pas tenir en laisse la tigresse Louison.

Ces préventions mondaines ne parvenaient pas à tromper le peuple. Des anglophobes renversèrent la statue de la reine Victoria à Aix-les-Bains et en écrasèrent la tête. Le lendemain, elle était couverte de fleurs.

Le maréchal atteignait sa quatre-vingt-sixième année. Il restait vert. Le matin, il suivait avec vif intérêt les rapports de ses ministres. Toutefois, après deux heures de travail, l'attention s'émuoussait, l'âge reprenait ses droits, et le vieillard devenait accessible aux suggestions du dernier qui lui parlait.

La maréchale était une âme ménagère. Sans famille, sans enfants, Pétain avait cependant inspiré du dévouement à quelques hommes de bonne volonté que leurs fonctions attachaient à sa personne. Mais ces fidèles n'arrivaient pas à contrecarrer les influences diverses qui se manifestaient dans son entourage. Des amis personnels y tenaient une place importante, particulièrement Abel Bonnard, quatrième ministre de l'Education nationale de Vichy.

Abel Bonnard était un petit homme qui semblait

marcher sur des petits pois. On eût pris sa voix pour celle d'un gardien de sérail, et, en effet, la malignité prétendait qu'il ne parvenait pas à récompenser ses admiratrices. Ses débuts furent heureux : au retour d'un voyage en Chine, il publia un volume qui autorisait de belles espérances. M. d'Haussonville l'introduisit dans le monde. Dès lors, le ciselage de petits livres précieux, une promenade quotidienne sur des petits pois armoriés remplissaient ses jours. Sa renommée de brillant causeur lui valait de dîner en ville chaque soir. Une femme de la plus haute distinction l'aida et l'aima. Elle était aussi primesautière qu'il était apprêté, avec cela passionnément, noblement française. Elle venait de mourir. En acceptant ce portefeuille du gouvernement de Vichy, Abel Bonnard abandonnait une ombre. Considérant Hitler comme le soutien de l'ordre, sa foi dans la collaboration était absolue.

Dans d'autres domaines, d'autres réactionnaires de peu d'envergure tenaient les leviers de commande. « La réforme de l'Etat » se poursuivait dans une hâte intempestive, sous l'œil du vainqueur. Le nombre des fonctionnaires augmentait, l'administration mettait la main sur tout, sa somnolence entravait l'initiative particulière. Les garanties de la liberté étaient supprimées. Le sentiment de l'omnipotence et de l'impunité favorisait l'arbitraire et la corruption. Les litanies d'interdictions continuaient. Le régime, bien que matériellement et moralement désarmé, adoptait l'emblème de la francisque, hache de guerre des anciens Francs.

Depuis le 2 Décembre, la France ne connut pas de gouvernement autoritaire. Mais l'Empire était la réaction dorée, atténuée par le bien-être et le panache. Vichy régnait sur des hommes exaspérés par les

déceptions et les privations. La résistance s'accroissait, et, avec elle, les persécutions policières.

Vichy restait réduite à la restauration boiteuse qu'elle avait improvisée pendant que la fumée des batailles perdues assombrissait l'horizon. Le sérail du Palais-Bourbon, auquel on reprochait la subordination des intérêts généraux de la nation aux intérêts des coteries, avait été dispersé. Des sérails restreints le remplacèrent, formés au hasard des relations personnelles, sous la poussée des factions dont une partie était inféodée au vainqueur. L'Etat autoritaire en robe de chambre ne réussit à inspirer confiance ni aux Allemands, ni aux Français. En face du pire désastre de six siècles d'histoire, ses dirigeants se montraient incapables de s'élever à la hauteur des infortunes de leur pays.

« La politique, c'est quand on vit de la République », disait autrefois Péguy. Rien n'était changé, sauf le nom : on vivait de l'Etat français.

La volonté de libération, l'intransigeance absolue en face de l'abdication en faveur de l'occupant restaient l'apanage de la grande France silencieuse.

Pendant l'exode de 1940, femmes d'artisans, femmes de petits ménages tiraient leurs matelas du lit pour coucher les enfants harassés. Mais il y eut des mercantis qui demandaient aux réfugiés un franc pour un verre d'eau.

Les hommes au verre d'eau de la politique célébraient l'Europe hitlérienne, se plaignaient de « l'incompréhension » des foules, de ces croquants qui chantaient la « Marseillaise », et qui inscrivaient sur les murs : « L'ennemi reste l'ennemi. »

La liberté de la France ? Une ligne sur la carte, garantie par la parole de Hitler. Mais il restait l'empire colonial, la flotte. Il restait le cœur français, le

général de Gaulle. Ainsi raisonnait l'homme du peuple, aigri par une vie qui devenait de jour en jour plus difficile, mais inébranlable dans ses convictions.

Quant à Pétain, il résiste encore à la double pression des Allemands et des eunuques. Il fait entendre qu'il serait contraire à l'honneur de faire la guerre contre les Anglais, toutefois il garde une pointe d'animosité à leur égard. Par contre, il témoigne beaucoup de considération à l'amiral Leahy, ambassadeur des Etats-Unis. Mais l'entrée en guerre de ces derniers marque des revers, une série noire commence pour les Anglo-Saxons, la *Wehrmacht* continue sa pénétration en Russie, le *Fuhrer* est à l'apogée de sa puissance.

La mort d'un homme qui, lui aussi, avait rempli naguère le monde de sa gloire éphémère, passa inaperçue. Guillaume II ferma les yeux à Doorn et fut enseveli au milieu de l'indifférence générale. Depuis longtemps, dans les chaumières, dans les palais, son image avait cédé la place à celle de Hitler. Pourtant, la sensation de la fragilité des destinées humaines n'effleura guère ni le *Fuhrer*, ni ses thuriféraires, tant Allemands que Français.

Sous l'action des événements extérieurs, Pétain se réconcilie avec Laval. Du reste, leurs premières relations remontaient loin en arrière. Après sa chute, en 1936, Laval, par la voie d'un sénateur, entra en rapport avec le maréchal et lui proposa de prendre la dictature le jour où la situation intérieure deviendrait intenable. La crainte de la guerre civile et du bouleversement social est le terrain où les deux hommes se rencontrent encore une fois. En agitant devant le vieillard l'épouvantail de la révolution, l'ancien révolutionnaire obtient son consentement pour former une légion « franco-européenne ». Les

jeunes Français sont invités à participer « à la grande croisade contre les forces du mal ».

Les engagements pour la légion des volontaires français contre le bolchévisme s'effectuaient au compte-goutte. Pourtant, un beau matin, il se produisit une affluence que le service d'ordre ne parvenait plus à maintenir. Tout Paris brûlait-il donc d'aller se battre sous le signe de la croix gammée parmi les glaces de Russie ? Certes non. La foule impatiente était formée de philatélistes, attirés par le timbre de cent francs que le corps expéditionnaire venait d'émettre, représentant l'ours transpercé du glaive.

Les heureux collectionneurs se dispersèrent. L'ours restait dressé sur ses pattes. Mais le peuple regardait avec indignation les jeunes égarés paradant dans l'uniforme de l'armée qui assujettissait leur patrie.

Réaction à l'intérieur, simulacre de soumission à l'extérieur, la duplicité suprême refuge — voilà où en était arrivée la phalange qui s'était mise en route avec le mot d'ordre de « redressement national ».

Une popularité de surface entourait le chef d'Etat d'aspect vénérable. Toutefois, le travail d'écureuil de ses ministres n'inspirait qu'ironie et dédain aux patriotes.

« Le régime de Vichy, disait Louis Gillet, en juillet 1940, au Père Bruckberger, est une escroquerie que cache un paravent avec le portrait d'un maréchal de France dessus. »

En effet, sa régence se présente dès la première année comme le plus infructueux essai de gouvernement de l'histoire de France.

l'É
du
fa
so
lic
te
se

se
un
tic

all
pe

CHAPITRE V

L'EUROPE DES CATACOMBES

« Faible pour gouverner, fort pour étouffer; toute nation pâlit en son propre génie, languit et défailit dans cet effort absurde d'assimilation impossible. »
Michelet sur Charles-Quint.

I

Un chalet dans les Alpes bavaoises abritait l'homme le plus puissant de la terre. Devant le maître du *Berghof*, tout se dressait au garde-à-vous : les factionnaires qui assuraient la sécurité de sa personne, les sapins de la montagne, quatre-vingts millions d'hommes et de femmes allemands ou déclarés tels, d'innombrables renégats qui avaient accepté la servitude volontaire.

Au sommet de la puissance, le fils du douanier semblait un personnage des *Mille et une Nuits* à qui un génie aurait accordé l'empire du monde à condition de le transformer à date fixe à sa façon.

Pour accomplir cette tâche, il disposait de l'armée allemande, du peuple allemand, enfin de son armée personnelle.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. On a connu autrefois cette discipline, ce fanatisme inculqué dès l'âge le plus tendre, cet élan meurtrier à la bataille, la répression impitoyable contre le vaincu, l'aveugle enthousiasme pour le chef. Ces moines de la guerre se nomment les janissaires. Le national-socialisme leur donna le nom de SS. (*Schutz-Staffel*, échelon de protection). Ils étaient un million, la joie, la force, la sécurité du maître.

« Rien ne caractérise un mauvais règne, a écrit Vauvenargues, comme la flatterie portée à l'excès. » En face du *Fuhrer*, le besoin de vénération de l'Allemand se donne libre cours. Quand on se souvient des hommes de haute lignée, embrassant la main chargée de bagues de Guillaume II, on imagine aisément la basse soumission, les agenouillements byzantins des courtisans à croix gammée.

Pour un parvenu aux nerfs malades, l'adulation est un terrible poison. Rien ne le neutralise, ni des amis sûrs et probes, ni la bienséance ou l'instinct de l'honneur. On cherche en vain dans la vie de cet homme un geste généreux. Sensible, certes, à la fumée d'une cigarette, mais indifférent à celle des villes en flammes ou des fours crématoires où craquent les os des femmes et des enfants. La répression demeure son domaine personnel. Le zèle sanguinaire de ses créatures ne le satisfait point ; il corse la dose des exécutions. Sujet à des spasmes de rage, lorsqu'il apprit l'alliance anglo-polonaise il s'écria :

— A ceux-là, je brasserai un breuvage du diable !

Brasser un breuvage infernal aux nations, aux individus, voilà son rôle.

Le despote, qui fait trembler l'univers, vit pourtant lui-même au milieu d'un éternel tremblement. Ses nerfs malades sont mis à l'épreuve par un sentiment

continu d'insécurité. Il devine l'existence d'une opposition muette qui a juré sa perte.

S'il pouvait lire dans les cœurs ! Dans son entourage intime, sous un dévouement de parade, que de jalousie, d'animosité, de dédain, d'exécration ! Les officiers de carrière se moquent de son parler d'Autrichien subalterne, des claques qu'il se donne sur les cuisses, de ses prétentions de stratège. A huis clos, on le désigne du sobriquet *Græfaz* (abréviation de *Græsste Feldherr aller Zeiten*, le plus grand chef de guerre de tous les temps).

Parmi ses généraux, von Brauchitsch s'était refusé à exécuter ses plans lors de la campagne de Russie. D'autres se laissaient rudoyer, brimer par *Græfaz*, en attendant impatiemment l'heure de la vengeance.

Le nombre de ses adversaires augmentait. L'organisation secrète étendait ses ramifications à travers le Reich. Ses affiliés l'appelaient dans l'intimité le *Blutsaeufer*, le buveur de sang. Mais ni les flots de sang, ni ses cruautés ne parvenaient à détacher la masse des Allemands et des Allemandes de leur idole.

Depuis Néron, aucun coupable ne connut d'adoration aussi aveugle et bruyante. Le César furieux de Rome était né dans la pourpre. Le botté de Berchtesgaden s'imposa à l'Allemagne au moyen d'une faction et d'un corps de prétoriens, se maintenant par l'énormité de son pouvoir et par son implacable férocité.

Il visitait les combattants dans une puissante voiture grise. L'ancien caporal redoutait le danger. Il ne s'y exposait jamais.

Son quartier général était formé d'immenses autocars que l'on reliait par des toits mobiles. Les cartes des opérations se trouvaient dans deux voitures, l'une sur-nommée « tente occidentale », l'autre « tente orientale ».

Il recevait les souverains, les ministres étrangers comme le photographe, le paysan.

— Voyez ce bouton, disait-il. Tournez-le. Qui vous répond ? L'Afrique ! Et l'autre bouton ? Tournez encore. C'est la Crimée !

A force de faire tourner ces boutons, il fit tourner plus d'une tête. Satisfait du résultat, il témoignait de la bonhomie à l'égard de ses hôtes, admettant une conversation à bâtons rompus pendant les repas, tandis qu'il attaquait le plateau de légumes à la jardinière dont il faisait grande consommation. Ces apparences de simplicité disparaissaient dès qu'il rencontrait de la résistance ou qu'il subissait une contrariété. Sous sa lourde casquette entourée d'un ruban de velours marron, ses traits se contractaient, sa bouche lançait des invectives, il s'en prenait aux objets qui l'entouraient, et à l'heure des crises particulièrement aiguës, il finissait par arracher des lambeaux de rideaux avec ses dents.

Le *Fuhrer* avait beau ouvrir la porte du *Berghof* au moyen de la clef d'or, don des serruriers du Reich : aux moments de colère, le relent de l'asile de nuit se répandait à travers la demeure, et l'élú du Mal montrait son vrai visage : vulgarité d'âme et haine sans merci.

Débarrassé de toute croyance, il demeurait réfractaire à ce qu'il appelait « la morale servile de la pitié ». Son cœur ne battait que pour l'aigle allemand, tel qu'il l'avait modelé : l'aigle à tête de vautour. Dès son réveil, ses doigts se promenaient sur la rondeur de la mappemonde. N'avait-il pas dit à Rauschning :

— Nous seuls sommes les fanatiques de la domination.

Pourtant de formidables écarts séparaient ses combinaisons et la réalité. Sa pensée se nourrissait d'argu-

ments, non d'expériences. Le cycle des erreurs continue.

Parmi ses lieutenants, Gœring tenait la première place. Les ruines fumantes de Varsovie, de Rotterdam, de Coventry, auraient pu servir d'arrière-plan aux portraits du grand-maitre de la destruction. Quant à son aspect, on dirait un sénateur de la décadence romaine, doublé d'un maharadjah. Le maréchal a la passion des pierres précieuses, des beaux tissus, des objets d'art.

Gœbbels, gnome atteint de claudication, a mis sur pied une immense machine à vomir le mensonge qu'il manie avec des ruses de serpent.

Quant à Himmler, rien ne désigne à l'attention publique ses allures de comptable. « Ma grande maxime a toujours été, disait Napoléon à Sainte-Hélène, qu'en politique comme en guerre, tout mal, fût-il dans les règles, n'est excusable qu'autant qu'il est absolument nécessaire; tout ce qui est au delà est crime. » Himmler représente l'au delà, la vieille erreur policière qui croit obtenir la docilité par l'épouvante. Il n'a rien du tortionnaire de mélodrame, mais l'insensibilité, l'exactitude du grand commis de la persécution et de la mort.

En dehors de ses lieutenants, Hitler dispose d'un personnel auquel, selon ses termes, sa qualité de race supérieure assure le droit de commandement. Un photographe indiscret a surpris ces commandeurs réunis: on dirait des bagagistes qui attendent l'arrivée du train dans une gare de province. Or, ce sont les *Gauleiter*, les plus hauts dignitaires du national-socialisme. Certes, ils n'apparaissent ni blonds, ni grands, ni beaux. Presque tous sont affligés d'une calvitie et d'un teint de sédentaire qui se fane sous l'écaille noire des lunettes. Après une jeunesse passée dans les brasseries, nés pour des besognes inférieures,

un miracle les a sortis du néant pour en faire de puissants personnages. Aucun frein ne s'impose à leur pouvoir que les ordres du maître.

Les fonctionnaires et surtout les officiers des SS. appartenant à son entourage jouissaient d'une haute autorité. Sepp Dietrich était l'un des plus influents. Ce campagnard bavarois, champion de rixes de cabaret, démobilisé en 1918 avec les galons de sous-officier, travailla en qualité d'emballleur de journaux à l'imprimerie du *Völkischer Beobachter*.

Quatorze ans après, le prince Starhemberg, vice-chancelier d'Autriche, qui l'avait connu avant la gloire, le rencontra dans l'antichambre de Hitler.

— Je suis membre du Reichstag, lui annonça fièrement Sepp Dietrich, et j'appartiens à la suite du *Führer*. Nous ne vivons pas mal, seulement on voyage trop. On n'arrête pas de faire la navette entre Berlin et Munich.

— Mais que dit le peuple à vous voir vivre en millionnaire? demanda le prince.

— Cela ne le regarde pas. Nous travaillons assez dur pour créer la nouvelle Allemagne. Cela nous donne certes le droit à un peu de confort.

La conquête accroît ce confort, de même que la puissance de ces « dignitaires » du parti. Dans le Reich, tout est soumis à l'arbitraire de l'Etat, lui-même soumis au parti. Les places lucratives de l'industrie et des affaires sont réservées aux PG. (*Partei Genossen*, membres du parti). Ils jouissent de nombreux privilèges, et, au moyen de « postes de surveillance », contrôlent jusqu'au moindre village. Ces PG. croient à leur excellence humaine. Ils respirent l'assurance absolue que donnent l'ignorance et l'orgueil. « Une faction qui domine, a écrit Montesquieu, n'est pas moins terrible qu'un prince en colère. »

II

Jusqu'en 1914, sauf en Russie et en Turquie, la loi défendait le citoyen contre le crime, l'opinion contre l'arbitraire. Les bouleversements survenus après la guerre mondiale portèrent les premières atteintes à cette sécurité, la conquête nazie signifia sa fin.

Depuis deux siècles, la torture était tombée en désuétude. Le national-socialisme la rétablit. La bastonnade faisait partie de la procédure d'instruction. Les cachots de la Gestapo étaient le théâtre de scènes dépassant les plus atroces rêves, surtout lorsqu'il s'agissait d'obtenir du détenu des aveux ou des renseignements.

Ah! que ces « terribles demeures », les prisons de Silvio Pellico, qui firent pleurer nos aïeules, semblent débonnaires, comparées aux cachots des nazis ! Dans l'accablante solitude de sa geôle, le captif perçoit les cris de l'homme battu ou de la femme torturée. Ceux qui évitent les peines corporelles sont soumis à d'épuisantes tortures morales. Toute lecture était interdite aux détenus. Les téméraires qui échangeaient une parole au cours de la promenade subissaient un jour de jeûne. On fusillait le malheureux qui dissimulait un bout de crayon.

L'interrogatoire interminable consistait dans la lecture des dénonciations. Ce n'était pas à l'accusateur d'établir la culpabilité, mais à l'accusé d'apporter les preuves de son innocence. Dans cette atmosphère de cruel arbitraire, lorsque la porte du cachot s'ouvrait, le détenu ne savait pas si c'était le peloton d'exécution qui l'attendait ou la libération. Le plus souvent,

les prisonniers qui sortaient vivants des mains de la Gestapo se voyaient parqués dans l'un des innombrables camps de concentration dont le régime avait doté le continent.

Dans ces enceintes maudites, le grouillement de bétail humain, la crasse, les travaux forcés, les coups, la fatigue et la faim épuisaient le cerveau, engourdissaient l'âme, faisaient de l'homme une pauvre loque.

Dans les camps de repréailles, pour « fortes têtes », la chemise était interdite aux forçats. Attelés à la corde de rouleaux compresseurs, ils travaillaient à la réfection des routes, les épaules couvertes de plaies purulentes, le dos labouré par le fouet.

On ne pouvait plus dire, avec Alfred de Vigny : « J'aime la majesté des souffrances humaines. » Elles se présentaient avilissantes et sordides entre la vermine des paillasses et la dureté sauvage des gardiens.

L'insécurité mettait du tragique dans chaque vie. Une dénonciation, un mot vif pouvaient précipiter n'importe qui dans l'enfer d'un camp.

Le nouvel ordre comportait le naufrage d'innombrables existences. La domination du monde restait une question de matériel, sa production une question de main-d'œuvre. L'Allemagne hitlérienne ressuscita l'esclavage.

L'oncle Tom flagellé à mort par les méchants planteurs n'était qu'une vision qui apparut à Harriet Beecher-Stowe pendant un sermon. Elle rentra le visage inondé de larmes et jeta sur le papier *La case de l'oncle Tom*, ce livre qui souleva la conscience de ses compatriotes.

Quelques années après, il n'y avait plus d'esclaves aux Etats-Unis. Et le président Lincoln, la recevant

à la Maison-Blanche, prit les mains fluettes de Harriet et lui dit :

— C'est donc vous la petite dame qui a fait la grande guerre.

Que dirait de nos jours la croisée en crinoline?

III

Les oncles Tom blancs pullulaient en Allemagne, sauf qu'au lieu de cabanes, c'était dans des camps ou dans des baraques qu'ils étaient parqués. Une discipline de caserne attendait les ouvriers d'Occident attirés par des promesses ou réquisitionnés par leur gouvernement. Polonais et Russes déportés de force et tenus à porter un brassard à l'inscription *Ost-arbeiter*, ouvrier de l'Est, étaient traités en bêtes de somme. Des peines sévères menaçaient Allemands ou Allemandes qui leur témoignaient la moindre compassion.

De tous ces peuples foulés, le traitement le plus dur échut à la Pologne. Contre cette vieille ennemie du germanisme, ses dominateurs appliquèrent le mot qui sent le sang et l'agonie, le *Vælkermord*, l'assassinat des peuples, admis déjà par le pangermaniste Treitschke.

Afin de maintenir les cloisons entre la « race inférieure » et « la race la plus élevée », les enfants polonais n'étaient pas admis à l'enseignement de l'allemand. Les conquérants et les vaincus vivaient dans des quartiers distincts. Rien ne fut négligé pour constituer, à la manière des Indes, une caste de Brahmanes et une autre de parias. « *Der Pole ist des Deutschen Knecht*, le Polonais est le valet de l'Allemand », déclarait M. Frank, gouverneur général.

Les régions occidentales furent incorporées à l'Allemagne, celles de l'est transformées en une sorte de colonie sous la désignation de « Gouvernement général ». Les Polonais se virent assigner le Gouvernement général. On y appela également les Allemands des pays baltes et de la Russie. Himmler, commissaire du Reich pour le renforcement du germanisme, se chargea de leur rapatriement. Par trains ou par camions, ses SS. transportaient ces populations et les installaient sur les terres des Polonais, souvent sommés de quitter leur foyer dans le délai d'une heure.

En dehors de l'ensemble des biens de l'Etat polonais, l'occupant s'était emparé de 230 000 exploitations industrielles, de 250 000 immeubles, des terres d'un million et demi de Polonais et de Juifs. Une partie de ce butin, estimé sept milliards de marks, sera distribuée à des Allemands, 500 000 particuliers et 800 000 fonctionnaires. De puissantes compagnies industrielles ou commerciales prennent en main la réorganisation économique. Le résultat apparaît partout le même: perfectionnement technique accompagné de la dépossession des nationaux en faveur de l'étranger.

Pour ce qui concerne la Russie, la presse de Goebbels proclame que le *Fuhrer* a accompli un acte historique comparable à la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. En effet, le Reich se déclarait successeur légal de l'U.R.S.S. et, à ce titre, s'emparait de tous les biens nationalisés par les Soviets, ce qui signifiait une mainmise totale, à la manière de la *conquistà* espagnole en Amérique.

Les natifs étaient traités en conséquence. Le vice-roi Rosenberg adopte à leur égard des attitudes de planteur. Sur ses ordres, d'immenses troupeaux d'hommes et de femmes sont déportés en Allemagne, 800 000

rien que d'Ukraine, et distribués aux usines d'armements; des adolescents de 15 à 18 ans sont emmenés pour servir d'auxiliaires à la D.C.A. Afin de coloniser les plaines de l'Est, le Reich fait appel, en dehors de ses propres ressortissants, à des Flamands, des Scandinaves, des Hollandais. Une « Compagnie hollandaise de l'Est » se voit chargée de préparer l'émigration de 3 millions de Néerlandais. De cette manière, le royaume serait vidé d'un tiers de sa population d'une ferveur nationale gênante et la Russie allemande pourvue de main-d'œuvre. Les Bataves montrent cependant peu d'empressement à se diriger vers la nouvelle Californie. Sans doute se souviennent-ils du dicton: « Mieux vaut dans la patrie un morceau de pain qu'une vache à l'étranger. »

Le III^{me} Reich s'aventure dans une formidable entreprise : organiser sa conquête conformément à ses principes, de l'Atlantique jusqu'aux confins de l'Asie ¹. Matériellement, sa gestion allait être souvent utile. Parmi ses agents, on rencontrait d'excellents hommes de métier, qui firent beaucoup pour le progrès technique, de même que des esprits modérés qui témoignèrent de la bienveillance aux populations asservies. Mais partout, la direction politique appartenait au parti national-socialiste, sélection à rebours de ce qui respirait de plus violent et de plus aveugle en Allemagne.

Certes, la *conquistà*, qui plante et dé plante l'homme de la Manche au Dniepr, s'efforce de rétablir les conditions du bien-être, toutefois au seul bénéfice du « peuple des seigneurs ». La contrainte générale règne

¹ Un auteur qui signe Claude Moret, parfaitement renseigné sur les choses du Reich, a donné un tableau remarquable de cette activité dans un volume intitulé: *L'Allemagne et la réorganisation de l'Europe 1940-1943*. Les Cahiers du Rhône, 1944.

dans ses domaines. On dirait l'empire de Nabuchodonosor électrifié. Le vainqueur s'érige en maître sur le corps, sur la volonté des peuples soumis. Le drapeau rouge sang à croix gammée signifie: « Malheur aux vaincus. »

IV

Depuis que Hitler est maître du continent, les juifs rasant les murs. Lorsqu'il pensait à eux, son sang tournait en fiel, lorsqu'il parlait d'eux, la colère noire envahissait ses narines. Il les avait dépouillés, brimés, terrifiés, il avait enlevé jusqu'aux souvenirs de leurs sacrifices en effaçant leurs noms des monuments aux morts de la Guerre I. Depuis deux ans, il les tenait sous le couteau, en Pologne, enfermés dans des ghettos clos de murs, en Occident, marqués de l'étoile jaune sur la poitrine. Il en avait fait tuer par petits paquets. Mais le temps pressait. Déjà, de sombres pressentiments troublaient ses nuits. Il fallait agir avant que sa proie ne lui échappât! Il décida leur extermination. Cette sentence frappait 7 à 8 millions d'hommes.

Le dernier grand massacre civil avait été la mise à mort des Arméniens par Abdul-Hamid. Sa mère était Arménienne, et le sultan ne pardonnait pas à ce peuple ses propres origines.

Le *Fuhrer* ne pouvait pas invoquer un pareil motif: sa mère fut une honnête petite servante qui s'attachait à l'église, tenant son garçonnet par la main, et lui glissait un sou en cuivre entre les doigts pour le pauvre du parvis.

Plus tard, à Vienne, quand il sortait de l'asile de nuit, il ramassait ses haines sur le pavé comme le clochard ramasse des mégots. Des raisons politiques et personnelles devaient gonfler sa poche de fureur.

La propagande nationale-socialiste était basée sur le renversement des responsabilités, sur la culpabilité des juifs dans la perte de la première guerre. Quant à lui-même, son inaptitude à l'amour, signe de désordre physiologique, l'orientait de plus en plus vers l'assouvissement de ses colères. Le meurtre des juifs était son unique volupté. Ces violences avaient été de tous temps un symptôme de la maladie du corps social. Ici, il s'y ajoutait la volonté morbide d'un chef.

Le massacre s'était ouvert en Pologne. Des juifs enfermés dans le ghetto de Varsovie, 12 000 par jour avaient été évacués. Arrivés à destination, on leur ordonnait de creuser leurs tombes et on les abattait à la mitrailleuse. Au camp de Maidanek, SS. et Gestapo exterminèrent le même jour 18 000 juifs, au son des valse viennoises que les haut-parleurs diffusaient pour étouffer les cris des victimes. D'autres villes de Pologne furent le théâtre des mêmes supplices. Le nombre des victimes s'éleva à plus de 2 millions.

« Mensonges de la propagande anglaise », claironnait la presse nazie. Toutefois, dans le courant de l'été 1942, la persécution s'étendit à l'Occident. L'action avait été préparée avec la minutie habituelle des Allemands:

Des rafles furent organisées avec la brutalité d'équarrisseurs qui pourchassent les chiens errants. Rien n'arrêtait les sbires: dans les hôpitaux, les accouchées d'un jour, les malades opérés peu d'heures auparavant se virent arrachés de leur lit. A Paris, tous ces malheureux furent traînés au Vélodrome d'hiver ou au Parc des princes. La police parisienne avait l'ordre de prêter main-forte à la Gestapo dans cette répugnante besogne. Toutefois une série de hauts

fonctionnaires ainsi que trois cents policiers refusèrent de s'y associer et furent destitués. Partout, le peuple s'opposa à cette chasse à l'homme. Officiellement, elle devait se borner aux étrangers, pourtant de nombreux juifs français y furent impliqués. D'ailleurs Vichy devait lui ouvrir la zone non occupée.

Le gouvernement décida de livrer aux Allemands tous les juifs apatrides réfugiés en France depuis 1936, c'est-à-dire les victimes des persécutions nazies, auxquelles la République avait donné asile.

Les autorités allemandes ordonnaient d'enlever les enfants aux parents. Était-ce pour former plus tard un corps de janissaires de ces anonymes privés de toute pièce d'identité? Ou encore, ainsi que l'affirmait la rumeur publique, pour les déviriliser et leur donner une éducation apte à en faire un jour des auxiliaires de la Gestapo? Le but reste ténébreux, le fait subsiste.

Les images du massacre des innocents se renouvellent. Mais le grondement des moteurs, le bruit des camions rendent la scène encore plus lugubre. Depuis deux mille ans, le cri de désespoir des mères n'a pas changé, ni les gestes des bras vides d'enfants, ni la poigne brutale des bourreaux qui serrent leur proie et la jettent dans de lourds camions gris. Les mères échevelées courent après le véhicule ravisseur, crient le nom de l'enfant jusqu'au moment où, hors d'haleine, elles tombent dans la poussière qu'elles arrosent des larmes du désespoir.

Les villes de France et celles de tous les pays occupés virent ces scènes déchirantes.

« La terre avait épuisé la mesure des souffrances qu'elle peut donner aux hommes », dit Schiller, après avoir porté la main de son dernier-né à ses lèvres mourantes.

L'avait-elle épuisée?

Des souffrances indicibles attendaient les déportés, entassés dans des wagons à bestiaux hermétiquement clos, expédiés vers l'Est. Ces trains portaient l'inscription: « *Wehrmachtsgut*, (matériel pour la *Wehrmacht*), quiconque cherchera à ouvrir ce wagon sera fusillé. » L'interminable voyage sans eau, sans aliments, au milieu des cris du désespoir, la pestilence des cadavres de ceux qui expiraient en route, donnaient aux survivants l'avant-goût de la mort.

Arrivés en Pologne, les femmes jeunes étaient distribuées à des maisons pour soldats, les vieilles, ainsi que les hommes, mises aux travaux forcés. Plus d'un de ces cadavres ambulants aux yeux désespérés contemplaient à travers les barbelés un pays où ils avaient combattu autrefois sous le drapeau allemand ou autrichien.

Régulièrement, les camps étaient vidés par des exécutions massives. Les condamnés creusaient leur tombe, et les jeunes SS., dont les aïeux chantaient des lieder de Schubert, les abattaient à coups de mitrailleuses. D'autres convois suivaient. Tous les pays dominés par le national-socialisme furent contraints à livrer leur dîme monstrueuse. Les tortionnaires variaient les modes d'exécution. Tantôt, à la manière des sauvages d'Afrique, ils entraînaient leurs victimes dans les profondeurs des bois. Tantôt, ils les parquaient dans une piscine où un courant à haute tension les fauchait instantanément. Le nombre croissant des déportés induisit les maîtres bourreaux à charger des savants d'établir des moyens de meurtre en masse encore plus efficaces. Dans la patrie des Virchow, des Koch, des Roentgen, il se trouva des âmes assez viles pour accepter cette besogne.

Le martyr des juifs devenait le sujet général des conversations. Leurs défenseurs rappelaient la part

éminente de leurs ancêtres dans l'évolution morale de l'antiquité, citaient les esprits remarquables que leur devait le monde dans tous les domaines de la pensée. Mais là n'était pas la question. Les plus humbles, voire les plus arriérés n'étaient-ils pas des créatures de Dieu, dignes de la pitié enseignée par le Christ? Les persécutés de ce monde n'étaient-ils pas ses élus? Les hommes avaient à faire leur choix entre le Christ et Hitler. Il y en eut qui choisirent Hitler.

Jamais pouvoir n'était issu de si bas et n'avait atteint ce degré d'inhumanité absolue. Le massacre général des juifs n'était que le pus de l'abcès couvrant la Germanie, né de la conception zoologique de la société, de la déchristianisation de la jeunesse, de la toute-puissance d'un chef fanatique.

Il devait rencontrer un adversaire résolu dans l'Eglise.

Dès 1937, le dimanche des Rameaux, lecture avait été donnée en chaire de l'encyclique: *Avec un brûlant souci*, jugement sévère sur le culte des idoles, l'adulation des dépositaires du pouvoir, la divinisation de la race. Pourtant les destructions nazies continuent. L'Eglise catholique, la plus forte et la plus patiente organisation spirituelle, avait vu passer maint orage, mais aucun de cette sombre violence.

Le christianisme subit la plus lourde épreuve des siècles. Mais les Eglises, catholiques autant que protestantes, seront les rochers qui émergeront au milieu des flots troubles. Des illustres prélats, des pasteurs réputés jusqu'aux humbles prêtres de village, partout des lutteurs surgissent, l'âme trempée par les persécutions et la souffrance.

En Allemagne, deux princes de l'Eglise sont à la tête de la résistance : le cardinal Faulhaber, évêque de Munich, et Mgr von Galen, évêque de Munster.

Méprisant le danger, ils élèvent la voix contre l'apostasie à croix gammée. Mgr von Galen lance des avertissements prophétiques aux païens omnipotents. « Au nom du peuple allemand, terminait-il son sermon du 13 juillet 1941, au nom de la majesté de la justice, dans l'intérêt de la paix et de l'union intérieure, j'élève ma voix pour réclamer avec force la justice comme Allemand, comme concitoyen, comme représentant de la religion chrétienne et comme évêque catholique. Si cet appel ne trouvait pas d'écho, le règne de la justice ne serait pas rétabli et notre peuple allemand, malgré la valeur de ses soldats, malgré les plus brillantes victoires remportées, se perdrait par la pourriture et la dissociation intérieure ! »

Martin Niemöller, figure éminente du protestantisme germanique, fut moins heureux. Commandant de sous-marin, et après l'autre guerre pasteur de la paroisse de Berlin-Dahlen, il se dressa au nom de la fraternité chrétienne contre le fanatisme raciste. Arrêté en 1937 pour « excitation du haut de la chaire, attaques perfides contre l'Etat et le Parti », acquitté par ses juges, il est interné par la Gestapo dans le camp de Sachsenhausen. Les autorités lui demandent en vain une déclaration de loyalisme en échange de sa liberté. Pourtant, il n'unit pas l'opposition religieuse et politique. Son corps, reconnaît-il, appartient à l'arme sous-marine, l'âme seule se dresse contre le paganisme.

Dans chaque pays que les Nazis tiennent sous leur coupe, de courageux ecclésiastiques s'élèvent contre les envahisseurs : en Norvège, l'évêque Berggrave, en Belgique, le primat, Mgr van Roey ; en France, la grande majorité du clergé, tant catholique que protestant, sans oublier les Pays-Bas, où la défense des valeurs spirituelles prend des accents particulièrement

vibrants. Partout, les Eglises s'engagent intrépidement sur le plan temporel, poussent le cri d'alarme contre la conception nationale-socialiste de la vie.

Simultanément avec le clergé, l'enseignement combattait la propagande ennemie et défendait la liberté intellectuelle. En France, en Belgique, en Hollande, en Pologne, en Tchécoslovaquie, dans les pays du Nord, les universités se mirent à la tête de l'opposition. Les Allemands ne parvenaient pas à les soumettre à leur contrôle : elles ne pliaient pas, endurant avec courage les pires persécutions. A Bruxelles, à Leyde, à Prague, à Oslo, l'université fut liquidée, les professeurs, les étudiants déportés, et quelques-uns pendus. En Pologne, les occupants ne se contentaient pas de fermer les universités, ils supprimaient les universitaires.

Les maîtres de l'heure opposent de brutales ripostes à la résistance spirituelle. A côté de celle-ci, les élites s'organisent, et, déjà, le peuple agit. Dès les premiers jours, l'instinct populaire s'est tourné contre l'envahisseur. Tandis que des gouvernements émigrés à Londres représentent l'indépendance nationale en face du monde, l'homme du peuple, attaché au terroir, fournit les premières équipes qui défilent l'ennemi.

V

Pendant que le conquérant s'acharne à contenir et à vider le continent, que se passe-t-il dans son pays même ?

— O Allemagne, Allemagne ! s'écriait autrefois son ami, son admirateur, Michelet.

Que dirait-il à présent ?

Ceux qui ont connu l'Allemagne heureuse d'avant 1914, qui se souviennent de ce qu'elle avait de grave,

de profond, ne sauraient imaginer celle de nos jours. Grâce à une force militaire qui semblait insurpassable et qui lui assurait la domination du continent, la voici gorgée de butin : rançons, livraisons massives des Etats soumis, matières premières, aliments, main-d'œuvre d'esclaves ou de demi-esclaves, produits des réquisitions et des spoliations. Le droit nazi avait créé de nouveaux titres à la dépossession, attribuant au Reich « les biens juifs ou ennemis ». Quiconque, peu importe la raison, ne résidait pas dans son pays d'origine, se voyait classé dans la deuxième catégorie. Le cours de prestige du mark, les tours de passe-passe du clearing, de douces pressions favorisaient la mainmise sur les industries. Les trésors d'art subissaient le même sort. On respectait les collections publiques. « A quoi bon toucher aux musées, opinaient les nazis impénitents, puisque le pays entier nous appartient ? » Leurs soins allaient aux collections particulières. Au moyen du dépouillement des catalogues de ventes et d'expositions, un registre de la propriété artistique fut dressé, ce qui permit aux agents des occupants d'acquérir les pièces insignes pour le musée Hitler érigé à Linz, ou pour sa collection particulière, ou encore pour celle des sommités du parti, en premier lieu du maréchal Goering. Ces messieurs se montraient fort généreux pour les prix — en papier-monnaie. Aux collectionneurs récalcitrants, les courtiers faisaient des allusions à peine voilées aux possibilités de réquisition.

L'architecture constitue la pierre de touche des règnes. De même que sous Guillaume II, l'art de l'ère hitlérienne servait à la glorification du régime. Toutefois, celui-ci confondait le colossal et le monumental. Le pays se remplissait d'immenses palais, dépourvus de la noble simplicité qui fait la vraie

grandeur, remarquables par l'abus des colonnes, particulièrement des colonnes carrées chères au *Fuhrer*. Les édifices du national-socialisme rappelaient à la fois le Premier Empire et les insectes à cent pieds. A l'instar d'un empereur romain de fâcheuse mémoire, Hitler, passionné d'urbanisme, se proposait de faire tomber des quartiers comme des têtes. Il voulait démolir le vieux Munich, élever à l'emplacement de la gare l'immense monument du parti, confié à son sculpteur préféré, tout torse et thorax, et qui, par un singulier hasard, se nommait lui-même Thorak.

Pour ce qui est de la peinture, le peintre raté de Vienne donna les preuves de sa haute compétence. Il répudia les impressionnistes français, ainsi que Cézanne, « l'art dégénéré » à son dire, ordonnant de mettre en vente les toiles de ces maîtres à l'étranger. Par contre, il prôna une peinture dans le pire goût de petit-bourgeois, ne considérant que le fini et le sujet, de préférence des scènes de la vie militaire ou de doucereuses idylles villageoises.

Son Vauban, l'ingénieur Todt, couvrit l'Allemagne d'autostrades encadrées de belles verdure qui semblaient mener vers les extrémités de la terre. C'est encore ce dernier qui construisit la double muraille chinoise du nazisme : la ligne Siegfried et le mur de l'Atlantique. Todt, et après sa mort son successeur, Speer, disposait d'une main-d'œuvre dépassant celle des Pharaons. En dépit des vantardises de Hitler et de ses fidèles, leurs constructions ne devaient pas atteindre l'âge des pyramides.

L'emplacement manquait en Allemagne pour des pyramides. Cependant, il fut décidé d'ériger dans chaque ville une stèle de la victoire en matière impérissable, du basalte noir de Suède. Les carrières scandinaves reçurent d'importantes commandes.

Un soin particulier fut accordé à la construction des *Ordensburgen*, châteaux de l'Ordre, à l'imitation des forteresses de l'ordre des chevaliers teutoniques, lequel, au cours du moyen âge, étendit la puissance allemande vers l'est. Ces édifices saugrenus en roman ou gothique balnéaire, édifiés par les architectes du parti, abritaient la jeunesse destinée à former l'aristocratie du national-socialisme.

Dès l'âge le plus tendre, cette jeunesse sera initiée aux vertus militaires, à « l'obéissance de cadavre » au chef, à la doctrine politique de la « race des maîtres ».

Quatorze écoles de « Junkers » accueillaient ces futurs chefs à l'âge de douze ans et les éduquaient gratuitement jusqu'à leur dix-huitième année. La formation militaire, la pratique des métiers manuels, la connaissance du mécanisme des chars et des avions allaient parallèlement avec l'initiation spirituelle. Le catéchisme de l'*Ordensburg* oppose aux « non-valeurs » — individualité, culture, tolérance, religion, — les « valeurs allemandes » : force, héroïsme au combat, intolérance, irrégion. Une seule oraison est admise, et seulement au seuil de la bataille, la prière adressée au Dieu allemand.

L'éducation du commun des mortels, qui n'était pas reçu dans ces institutions privilégiées, ne différait guère de celle des aspirants-janissaires. Admise d'office dans la *Hitlerjugend*, la « jeunesse hitlérienne », l'enfance du Reich apprenait l'obéissance, l'exactitude, l'orgueil de sa « race », l'admiration du *Fuhrer*. En même temps, ses maîtres la mettaient en garde contre les faiblesses dangereuses : charité chrétienne, condescendance à l'égard des vaincus ou des peuples inférieurs.

Souvent, l'atmosphère familiale, la morale chrétienne, les nobles traditions de l'humanisme allemand,

les convictions socialistes ou communistes des parents immunisaient l'enfant contre ces poisons qui lui étaient versés de plus belle après son admission aux études supérieures.

Dans les vingt-cinq universités germaniques, le recrutement des professeurs avait cessé de s'effectuer librement. Autrefois, les facultés nommaient le titulaire de la chaire vacante. A présent, la faculté désignait un certain nombre de candidats, mais le parti décidait du choix, après un « examen politique ».

Ce système excluait les esprits indépendants, et réservait l'enseignement supérieur aux zéloteurs du nazisme.

Ceux-ci parvinrent à inoculer à une génération entière ce fanatisme politique que Hitler proclamait la vraie source de la force allemande.

Ainsi le III^{me} Reich, en avance pour la concentration du pouvoir, l'organisation de la production, l'outillage technique, les réalisations matérielles, montre un recul énorme quant aux conceptions morales et politiques.

Sa vie spirituelle s'en ressent. La langue est la première à être atteinte. L'Allemand se voit doté d'un idiome de haut-parleur. Le style tout en éruptions cache mal l'indigence des formes, la pauvreté de l'esprit. La presse, les périodiques ressassent les lieux-communs du régime. L'esprit corrosif, l'impudence accomplie de M. Goebbels donnaient le ton. Les belles-lettres servaient au panégyrique du règne. Certes, les rimeurs, les romanciers ne manquaient pas; leurs équipes accompagnaient l'armée, glorifiaient les victoires. Mais on eût dit que chaque matin, ces écrivains avalaient un bâtonnet contenant une matière incitant à la servilité. D'ailleurs eussent-ils voulu suivre d'autres inspirations, la censure veillait. Encore

une prérogative du parti! Avant sa mise en vente, chaque ouvrage devait être soumis à « la commission pour la défense de la littérature » et inséré dans la bibliographie nationale-socialiste.

L'œuvre de Karl May, l'auteur préféré du *Fuhrer*, atteint un tirage de dix millions d'exemplaires. Sur son ordre, une édition à part des romans d'aventure du polygraphe allait être publiée à l'usage de la *Wehrmacht*.

L'élite allemande, qui a subi la première guerre mondiale, le régime hitlérien et sa guerre, a dû connaître les pires souffrances morales. Ceux qui avaient conservé « l'individualisme insensé » que flétrissait déjà le pangermanisme, assistaient, impuissants, à la course à l'abîme; vingt ans après, à son renouvellement; enfin aux conséquences de ces aberrations: l'absolutisme hitlérien, la suprématie militaire au prix de l'infériorité humaine.

La férocité naturelle que comporte la guerre, son chef suprême l'avait aggravée par des méthodes répudiées depuis des siècles: l'esclavage, l'enrôlement forcé de sujets ennemis, le massacre des otages, la torture, le meurtre d'adversaires politiques ou de suspects. Affranchi de toute foi, de toute morale, il vivait dans la conviction que le succès justifie tout.

Il dominait les nations, sans réussir à les convaincre. Mais il avait confiance dans la terreur, infail-
lible, irrésistible, son dieu Moloch.

Le *Fuhrer* ne disait-il pas: « Il n'y a que les peuples qui savent tuer qui réussissent: les Russes, les Japonais et les Allemands, — en partie. Ils sont trop embourbés de christianisme. »

Tel était le vent qui soufflait des maisons brunes.

Si un miracle eût éclairé cette nuit, et si les plus grands parmi les Allemands d'autrefois étaient des-

ceus sur terre, quel sort les eût attendus ? Goethe se serait transformé en statue de glace. Mozart, franc-maçon, serait mort dans un camp de concentration. Beethoven aurait levé sa canne sur Hitler et eût été abattu d'un coup de pistolet dans la nuque.

VI

Hitler regardait la Suisse comme le crapaud l'étoile. Ce pays l'étonnait et l'indignait. Au lieu d'une nation maîtresse, trois nationalités égales, fraternellement unies ! Détestable exemple pour les pays assujettis !

Au milieu du continent esclave, la Suisse demeurerait une île de liberté, accueillant les persécutés, les réfugiés politiques, les petits enfants exsangues de France. A Genève, la vaste organisation de la Croix-Rouge soulageait d'innombrables infortunes. La Suisse apparaissait comme la Bonne Samaritaine de l'univers.

Ces vertus pesaient bien peu aux yeux des dominateurs d'outre-Rhin. Ce refuge de la liberté de conscience, qui faisait tache dans l'Europe des catacombes, devait disparaître.

Le gouvernement fédéral manœuvrait avec tact et prudence pour éviter d'irriter le redoutable voisin, tout en armant, en fortifiant la région inaccessible de montagnes, destinée à servir de réduit national en cas d'agression.

De nombreux agents ennemis souillaient de leur haleine l'air pur des Alpes, achetaient des consciences, répandaient leur doctrine puérile et pernicieuse. Une petite fraction formée d'éléments les plus divers : réactionnaires fossiles, esprits creux égarés par la pitance spirituelle de M. Goebbels, enfin déclassés de bas étage, se montrait prête à tendre la main à ceux qui s'apprê-

taient à planter la perche surmontée du chapeau de Gessler. Pourtant la nation restait fidèle à elle-même, à son antique devise:

Lieber Eidgenosse todt als Schwabe lebendig.

Plutôt Confédéré mort que Souabe vivant.

On n'ignorait pas cet esprit au delà du Rhin, s'imaginant toujours en venir à bout d'un tour de main, ainsi qu'en témoigne une chanson de route des SS.:

Wir segeln um die weite Welt
Und holen uns den Roosevelt
Die Schweiz, dieses Igelschwein
Den nehmen wir als Imbiss ein.

Nous naviguons autour du vaste monde
Et allons cueillir Roosevelt
La Suisse, ce hérisson,
Nous l'avalerons comme hors-d'œuvre.

Le hors-d'œuvre pouvait leur rester dans la gorge. A deux reprises, le colosse faillit se lancer sur le petit pays farouchement attaché à son indépendance. Lors de la campagne de France, sans l'effondrement de la ligne Maginot, la *Wehrmacht* eût sans doute tenté de se frayer le chemin à travers le Jura. Au camp de Meching, en Bavière, les SS. préparaient l'*Action Matterhorn*, qui devait avoir lieu au cours de la campagne de France et, par la suite, fut remise — après la prise de Moscou.

Tandis que la Suisse résiste, prête à se défendre avec griffes et ongles, les petits et moyens pays de l'Est subissent l'empreinte des vainqueurs.

En Autriche, Hitler brime ses compatriotes, importe d'Allemagne des administrateurs et des policiers. L'Autriche apparaît nazifiée à la surface, toutefois

Hitler n'ignore pas que les vrais Autrichiens le maudissent au fond de leur cœur. Aussi rencontrera-t-on en Pologne, en Russie, les divisions autrichiennes aux postes les plus périlleux. Et qui sait, en se souvenant de sa lamentable jeunesse, de l'asile de nuit viennois, ne voyait-il pas avec un soupçon de satisfaction saigner ceux qui n'avaient pas su apprécier son génie ?

En Bohême, dégradée en « Protectorat » du Reich, la pression de l'occupant ne parvient pas à rompre l'unanimité nationale. M. von Neurath, le protecteur, diplomate modéré, doit céder la place à un nazi de stricte obéissance, Karl Frank, cyclope borgne, ancien libraire en faillite. Il se met à dompter les Tchèques, secondé par son chef de police, Reinhard Heidrich. Ce dernier avait débuté dans la marine qu'il quitta en 1928 pour s'enrôler dans les SS. de Himmler. Chargé de la police politique à Munich, il fit enfermer tous ceux qui s'opposaient au régime dans le camp de Dachau et les extermina par une mort lente. Ces hauts faits lui valurent d'être promu à l'âge de trente ans chef de la sûreté.

Lorsqu'il fut appelé en Bohême et vit la silencieuse résolution de ce peuple laborieux et tenace, il crut en venir à bout par la prison et le poteau d'exécution. Quelques mois après, au printemps de 1942, une bombe jetée sur sa voiture le mit en pièces.

Il avait été, après Himmler, le second personnage de la Gestapo. Cette corporation de tortionnaires décida donc de statuer un terrible exemple. En guise de prélude, 300 personnes avaient été fusillées pour détention d'armes ou pour approbation de l'attentat. Vingt millions de couronnes tchèques et l'impunité furent promis aux délateurs. Aucun ne se présenta. Cependant la police établit que les meurtriers avaient

séjourné à Lidice, hameau habité par des ouvriers métallurgistes près de Kladno. La Gestapo entourra le village, fusilla les hommes, déporta les femmes et les enfants, rasa les maisons. Du village de Lidice, il ne reste rien que le nom et la malédiction qui s'abat sur les ordonnateurs du crime ainsi que sur ses exécutants.

On aurait pu croire à une sauvage éruption de colère. Or, c'était une méthode qui sera pratiquée par la suite avec persistance dans chacun des pays conquis.

La manière forte ne pouvait pas être appliquée dans les Etats satellites. On y eut recours à d'autres procédés pour affermir la domination du national-socialisme: la menace, l'argent, la propagande, le recrutement d'auxiliaires, d'hommes d'Etat enclins au nazisme et des ratés du monde jusqu'aux *bravi*.

Les pays du Danube, passage du Reich vers les Balkans ainsi que vers la Russie, furent particulièrement soignés. Hitler rappela de leurs capitales les diplomates de carrière et les remplaça par la crème du parti, des *Blutbruder*, des « frères de sang », personnages mêlés aux attentats politiques des premières années qui suivirent la débâcle de 1918. L'ambassade de Bucarest, particulièrement importante aux yeux de Berlin, eut l'honneur de recevoir l'assassin d'Erzberger, le signataire de l'armistice. La Hongrie dut se contenter d'un chef SS. de moindre envergure.

Dès que l'Allemagne attaqua la Russie, Horthy fit venir le successeur de Teleki, Bardossy, et lui signifia que les généraux et l'armée désiraient la guerre; il avait donc ordonné la mobilisation contre la Russie. Le régent, sans consulter le Parlement, ainsi que l'exigeait la constitution, avait mis la nation en face du fait accompli.

Lorsque Bardossy en fit part aux Chambres, l'évêque Mikes l'interpella :

— Pourquoi avez-vous envoyé des troupes contre la Russie ?

— L'opinion l'exigeait, fut la réponse.

Opinion fabriquée de toutes pièces par le gouvernement.

Le bon sens populaire n'admettait pas ce subterfuge. Les paysans disaient :

— Les seigneurs nous ont vendus aux Allemands pour piller les juifs.

Pourtant ceux qui les avaient livrés appartenaient à une sorte d'oligarchie d'occasion poussée sur les ruines de l'ancienne Hongrie. Cette coterie accumulait les lourdes fautes politiques : intervention armée en Russie, ce qui devait amener l'état de guerre avec l'Angleterre, enfin déclaration de guerre de la Hongrie aux Etats-Unis.

VII

A l'abri du mur d'acier de la *Wehrmacht*, l'Allemagne continue à s'installer en Russie. L'ordonnateur de la *conquista*, M. Rosenberg, appelle colons, commerçants, ingénieurs, industriels, fait élever des chantiers, installe des comptoirs. Ne dispose-t-il pas de la terre, des bois, des fleuves, du sous-sol ? Evidemment, il y a le peuple russe. La propagande travaille à l'endocotriner, à présenter les conquérants en libérateurs, la Gestapo se charge d'éliminer les mauvaises têtes. Mais le paysan, dans son isba, tire le bonnet en peau de mouton sur ses deux oreilles. En 1914, il fonçait en avant baïonnette au canon, sans savoir pourquoi. Pendant trois ans, il porta la souffrance

comme le colporteur résigné son fardeau. Lorsque Lénine cria: « Le pain et la paix! », il jeta son fusil et retourna au village.

Vingt-cinq ans après, une avalanche d'hommes bottés tombait du ciel, piétinait les récoltes, faisait flamber les villages. Il fallait défendre le village, défendre la terre russe. Cette fois, le paysan avait compris.

Ceux qui ne comprenaient pas, c'étaient les fortes têtes de l'O.K.W., c'était le savantasse Rosenberg qui avait si souvent expliqué la Russie aux camarades pendant que les soucoupes s'amoncelaient sur la table de la brasserie. Voici que ses chimères prenaient corps, il était le maître de la vie et de la mort dans une vaste tranche de cette Russie qu'il prétendait si bien connaître. Il plia les moujiks, nourrit l'Allemagne de leur faim. Il prit leur passivité pour de la soumission.

Mais nuitamment, des hommes, des femmes se cachaient dans les bois pour tuer l'Allemand. Ils tuaient sans haine, comme on écrase des sauterelles. Ces étrangers étaient forts, ils étaient nombreux, il fallait en supprimer pour aider les frères russes qui reviendraient.

La *Wehrmacht* s'enfonce dans l'immensité russe à la manière de l'étrave d'un cuirassé qui fend la mer. Derrière elle, l'espace se referme, l'espace peuplé de paysans qui comprennent.

L'ouvrier aussi comprend. C'est lui qui a créé la République des Soviets, qui en reste le principal soutien, prêt à verser son sang pour la défendre.

L'armée russe, en 1914, ne manquait pas seulement d'essor moral; elle était également dépourvue de base économique. L'industrie ne suffisait pas pour équiper ces masses.

L'U.R.S.S., dès ses débuts, installe la grande pro-

duction. Les usines poussaient comme des champignons. Le centre industriel du Donetz égalait ceux des Etats-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne. La Russie méridionale restait vulnérable. Aussi l'Oural, autrefois la forge des armes russes, fut doté de chemins de fer, d'exploitations minières, de hauts-fourneaux, de villes au service d'usines qui occupaient des centaines de milliers d'ouvriers. Cette région, hors d'atteinte par terre ou par les airs, constitue le réduit où un travail inlassable amoncelle les armes par millions et où ce travail pourra se poursuivre sans entrave au milieu de la tempête.

L'effort des Soviets se porte également sur la Sibirie. Nouvelles voies ferrées, ports, colonisation, défrichement, intensification de l'agriculture, rien ne fut épargné pour imprimer un formidable essor au territoire s'étendant de l'Oural au Pacifique. Sa population a triplé en dix ans. Réservoir de matières premières, entrepôt de céréales, forêt d'hommes, la Sibirie sera en même temps le champ de manœuvres de la Russie: elle y forme ces troupes de réserve qui pourront intervenir aux heures difficiles.

En dehors des ressources insoupçonnées de la Sibirie, de la puissance insoupçonnée de l'industrie de toutes les Russies, bien des surprises attendaient l'envahisseur. La plus inattendue fut le soldat russe.

Un intense effort avait été déployé pour l'éducation militaire des citoyens soviétiques. L'introduction du service obligatoire avait donné d'innombrables conscrits à l'Etat. Alors que la caserne les éduquait à la vie militaire, une vaste action rendait celle-ci familière au public. Chaque village avait sa société d'entraînement au tir, au ski et au parachute, cette dernière ouverte également aux femmes, attirées, en dehors des émotions de la descente dans le vide, par

l'uniforme seyant. La soif de savoir des Russes fut dirigée vers l'aéronautique, la balistique, la mécanique, l'étude des explosifs. Le village, l'usine témoignaient du même intérêt pour tout ce qui touche aux choses militaires.

Que l'on était loin des armées des tsars comportant 80 % d'illettrés ! Au régiment, on pratiquait l'éducation de la volonté, tout en cultivant l'intelligence. Pour obtenir de l'avancement, le soldat soviétique était tenu à passer des examens de règlements militaires, de langues, à témoigner de connaissances générales.

Treize académies militaires furent fondées et, en 1935, l'académie de l'état-major ressuscitée, de nombreux officiers de l'ancien régime remis en service actif. L'un des plus remarquables parmi eux, rallié de bonne heure aux Soviets, Schaposchnikow, forma une série d'excellents disciples. Depuis décembre 1941, il se trouvait à la tête de l'état-major.

L'effort militaire eut une conséquence inattendue : la réhabilitation du passé.

Dans les casernes, les images de trois héros ornent désormais les murs : Alexandre Newski, vainqueur des chevaliers teutoniques au XIII^{me} siècle; à côté de lui, deux généraux d'une époque plus récente, Suworow et Kutusow.

Les livres, la peinture, le film faisaient revivre ces grandes figures. L'histoire russe fut remise en honneur, et plus d'une des institutions du passé furent réadaptées. Les cosaques, corporation militaire privilégiée sous les tsars, obtenaient un nouveau statut. Les autorités soviétiques organisaient des fêtes de la cavalerie. Autrefois, l'une des premières ordonnances du gouvernement révolutionnaire fut la suppression des épaulettes, symboles de la hiérarchie.

A présent, les épaulettes des anciens uniformes réapparaissent, bien que sans or. La république adaptait les traditions militaires de la vieille Russie aux besoins de l'armée du peuple.

Le paysan, qui comprend, l'ouvrier, qui comprend, le peuple intimement lié à l'appareil militaire font la force de la résistance russe. Son industrie et les formidables apports anglo-saxons fournissent les moyens. Une minorité d'action, le parti, gère cet Etat de cent quatre-vingts millions d'âmes et frappe sans merci ceux qui sont ou semblent dangereux pour son autorité. Pourtant, l'ère des épurations est révolue. La défense du territoire a produit l'unanimité nationale. Les leviers de commande de cette grande volonté collective sont entre les mains d'une personnalité exceptionnelle : Staline.

Son silence inquiète le vociférateur.

Des connaissances stratégiques superficielles, doublées d'une formidable audace, devaient conduire le *Fuhrer* au succès aussi longtemps qu'il laissait l'exécution à l'O.K.W., que l'instrument de précision de la *Wehrmacht* restait intact en face d'un adversaire inférieur en armement et en commandement. Mais le formidable apport des Alliés aidant, l'égalité du matériel fut atteinte. Et ces Russes fort doués se montrèrent les meilleurs élèves des fameux stratèges germaniques. Ils allaient en donner la preuve au cours de l'été 1942.

Les Russes prennent l'initiative. La bataille fait rage de l'Arctique à la mer Noire. Le front allemand résiste et passe à la contre-offensive vers ces défilés du Caucase dont rêvait Néron. Les journaux de M. Goebbels répandent l'image de chasseurs alpins hissant le drapeau à croix gammée sur le sommet de l'Elbrouz.

L'armée rouge reculait en forme d'éventail. Une pointe se fixa dans le Caucase, l'autre à Stalingrad, bouchon de la Volga.

« La Volga est un bon petit cheval, dit le proverbe russe, elle porte tout. » Pour disposer du fleuve, pour couvrir le flanc gauche des divisions en marche vers la Caspienne, vers l'Asie Mineure, pour y rejoindre l'armée de Rommel, dont on espérait l'avance rapide, il fallait faire sauter le bouchon de Stalingrad.

Depuis le 13 septembre, la *Wehrmacht* s'acharnait à enlever la cité industrielle d'un demi-million d'habitants, prolongée sur les deux rives du fleuve par des villages d'ouvriers couvrant une quarantaine de kilomètres. Pendant cent jours, la bataille de rues fit rage. Les fantassins russes, les bataillons d'ouvriers s'accrochaient à chaque rue, à chaque maison de la ville en feu. Les 200 000 hommes du général von Paulus, en dépit de leur suprématie aérienne, ne parvenaient pas à déloger les Russes des ruines de la ville.

— Stalingrad, se vantait Hitler en novembre, est fermement dans nos mains. Aucun bateau ne peut remonter la Volga !

Un cuisant démenti l'attendait : du jour au lendemain, les assiégeants devenaient assiégés. Le haut commandement russe sut choisir le moment propice pour lancer ses réserves, isoler les assiégeants du gros de leurs armées et les acculer aux décombres de Stalingrad. Réduite à un tiers de ses effectifs, manquant de tout, contrainte à manger ses chevaux, l'armée du général von Paulus avait le choix entre l'anéantissement et la reddition.

À la demande du général, une conférence eut lieu au G.Q.G. Tous les officiers supérieurs appuyèrent Paulus, qui montra l'impossibilité de résister à Sta-

lingrad et proposa de tenter la retraite avant l'encerclement.

Hitler maintint néanmoins l'ordre de tenir jusqu'au bout. Voici le message qu'il expédia à la 6^{me} armée :

« Si le soldat allemand croit insensé de continuer la résistance, qu'il se souvienne que le *Führer* peut en juger le mieux... Qu'il se dise : Nous n'avons pas à interroger, mais à obéir aveuglément. »

Par une température de — 35 degrés, le massacre continuait. Mais les vivres, les munitions finirent par s'épuiser. Les survivants hissèrent le drapeau blanc.

Après la fortune éclatante des armes germaniques, la défaite de Stalingrad fut un rude avertissement. Hitler ne sut pas l'apprécier à sa juste valeur. Dès les premiers revers en Russie, au début de novembre, il prit personnellement le commandement de l'armée. Pour calmer ses nerfs et pour s'innocenter, il releva de leur poste ses meilleurs officiers : von Brauchitsch, qui avait déconseillé l'offensive contre Moscou, ainsi que les maréchaux von Rundstedt et von Bock. Le chef de l'état-major, Halder, renonça à assumer la responsabilité des manœuvres de casse-cou.

La conduite de la guerre tombait donc entièrement dans les mains de Hitler, dépourvu de vraie formation militaire. Ses conseillers parviendront parfois à atténuer ses interventions impulsives, sa stratégie de prestige et de colère, insouciant du sang allemand. Mais, le plus souvent, ils se verront contraints de suivre ses directives frénétiques. L'ingérence du *Führerhauptquartier* sur les opérations devait rendre de grands services aux Alliés.

Les événements de Stalingrad exaltent les Russes. Ils ont tenu tête à la plus grande puissance militaire et industrielle de l'heure, humilié la superbe hitlérienne, libéré « la mère Volga » !

Au cours de cette seconde campagne d'hiver, on n'a pas vu Hitler affronter le vent glacé qui sentait la neige et le sang. Il se garda bien d'imiter Napoléon, qui surgissait en traîneau au milieu des avant-gardes. Dans les hôpitaux de l'arrière, on ampute les membres gelés de milliers de soldats. Mais le *Fuhrer* craint sans doute les engelures et se terre dans son G.Q.G. Que voulez-vous, il est frileux !

Sur les deux principaux théâtres de la guerre, tour à tour, la fortune s'est dérobée au grand-prêtre de la force brutale. Suffoquant de rage, comme toujours, il s'en prend aux juifs. Ceux-ci se font rares en Allemagne, mais il en reste encore quarante-cinq mille en Tchécoslovaquie. Ordre est donné de confisquer leurs cartes d'alimentation, ce qui les expose à mourir de faim. D'ailleurs, ces malheureux n'useront pas longtemps de nourriture terrestre, comme tous ceux que l'on déporte dans les camps de la mort en Pologne.

Alors que Hitler cuvait sa colère, à Leipzig, au pied de la statue de Hindenburg, des inconnus placèrent une couronne munie de l'inscription suivante :

Komm herab du edler Streiter
Dein Gefreiter kann nicht weiter.

Descends, noble guerrier,
Ton caporal est resté en panne.

Le canon retentit sur la planète entière. Le nazisme croit sa domination fixée définitivement dans la vieille Europe. L'obscurité ne se voit pas elle-même.

Comme dans les contes d'Orient, les rois, ou le plus souvent les succédanés de roi, étaient devenus un tapis pour les pieds du *Fuhrer*. Les peuples poussaient la meule sous le fouet.

Son régime avait plongé l'Europe dans une nuit étouffante, réduit la foi, l'honneur, la fidélité à se terrer dans les ténèbres, à la manière des premières communautés chrétiennes pourchassées par le glaive païen. Mais voilà que la lumière pénètre jusqu'au fond des catacombes. Le destin a donné un double coup de barre au despote présomptueux, l'un en Afrique, l'autre aux confins de l'Asie. Et, depuis l'automne, un vent frais s'élève du côté de l'Atlantique.

CHAPITRE VI

LE SIÈGE DU CONTINENT

Foi, raison, humanité, Dieu, vous condamnent, et vous périrez; le temps n'est plus d'aller ainsi conquêter des royaumes.

Rabelais, « Gargantua ».

I

En automne 1942, Berlin se croyait encore le successeur de Rome. Le drapeau à croix gammée flottait à Calais, à l'extrême pointe de la Scandinavie, dans le Caucase, en Cyrénaïque. Mais un coup de théâtre, mis en scène par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, changea brusquement la situation. Le 8 novembre, la flotte américaine surgissait en vue des côtes de l'Afrique du Nord. Un double miracle s'accomplissait: le secret gardé, et la traversée de l'immense *armada* de plus de six cents vaisseaux, la plus importante de l'histoire, effectuée avec des pertes insignifiantes. De nombreuses divisions britanniques se joignirent au corps expéditionnaire.

« L'entreprise majestueuse » pour user des termes de Churchill, avait évité les dangers de la mer. Mais

sur terre, elle rencontrait les écueils des discordes françaises.

En Afrique du Nord, le terrain avait été préparé par un diplomate américain très au courant des choses de France, Robert Murphy, ainsi que par le général Mark Clark, destiné au commandement des troupes américaines en Algérie. Ce chef intrépide avait parcouru le pays en habits civils, reconnu le terrain, établi des intelligences avec des Français d'un courage, d'un dévouement à toute épreuve.

Weygand, nommé délégué-général en Afrique française, et le général Giraud, vétéran de la Guerre I, évadé de la forteresse de Kœnigstein, veulent concentrer 30 000 hommes dans le Massif Central, 30 000 à Sète, pour couvrir le départ de la flotte. Mais, tandis qu'un sous-marin américain amène Giraud à Alger, la Gestapo arrête Weygand.

Darlan, qui s'y trouve en qualité de représentant du maréchal, continue son double jeu: tout en négociant avec Robert Murphy, il ordonne à Bizerte de combattre les Américains.

L'appui immédiat de l'ensemble des Français d'Afrique du Nord eût permis aux Anglo-Américains de traverser sans retard la Tunisie et de prendre l'*Afrika Korps* à revers. Aussi, le 10 novembre, le général Clark s'empressa-t-il de réunir une conférence au quartier général de la marine. L'amiral Darlan tint des propos tortueux de politicien. Le général Clark répondit en soldat, lui laissant le choix de donner l'ordre immédiat de cesser la résistance, ou d'être arrêté.

L'amiral signa la suspension d'armes.

A la nouvelle du débarquement, le matin du 9 novembre, Laval courut à Munich. Le *Fuhrer* lui proposa une action commune contre les Anglo-Saxons.

Au Conseil des ministres, la voix de fausset d'Abel Bonnard fit entendre des accents belliqueux : « Je veux la guerre ! », répétait-il. Sans lui accorder la satisfaction d'une guerre contre l'Angleterre, Vichy allait jouer la carte allemande. Deux motifs stimulaient le maréchal : la crainte des représailles de Hitler et l'ire du vieux général en face de l'insoumission de ses subordonnés. Il assumait lui-même le commandement des forces françaises. En même temps, il envoya un message à l'amiral Darlan et aux généraux commandant en Afrique : « Je vous avais donné l'ordre de vous défendre contre l'agresseur. Je maintiens mon ordre. »

La rupture des relations diplomatiques avec Washington compléta ces mesures.

La récompense de tant de docilité ne se fit pas attendre. Le matin du 11 novembre, Hitler, d'accord avec Mussolini, ordonnait à ses troupes de franchir la ligne de démarcation et de s'emparer de la France entière. Conformément à son habitude, il n'annonça qu'après coup sa décision au maréchal Pétain, par une lettre dans laquelle il se posait en défenseur des frontières de la France ainsi que de la civilisation européenne. Bienfaits douteux, néanmoins fort coûteux, car l'indemnité journalière fut portée de 300 à 500 millions.

Les Italiens occupaient à leur tour la Corse, Nice et la Savoie.

Par ses actes, le *Fuhrer* rompait sa parole, annulait l'armistice, libérait le maréchal. Celui-ci pouvait choisir entre deux attitudes honorables : se rendre en Afrique et se rallier à la Résistance, ou, à la manière du roi des Belges, rester prisonnier au milieu de son peuple prisonnier, et partager ses souffrances. Mais Pétain préféra demeurer à la tête d'un Etat qui avait

perdu sa souveraineté. Peut-être estimait-il que sa présence pourrait atténuer les duretés de l'occupation intégrale ? Toutefois, l'attrait du pouvoir et l'emprise de Laval ne furent pas étrangers à sa résolution.

Le débarquement américain avec la coopération anglaise s'avérait un plein succès.

« Il semblerait que le tournant de cette guerre soit atteint, dit le président Roosevelt, s'adressant au peuple américain, mais ce n'est pas le moment d'exulter. Actuellement, il n'y a pas de temps pour autre chose que le combat et le travail. »

Le désaccord qui opposait les Français compliquait la tâche des Anglo-Saxons. De Gaulle ne croyait pas à la sincérité de la conversion de Darlan, hier encore l'un des piliers de Vichy. Le président Roosevelt précisait, au sujet de Darlan, qu'il ne s'agissait que d'un arrangement temporaire, justifié par les nécessités de la bataille.

Trois courants se dessinent donc en Afrique du Nord : les partisans de Darlan, chef du gouvernement civil, et sa queue de Vichyssois repentants ; ceux du général Giraud, qui répudie la collaboration, mais respecte son chef hiérarchique, Pétain ; enfin les gaulistes. Sur trois Français qui passent en Afrique, un s'enrôle dans les troupes de Giraud ; deux arborent la croix de Lorraine. L'avenir, aux yeux de la jeunesse, c'est Charles de Gaulle, le combattant de la première heure.

Mais ni lui, ni le « Comité de la France libre » n'ont été invités à Alger. Le haut commandement allié, guidé par des vues strictement militaires, veut mener la guerre dans les meilleures conditions. Il utilise l'armée d'Afrique et destine le commandement à l'officier le plus haut en grade, Giraud.

Darlan considère le maréchal comme un prisonnier de guerre. Pétain riposte, déclarant Darlan aussi bien que Giraud félons, et donne son assentiment au débarquement d'unités germano-italiennes en Tunisie. Son ministre de la Marine, l'amiral Platon, affligé de la haine chronique des Anglais à la manière du rhume des foins, mit en avion un autre enrhumé, l'amiral Abrial, avec l'ordre de céder les bases navales et aériennes aux Allemands et d'inciter les garnisons à résister aux Anglo-Saxons.

L'attitude louvoyante de l'amiral Estéva, résident de France à Tunis, ouvrit le protectorat aux Allemands. Le maréchal traita Estéva de chevalier Bayard sans peur et sans reproche, le cita, lui et sa suite, à l'ordre de la nation. Laval obtint sa récompense: le maréchal lui accorda les pleins pouvoirs et le désigna comme son successeur.

Ces égarements ne tardèrent pas à porter leurs fruits.

Après avoir exigé la dissolution de la petite armée métropolitaine française, Hitler donna l'assurance que Toulon ne serait pas occupée et la flotte respectée. Ses paroles fallacieuses cachaient un piège: il préparait une action foudroyante pour s'emparer de la ville et du port.

Le 27 novembre, à 3 heures du matin, une vague de bombardiers éclairaient l'escadre et mouillaient des mines magnétiques dans les seuls chenaux non minés de la rade. Simultanément, des colonnes blindées s'emparaient de l'arsenal et déposaient des troupes devant les docks.

L'amiral de Laborde se conforma à l'ordre secret de Darlan au lendemain de l'armistice et donna le signal du sabordage avec le cuirassé *Strasbourg*. Tous les navires suivirent son exemple, retenant les agres-

seurs par le feu de leurs mitrailleuses jusqu'au fonctionnement des dispositifs du sabordage.

Le jour se leva sur un immense nuage de fumée planant au-dessus d'un cimetière marin. Les réflecteurs que les Allemands avaient installés sur les quais éclairaient soixante beaux navires, dont des géants tels que le *Dunkerque* et le *Strasbourg*, couchés sur le flanc ou enfoncés jusqu'aux cheminées.

Cependant, le corps expéditionnaire anglo-saxon avait brillamment accompli sa première tâche : le Maroc, l'Algérie étaient débarrassés des Allemands, toutes les girls de New-York et de Londres trottaient dans des babouches brodées de perles. Mais au lieu du bond sur la Tunisie, si facile au début, la complicité de Vichy permit aux Allemands et aux Italiens de jeter des troupes dans le beylicat et d'y créer une tête de pont. Une longue, une sanglante campagne s'ensuivit. Ce ne fut qu'au printemps que les efforts conjoints de l'armée Montgomery, du corps expéditionnaire américain et des contingents français parvinrent à déloger les Germano-Italiens du continent noir. Les débris de leurs armées capitulèrent au cap Bon. Hitler se voyait enfermé en Europe. La première étape préconisée par Churchill et par de Gaulle dès 1940 était atteinte.

Sur le souhait des gouvernements alliés, le général était resté jusque-là à Londres, dans cette demeure des Carlton Gardens où il avait reçu le ministre Morrison avec les paroles : « Ici habite la liberté. »

La liberté le suivit à Alger, accompagnée de la confiance, de l'enthousiasme de ses fidèles. Ceux-ci attendaient de lui non seulement la délivrance, mais aussi le renouvellement de la France, selon ses propres termes : « Libération dans le plus large sens. » La III^{me} République, Marianne en mitaines, n'avait-elle

pas fait son temps? L'avenir, aux yeux de la jeunesse, c'est le général de Gaulle. Le grade, le souci des préséances de Giraud ne parviendront pas à l'emporter sur la calme énergie de l'initiateur du Comité de la France libre et sur l'admiration passionnée de ses partisans.

A la fin de janvier, Roosevelt et Churchill s'étaient rencontrés à Casablanca. Au cours d'entretiens qui durèrent dix jours, ils mirent au point l'assaut du continent. Le général Eisenhower avait été nommé chef des forces alliées en Afrique du Nord. Les deux présidents invitèrent Giraud et de Gaulle et, au cours de conversations cordiales, tentèrent de rétablir l'union entre Français.

Les points les plus importants des délibérations dans la capitale marocaine furent le plan de campagne établi pour l'élimination de l'Italie et une décision de principe: « Les conditions de paix des Alliés sont la capitulation sans condition. »

L'inconditionnal surrender était une formule datant de la guerre de la Sécession: le Nord l'avait imposée au Sud, toutefois sans traîner les vaincus dans une captivité de Babylone. La propagande américaine oublia de faire connaître l'origine du terme et la manière humaine dont il fut appliqué. Lourd de menaces aux yeux des peuples visés, la capitulation sans condition, exigée dans l'intention d'accélérer la marche de la guerre, devait mener à un résultat contraire.

Le débarquement en Sicile, élaboré par le général Eisenhower, s'effectua avec une précision d'horloge. Les Italiens n'avaient pas le cœur à la résistance. La présence des Anglo-Saxons ne promettait-elle pas de les libérer de trois fléaux: la guerre, le fascisme, les Allemands? Les divisions d'élite de la *Wehrmacht*

ne purent arrêter Américains et Britanniques. Douze jours après, Palerme tombait. Les vainqueurs, qui allaient s'incliner au dôme, ignoraient sans doute que parmi les couronnes couvrant le sarcophage de Frédéric II de Hohenstaufen, l'une, datant de 1928, portait l'inscription :

A son empereur et héros
L'Allemagne secrète.

C'était l'hommage des premiers nazis au *Weltenkœnig*, au roi du monde, qui rêvait d'unir l'Europe sous son sceptre. Le nouveau *Weltenkœnig* en bottes molles voyait s'effondrer avec une rapidité déconcertante le premier glacié de sa forteresse.

L'autre idole est encore plus atteinte. La suite ininterrompue des défaites a glacé le sang du *duce*. Il a doublé les forces de police, ne se montre plus au peuple, le balcon du palais de Venise reste désert. Le parti murmure, l'opposition lève la tête.

Conscient du danger, Mussolini va rencontrer Hitler le 19 juillet à Feltre, en Vénétie, et lui demande des troupes. Hitler n'est pas en état de lui venir en aide. Le *duce* rentre à Rome les mains vides.

Les défaites dégonflent les dictateurs. Le Grand Conseil fasciste renie son maître.

Depuis longtemps, la cour, l'armée, l'opposition préparaient sa chute. Le roi le convoque, le somme de remettre le pouvoir au maréchal Badoglio. En sortant du Quirinal, le tribun demande :

— Où est ma voiture ?

— Des officiers l'entourent. L'un d'eux ouvre la porte d'une voiture d'ambulance et dit :

— Par ordre du roi, nous vous prenons sous notre protection.

Mussolini a un haut-le-corps et ricane :

— J'ai compris. Je sais comment on fait ces choses-là!

Les radios annoncent la « démission » du chef d'Etat. Le peuple exulte. Des cortèges se forment et poussent les cris: « Vive l'Italie! Vive le roi! Vive la paix! »

— Enlevez les drapeaux! criaient les femmes. Accrochez des draps blancs aux fenêtres. Nous voulons la paix!

Cependant Badoglio, muni de pleins pouvoirs, forme un gouvernement militaire et déclare:

— La guerre continue.

Il parlait guerre pour obtenir la paix, pour ménager Berlin jusqu'au jour où il pourrait s'entendre avec Londres et Washington.

Ces lenteurs irritaient les Alliés. Ils eurent recours à de lourds bombardements pour contraindre l'adversaire à demander l'armistice. Le peuple s'impatientait, voulait sortir de la guerre. Il considérait l'Axe comme une affaire personnelle du fascisme. Or la faction néfaste était tombée et l'alliance abusive subsistait, les bombardements continuaient.

Les négociations avançaient à petits pas. Vers la mi-août, Badoglio avait envoyé des plénipotentiaires à Madrid et à Lisbonne, leur recommandant le plus grand secret. Vaines précautions! Les Allemands ne possédaient-ils pas des ramifications partout?

L'armistice fut signé par le général Castellano le 3 septembre à Lisbonne, ratifié par le roi le 8 septembre.

Quarante-quatre jours s'étaient écoulés depuis la chute du fascisme. L'erreur mutuelle de Badoglio et des Alliés consistait à ne pas avoir profité de l'élément de surprise, à ne pas avoir su concorder le renversement du fascisme, l'armistice et la rupture avec

l'Allemagne. Alors que le maréchal négociait à Berlin afin d'obtenir le rapatriement des unités italiennes des Balkans et de France, Hitler avait jeté des renforts considérables dans la Péninsule.

Le surlendemain de la ratification de l'armistice, la *Wehrmacht* s'emparait de Rome, le roi et son gouvernement se retiraient en Calabre. Le 12 septembre, des parachutistes allemands délivraient Mussolini.

Le maréchal Badoglio avait assumé sa garde. Ne voulant pas le livrer aux Anglais de crainte d'en faire un martyr, il l'avait fait interner en Sardaigne. Alarmées par des mouvements de sous-marins allemands, les autorités italiennes transportèrent le *duce* dans un hôtel de montagne, le *Rifugio*, au Gran Sasso, rocher d'une altitude de 2900 mètres entre Terni et Pescara.

L'officier chargé de la surveillance du prisonnier avait l'ordre de l'abattre dans le cas d'une tentative d'évasion.

Mais un pâtre des Abruzzes ou plutôt de la Gestapo chuchota au *duce* qu'il serait délivré ! En effet, le 12 septembre, un avion se posa devant l'hôtel, des SS. mirent en position des mitrailleuses, tandis que d'autres pénétraient dans le palace et se dirigeaient sans hésiter vers l'emplacement du téléphone et de la radio.

Comme par hasard, un général italien se trouvait au milieu des assaillants. A sa vue, les carabiniers de la garnison baissèrent leurs armes.

Le lendemain, Mussolini était à Munich et remerciait avec effusion le *Fuhrer*. L'enlèvement avait été accompli avec beaucoup de bravoure, mais n'eût pas été mené à bonne fin sans des complicités parmi les gardiens du captif.

Mussolini sortait de l'aventure las, pâle, amer, le cou de taureau transformé en cou de dindon. Il ne

retrouva ni son énergie, ni son autorité. Mais tel un serpent coupé en deux, le fascisme releva la tête, cracha son venin.

Les excès de précautions diplomatiques et militaires, le temps perdu, l'épisode tragi-comique du Gran Sasso devaient avoir des suites graves. Cette succession d'erreurs permit aux Allemands de préparer la défense de l'Italie. Au lieu de la vallée du Pô, où Badoglio redoutait l'établissement d'une ligne de défense, la Péninsule entière deviendra un champ de bataille. Les Alliés, et bientôt l'Italie libre qui se rangera à leur côté, seront obligés de la reconquérir morceau par morceau.

Encore plus lourdes allaient être les conséquences politiques du temps perdu. Le débarquement en Sicile, la chute de Mussolini n'étaient-ils pas des éclatants succès pour les Alliés? L'heureuse issue de l'affaire d'Italie ne pouvait manquer d'inciter les satellites à imiter l'exemple italien, amener la désagrégation de l'Axe, l'isolement du Reich. Au contraire, les malheurs de la Péninsule entraveront les aspirations des esprits libres dans les pays vassaux, ranimeront le courage des nationaux-socialistes et de leurs créatures, établiront, à travers le continent, derrière la ligne de bataille, un front intérieur: le front des réactionnaires.

II

Quel sort attendait les pays qui évitèrent le joug totalitaire? Le pouvoir y échut tôt ou tard à des oligarchies d'occasion, installées sous l'enseigne de vieux militaires: en France, le maréchal Pétain; en Finlande, Mannerheim, ancien général de la garde impériale; en Hongrie, Horthy, autrefois aide de camp de

François-Joseph; en Roumanie, le général Antonesco.

Sauf en Finlande, les éléments qui soutenaient l'autorité de ces chefs étaient des mélanges bâtarde, réunis pour s'emparer de l'Etat : épaves de la bourgeoisie nationaliste, nobliaux, sous-bourgeois, rhéteurs qui avaient fait leurs humanités dans les cafés et dans les maisons publiques, transfuges du socialisme, enfin des militaires sortis des tranchées pour s'enliser dans les marécages de la politique.

Tandis que le drapeau rouge à croix gammée flotte au-dessus des champs de bataille et que la terre boit les flaquas de sang, dans les pays conquis ou soumis, le désaccord s'avive. D'un côté, on découvre tout ce qui est sain et fidèle, attaché à la dignité de l'homme, à la liberté de la conscience, ceux qui n'ont pas renoncé à penser et voudraient agir. De l'autre, les parvenus du pouvoir, à leur suite, la longue file des opportunistes, des médusés et des aplatis.

Stalingrad et l'invasion de la Péninsule galvanisaient partout les adversaires de l'Allemagne. Cependant les malheurs de l'Italie, la libération de Mussolini, la résurrection du fascisme coupèrent court aux velléités de guerre séparée. Les partisans de Hitler prenaient partout le dessus.

Au lieu de la débandade des alliances, grâce à une heureuse et rapide campagne d'Italie, les lenteurs de l'action diplomatique et militaire auront pour résultat de ranimer le courant réactionnaire. Un dernier dimanche éclôt pour les oligarchies d'occasion, dignes de mettre en exergue cette sentence dont Tacite a marqué une sombre période de son temps : *Omnia serviliter pro dominatione*, tout, servilement, pour la domination.

III

L'Italie se voyait transformée en champs de bataille, bataille suivie de la guerre civile. Tels les rats, les fascistes se mangeaient entre eux. Après un simulacre de jugement, ils fusillèrent à Vérone quinze des leurs qui avaient contribué à la chute du *duce*, parmi eux le vieux maréchal De Bono et le comte Ciano. Les massacres continuent. Le peuple vit entre deux gibets, la loi martiale de la *Wehrmacht* et celle de ses serviteurs. La jeunesse, menacée d'enrôlement forcé, forme des légions de partisans dans le maquis.

Les armées alliées s'affrontent dans l'Italie rocheuse. Dans ce pays de lumière et de silence, le vrombissement des moteurs remplace le chant de l'alouette. Des batteries camouflées de feuillages guettent sur les sommets. Les torrents coulent joyeux sous les ponts rompus. Des éboulements artificiels obstruent les routes. Sur les pentes, les maisonnettes ont beau se serrer autour du clocher: des bouquets de feu tombent du ciel. Les villages flambent, les clochers s'écroulent, de petits soldats expirent à l'ombre de puissants rochers. Les bombardiers planent au-dessus des pics et des torrents, s'élancent contre de vénérables cités où tant de générations allèrent pour se recueillir, pour chercher une heure de beauté, pour se sentir fiers d'être des hommes. Leurs descendants ne se sentaient pas fiers en apprenant l'attaque de l'une ou l'autre des aviations ennemies contre ces lieux honorés par tout être sensible. Les cœurs se serraient, les murs croulaient, un instant suffisait pour anéantir ce qu'avaient respecté les siècles.

A travers les hautes montagnes, les rapides rivières, les petits soldats progressent lentement. Ce sont des fils d'outre-mer, d'outre-Manche, de Pologne, des Français qui brûlent de montrer que la défaite n'a pas éteint leurs anciennes vertus militaires, des Italiens qui marchent à la reconquête de leur propre pays. Leurs regards vont au delà des précipices, au delà des chaînes bleues, vers la plaine où se dresse la Ville éternelle, premier but de la campagne, la feuille de laurier pour chacun, le coup qui ébranlera et confondra l'ennemi.

IV

« La douleur est comme cette tige de fer que les sculpteurs mettent au sein de leur glaise, elle soutient, c'est une force. » Balzac avait noté ces lignes. La France subjuguée en apportait le témoignage.

Elle endure, stoïque, la terreur policière, le souffle empesté de la dénonciation, le sinistre ululement de la sirène, l'angoisse de la mort dans un lit glacé, les misérables conditions matérielles, la bouche amère de la faim.

Le printemps, les brins d'herbe se défrisent. Le bon soleil regarde avec pitié les petits Français blancs comme des cierges. Ils rêvent en vain de ces grosses tranches de pain qui sentent la terre et le blé. Leur maigre pitance sera faite de carottes et de topinambours.

Dans ce pays aux joies taries, dans cette pauvre France qui vit de vent tels les loups de Villon, la révolte s'organise sous terre. Elle tend ses regards vers l'Afrique, porte la croix de Lorraine, méprise les reniements et attend son heure.

Depuis longtemps, l'occupant traquait les juifs, les communistes, les gaullistes. Et voici que la chasse à l'homme s'élargit: on traque la Jeune-France.

Mais le résultat sera différent de celui qu'escomptait Hitler! Cette jeunesse rêve de résistance, de combat. Le maquis sera l'école et la courageuse avant-garde de la libération française.

En face de la fidélité combattive, se dresse le parti de l'étranger.

A la nouvelle du siège de Paris, en 1870, Théophile Gautier avait quitté Genève et était rentré chez lui.

— Que venez-vous faire ici? lui demanda-t-on.

— On bat maman, j'accours.

En 1940, et les années suivantes, il y eut des Français pour serrer avec effusion la main qui battait leur mère. Les uns cherchaient dans le désastre de leur pays des avantages personnels. D'autres criaient à plein gosier: « Vive le plus fort! ». D'autres, encore, craignaient qu'une défaite allemande ne fût le signal d'un bouleversement social, sa victoire, par contre, préserverait leur héritage. Ils n'hésitaient pas à mettre leur héritage personnel au-dessus du grand héritage de la France.

Le passé militaire du chef d'Etat et ses cheveux blancs maintenaient encore son prestige. Pourtant son déclin s'accroissait. « Lucide seulement deux heures par jour et simple buste de parade », disait avec cynisme Laval.

Dans la ville d'eau promue en capitale, la flatterie portée à l'excès donnait le ton. La France, disait-on, écrivait-on, sauvée autrefois par une pucelle, le fut à présent par un vieillard: Philippe le Bien-aimé.

Dans la salle à manger de l'hôtel du Parc, une enceinte était réservée pour le maréchal et quelques tables pour ses collaborateurs et leurs invités.

Ce jour-là, l'un des hauts fonctionnaires avait une jeune femme à déjeuner. Elle remarqua la mine épanouie de l'octogénaire.

« En effet, répondit son hôte, il vient de découvrir ce matin l'un de ses titres qu'il ignorait: celui de co-prince de la république d'Andorre. »

L'intoxication quotidienne du haut-parleur et de la presse contaminait les esprits faibles. Sans ces lectures, l'esprit de faction, les amorces lancées par le national-socialisme, on ne saurait concevoir la scène dont fut le théâtre l'hôtel des Invalides, cet hôtel que Montesquieu appelait « le lieu le plus respectable de la terre ». Une prise d'armes y eut lieu pour la remise de décorations aux officiers français qui avaient combattu dans les rangs allemands en Russie. Les vieilles gloires rougissaient sous les voûtes.

Edouard Herriot eut un geste qu'approuvaient toutes les consciences françaises. Il avait protesté courageusement contre la suppression du bureau des Chambres. La lettre adressée à cette occasion par le président du Sénat Jeanneney et lui au maréchal Pétain constituait un vrai réquisitoire : les présidents lui reprochaient des détournements de pouvoir, la substitution d'un arbitraire sans limite aux garanties que les nations civilisées accordent aux accusés, le rétablissement des lettres de cachet. Après la prise d'armes aux Invalides, Herriot renvoya au général Brécard, grand-chancelier de la Légion d'honneur, la croix que Clemenceau lui avait remise en 1918.

Les hommes qui égrenaient les chapelets du reniement découvrirent un nouveau saint: Péguy. Inconscience, ignorance, ou besoin de purification? Toujours est-il qu'ils s'emparèrent de l'ombre de Péguy et s'en firent une sorte de fétiche.

Que pouvait avoir de commun l'homme de Chartres

avec ceux de Vichy? N'avait-il pas écrit autrefois : « Nous ne nous abusons pas quand nous croyons que tout un monde est intéressé dans la résistance de la France aux empiétements allemands. Et que tout un monde périrait avec nous. Et que ce serait le monde même de la liberté. »

Péguy vivant, quel parti pouvait-il prendre? Serait-il passé en Afrique pour tomber au milieu des sables du désert? Eût-il attendu, muet, l'aube de la révolte, agenouillé dans la pénombre d'une humble église de campagne? Eût-il parlé, marqué au fer chaud hésitants, timorés, traîtres, et fini dans le fossé d'un camp ou devant le peloton d'exécution?

Non, Péguy n'était pas fait pour servir de patron aux pratiquants de la soumission.

Jadis, à Rome, Tibère, chaque fois qu'il sortait du Sénat, s'écriait en grec :

« O hommes prêts à tout esclavage! »

Il n'y avait pas de Sénat à Vichy et bien peu d'hellénistes. Pourtant plus d'un homme au cœur à la bonne place eût voulu crier son indignation devant tant de servilité. Cette surenchère dans l'agenouillement rappelait la vieille chanson :

J'ai fait ma cour au Cardinal
J'ai vidé son grand urinal.

Au début de 1942, la France présentait un poignant spectacle.

L'étranger, qui y pénétrait, se voyait d'abord privé de ses journaux. Dans les trains, dans les trams, un public muet. Le silence est devenu le régime de la France.

Les villes résonnaient du bruit des socques à semelles de bois. Le matin, on rencontrait des mères portant dans leurs bras les enfants à l'école, faute de chaus-

sures. Les choux poussaient à l'emplacement des pelouses; la carotte et le rutabaga étaient devenus les reines des jardins, nourriture quotidienne de la population.

« La cuisine française, disait Anatole France, est la meilleure du monde, et cette gloire éclatera, par-dessus toutes les autres, le jour où l'humanité plus sage placera la broche au-dessus de l'épée. » En dépit des prévisions du philosophe, l'épée brisa la broche. Où étaient la bonne chère, le bon vin, la conversation allègre? Le manger devenait une douloureuse servitude, un souci de chaque heure, une hantise. Dans ce pays affamé, on s'adonnait au lyrisme alimentaire. Dans les villes, il n'y avait guère que l'occupant, ses valets et les mercantis qui mangeaient à leur faim.

Tout est rationné, sauf le sel des larmes. La nuit, les femmes parlent aux absents, aux morts, aux prisonniers, aux disparus, s'endorment avec leurs morts, comme leur mère s'était endormie vingt-six ans auparavant.

Au milieu de tant de souffrance, tant de misère, on vit surgir des fortunes monstrueuses. Les ensembliers croient revoir la période d'agiotage d'après 1919: des dames en toilettes tapageuses, des hommes à grosses mains jettent de gros billets sur leur bureau, commandent de somptueuses installations, toujours en clair, évidemment pour faire oublier les origines ténébreuses de leur récente richesse.

A Paris, des tanks noirs paraissent pour impressionner la population. Des pas lourds, scandés par le son des fifres, battaient le pavé. Les officiers regardaient les passantes. Elles détournaient le regard.

« Ces Françaises, disaient-ils, des femmes dont on ne voit pas les yeux! »

L'apparition de Goering amusait les Parisiens. Dans sa grosse voiture, avec sa figure ronde et glabre, les énormes revers écarlates de son manteau, on l'eût pris pour un cardinal. Il faisait une entrée solennelle dans le restaurant de son choix et plaçait le bâton de maréchal orné de pierres précieuses près de son couvert.

Le trempera-t-il dans la sauce? se demandaient les dîneurs.

La comédie côtoyait le drame. La Gestapo recevait deux mille dénonciations par jour. A l'hôtel Continental siégeait le conseil de guerre pour «Gros-Paris», vrai temple de Moloch: sur le fond d'un drapeau couleur de sang, un portrait de Hitler plus grand que nature regardait les condamnés que l'on menait fusiller au Mont-Valérien.

La suite sans fin des jours se déroule en silence. Le Français s'installe dans le malheur. Mais les épreuves purifient les âmes qui ne sont pas tout à fait médiocres. Elles brûlent de leur flamme intérieure.

Le printemps précoce de 1943 faisait lever la tête jaune des crocus qui semblaient regarder le monde avec l'insouciance de passereaux curieux. Dans les villes de France, des cartes postales individuelles convoquaient les jeunes gens à la mairie, où deux officiers allemands, assistés de fonctionnaires français, les expédiaient à Berlin, à Munich, à Cracovie, à Kiev. Ainsi procédaient autrefois les Arabes marchands d'esclaves dans les villages nègres. Il est vrai que les Français ne furent pas mis à la chaîne, pourtant eux aussi étaient fusillés au premier geste d'insubordination.

L'espoir et l'épée de la France étaient en Afrique. Dès l'arrivée du général de Gaulle à Alger, en mars

1943, lui et Giraud avaient été élus co-présidents du Comité de libération. Quelques mois après, de Gaulle se trouvait seul président du comité : l'avenir avait éliminé le passé.

Le Comité crée en septembre une Assemblée consultative. Tous ceux qui ont participé de près ou de loin à la « révolution nationale » en sont exclus. Vingt sénateurs et députés purs, douze représentants des Conseils généraux, cinquante-deux délégués des organisations de la Résistance forment le Parlement improvisé. Un souffle jacobin l'anime. Il n'admet aucun accommodement avec les choses et les hommes de Vichy.

Des membres de l'Assemblée, les uns mangent depuis trois ans le pain amer de l'exil. D'autres, arrivés de France au risque de leur vie, apportent les récits des persécutions, des exécutions, du valetage, des félonies. De là un état d'exaspération de la « résistance authentique » qui répudie les compromissions, les conversions tardives, le retour au régime de 1939.

Le général de Gaulle, en dépit de la disproportion des forces et des ressources, témoigne d'une fermeté opiniâtre à l'égard des Alliés lorsqu'il s'agit de la souveraineté du pays. Cette attitude, après trois ans d'humiliation, plaît aux Français. Tout contribue à la popularité du général : sa haute taille, son air de décision, l'usage de s'exprimer dans des termes simples et directs, enfin ce rayonnement propre aux vrais conducteurs d'hommes.

« Il ne suffit pas au chef de lier l'exécutant par une obéissance impersonnelle — avait-il écrit en 1932 dans *Le fil de l'épée*. C'est dans leurs âmes qu'il lui faut imprimer sa marque vivante. »

Il imprima la sienne. Le proscriit, condamné à mort

à Byzance sur l'Allier, apparaît comme le chef incontesté du mouvement de libération.

Il rencontre cependant des réserves de la part des Etats-Unis et de l'Angleterre, ne reconnaissant le Comité de libération qu'en qualité de gouvernement de fait des territoires d'outre-mer qui ont accepté son autorité.

V

Vous souvenez-vous de la radio de M. Goebbels alors que l'aviation de son compère Goering — *und was für welche !* — écrasait Varsovie, Rotterdam, Londres, Belgrade ? Tandis que sous un ciel fulgurant, les villes brûlaient, les maisons s'effondraient, écrasant hommes, femmes, enfants, les haut-parleurs allemands retentissaient d'une joie sauvage.

Et Hitler menaçait d'effacer les villes anglaises de la carte. « Ausradiieren ! » hurlait-il devant les chemises brunes.

Ses auditeurs ne se doutaient pas que les raids massifs de mille appareils, annoncés par le *Führer*, allaient devenir deux ans après des épisodes courants de la bataille aérienne, mais que leur théâtre serait le ciel germanique et que les effaceurs de villes et de vies deviendraient les effacés.

En Angleterre, aux Etats-Unis, la science, l'industrie, la main-d'œuvre s'employèrent avec une énergie inlassable à rattraper le temps perdu.

A mesure que la disproportion entre la production industrielle du Reich et celle des Alliés s'accroissait, le nombre et la puissance des attaques aériennes augmentaient. La destruction méthodique des centres industriels se poursuivait à un rythme accéléré. Essen,

forgeron du Reich, était particulièrement visé. Les usines d'aviation, de sous-marins, de pétrole synthétique recevaient régulièrement la visite de la R.A.F. ou des forteresses volantes américaines.

« Donnez-moi trois ans, l'aviation nécessaire, et la *Metropolitan Police* vous suffira pour prendre Berlin. » Voilà les propos que l'on prêtait en 1942 au maréchal de l'air Harris.

Les grandes attaques sur la capitale débutèrent au cours de l'été 1943. Les explosions, les incendies semblaient atteindre le ciel empourpré, et à l'aube, des colonnes de fumée voilaient le soleil. Des grêlons de verre couvraient la chaussée, hachée par les entonniers des bombes et les amas de décombres. Sur cette ville construite en brique, les effets des bombardements furent terrifiants : des grands immeubles, il ne restait qu'un tas de briques cassées, entouré d'un désert de poussière rouge. Sur des pans de murs roussis, des papiers peints arrachés claquaient au vent. Derrière les façades éventrées, des escaliers pendaient dans le vide. Des poutres brûlées se dressaient comme pour implorer le ciel. La pression de l'air précipitait de lourdes portes au-dessus de hautes grilles en fer. Les eaux noires de la Spree reflétaient des gerbes de flammes. Des nuages couleur de feu, une pluie de cendres tombe sur ce sabbat. Comme dans les anciens tableaux représentant l'incendie de Sodome et de Gomorrhe, des femmes, des vieillards se retournent vers le brasier, les yeux dilatés de terreur.

Le voyageur qui traversait Berlin marchait des heures sur une large piste bordée de ruines. Des églises, des palais, d'innombrables maisons de rapport, il ne restait rien que des murs noircis ou des vides béants derrière le trompe-l'œil des façades.

Dans les parcs, des arbres découronnés ou fendus en deux émergent du gazon envahi par les herbes folles.

A l'emplacement du jardin zoologique, il ne restait qu'une rangée de crocodiles carbonisés.

Les crocodiles du parti ne subirent pas ce triste sort. D'ailleurs, sauveteurs et pompiers étaient tenus à les secourir en premier lieu. En outre, le décret ordonnant aux habitants de recevoir les sinistrés exemptait les « dignitaires » nazis. Au milieu du malheur public, leurs maisons restaient closes, leurs abondantes provisions à l'abri de la convoitise des faméliques.

Les escadres aériennes revenaient périodiquement, laissant derrière elles d'autres quartiers rasés ou gravement endommagés.

L'Allemagne entière avait le goût des cendres dans la bouche : quarante-trois villes subirent le sort de la métropole, des millions d'êtres erraient sans asile. Le responsable du cataclysme craignait-il de buter contre les décombres, de croiser dans les yeux la froide lueur de la haine que ses tueurs, pour le moment, réprimaient encore ? Le 30 janvier, de son quartier-général, loin du danger, il donna libre cours à ses rancœurs, promit une éclatante vengeance sur l'Angleterre.

On arrêta des prêtres qui eurent le courage de proclamer du haut de la chaire :

« Les bombardements sont le châtimement des maux que le peuple allemand a commis contre d'autres peuples. »

Au milieu de ces destructions et de cette détresse, Hitler se tenait à l'écart, gardait le silence.

Aux heures tragiques de sa patrie, Churchill se dressait sur la brèche pour faire entendre des paroles d'encouragement et de réconfort. Le chef du III^{me}

Reich n'avait jamais pensé à mesurer l'étendue de sa responsabilité, et personne n'eut le courage de la lui rappeler.

Se doutait-il que le monstre national-socialiste avait beau lancer du feu, l'aviation, arme arbitrale, lui avait cassé la colonne vertébrale ?

VI

Tandis qu'au delà du Rhin les legs silencieux des vieux âges s'effondraient, que les murs calcinés devenaient les décors usuels du paysage, l'Angleterre soutenait la lutte avec une froide résolution, relevait ses ruines et revisait les fondements de l'antique demeure.

La contrainte régnait dans le Reich ; la discipline, le sacrifice librement acceptés demeuraient le régime de la Grande-Bretagne. Ici, pas de grosse caisse pour la propagande, ni de pistolet braqué à la nuque du non-conformiste, mais l'unanimité civique, sursaut belliqueux, ardeur générale de servir, les besoins réduits, l'effort de tous tourné vers la même fin. L'âme britannique s'élargit en profondeur et en surface. Les dominions, les colonies s'associent entièrement à la mère-patrie. Depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'isolationisme s'était éclipsé ; l'agression japonaise avait montré son inanité. L'Américain entrait avec une joyeuse énergie dans ce match entre l'équipe de la liberté et celle de la servitude. Les écarts entre les divers rameaux anglo-saxons s'effaçaient. Une solidarité parfaite unissait gouvernements et citoyens attachés au même but commun.

« Tout ce qui est anglais a une façon à la fois si vigoureuse et si tranquille de l'être », notait dans son *Journal* un esprit profond, Charles du Bos.

Impassibles dans l'adversité, fermes dans la résolution, ils n'ignorent pas les peines, les sacrifices, les efforts qui les attendent. Mais leur histoire n'est-elle pas remplie d'exemples d'endurance, ne sont-ils pas le peuple de la dernière bataille ? Leur confiance inébranlable n'est pas accompagnée de fanfaronnades et de fanfares : quelques accords de la Cinquième symphonie de Beethoven en sont l'expression sonore, la lettre V l'emblème. Et même les enfants font ce signe de leurs petits doigts tendus.

Vingt-deux millions d'hommes et de femmes, sur quarante-sept, sont engagés au service du pays. Ils sont entre eux, Anglais de tous âges, de tous les milieux, rapprochés par le contact quotidien. Les classes se mêlent, sans contrainte, sans heurts. La guerre dissipe les derniers vestiges du *cant*, de la morgue britannique. Le rationnement égalise le niveau de la vie. Au champ, à l'usine, l'homme à héritage fraye familièrement avec son prochain qui vit de son travail. L'Angleterre n'est-elle pas le pays le plus démocratique de l'Europe ? Tous les enfants y boivent à l'école deux verres de lait par jour.

Conformément à leurs traditions, les Britanniques ne bousculent pas le passé. Ils s'engagent dans la voie des réformes au milieu d'un débat courtois et loyal. Londres n'est-elle pas la capitale qui a le plus d'espace libre ? C'est là peut-être un symbole.

La Chambre des Communes est saisie, en décembre 1942, d'un projet aussi vaste que hardi : assurer tout citoyen britannique, ainsi que les étrangers résidant en Angleterre, de la naissance jusqu'à la mort, contre le chômage, la maladie, l'indigence, leur fournir un minimum d'existence, garantissant la subsistance et l'éducation de leur famille, le repos de leurs vieux jours.

C'était là le projet de sir William Beveridge, directeur de la London School of Economics, et, par la suite, recteur de l'University College à Oxford. Il ne visait pas moins que l'abolition de la misère. Dans son plan de sécurité sociale, l'éminent économiste écossais ne comprend pas seulement les salariés, mais encore ceux qui exercent des professions indépendantes, enfin un groupe négligé jusque-là par la législation, la femme qui passe sa vie entre le berceau et le ménage, pour finir souvent dans la solitude et une misère muette.

Sir William est un saint moderne : de même que les roses de sainte Elisabeth se transformèrent en nourriture pour les pauvres, ses gros cahiers se changeront en pain quotidien. Il faudra le représenter crayon en main, gravant sur ses tablettes le chiffre de sept cents millions de livres. Cette somme devra être versée par la cotisation des assurés, la contribution des employeurs, les subventions de l'Etat.

« Ces propositions, écrit-il dans la préface de son rapport, représentent la conviction que le but de tout gouvernement, en temps de paix comme en temps de guerre, n'est pas la glorification de souverains ou de races, mais le bonheur du peuple (*common man*). »

Paroles simples et claires, qui touchent les fibres intimes de la nation. Un grand pas vers la paix sociale par l'élimination de la misère ! Du jour au lendemain, Beveridge devint l'homme le plus populaire du monde anglo-saxon. Personne ne nie l'ampleur et l'utilité de son projet. Des esprits prudents voudraient évidemment attendre la fin de la guerre. D'autres reprochent au nouveau système de diminuer l'effort individuel, d'augmenter la puissance de l'Etat. L'opinion accueille avec enthousiasme les idées de

Beveridge. Accepté en principe, le projet attend l'heure de la mise en action.

L'accroissement de l'étatisme constitue également le grief opposé au projet de réforme de l'instruction publique présenté aux Communes par le ministre de l'Education, M. R. A. Butler. « L'école à la portée de tous » est sa devise. Il tend à unifier l'instruction, à étendre sa limite d'âge à la seizième année, suivie d'une scolarité partielle comportant un service social obligatoire et l'entraînement militaire. Les écoles secondaires seront gratuites. Les autorités locales garderont leur influence sur les écoles de leurs districts. Le nouveau code concentre de nouvelles responsabilités, de nouveaux pouvoirs dans les mains de l'Etat, menace les vieilles traditions d'autonomie de ces grandes écoles indépendantes vivant depuis des siècles leur vie propre. Mais comment douter de l'avenir du nouveau statut que son auteur résume en ces termes : « L'éducation de l'avenir devra être un processus d'élargissement graduel des horizons, de la famille à la communauté locale, de la communauté à la nation, de la nation au monde. »

La réforme sociale, la réforme de l'instruction tendent au même but final : rendre la nation apte à prendre sa part à la reconstruction du monde, au rétablissement des échanges internationaux, à l'abolition des barrières qui engendrent les troubles économiques et empêchent l'élévation du niveau d'existence.

L'Anglais s'adapte aux temps nouveaux. S'il ne s'y était jamais refusé, il y mettait toutefois d'habitude une prudente lenteur. Ces mœurs changèrent sous la pression d'un redoutable stimulant : la guerre. Ses effets se manifestent dans tous les domaines.

La diplomatie britannique se trouve devant une

tâche ardue. Elle doit remonter la pente après une suite de revers militaires, ouvrir la fenêtre à la vérité en face d'un adversaire dépourvu du moindre scrupule, nanti de crédits presque sans limites, disposant partout de salariés, de serviteurs du succès, de fanatiques des doctrines hitlériennes. La carrière a cessé d'être une occupation mondaine et exige des aptitudes variées, le sens de l'époque. Aussi M. Eden propose la réforme de la représentation extérieure : fusion des services diplomatiques et consulaires, ouverture de la carrière à des hommes nouveaux issus de toutes les classes, auxquels le gouvernement aura soin d'assurer un stage d'études à l'étranger. De cette manière, les honorables vieillards penchés sur les annuaires mondains pourront être abandonnés à leur repos mérité à l'ombre des photographies d'altesses et remplacés par de jeunes énergies telles que l'exige un temps de fer.

Bien plus ardue que l'action diplomatique en face de l'ennemi apparaissait la diplomatie entre Alliés.

Chaque guerre de coalition cache un front intérieur sur lequel se heurtent les intérêts opposés. Il n'en fut pas autrement dans la Guerre II. Les origines, la langue, les idées générales identiques des deux puissances anglo-saxonnes rendaient l'accord aisé. Le danger mortel de l'hitlérisme constituait le seul lien entre elles et l'U.R.S.S. Le mariage de raison sous le canon ennemi n'avait pas dissipé la méfiance réciproque. La subtile diplomatie moscovite s'était réservé une contre-assurance : sa neutralité à l'égard du Japon.

Cette mesure de sécurité travaillait l'imagination de Hitler et de ses intimes. Ces amateurs de coups de théâtre voyaient déjà une nouvelle surprise-party : la coalition germano-russo-japonaise.

Si elle n'eut à aucun moment la chance d'être prise en considération, on le dut à l'Orphée des Nations unies.

Certes, il n'était pas svelte tel le fils de Calliope. Pourtant, ses accents de loyauté, de bon sens et de bonne humeur réussirent constamment à apaiser les esprits de la dissension, à réduire l'intervalle moral entre Londres, New-York et Moscou.

Churchill fut l'initiateur du contact personnel entre les chefs de la grande alliance. Les distances lui importaient peu. Il les franchissait d'une ardeur juvénile.

Dès le 14 août 1941, il avait rejoint, à bord d'un cuirassé, le président Roosevelt. Le fruit de cette rencontre fut la déclaration de principe en huit points, surnommée « La charte de l'Atlantique » : aucune modification territoriale qui ne soit conforme aux désirs librement exprimés des populations ; respect du droit de tous les peuples de choisir leur forme de gouvernement ; accès à tous, vainqueurs ou vaincus, aux matières premières indispensables ; amélioration des conditions du travail et sécurité sociale ; l'espérance que tous les peuples arriveraient un jour à renoncer à l'usage de la violence, libération de l'homme du besoin et de la crainte.

L'ardente idée de justice avait réuni les deux hommes au milieu de l'Atlantique. Six conférences suivirent. La plus importante, à Casablanca, fut consacrée aux plans de l'investissement du continent subjugué.

L'U.R.S.S. n'avait pas pris part à ces conciliabules. En mai 1942, M. Molotov s'était rendu à Londres et à Washington afin de conclure une alliance contre l'Allemagne et ses associés européens. Le pacte d'assistance mutuelle, valable vingt ans, comportait l'enga-

gement de collaborer après la guerre à la reconstruction de l'Europe, conformément aux principes de la Charte de l'Atlantique.

Le traité n'avait pas dissipé la défiance éveillée à Moscou par la dissemblance des régimes et par vingt-cinq ans d'isolement. Churchill, conscient de cet état d'esprit et désireux de remplacer les relations exclusivement diplomatiques et militaires par des rapports plus confiants, proposa une conférence à trois et parvint à obtenir l'adhésion de Staline.

Le 6 décembre 1943, les deux Anglo-Saxons et le maréchal Staline se rencontraient à Téhéran.

Les voici face à face, trois hommes remarquables, mais de formation différente. Leurs traits communs sont les grandes luttes, les grands succès qu'ils ont derrière eux, la vaste expérience, enfin le but qui les stimule : libérer l'Europe de l'hitlérisme.

Les plus vigilantes précautions entourent leur réunion. Ne s'agit-il pas de coordonner l'action militaire, de fixer les plans, les horaires, d'unir les efforts pour le siège du continent ? Des décisions de la plus haute importance sont prises. Aucun profane ne les connaît. L'avenir révélera leur ampleur et leur précision.

Un grand dessein rapproche les trois partenaires et met la sourdine à ce qui les sépare. Les Anglo-Saxons représentent des civilisations fondées sur l'héritage et la morale individualiste, leur associé, le régime bolchévik transformé en nationalisme russe à base collectiviste. Staline a fixé les buts : recouvrer les anciennes terres russes, attirer dans l'orbite de l'Union soviétique les Etats frontaliers. L'organisation révolutionnaire du Komintern est dissoute. Elle a fait son temps. La puissance renaissante de la Russie, le prestige de son chef permettent d'autres méthodes. Dans tout l'univers, la classe ouvrière, les partis

avancés considèrent d'un œil favorable les desseins d'expansion des Soviets et acclament leurs succès militaires. Par la suppression du Komintern, cette fédération a largement ouvert ses portes aux voisins. Mais la justice de Moscou reste russe et communiste.

La Grande-Bretagne a des engagements envers la Pologne, intérêt à maintenir la Finlande, à garder une part d'influence dans les Balkans, sur le Danube, enfin à ne pas laisser périliter l'équilibre du continent en abandonnant à la Russie la réorganisation exclusive de l'Allemagne vaincue.

La Russie a besoin des Anglo-Saxons pour la conduite de la guerre, son ravitaillement en matériel et son alimentation. Staline, soucieux de relever son pays des terribles destructions, aura besoin du concours des Etats-Unis, qui ne sauraient se passer de sa bienveillante neutralité pour venir à bout du Japon.

Raisons de solidarité, causes de différends s'entremêlent. Si les premières l'emportent en dépit des frictions et des intrigues, une large part en revient aux relations personnelles des chefs, commencées par le Premier anglais, inlassable à éclairer et à rassurer. Le colérique Ribbentrop devient encore plus jaune après chaque étape diplomatique des Alliés. Ses agents ont beau répandre sous le manteau les rumeurs de prétendus sondages de paix séparée entrepris tantôt par l'Angleterre, tantôt par la Russie. Ces intrigues cousues de fil blanc ne servent qu'à ranimer la lassitude allemande sans entamer la concorde des trois géants.

En Angleterre, aux Etats-Unis, l'effort de guerre n'a pas arrêté la vie nationale. Outre-Manche comme outre-Atlantique, elle s'ouvre à de nouvelles idées, prépare le relèvement des ruines, le régime social et politique de demain. La Russie d'Europe est saccagée,

toutefois la Russie d'Asie reste son réduit national; une immense confiance anime l'une et l'autre et stimule l'action de leurs armées.

L'Allemagne s'épuise dans un effort apoplectique. Elle ressent l'usure de ses moyens à l'heure où ses adversaires parviennent à la pleine possession des leurs. La jactance remplit les jours des maîtres du national-socialisme, l'angoisse trouble leurs nuits.

d'h
tuc
par
leur
I
Pac
jau
lég
con
I
tres
exa
le c
de
—
Tai

CHAPITRE VII

LES JARDINS DE NÉRON

Il n'y a pas plus de clémence en lui
qu'il n'y a de lait dans un tigre mâle.

Shakespeare, « Coriolan ».

I

L'hiver de 1944 fut le plus terrible de mémoire d'homme. Le ciel eut pourtant des élans de mansuétude et permit parfois au soleil de faire sa visite de pauvre aux hommes affligés. Mais leurs maîtres ne leur accordaient aucun répit dans la souffrance.

Les armées d'Italie avançaient vers Rome. Dans le Pacifique, les chapelets d'îles glissaient des mains jaunes serrées convulsivement dans la mort. Les légions des conquérants reculaient. Les glaces russes continuaient à fêler la fortune du *Fuhrer*.

Derrière les millions qui luttent sur le front, d'autres millions surgissent à l'arrière. Hommes et femmes exaspérés par l'oppression, la misère, les déportations, le dégoût des traîtres, et qui ont fait bon marché de leur vie.

— Quel roman désespérant! dit un jour Bourget à Taine au sujet de *Madame Bovary*.

Et Taine:

— Non, c'est un roman optimiste: on n'y tue personne dans la rue.

Finis, les romans optimistes, car on tue dans la rue. On attaque des convois allemands, fait dérailler les trains, abat des collaborateurs. Les occupants exécutent des otages, massacrent les assaillants ou de paisibles promeneurs. Souvent les cadavres restent exposés pendant vingt-quatre heures. Au lieu de semer l'épouvante, ces scènes lugubres soulèvent de nouvelles vagues de vengeurs.

« La Terreur, écrivait autrefois Engels à Karl Marx, c'est la domination des gens qui sont eux-mêmes terrifiés; la Terreur, ce sont, le plus souvent, des atrocités inutiles, commises, pour se rassurer, par des gens qui tremblent de peur... »

Certes, l'occupant ne tremblait pas de peur. L'angoisse était dans son subconscient.

Comme dans la Guerre I, sa supériorité n'avait pas persisté jusqu'au bout. La disproportion entre les fronts qu'il tient et les troupes dont il dispose s'accroît. Des divisions sont prélevées en Hollande, en Belgique, en France pour s'opposer à la poussée russe. Du côté de l'Atlantique, la garnison de la « forteresse Europe » s'affaiblit.

Dans les villages, sans se soucier du péril, on se réunissait le soir à l'auberge pour écouter les émissions de Londres ou de la Suisse. Personne n'y manquait, pas même le gendarme. Les visages rayonnaient après chaque revers de l'ennemi et la nouvelle allait de bouche en bouche.

L'occupant ne rayonnait pas. Son malaise augmentait de jour en jour au milieu de ces populations insondables et houleuses.

La confiscation des postes récepteurs de radio

s'avéra un remède illusoire. L'organisation secrète de la Résistance disposait de tous les moyens d'information.

L'esprit soulève les bras. Les écrivains stimulent et guident le réveil français. La lumière surgit des ténèbres, sous forme de petits in-douze blancs, *Les éditions de minuit*. Chaque volume porte l'inscription: « Achevé d'imprimer sous l'oppression, à Paris. » Quatre amis courageux, Pierre de Lescure, Debû-Bridel, Jean Paulhan et Vercors, sous le nez de la Gestapo, à l'ombre de la potence, publient ces livres qui vont de main en main, remontant les cœurs. Tous les âges, toutes les nuances du talent se retrouvent sous les pseudonymes de leurs auteurs : Mauriac, qui signe Forez ; Jean Cassou, Jean Noir ; Debû-Bridel, Argonne. Maritain, d'outre-mer, donne sous son nom *A travers le désastre*. Aragon a beau se camoufler en François Colère : sa puissance d'expression le révèle dès la première ligne. Il nous conduit au *Musée Grévin* et fustige les traîtres en cire avec une fière indignation qui atteint celle d'Agrippa d'Aubigné ou du Hugo des *Misérables*.

Voici un autre poète échappé de la geôle de Lodève: *Trente-trois sonnets composés au secret*, par Jean Noir, Jean Cassou. Ecoutez-le :

Les poètes, un jour, reviendront sur la terre...

Et ils reconnaîtront, sous des masques de folles,
A travers Carnaval dansant la farandole
Leurs plus beaux vers enfin délivrés du sanglot
Qui les fit naître. Alors, satisfaits, dans le soir,
Ils s'en retourneront en bénissant la gloire,
L'amour perpétuel, le vent, le sang, les flots.

L'heure des retours n'a pas encore sonné. Le combat continue. Ses animateurs trouvent un gîte

au palais du Louvre. Ses voûtes sacrées par le génie et le souvenir abritent le Comité national des écrivains français. Le fondateur de son organe clandestin, *Lettres françaises*, Jacques Decour, est fusillé. Claude Morgan prend sa succession. Que de dévouements pour assurer aux écrivains patriotes un moyen d'expression ! Polycopistes, ouvriers typos, imprimeurs, distributeurs rivalisent de zèle et d'insouciance du danger.

Après l'état-major de l'esprit, voici les bataillons, la presse clandestine. Elle pousse partout, audacieuse, agile, se transporte de cave en cave, de ville en ville, se glisse entre les tentacules de la Gestapo et de ses auxiliaires vichyssois. Les arrestations, les exécutions n'arrêtent pas le mouvement. Les vides sont comblés, les presses tournent sans relâche.

Les petites lettres en plomb conseillent, raniment le Français, l'arrachent aux brouillards artificiels répandus de Berlin et de Vichy, lui ouvrent la vision du monde réel. Ces petits plombs ne firent pas moins de mal aux occupants que les armes parachutées par les Anglais. Les petits plombs créent l'état d'âme qui incite à s'en servir.

Livres, journaux, tracts contribuent à intégrer les masses dans le mouvement insurrectionnel, à les préparer pour la lutte armée qui doit rétablir l'ancien honneur et l'ancien bonheur.

Aragon donne le ton :

N'attends pas ma terre envahie
Nous nous lèverons de ce sol
N'attends pas les fils ont choisi
La liberté cette rebelle
Pour que les noces soient plus belles
Je n'ai pas donné mon fusil.

Nuitamment, les maîtres de l'Allemagne semblent entendre un grondement sourd, lointain, la poussée d'océan des forces unies de l'humanité libre. Leurs succès sur les champs de bataille, en Afrique, en Russie, ranimaient la confiance des assujettis. Partout des fronts intérieurs se dressent. La France, que Hitler croyait hors de combat, bouillonne d'une ardeur guerrière.

Faute de victoires au dehors, il entreprend au dedans d'affermir son autorité par la hache. La terreur est une arme à deux tranchants. A chaque acte de cruauté, un acte de courage répond.

Dans l'armée d'occupation, tous les types d'Allemands sont représentés, des meilleurs aux pires. Il y en a qui avancent en France à la manière d'un Romain parmi les Hellènes, qui aimeraient pénétrer ce peuple pour lequel ils ressentent une admiration innée et voudraient être compris, estimés par lui. Un écrivain, dont le pseudonyme de Vercors cache le dessinateur Jean Bruller, a dressé d'une main de maître, avec cette émotion concentrée qui rappelle les plus belles traditions des lettres françaises, la figure d'un de ces officiers allemands logé dans une demeure française. Chaque soir, cet homme d'une parfaite distinction et discrétion va saluer son hôte et sa gracieuse nièce, mais se heurte à une courtoisie glaciale et muette. Sans se décourager, il répète pendant des mois ce geste douloureux. Un congé le mêle à ses camarades de Paris. Ceux-là ne cherchent pas la compréhension, la réconciliation : la France, pour eux, n'est qu'une proie. L'officier, bouleversé, demande son transfert en Russie. Sans doute qu'il n'en reviendra pas.

C'est *Le silence de la mer*, drame intime de plus d'un Allemand d'élite en terre française.

Pourtant, il y a l'autre extrême.

Personne ne sait d'où vient le terme « Boche », surgi sur le champ de bataille lors de la Guerre I. Maurice Barrès en a tenté la définition dans ses *Cahiers* : « Celui qui n'a pas pu supporter la fortune et le génie allemands. Le parvenu, le primaire de chez eux. Il fait aimer le nôtre, qui est insupportable de bêtise et de vanité, mais non antihumain. »

Le voici casqué, la tête de mort sur la manche, debout dans la tourelle ouverte de son char. Il a reçu des ordres : Soyez dur, impitoyable. Sa doctrine, ses nerfs l'y poussent. Quatre ans de tuerie ! Et la surprise de voir s'insurger les peuples dont il se croyait maître ! La fatigue, la déception se muent en rage. Les sévices, jusque-là exercés par les bas policiers et par les garde-chiourmes des camps, se manifesteront en plein jour.

Cette veine de cruauté, qui désolera la dernière phase de la guerre, l'un des leurs, Ernest Junger, l'a devinée avec l'intuition du poète. Dans une page des *Falaises de marbre*, écrite en 1939, il a brossé le tableau de la maison cachée au milieu des bois où le chef de la forêt fait torturer ses victimes. Vision infernale qui donne la chair de poule telles les diableries du vieux Jérôme Bosch. Des crânes jaunis, l'orbite des yeux remplie de mousse, couronnent la grille. Un hangar ouvert contient les instruments du bourreau et le banc de torture. A l'entrée, des piques portent les têtes des derniers suppliciés : un fier seigneur, les cheveux blanchis par des tourments innommables ; à côté de lui, un subtil homme d'Etat, au masque calme, sauvé par le poison de l'épouvante qui l'attendait.

Et l'auteur ajoute : « Voilà les caves, au-dessus desquelles s'élèvent les fiers châteaux de la tyrannie,

parfumés par les senteurs de leurs fêtes ; des antres puants, horribles, dans lesquels une engeance maudite en toute éternité s'adonne à l'atroce divertissement de déshonorer la dignité et la liberté de l'homme. Alors les muses se taisent, et la vérité commence à flamboyer comme une torche dans la tempête. »

Au milieu de ces flammes, une armée aux effectifs insuffisants s'acharnait à tenir l'ensemble du territoire. Son chef suprême refusait de reconnaître aux Français de la Résistance la qualité de combattants et ordonnait leur exécution. Celui qui imposait ces méthodes abominables oubliait le rôle héroïque des partisans soulevés contre Napoléon, glorifiés par les poètes germaniques.

Or, ce « maquis » que Berlin et Vichy qualifiaient de « ramassis de terroristes », s'était transformé en une organisation puissante, dirigée par le Conseil national de la Résistance. Le peuple ravitaillait, cachait, aidait les maquisards. Le *Fuhrer* prescrivait de les passer par les armes et de sévir contre ceux qui les soutenaient.

Les coups de main, les destructions entrepris par les partisans se multipliaient. Mais les représailles ne se bornaient plus aux combattants, aux conspirateurs, aux otages. Des contrées entières étaient rendues responsables des attaques ou des sabotages. Dans les villages, on exécutait d'abord les hommes, après quoi on incendiait les fermes, au risque de brûler vifs vieillards, femmes, enfants. Enfin, on emmenait le bétail. Les corbeaux tombaient sur le charnier.

II

A Vichy, Pétain règne, Laval gouverne.

« La France, déclare-t-il, défend l'Europe aux côtés du Reich. »

Il met beaucoup de zèle à accomplir cette tâche, à pomper la population mâle de la France. Le but est double : fournir des bras à l'Allemagne, en priver la Résistance.

L'Allemagne lève des ouvriers dans tous les pays occupés. En Belgique, le roi est sorti de sa réserve pour protester contre le travail obligatoire imposé à ses sujets. En France, les mesures de contrainte sont confirmées par des décrets du gouvernement et appliquées par son administration, les sanctions exercées par ses forces policières.

A Vichy, un vieillard au jugement en déclin, prisonnier au milieu d'un décor balnéaire, sert d'enseigne aux serviteurs de l'étranger. La platitude, l'intrigue, la délation règnent au bord de l'Allier. Des postes d'écoute sont installés derrière les radiateurs ou entre les doubles portes des chambres communicantes. Des confidentiels enregistrent chaque parole. Les mangeurs d'Anglais se raréfient; les tigresses Louison perdent dents et griffes. L'ire des Vichysois se tourne entièrement contre le gouvernement d'Alger.

On distingue trois phases du sentiment populaire à l'égard du maréchal : reconnaissance au moment de l'armistice, que l'on croyait bientôt suivi de la paix ; respectueuse commisération, lorsque le viol de la convention d'armistice livra le pays tout entier à l'occupation ; blâme et raillerie lorsqu'il s'accommoda

des menottes dorées sous le dais en lambeaux de la souveraineté nationale.

Les revers de la *Wehrmacht* lui inspirent des velléités de résistance. Elles seront vite abattues. Ne disposant ni de la force, ni des appuis pour opérer un redressement, il entreprend néanmoins un dernier effort pour se dégager. Par un nouvel acte constitutionnel il décide, le 12 novembre 1943, qu'à sa mort ses pouvoirs ne seraient pas transmissibles et feraient retour à l'Assemblée nationale. Voici Laval déshérité et une tentative de rapprochement vers la légalité républicaine esquissée. L'ambassadeur Abetz accourt de Paris et remet au maréchal une lettre de Ribbentrop interdisant au nom de Hitler la promulgation de l'acte et la lecture du message qui devait l'accompagner. Le chef de l'Etat français se trouve sous tutelle du *Fuhrer*, qui lui expédie un moniteur dans la personne du ministre Renthe-Fink. Ce jour-là, le vieillard manqua la dernière occasion de se retirer dans une fière solitude.

Les collaborateurs poussèrent un soupir de soulagement.

Il y a des noms qui glacent le fer de la plume. A Paris, le triumvirat Déat - Henriot - Doriot se voit dépassé par un soldat de fortune, Darnand. Son cas montre les ravages que peut exercer sur une intelligence fruste le microbe du fascisme : culte de la violence et convoitise du pouvoir. Le sergent Darnand avait quitté l'armée en 1918 avec de magnifiques états de service. Il réapparut transformé en fanatique de la collaboration et de l'autoritarisme.

L'ancien ébéniste, promu grand-maître de la police, forme la section française des *Waffen SS*. Les forces allemandes et leurs acolytes français répandent la terreur sur le pays. La procédure est sommaire : on

s'empare des suspects ou des maquisards et on les soumet à la torture. Parfois les victimes meurent ou sont reconduites dans leur geôle les lèvres fermées. D'autres se laissent extorquer des noms. Grâce à ces noms, la Gestapo, appuyée par des SS., cerne un village, un château, un couvent, ou encore un pâté de maisons dans une ville. De nouvelles tortures ouvrent de nouvelles pistes. La sanglante boule de neige de la répression roule à travers les campagnes et les cités. Elle se heurte à d'inepugnables énergies. L'insuccès attise la rage des tortionnaires. Les murs sont ornés d'affiches jaunes et rouges donnant la liste des fusillés. De douloureux cortèges d'otages aux poignets enchaînés sont escortés à travers les rues. Le feu des pelotons d'exécution crépite. La réponse est la résistance à outrance. On en arrive à cinq cents attentats par jour, sans compter les sabotages et les coups de main. L'occupant entreprend de les enrayer par de vraies razzias : des villages entiers sont massacrés, pillés, incendiés. Les hameaux qui brûlent se détachent, rouges, sur un ciel noir. Des récits lugubres vont de bouche en bouche. Les hommes qui ont misé sur la terreur ne cachent pas leurs forfaits ; au contraire, pour frapper les imaginations, ils les entourent d'une révoltante publicité. Des pendus restent exposés en pleine rue pendant plusieurs jours. Des charniers creusés en hâte, les chiens déterrent des corps noirs de coups. D'autres sont retrouvés dans un fossé, enchaînés deux par deux, dépouillés de tout ce qui pourrait permettre leur identification.

Souvenez-vous des *Horreurs de la guerre* de Goya ! Elles seront dépassées. Entrez dans une paisible maison du village de Salies-du-Salat, en Haute-Garonne. Ouvrez la porte d'une chambre où, hier encore, habitait le bonheur. Dans le berceau, gît un nouveau-né

criblé de balles; un peu plus loin, ses deux sœurs sont étendues au milieu d'une mare de sang. Dans une autre demeure, vous frémirez d'horreur à la vue d'une mère assassinée avec ses deux enfants. Les tueurs avaient pris ces innocents à bout de bras pour leur tirer une balle dans la tête.

Etaient-ce des bagnards évadés qui avaient passé par là? Non, c'étaient les SS. de la division *Das Reich*.

Un témoin, Roland Dorgelès, habitant le village, a donné sous le titre *Carte d'identité* un récit sobre de ces scènes, confirmé par des photographies véridiques prises le lendemain.

Ces atrocités faisaient partie du monstrueux système élaboré à Berchtesgaden et à Berlin pour entraver les velléités de résistance. Aux meurtres s'ajoutaient les déportations. Le général Weygand, le président Herriot et bien d'autres personnages de marque sont relégués en Allemagne. L'un des usages les plus vils de la terreur à croix gammée consistait à appréhender la famille ou les amis de ceux qui se trouvaient hors de son atteinte. Le frère du général de Gaulle, et sa sœur, mère de sept enfants, sont déportés. Le même sort attend la courageuse Geneviève de Gaulle, nièce du général, arrêtée dans une librairie de la rue Bonaparte au moment où elle diffusait des tracts. Une arrière-pensée se cache sous ces indignités: constituer une réserve d'otages pour le jour où les vies précieuses des chefs du parti pourraient être menacées.

Le Français s'est habitué au danger. Il peut venir du ciel, sous forme de bombes; de l'enfer, par délation; du hasard, lors d'une rafle policière. On ne se soucie plus du péril à force de le frôler.

Tristan Bernard, patriarche des lettres, dit au moment de son arrestation:

— Jusqu'à présent, je vivais dans l'inquiétude. Maintenant, je vais vivre dans l'espérance.

Le clergé se range aux côtés de ses ouailles exposées au plus sanglant arbitraire. Des aumôniers, tant catholiques que protestants, accompagnent la jeunesse dans le maquis. La cure, le presbytère, le couvent servent souvent d'asile aux voyageurs secrets en route pour Londres ou pour Alger, aux réfractaires, aux évadés, aux juifs.

L'Eglise s'élève contre les persécutions, contre la déportation, contre le culte païen de la force. Dans l'épiscopat, il y eut certains cas de respect excessif témoigné aux pouvoirs constitués siégeant à Vichy, et quelques crédules écoutant avec complaisance les tirades en faveur de la croisade contre la Russie. Mais en face de ces exceptions, que de têtes hautes, de cœurs vaillants ! Une résolution commune des archevêques désavouait la réquisition forcée des ouvriers et déclarait ces jeunes Français soumis à une contrainte qui ne constituait pas pour eux une obligation de conscience. Mgr van Roey, cardinal-primat de Belgique, dans un discours prononcé au Congrès des jeunes ouvrières catholiques, eut le courage d'interdire tout ce qui pourrait aider l'occupant : « Il est illicite aux catholiques, déclara-t-il, de collaborer à introduire un régime oppresseur ; il est défendu de collaborer avec ceux qui favorisent son introduction chez nous... »

Au Danemark, une grande âme, le pasteur Kay Munk, dit à ses paroissiens : « Nous tremblons dans nos robes noires lorsque nous gravissons les marches de la chaire. Car ici, dans la maison de Dieu, le verbe est libre. Ici, seule la censure du Saint-Esprit compte. Et c'est là une censure qui n'ordonne pas le silence, mais la parole... L'église est l'endroit où l'on vénère la charité comme la source de la vie, le battement

du cœur de l'humanité — et celui qui enseigne autre chose que cette foi, enseigne la mort et la perdition. »

Il fut enlevé et assassiné par la Gestapo.

Ces débauches de répression désolaient tous les pays où flottait la croix gammée: Belgique, Hollande, Norvège, Pologne, Autriche, Yougoslavie, Grèce, Italie occupée. Aux persécutions s'ajoutait la corruption générale. La suppression de tout contrôle, l'omnipotence bureaucratique engendraient chez l'occupant aussi bien que dans beaucoup d'administrations indigènes une vénalité égalant celle de la Russie des tsars ou de la Turquie hamidienne. Par delà tant de maux, planait le plus lancinant de tous, la faim. Le Français en était l'esclave, et le ravitaillement l'objet de l'excédant souci quotidien. Un voyageur suisse, dans un train bondé, entendit crier un enfant réveillé dans les bras maternels:

— Bonbon!

— Bonbon! répond la mère, il n'y en a plus. Ils ont tout pris.

« Ils! » On ne dit plus le « Boche », expression surannée qui rappelle les casques à pointe. D'ailleurs, l'usage de ce terme entraîne plusieurs mois de prison. La manière d'articuler les trois lettres d'« Ils » évoque la plainte, la menace, la décision. Ceux qui l'entendent prononcer perçoivent l'échec complet de la politique de l'Allemagne en France et de celle de Vichy vis-à-vis de l'Allemagne, la ronde de deux aveugles.

Vichy fêtait le vingt-cinquième anniversaire de l'élévation à la dignité de maréchal de Philippe Pétain, le 364^{me} grand soldat auquel pareil honneur avait été conféré. Tombé dans la sénilité, il écoutait la musique dans le parc en battant la mesure avec sa canne. Il se délectait aux compliments, à la vue de ses portraits et de ses bustes, et regardait avec attention le mou-

choir de soie imprimé à Lyon au début de sa régence, représentant son effigie accompagnée de phrases sélectionnées dans ses allocutions. Les enfants des écoles l'accueillent par le refrain : « Maréchal, nous voilà ! » Mais leurs aînés fredonnent : « Sans savon, sans pinard, sans tabac. »

Le régime Pétain perdait pied. Parfois son chef essayait de résister aux plus discrédités de ses ministres, ronchonait à la manière des vieillards, pour finir par céder.

« C'est curieux, remarquait le maréchal, chaque fois que l'un de mes fonctionnaires part en mission, il ne revient pas. »

La scission s'accroissait entre le gouvernement et le pays. Laval, porte-parole des autorités militaires allemandes, se trouvait à la tête du cabinet. Doriot et Déat le battaient en brèche, poussés par le désir frémissant du pouvoir. L'un comme les autres souhaitaient la victoire allemande et le criaient sur les toits. Les détracteurs de la III^{me} République l'avaient surnommée un « Etat de quat'sous ». Celui qui lui succédait devait finir en Etat de quarante deniers.

Encore le maréchal combat Laval, répudie Déat, sanglé dans son uniforme de SS. Entouré d'honneurs, Pétain est en réalité prisonnier des Allemands et de leur séquelle. Comment sa pauvre tête aurait-elle résisté aux idées fausses dont on l'abreuvait sans relâche : l'anglophobie, l'épouvantail russe, l'ordre allemand ? Il se laisse amener à se rendre à Paris pour assister au service funèbre célébré à Notre-Dame en mémoire des victimes des bombardements anglo-américains. Dans le transept se tenaient les officiers généraux de la *Wehrmacht* et les autorités allemandes.

Après la cérémonie religieuse, Pétain se fit conduire à l'hôtel de ville. Les Parisiens l'applaudirent

chaleureusement. Mais à qui allaient ces ovations? A l'homme de Vichy, ou bien à celui de Verdun? A l'hôpital Bichat, où il s'était annoncé pour reconforter les victimes du bombardement, deux internes embarrassés le reçurent. Le médecin-chef s'était refusé, le personnel évaporé. Dans les salles, silence. Les blessés, tournés face au mur, avaient tiré la couverture jusqu'aux yeux. C'était le jugement du peuple.

L'illustre visiteur ne le comprit pas, ou ne voulut pas comprendre. La presse collaborationniste exploita cette visite. Mais celle-ci ne devait pas être la dernière. Le vieillard glissait sur la pente. Son entourage l'assurait qu'il agissait pour le bien du pays en retournant à Paris. Le 7 mai, il quittait Vichy pour Rambouillet.

Le colombier de 2500 niches est vide. Mais il retrouve les mérinos de la bergerie nationale. Lui qui avait l'habitude de l'examen de conscience, ne devait-il pas se dire que pendant sa magistrature la pauvre France avait été tondue et retondue à la manière de ces moutons?

Dans la capitale proche, Laval, le mauvais berger, domine; à côté de lui, l'un des vociférateurs de Paris, ce Déat que les Allemands venaient imposer au maréchal à son corps défendant, enfin le secrétaire général pour le maintien de l'ordre, de l'ordre allemand, Darnand.

Pétain refuse de présider le conseil où siège Déat. Et pourtant, par une étrange contradiction — flottement et faiblesse d'âge — il consent à prononcer une allocution à la radio que ne désavouerait pas Goebbels :

« Ceux qui précipitent la France, dit-il, sur la route de la guerre civile, le font sous le prétexte de la libérer. Cette prétendue libération est le plus décevant des mirages... C'est la même erreur qui a conduit les

Français à manquer à leur parole et à leur serment pour un faux idéal patriotique. »

La suite comporte les phrases habituelles sur le terrorisme, le péril auquel les groupes de résistance exposaient l'avenir du pays. « La France retrouvera la place qui lui est due, assure l'orateur, lorsque la défense allemande aura sauvé la civilisation du danger bolchéviste. »

Duplicité intentionnelle ! De la poudre jetée aux yeux de l'ennemi ! Soit. Mais le peuple n'entrait pas dans ces subtilités. Pour lui, désormais, le caractère du régime se dessine avec une netteté mortelle : c'est l'« Etat français » contre la nation française.

III

Pendant que l'Allemagne s'agrippe à ses gages de l'ouest, ceux de l'est glissent de ses mains.

Lors de la bataille de Stalingrad, en janvier 1943, le front germanique — terme extrême de ses succès — allait de Leningrad à la Caspienne. Eprouvée par la première défaite, d'immenses pertes, enfin l'hiver russe, la *Wehrmacht* se trouvait en face d'un adversaire arrivé à la plénitude de sa force.

Ses armées, son matériel profitaient de l'hiver russe. Celui-ci désolait l'Allemand et le privait de la supériorité que lui donnaient ses moyens de communications. Car la neige et les frimas transforment ce pays pauvre de routes et de chemins de fer en une immense piste blanche. Les fleuves gelés servent également de routes. Ajoutez à ces avantages l'habitude du climat, enfin l'état d'âme du peuple.

Lors de la campagne de Russie, Napoléon fut sur-

pris de son courage et de son unanimité. La même flamme s'était levée à l'apparition des Allemands. Tels les conquérants des temps barbares, ceux-ci poussaient devant eux les populations valides pour leur infliger le travail forcé dans le Reich, spectacle qui élevait au paroxysme la volonté de combattre l'envahisseur.

Ce faisceau terrible de résolution et de force repousse la *Wehrmacht* de fleuve à fleuve. Les communiqués de l'O.K.W. ne parlent que de « défense élastique », de « percées » que l'on verrouille, de pertes considérables subies par l'adversaire, maigre fiche de consolation à l'usage du crédule public germanique.

L'hiver de 1943-1944 fut exceptionnellement doux. Ce qui veut dire que les nez ne tombaient pas comme des feuilles sèches et que l'on n'amputait plus par centaines les pieds gelés. Sur leur poitrine l'insigne de la campagne de Russie, un ruban couleur de sang, les soldats de la *Wehrmacht* continuaient à s'arc-bouter contre la poussée russe. Sans espérance de victoire, stoïques, esclaves du devoir et de l'honneur militaire, ils parsemaient de leurs corps la neige glacée. Leurs furieuses contre-attaques entamaient de temps en temps la masse ennemie, laquelle se refermait et repartait, irrésistible par le nombre, la foi dans la victoire, la volonté de l'homme silencieux du Kremlin.

Il connaissait d'expérience la mauvaise guerre de 1914-1917 et s'était penché sur l'histoire de la bonne guerre de 1815. Chez lui, il avait sous les yeux un tableau représentant Suworow embrassant un blessé.

Sous la pression des événements, la Russie accomplit en trois ans l'éducation de vingt-cinq. La pédagogie du sang. Ajoutez que cette société nivelée ne

connaissait d'autre moyen d'ascension sociale que la politique, la science et la perfection du travail. La guerre y joignait le mérite militaire. Le Russe est soldat né, de l'espèce dont le maréchal de Saint-Arnaud disait qu'il fallait le tuer deux fois. Le goût des armes savantes avait été répandu par le régime soviétique. L'artillerie constituait l'arme de prédilection et pulvérisait les défenses, prétendues inexpugnables, de l'organisation Todt.

Conscient de sa force, sûr de l'issue de la guerre, le Kremlin prépare l'avenir. Ses vastes projets comportent en premier lieu le rétablissement des anciennes frontières, la récupération des terres perdues lors de l'effondrement militaire du tsarisme. Ensuite, l'établissement de glacis devant le seuil de l'U.R.S.S. Autrefois, les puissances capitalistes avaient aligné les petits et moyens Etats environnant la Russie en cordon sanitaire. Ce cordon sera renouvelé, mais de manière à servir la sécurité de l'Union soviétique et à aider son avance vers le bassin méditerranéen.

Les gouvernements de la Yougoslavie et de la Grèce siégeaient à Londres ; la Croatie, la Roumanie restaient inféodées à l'Allemagne ; la Bulgarie, partagée. Chez les satellites, les officiers subalternes et moyens étaient les principaux soutiens de l'hitlérisme. Le cœur des masses ouvrières et paysannes ne battait qu'aux succès russes. On découvre donc une double division dans ces régions : partisans de l'Axe, partisans des Alliés, les derniers scindés en tenants de Moscou et en ceux de Londres.

Ce partage se manifeste avec éclat en Yougoslavie. Le Poglavnik, le *Fuhrer* de la Croatie, Pavelitch, imbu des doctrines extrêmes du racisme, les applique à la lettre. Il va pratiquer le *Vælkermord*, l'extermination de peuples. Ses oustachis cernaient les usines où tra-

vaillaient des Serbes, les obligeaient à creuser leur propre tombe et les abattaient à la mitrailleuse.

Juifs, communistes sont entraînés dans des camps de concentration, exécutés en masse, les Tziganes exterminés. Plus de quatre-vingt mille de ces nomades bronzés, hommes, femmes, enfants, réunis dans un camp, furent mis à nu. Des camions emportèrent leurs pauvres hardes pour servir de matière première à une filature. Après quoi le massacre commença : les adultes furent mitraillés ; les enfants, pour économiser les munitions, eurent le cou tordu. La mère en agonie fermait les yeux sur la vision de son enfant étranglé comme un poulet.

Ces atroces exécutions furent ordonnées par l'instigateur du meurtre du roi Alexandre, Ante Pavelitch.

Il expédiait les soldats croates à l'entraînement en Allemagne, pour les faire saigner ensuite dans les neiges de Russie. Les paysans se réfugiaient dans les grands bois de chênes, ou, en Bosnie, dans la montagne.

Les insurgés trouvèrent un chef dans la personne du Croate Josip Broz, dit Tito. L'ancien ouvrier métallurgiste devait sa formation politique à Moscou, son expérience militaire à la guerre d'Espagne. Intrépide manœuvrier, il organise un corps franc derrière les rideaux de rochers. Les interminables étapes de la *Wehrmacht*, qui passent de la Drave à la mer Egée à travers des régions montagneuses, se prêtent particulièrement aux guérillas, où le courage personnel supplée à la perfection de l'armement. Les habitants, pâtres ou cultivateurs, les ravitaillent et, par intermittence, font eux-mêmes le coup de feu. A l'ombre de ces rochers, le guzlar, le chante-histoire, a célébré pendant des siècles les chefs de bande insaisissables. Tito débute comme eux ; pourtant, il se transforme

bientôt en maréchal d'une armée de partisans, protégé de Moscou, terreur des Allemands.

Que peut contre cet ouragan la froide distinction de Mihailovitch, l'officier d'état-major ? Il veille sur le matériel sauvé de la catastrophe de l'armée serbe, entouré de soldats et de gradés démobilisés, attend l'heure de ressusciter la vieille armée et la politique unitaire serbe. D'un côté, attachement au passé, patience disciplinée ; de l'autre, l'élan impétueux des corps francs.

Fort de sa popularité et de ses succès, Tito répudie l'autorité du gouvernement serbe de Londres. L'esprit de conciliation britannique intervient. Le commandant Churchill, neveu du Premier, et d'autres officiers anglais descendent en parachute dans son G.Q.G. L'heureux maréchal récolte des éloges et des armes tant de Moscou que de Londres.

Autrefois, les émigrés qui préparaient au dehors la libération de la patrie étaient sûrs d'être attendus avec des arcs de triomphe. A présent, ces hommes mûrs se virent dépassés par une jeunesse éprise de nouveauté. Tito et le comité de libération renvoyaient aux vieilles lunes l'Etat unificateur yougoslave et ses représentants, lesquels venaient de se transporter de Londres au Caire. Le maréchal et les siens préconisaient une vaste fédération à base socialiste de toutes les branches slaves des Balkans.

Les Hellènes avaient passé par la même évolution : oppression, exploitation des ressources alimentaires par les tripoteurs du parti et du fascisme, famine, soulèvement, coups de feu contre les forces d'occupation, coups de feu entre monarchistes et républicains. Ces derniers attaquaient vivement le gouvernement replié à l'étranger.

Les intérêts des deux puissances alliées se heur-

taient devant ces vieux foyers d'incendie des Balkans. Pourtant, des raisons supérieures leur interdisaient d'attiser la flamme. La conduite de la guerre primait tout. Avec cela, la diplomatie anglaise avait à tenir compte du sentiment public de son pays, très favorable à la Russie.

La considération pour les hauts faits de son armée allait de pair avec une vive curiosité des institutions, des mœurs, des lettres et des arts de la Russie renouvelée. La constitution de 1936 déclarait : « L'union des Républiques socialistes est un Etat socialiste des ouvriers et paysans. » Afin d'assurer une vie aisée et cultivée à tous ses membres, Staline préconisait une haute productivité du travail. Longtemps avant les officiers, celui-ci avait obtenu des épaulettes, grâce au mouvement stachanoviste, qui devait son nom à un mineur du Don, Stachanow, virtuose du travail et de l'utilisation des machines. L'émulation était récompensée par de hauts salaires et des distinctions sociales.

La femme prenait sa part dans cette compétition. Mais, tandis qu'à ses débuts le bolchévisme s'efforçait à disloquer la famille, l'ère stalinienne ne négligea rien pour la rétablir. Le mariage restait gratuit, mais le divorce soumis à une taxe élevée, l'avortement interdit. Les jardins d'enfants se multipliaient, l'élan vers l'instruction était encouragé, l'enseignement supérieur ouvert aux meilleurs élèves.

La glorification du passé russe remplissait la presse et les livres. Le centenaire de la mort de Pouchkine fut célébré avec éclat. Les amis de l'U.R.S.S. annonçaient la naissance d'un nouvel humanisme russe.

La rigidité du bolchévisme de la première heure à l'égard de la propriété privée s'atténuait. Les moyens de la production restaient réservés à la communauté,

mais le cultivateur recevait sa part, en nature ou en numéraire, des revenus du *Kolchos*, coopérative de production. Sa maison, son bétail constituaient le patrimoine du paysan et passaient à ses héritiers. Le citoyen soviétique disposait librement des produits de son travail ou de ses économies. Il pouvait construire ou acheter une maison pour son usage personnel. L'aisance a cessé d'être un crime, à condition que son origine soit un travail fécond. Les gros revenus proviennent des hautes fonctions, des inventions, des arts, des lettres. Il est permis à un auteur de devenir millionnaire, et l'on rencontre en effet quelques rares échantillons de cette espèce.

La guerre donna un nouvel essor au sentiment religieux. Dans la bataille, la présence de la mort incite à la prière. Le sens aigu des dirigeants soviétiques les détermina à modifier leur politique sur le plan religieux, à rétablir l'Eglise orthodoxe russe. Staline reçut les métropolites de Moscou, de Kiev et de Leningrad. Mgr Serge fut élu patriarche de Moscou et de toutes les Russies. Un double but était atteint : l'orthodoxie réinsérée parmi les énergies nationales et, en même temps, avec la fin des persécutions religieuses, l'un des principaux griefs de la société anglo-saxonne éliminé.

L'exemple russe exerce une influence manifeste sur les courants politiques de l'Occident. L'alliance entre la Russie et l'Angleterre ne pouvait rester sans effets sur la première. Pourtant, lorsque le déclin de la force allemande met à l'ordre du jour l'établissement des buts de paix et que la Russie sort de sa diplomatie du silence, l'ère des rivalités propres aux coalitions commence. Son premier objet sera la Pologne.

Ses malheurs, son courage, la valeur de ses troupes combattant dans les rangs alliés assuraient à la

Pologne la sympathie du monde anglo-saxon. Il en était autrement pour les Russes. Le national et le social s'unissaient chez eux pour les opposer à la Pologne. La moyenne et petite noblesse, dans ce pays, l'équivalent de la classe moyenne, n'éprouvait-elle pas un éloignement inné envers le puissant voisin d'une structure sociale si différente ? Et celui-ci ne nourrissait-il pas les mêmes appréhensions à l'égard des « colonels » ? Ce terme signifiait moins un grade militaire qu'un état d'esprit, autoritaire et en général russophobe. A côté de ces notables peu accommodants, l'aristocratie polonaise, aux vues ouvertes sur l'horizon international, semblait modérée. En dehors de ces éléments, des démocrates et des socialistes formaient le gouvernement polonais de Londres, cabinet de coalition, ayant à sa tête un député des paysans, M. Mikolajczyk.

Moscou avait eu soin d'organiser les Polonais vivant sur son territoire et opposa ouvertement leur comité aux ministres polonais de Londres. Deux thèses s'affrontaient : celle du Kremlin, selon laquelle les gouvernements exilés de l'Europe orientale et balkanique avaient cessé de représenter leur pays, et celle de Churchill : soutenir tout ce qui combat pour les Alliés. Leur appui revenait à double titre à la Pologne : la valeur de son armée de campagne et le dévouement infrangible de la résistance dans le pays même.

Ces remous agitaient la coalition, sans l'ébranler. C'était là pourtant ce qu'on rêvait à la Wilhelmstrasse. M. de Ribbentrop et les siens effeuillaient la marguerite, se demandant : « Divorceront-ils ? Ne divorceront-ils pas ? » Dans l'espoir de hâter une solution favorable à leurs souhaits, leurs agents chuchotaient à qui voulait l'entendre : « Nous tenons le front de Russie. Dans quelques mois, c'est la paix

séparée avec elle, et toutes nos forces libérées pour l'assaut contre l'Angleterre ! »

Mais les choses devaient se passer autrement !

Le printemps arrive. Printemps macabre. La fonte des neiges fait jaillir une boue noire et découvre des ossements. Le soldat peste contre « le général boue ». Les chars blindés de la *Wehrmacht* pataugent, les camions s'embourbent, l'infanterie n'avance que sur des ponts formés de troncs d'arbres. Mais les voitures à hautes roues, attelées de petits chevaux, emportent rapidement les guérillas russes.

Lorsque le vent et le soleil ont asséché les étendues gluantes, les véhicules motorisés prennent leur revanche. Cependant, la guerre-éclair subit de fréquents arrêts. La course de ville en ville, de fleuve à fleuve, rencontre une opiniâtre résistance. Les Allemands rendent coup pour coup afin de garder les Pays Baltes, l'Ukraine, la Crimée.

Des cadavres flottent au milieu des fleuves, s'accrochent aux roseaux bordant le rivage. Les corbeaux, repus de chair humaine, les regardent, immobiles.

Les coupoles dorées de Kiev scintillent au soleil. La brise fait onduler les champs de blé. Sous les tournesols hautains, des fillettes aux joues de fleur de houx regardent le départ des étrangers. Adieu, fief alimentaire ! Adieu, vice-roi Rosenberg, retourne à ta brasserie !

Son patron se plaisait à se faire représenter en chevalier bardé de fer. Bardé de béton eût été plus conforme à la réalité. Dans son G.Q.G., sous une formidable voûte bétonnée, six mètres sous terre, le chef suprême de la *Wehrmacht* a renoncé aux prouesses oratoires. Incapable néanmoins du recueillement de l'esprit supérieur, on ne le vit jamais écouter un rapport lèvres serrées et résumer son essence par

quelques mots incisifs. Il coupait son interlocuteur, s'emballait, ordonnait, sacrifiait, pour des raisons de prestige, ses fidèles soldats. Il oubliait le précepte de Clausewitz: « L'abus des méthodes offensives a pour conséquence automatique le renversement des forces. »

Dans leur retraite, les Allemands détruisent tout, font sauter les usines, flamber les villages. Après leur passage, les paysans rentrent chez eux et, comme ils retournaient autrefois les foin, retournent à la fourche les décombres de leur foyer. Hélas ! ils ne trouvent que de pauvres débris, et parfois les ossements calcinés d'un être humain ou d'une bête.

Le flot des conquérants reflue vers l'ouest. Au milieu de la plaine aux horizons infinis, ils semblent des fourmis grises titubant sous leur fardeau. Smolensk tombe; les frontières polonaises apparaissent. Et au delà de la Pologne, c'est l'Allemagne.

IV

L'Allemagne nationale-socialiste tenait encore sept satellites par le pan de leur manteau et sept esclaves par le carcan. Les chaînes lui brûlaient les mains. Elle les tendit vers les neutres. Hitler n'avait-il pas dit à Rauschning: « Plus de neutres ! Ils seront aspirés. »

Mais le Portugal était bien loin, l'Espagne de la phalange, amie du Reich, la Suède, trop dure d'écorce.

Pour cette dernière, la solidarité scandinave reste le principe dirigeant de sa politique extérieure. Elle pratique la neutralité politique, mais pas la neutralité du cœur. De ses nobles rivages, la grande dame du nord regarde avec douleur et pitié ses sœurs captives, leur apporte son aide et risqua plus d'une fois la rupture avec le Reich.

La fleur d'humanité, qui s'épanouit en Suède, éveille l'ire du régime qui constitue la négation de l'humain. Tout ce qu'il y a de bas et borné dans Hitler s'insurge contre l'élévation morale, la libre recherche, l'indépendance d'esprit. Il interdit à ses sujets d'accepter le prix Nobel et se gausse des souffrances d'un de ses titulaires, Ossendowski, qui se meurt dans un camp de concentration.

Le *Fuhrer* se préparait à « liquider » la Suède. Pourtant si le pays de Gustave-Adolphe avait renoncé aux triomphes guerriers de ses aïeux, l'esprit combattif demeurerait. Un gouvernement socialiste dans le cadre du régime monarchique, de larges réalisations sociales allant de pair avec le respect des traditions, un vieux souverain universellement honoré constituaient une solide charpente intérieure. L'armée, la marine étaient prêtes à la défense. L'état-major allemand, qui n'ignorait ni le moral, ni les armements des Suédois, parvint à freiner l'expédition punitive, préconisée par Hitler. La félonne attaquant de ses oiseaux de feu ne devait pas ensanglanter le pays des vols de cygnes.

Fidèle à son principe de ménager le fort et d'attaquer le faible, le *Fuhrer* se tourna contre le Danemark.

Lorsque l'armée allemande en franchit les frontières en avril 1940, il s'engagea solennellement à respecter son intégrité territoriale et son indépendance. Cependant l'exploitation économique et la pression politique augmentaient d'année en année. La nation subissait avec patience et dignité la dure tutelle, sans cacher son aversion pour les occupants et ses sympathies pour le front des peuples libres. Un ultimatum de Berlin, le 28 août 1943, exigeait une série de mesures conformes aux conceptions du national-socialisme. Sur le refus unanime du cabinet, des chars d'assaut « Tigres », suivis de troupes, envahirent le pays. Tout

se passa conformément à l'étiquette nazie: brutalités, réquisitions massives, règne de la Gestapo, secondée par les traîtres, chasse aux libéraux, aux intellectuels, aux juifs.

Le Parlement fut congédié, l'armée, la marine désarmées, la résidence royale occupée et le souverain retenu prisonnier dans son palais. Ni les bonnes paroles, ni les menaces ne parvinrent à venir à bout des Danois. Ils sabotaient les usines, les voies de communications. Les marins sabordaient les bateaux. Des patriotes réfugiés en Angleterre formaient un « Conseil danois de la libération » qui dirigeait le mouvement souterrain. Le sentiment dominant à l'intérieur était une sorte de mépris audacieux. Un éleveur réputé, à l'hilarité générale, donna à sa pouliche le nom de *Happy Landing*, heureux débarquement.

Des flots d'Allemands entouraient de tous côtés la Suisse. Son esprit d'indépendance semblait une outrecuidance aux yeux de leurs chefs. Ils ne négligèrent rien pour l'entamer: la menace, l'argent, des intelligences sectaires, l'espionnage à large échelle. Pour s'en défendre, ce pays si humain se vit obligé de rétablir la peine de mort.

Des ombres menaçantes guettent derrière les frontières, attendent les conjonctures favorables pour s'emparer de la plaque tournante du continent, des passages des Alpes, des réserves alimentaires, des industries de la Suisse et, avant tout, pour assouvir des rancunes. Dans les cénacles du parti, on parlait de la campagne de Russie, de la campagne d'Italie, mais de la *Strafexpedition* — de l'expédition punitive contre la Suisse. La morgue de Gessler ressuscite, de Gessler coiffé d'une haute casquette à tête de mort. Cependant l'esprit de Tell vit toujours. Et depuis le

début du conflit, l'armée est arrivée à une cohésion remarquable, à la connaissance des méthodes et des armes modernes. Son chef, le général Guisan, représente le type accompli du citoyen soldat. Ses aptitudes militaires, son activité inlassable, son autorité paternelle lui valent le dévouement de ses hommes, la confiance de la nation.

Le dangereux voisin n'ignorait pas l'esprit de décision des Suisses. En février 1943, pendant un mois, Rommel insista pour obtenir l'invasion, afin d'assurer les arrières de l'armée d'Italie et de permettre des roquades au jour d'un débarquement allié.

Le haut commandement refusa de donner suite à sa demande. Mussolini s'y opposait. Avec cela, le service de renseignement avertissait les chefs de la *Wehrmacht* qu'ils ne trouveraient en Suisse pas un pont, pas un tunnel intacts.

Le péril était écarté, il pouvait toutefois revenir du jour au lendemain. En attendant, à l'abri de ses cimes et des bras de ses fils, la Suisse peut s'adonner au travail paisible. Pourtant sa sécurité et son bien-être ne l'ont pas rendue indifférente à la détresse des autres.

Quatre-vingts ans auparavant, dans l'église de Castiglione, les blessés de la bataille de Solferino agonisaient sur les dalles nues, entourés d'un essaim de mouches. Un étranger entra et, remué par cette détresse, expédia sa carriole pour chercher des antiseptiques. Il n'obtint que de la camomille. Secondé par quelques femmes du pays, par quelques soldats, il demeura pourtant trois jours et trois nuits sur ce lieu de souffrance. C'était un Genevois nourri de l'Écriture. Il se nommait Henri Dunant.

Rentré dans sa ville natale, il gagne ses compatriotes à l'idée d'une action internationale pour atté-

nuer les horreurs de la guerre. Dès lors, l'histoire de la Croix-Rouge ressemble à un conte de fées : la carriole attelée d'un mulet ne s'arrêtera plus. Au premier tournant de la route, ses grelots attirent de graves législateurs en redingote, qui établissent à Genève une convention pour humaniser la guerre. Chaque fois que le canon tonne, grâce à l'institution genevoise, de bons samaritains se penchent sur la douleur. Lorsque l'heure fatale de septembre 1939 sonne, l'ère héroïque de la Croix-Rouge commence. A mesure que le massacre s'étend, que la misère monte, son activité et son autorité augmentent. Le comité international de la Croix-Rouge devient une puissance, la seule puissance pacifique. Ce comité est suisse, son action seule universelle, en coopération avec les sociétés nationales de la Croix-Rouge. Le comité sert de gardien à la convention de Genève. Grâce à des dons généreux et à des subventions d'Etat, il dispose d'un budget important. Il a ses représentants dans diverses capitales, dispose d'entrepôts, de bateaux. Sa sollicitude embrasse tous les domaines : prisonniers de guerre, internés civils, secours collectifs et individuels, distributions de colis, aide intellectuelle aux prisonniers. Une tâche émouvante revient au service des décès, la restitution des derniers souvenirs : tantôt une cantine militaire, un portefeuille, une photographie, tantôt une grosse montre de campagnard qui retournera au village où une grosse larme va tomber sur son couvercle usé.

A Genève même, trois mille personnes, en grande partie bénévoles, apportent leur concours à la Croix-Rouge. Elles disposent de 23 millions de fiches de prisonniers, d'internés, de disparus. Grâce à ces abeilles de la charité, l'espérance renaît dans le palais et dans la chaumière. Le parfum de ces bienfaits

monte au ciel où la brise agite la barbe blanche de Henri Dunant.

La Croix-Rouge n'est pas seule à aider les infortunes, à essuyer les larmes. Le peuple suisse entier y prend part, sans ostentation, sans discours, poussé par un instinct naturel. Il se montre particulièrement sensible à la détresse des tout petits. Si les pères prévoyaient le sort qui attend les enfants dans la tourmente, peut-être y aurait-il moins de guerres. Lorsque les barbelés s'ouvraient devant le cortège de ces pauvres innocents, les bonnes âmes réunies pour leur accueil voyaient des visages livides, des corps maigres flottant dans des vêtements rapiécés, souvent couverts de vermine, et dans les yeux une poignante expression de fatigue et de peur.

Emus par ce lamentable spectacle, les gens aisés offraient leurs loisirs, leur argent, les pauvres leur foyer. Des artisans, des ouvriers, des cultivateurs accueillent de petits enfants des pays voisins ravagés par la guerre.

Un écrivain, de passage en Gruyère, reçut la visite d'un campagnard qui lui demanda :

— Connaissez-vous Saint-Germain ?

— Certainement.

— Nous avons chez nous une enfant de Saint-Germain. Mais elle a le mal du pays. Voulez-vous venir lui parler ?

Ce n'était pas la ferme du riche, la ferme à vingt vaches, mais l'humble ferme à chèvres. Sur la table de la modeste demeure, on voyait la Bible, l'*Histoire de la Suisse* et le *Messager boiteux*. Entre deux petites Gruyériennes aux tresses en couronne, au teint vermeil, le visiteur aperçut le pâle minois, les yeux fiévreux de la petite Française. Quelques paroles sur Saint-Germain et le pâtissier qui fabrique les fameux

cornets à la crème la ranimèrent. Elle se mit à rire et enfonça vaillamment son nez dans le gros pot de lait.

A la tombée de la nuit, on entendait les sonnaillles des troupeaux dans les prés. De petites lumières s'allumaient dans les villages, dans les chalets épars sur les flancs des coteaux. De bonnes gens se penchaient sur le sommeil heureux des enfants arrachés pour quelque temps à la misère. On eût dit que les flammes de la charité éclairaient la nuit. Que les puissants de la terre se souviennent des nuits helvétiques !

Tandis que le Danemark résiste sous le joug et que la Suisse veille, l'arme au pied, les satellites tâtent leurs liens et méditent les moyens de séparer leur sort de celui du colosse qui saigne de tous ses membres.

Ce souci ne tourmente guère le général Antonesco, le plus avide compère du syndicat de conquête surnommé l'Axe. Ses compatriotes plus fins d'esprit, familiers de l'Occident, savent qu'il est temps d'armer les équipes de sauvetage. Elles attendent l'heure en Suisse, en Suède, au Portugal, anciens diplomates souples et diserts, secondés par des sourires féminins et le soupir : « O Londres ! O Paris ! » Beaucoup sont sincères, et ceux qui ne le sont pas miment l'amour des Alliés avec un art qui dépasse la vérité. La grâce et la subtilité s'allient afin d'obtenir l'amnistie pour la dernière volte-face de leur pays, et à titre de dédommagement du lointain butin en perdition, la proche Transylvanie. Ces élégances, ces éloquences trouvent un protecteur : le président Béné.

Etonnante courbe de vie que la sienne ! Associé à l'action d'un des plus grands hommes de son temps, Masaryk, il lui succéda dans la magistrature suprême. Quelle était l'œuvre des deux amis ? L'élimination

de l'emprise allemande sur le Danube, une part considérable dans le renversement de la monarchie des Habsbourg, sans parvenir à combler le vide que sa disparition laissait dans le bassin du Danube. En effet, les différents Etats sortis de la désagrégation de la double monarchie se montrèrent incapables de servir de contrepoids au Reich. L'universelle faiblesse faisait sa force. Vingt ans après, il n'avait qu'à tendre la main vers sa proie.

Sur un piédestal, à l'édification duquel avaient contribué inconsciemment les erreurs du nationalisme bourgeois, on vit se dresser la figure de Hitler. La Tchécoslovaquie succomba, les tentacules allemands s'étendirent jusqu'aux bouches du Danube. Dans son exil, M. Bénès se trouvait pour la deuxième fois en face de la tâche écrasante de préparer des plans pour la reconstruction d'une vaste tranche de l'Europe.

Le président élabore des plans avec une prodigieuse facilité. Un Etat entouré de voisins hostiles ne saurait se passer d'alliance militaire. Faute de celle de la France, il s'adresse à la Russie, avec laquelle il avait toujours entretenu de bonnes relations et négocié, en 1935, un accord rendu inefficace par les circonstances.

Fort bien reçu à Moscou — deux divisions tchèques combattent dans l'armée rouge — il conclut avec l'U.R.S.S. un pacte d'assistance mutuelle de vingt ans. Le traité contient, sans la nommer, une invite discrète à l'égard de la Pologne. Après quoi, le négociateur plaide la cause de la Roumanie et obtient la promesse d'une solution de la question de Transylvanie en sa faveur si elle rompait avec l'Allemagne.

Le roi Boris se souvient de 1918, s'oppose aux aventures, décline la rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique, tandis que le gouver-

ne
hâ
ni
co
Al
cr
es
vo
pa
n'a
son
ju
cla
po
d'A
où
I
Hi
ten
d'u
bar
pui
I
pay
me
ave
cou
éta
tou
A
retr
mis
Rus

nement Filoff multiplie les prévenances à l'égard des hôtes exigeants de Berlin ; rien ne leur est refusé, ni sang de juifs, ni huile de rose, ni le camp de concentration pour les intellectuels favorables aux Alliés. Les chaumières bulgares sont ornées de bucrânes possédant la vertu d'éloigner les mauvais esprits. Pour le paysan, ce sont ces étrangers aux voix gutturales qui s'installent partout. Il ne craint pas les Russes. Son père a vénéré le tsar ; le fils n'attend que du bien de la grande sœur de l'Est.

Des pays belligérants, la Hongrie avait le moins souffert.

En dépit des furieuses récriminations de Hitler, les juifs, bien que transformés en citoyens de deuxième classe, étaient traités avec ménagements. Les réfugiés polonais, les prisonniers français ou anglais, échappés d'Allemagne, dirigeaient leurs pas vers ces régions où ils trouvaient bon pain, bon vin, bon visage.

Kallay, le successeur de Bardossy, se gaussait de Hitler, tel l'enfant de l'hippopotame, lui lançait de temps en temps une tranche de pain sous la forme d'une concession, sans passer le bras à travers les barreaux. Il ne s'imaginait pas que ces barreaux puissent céder.

Le Premier hongrois se plaisait à déclarer que le pays, revenu à la non-belligérance, déciderait librement de son avenir. En effet, il tenta de s'aboucher avec les Anglo-Saxons à Ankara, ainsi qu'avec Moscou. Tout ce qui se disait ou se faisait à Budapest était communiqué sans délai au *Fuhrer*. Son dépit tournait en fureur.

A plusieurs reprises, Horthy lui avait annoncé le retrait des rares divisions hongroises, remplissant des missions de surveillance à l'arrière du front de Russie. Hitler l'invita à Berchtesgaden sous le pré-

texte de s'entendre sur cette question épineuse. L'amiral, oublieux des exemples de Schuschnigg et de Hacha, se rendit chez son redoutable allié sans prendre la moindre mesure de précaution pour le cas d'un guet-apens.

Le 20 mars, des autos conduisent les voyageurs sur la route qui monte en serpentine vers le *Berghof*, la demeure de l'homme qui se croit encore le maître du monde.

L'hiver a laissé des plaques de neige au milieu des prés. Le sifflement de la bécasse rompt le silence des sombres sapins. Le vent printanier berce les bouleaux.

Qui se douterait que l'on se trouve dans la vallée de la mort ? Mort des nations, mort des villes, mort d'innombrables hommes. Si leur sang se mettait à monter, il recouvrirait les sapins, le *Berghof*, le pic pourvu d'un ascenseur et destiné à servir d'isoloir, de refuge au père de l'épouvante.

Les voitures s'arrêtent. Sourires, politesses protocolaires. Dans la salle qu'éclaire une baie immense, le *Fuhrer* regarde sans pitié les hommes qui se sont jetés dans son piège. Le voilà mimant le rôle qu'il a répété si souvent, composé d'exigences et de menaces. Renvoi de Kallay, réorganisation de l'armée sous commandement allemand. Contrôle des chemins de fer et des voies fluviales. Augmentation massive des livraisons de denrées alimentaires. Censure de la presse. Anéantissement des juifs.

Horthy refuse. Sur un signe de tête de Hitler, un officier se lève et sort. L'amiral voit qu'il est tombé dans un traquenard.

A minuit, un coup de téléphone réveille Kallay : on lui annonce des mouvements de troupes à la frontière autrichienne. Il décroche l'appareil, demande le sous-

chef de l'état-major. « Ce n'est rien, répond l'officier affilié à Hitler. Des manœuvres de nuit. »

A deux heures du matin, l'opération préparée avec soin se déclenche. Des chalands amarrés depuis plusieurs jours au quai du Danube — la *Wehrmacht* disposait du droit de transit à travers la Hongrie — déversent des milliers de SS. Les cols noirs s'emparent des stations de la radio, de la centrale téléphonique. Des avions à croix gammée atterrissent sur les aérodromes.

La Gestapo suit l'envahisseur comme l'hyène le carnassier. Le premier jour, 15 000 arrestations sont opérées, la nation décapitée, le pays livré au ban et à l'arrière-ban de Hitler. Depuis cinq ans, ceux-ci guettaient le pouvoir et les dépouilles des juifs comme un chien errant attend l'os devant l'étal du boucher. A la fin, bave à la bouche, ils attrapèrent l'os, mais ruinèrent leur pays.

Weesenmeyer, représentant personnel du *Fuhrer*, confia la présidence du conseil au général Stojai, Croate originaire d'Ossieck, attaché militaire à Berlin, tête et âme de laquais.

Rentré dans la capitale, Horthy trouva le château gardé par des SS. Quinze jours suffirent pour le fléchir. Croyait-il adoucir le sort de son pays en restant à sa tête ? Ou encore le carrousel quotidien du pouvoir lui était-il devenu indispensable ? Toujours est-il que Horthy se montra en public avec les ministres imposés par l'étranger. En même temps, il adressait un ordre du jour à l'armée, lui enjoignant de défendre les Carpathes, l'humanité, la civilisation épaulée contre épaulée avec ses fidèles alliés allemands.

Parmi les autres victimes de Hitler, Hacha n'était qu'un vieux magistrat aux braguettes tremblantes. Pétain avait pris le pouvoir dans un pays envahi, une

armée rompue. Horthy se rendait à la tête d'un pays indemne, d'une armée intacte. Une résistance normale sauvait l'honneur. Une résistance héroïque sauvait l'avenir. Mais la Hongrie fut livrée par ceux qui avaient prêté serment de la défendre.

Vingt-cinq ans de régime réactionnaire, dix ans de contamination par la lèpre nazie suffirent pour faire tomber une nation qui, un siècle auparavant, s'était distinguée par son tenace courage dans la défense de sa liberté. Tous les malheurs l'attendaient.

Le « fidèle allié » ne pillait pas le pays : il le vidait. D'interminables colonnes de camions, chargés du mobilier des maisons réquisitionnées, roulaient vers le Reich. La SS. levait une dîme de trente pour cent sur les marchandises trouvées dans les magasins juifs. Des réquisitions massives désolaient les villages.

Les nazis hongrois s'adonnèrent au perfectionnement des lois de Nuremberg. De graves débats eurent lieu pour décider : les juifs pourraient-ils garder leurs chiens, et ceux-ci devraient-ils porter un insigne distinctif ? On renonça à la fin à désigner d'une marque infamante ces quadrupèdes, et l'on se borna à mettre la main sur les bicyclettes de la race maudite.

Après des préparatifs minutieux, les juifs habitant la province furent appréhendés et parqués dans des tuileries abandonnées ou d'autres endroits insalubres dans des conditions rappelant les cales des négriers : un mètre carré par personne. La Gestapo enseignait aux Croix-Fléchées l'art de piquer les riches à l'aiguille électrique pour les contraindre à révéler la cachette de leur argent.

Tandis que le peuple aidait, cachait les juifs, l'administration du gouvernement Stojai mettait beaucoup de zèle à l'accomplissement de son odieuse besogne. Les rabatteurs, surveillés par des fonction-

naires de la Gestapo, entassaient chaque jour 10 000 juifs, du centenaire au nouveau-né, dans des wagons à bestiaux, dirigés sur Auschwitz, en Haute-Silésie.

Au terme de l'épouvantable voyage, on descend d'abord les cadavres, ensuite les vivants. La bienveillance de l'accueil ranime les malheureux : un repas les attend, des serviettes, du savon, la promesse d'un bain chaud.

Introduits par groupes de 2000 dans une vaste salle, on leur ordonne de se dévêtir, après quoi ils sont gazés au moyen de cyanogène. Les corps, lancés sur un tapis roulant, glissent dans les cuves de la fabrique de savon. Quatre cent mille juifs de Hongrie furent victimes de ces cruautés inimaginables. On en épargna un petit nombre pour les affecter au service des usines de la mort, marqués au fer rouge d'un numéro et d'une étoile.

L'invasion et le pillage de la Hongrie servaient de ballon d'oxygène à l'Allemagne gravement atteinte.

Le 20 avril 1944, des drapeaux s'élèvent au-dessus des décombres de Berlin, drapeaux clairsemés, car les pans de murs intacts deviennent rares ; là où les maisons avaient été entièrement rasées, de minuscules fanions sont plantés dans les soupiraux des caves. Ne croyez pas qu'un cortège de déments a parcouru les ruines de la capitale. C'est sur l'ordre de M. Goebbels que les cadavres de pierre ont été pavoisés. N'est-ce pas le 55^{me} anniversaire de l'auteur de tous ces malheurs ? Entre des colonnes épargnées par les bombes, on a tendu des étoffes portant l'inscription : « Nos murs peuvent s'écrouler, nos cœurs restent fermes. » M. Goebbels exalte le *Fuhrer*, compare son nom « couvert de gloire » à celui de Frédéric le Grand. « Nous croyons en lui, s'écrit-il, et en sa tâche historique. »

Pendant ce temps, sur les champs de bataille, les coups tombent drus sur ses légions. Le grand tournant approche. Les armées d'Italie s'emparent de Rome.

La chute de la première capitale de l'Axe fut un coup de tonnerre pour ses maîtres. Leur situation apparut désespérée. L'initiative des opérations perdue à l'est et au sud ; à l'ouest, des milliers de kilomètres de côte à garder, des peuples frémissants à contenir, voilà le bilan des vainqueurs après quatre ans de bataille. Leur poids moral s'avère nul, leurs forces insuffisantes. Ils se sont attachés à l'impossible.

Leurs autorités croient à la vertu des paroles d'un fallacieux orgueil qui sortent de la rotative ou de la bouche du haut-parleur, au pouvoir de la corruption ou de la police. Leur chef suprême n'a foi que dans la terreur.

Le voici avec son sceptre de fer au sommet d'une pyramide de crânes. Chaque combat perdu, chaque bruit de révolte attise son exaltation, fait éclater ses colères sanguinaires. Elles créent l'atmosphère d'épouvante de la dernière phase de la guerre.

Des bruits sinistres se répandaient sur les camps nazis : tortures innommables, la pendaison peine disciplinaire, pour faire place à de nouvelles victimes, les prisonniers périodiquement assommés, gazés ou brûlés, des enfants trempés par la tête dans des cuves et expirant au milieu des éclats de rire des gardiens et gardiennes.

— Psychose de guerre ! opinaient les esprits timorés. Or, la réalité allait s'avérer plus atroce que des cauchemars de déments.

Hitler n'avait-il pas proclamé le droit du vainqueur à extirper des millions d'hommes « de race infé-

rieure » ? Ses usines de dépeuplement s'étendaient sur le continent, installations immenses telles Maidanek, Buchenwald, Auschwitz, qui broyèrent des millions de victimes ; camps modestes où quelques centaines de malheureux, le numéro de bagnard tatoué sur le poignet gauche, attendaient la mort. Partout, la même inhumanité basse, lâche, caporalisée. L'inspiration du *Fuhrer*, le procédé établi par Himmler et ses complices trouvaient de dignes exécutants dans le sadisme discipliné de gardiens infâmes. Sous leur regard impassible, des milliers de squelettes vivants essayaient de manger du bois ou fouillaient la terre pour trouver des vers. La fin instantanée semblait une délivrance, comparée au lent dépérissement au milieu de la faim et de tortures bestiales.

L'histoire a connu de sombres ères de cruauté. Les siècles n'ont pas effacé le souvenir des torches vivantes du souverain de l'antiquité frisant la démence, le temps où les corps des chrétiens enduits de résine illuminaient les jardins de Néron. Ces flambeaux de chair déshonorèrent quelques nuits de l'an 64. Mais après deux mille ans de christianisme, la fumée des férociétés hitlériennes devait souiller l'Allemagne pendant douze ans et l'Europe pendant six.

ser
l'E
les
saie
d'e
dan

CHAPITRE VIII

JUSTICE

O star ! O ship of France, beat back and
baffled long !

Bear up O smitten orb ! O ship continue on !

Again thy star O France, fair lustrous star,
I heavenly peace, clearer, more bright than
ever,
Shall beam immortal.

O étoile ! O vaisseau de France, mis en fuite
et bafoué !

O vaisseau repars !

De nouveau, ton étoile, O France, belle, res-
plendissante étoile,

Dans la paix céleste, plus pure, plus radieuse
que jamais,
Rayonnera immortelle.

Walt Whitman, « O Star of France ».
Leaves of grass.

« Feuilles d'herbe », 1870.

(Traduction de Jules Laforgue.)

I

1944. Le mois de mai fut radieux cette année-là. Il semblait que la Méditerranée avait prêté son ciel à l'Europe de la misère et du crime. D'une main rageuse, les maîtres serraient le joug. Les prisons se remplissaient, les fermes flambaient, les salves des pelotons d'exécution faisaient serrer les dents. Dans les geôles, dans les camps, la mort hideuse guettait les patriotes.

Cafés, cinémas restaient vides par crainte des rafles. Beaucoup de Français menaient une vie de conspirateur, couchaient chaque nuit sous un autre toit par crainte d'être arrêtés ou déportés.

Les yeux brûlants de souffrances se tournaient vers la mer d'où devait venir la délivrance. Mais les ondes restaient sereines, indifférentes aux maux des hommes. L'impatience céda à la torpeur. Un sourire amer l'interrompit pour un instant. Vichy annonçait la suppression de la guillotine. Assurément, la vieille tueuse au noir panier était trop lente; les serveurs de l'étranger préféraient les exécutions sommaires.

Pendant ce temps, les fabulistes rassemblés autour de M. Goebbels s'évertuaient à dissiper l'inquiétude éveillée par la prise de Rome.

« Théâtre de guerre secondaire, satisfaction de vanité, chèrement payée, sans importance militaire », rabâchaient ces Messieurs à tout propos. Et ils ne cessaient de vanter l'*Atlantik Wall*, le mur de l'Atlantique, bastion inexpugnable de la forteresse Europe. Leurs journaux montraient d'étranges édifices, on eût dit des tours de Babel en construction, chacune gardée par une sorte de cheminée d'usine inclinée, et qui n'était qu'un gigantesque canon. Derrière ce mur s'élevaient des fortifications en profondeur, gardées par des troupes d'élite. Enfin à Lyon et à Beauvais, les grandes garennes, des meutes de tanks se tenaient prêtes à se ruer vers la côte où apparaîtrait l'envahisseur.

Jamais les Anglais ne remettraient le pied sur le continent, répétaient les fabulistes, la flotte ennemie serait foudroyée, avant d'approcher la côte.

Le 6 juin, à minuit, au large du Cotentin, la vieille lune écarquille les yeux à la vue de la mer jalonnée d'innombrables points noirs ainsi que de grosses

taches sombres : petites barques plates, canots rapides, bateaux-mères qui cachent dans leurs flancs leur famille d'embarcations légères, de gros transports dont l'étrave s'ouvre pour laisser passer chars et hommes, enfin, gardiens vigilants du troupeau, de puissants croiseurs. En dépit de la mer démontée, l'*armada* de plus de 7000 bâtiments, dirigée d'une salle souterraine du Q.G. de Portsmouth, manœuvre avec la régularité impeccable d'une revue navale. Son artillerie crache du feu sur les batteries côtières, tandis que 11 000 avions déversent des tonnes de bombes sur les ouvrages de la côte. Surprise complète, car les bombardiers alliés s'étaient chargés de réduire au silence les postes allemands de radio-repérage.

Le mur de l'Atlantique avait été établi avec beaucoup d'ingéniosité. A cinq cents mètres devant le rivage, coulées dans du béton, de puissantes piques en fer étaient destinées à fendre la coque des embarcations. En arrière, une barrière sous-marine minée devait les achever. Le troisième obstacle était formé de colonnes d'une tonne, ancrées au fond de la mer. Sur la rive, derrière un grillage formé d'acier et de béton, se dressaient « les asperges Rommel », d'immenses pieux en acier reliés par des fils de fer. Des mines enfouies dans le sable terminaient le cycle infernal.

Le long de la plage, les feux croisés des *bunker* en béton ou en acier attendaient l'assaillant. De puissantes casemates constituaient de vrais fortins. Leurs caves étaient reliées, par des couloirs souterrains, aux villages en arrière de la première ligne, afin de permettre aux défenseurs de prendre l'ennemi à revers.

L'œuvre cyclopéenne, conçue par deux célèbres ingénieurs allemands, Todt et Speer, avait été exécutée par des centaines de milliers d'esclaves, prisonniers

de guerre, ouvriers embauchés de force. Les os qui blanchissaient sous le mur de la servitude n'allaient pas porter bonheur à leurs maîtres.

Avec une patiente méthode, le haut-commandement allié avait fait établir une copie du fameux mur sur un champ de manœuvres en Angleterre et préparé la riposte à chaque piège. Des scaphandriers détruisirent les piques sous-marines. Des rouleaux compresseurs cuirassés renversèrent le grillage et réduisirent en bouillie les asparges d'acier.

Pendant ce temps, la *R.A.F.* balayait le ciel, des divisions aéroportées descendaient à l'intérieur du pays, des planeurs déposaient l'infanterie, des bateaux plats, protégés par des nuages artificiels, déversaient des troupes d'assaut qui s'élançaient vers le rivage, suivies, gardées par le bouclier aérien.

La résistance fut acharnée. Mais comment arrêter les soldats de Montgomery admirablement préparés, pour lesquels la défense n'avait pas de surprise, et qui partaient à l'attaque avec la certitude du succès ! Pour la plupart, c'était la première bataille. Leur cran étonna les vétérans allemands.

Les défenses jugées inexpugnables s'effondrèrent en quarante-huit heures. La *R.A.F.* et la Résistance entravèrent l'arrivée des réserves qui ne pouvaient se déplacer que la nuit.

Le lion britannique accroche ses griffes, l'aigle américain ses serres aux falaises normandes. Trois semaines après, Cherbourg tombe.

« Nous sommes revenus, pouvait dire Churchill. Nous sommes venus tenir la promesse faite il y a quatre ans à Dunkerque. »

D'ailleurs, par un curieux à-propos, le premier jour de l'invasion coïncidait avec le quatrième anniversaire de la retraite de Dunkerque.

Le succès de cette formidable opération faisait honneur à l'audace réfléchie de ses auteurs. A l'encontre de l'Allemand, soldat même en bonnet de nuit, le Britannique, l'Américain aiment la paix. Le génie militaire anglo-saxon repose dans un écrin comme un diadème que l'on ne sort que pour les grandes occasions. La bataille de Normandie apportait la preuve qu'il n'avait rien perdu de son éclat.

La prise de Rome et, trente-huit heures après, la brèche pratiquée dans le mur de l'Atlantique annonçaient la fin de la supériorité militaire de l'Allemagne.

II

Après la chute de Rome et la surprise foudroyante de Normandie, l'Allemagne donne le spectacle du pont d'un navire en perdition. L'équipage redouble d'effort. Les uns guettent les gestes du capitaine, voient en lui le sauveteur. Les autres jettent des regards sombres vers le chef qui les a engagés dans cette voie mortelle.

Un jour de printemps, en 1940, à Rome, au milieu d'un cercle intime, certain officier qui portait un nom célèbre dans les annales militaires de l'Allemagne, dit à ses hôtes :

« Demain, 14 juin, nous prenons Paris. Le 15 septembre, nous entrons à Londres. De retour à Berlin, nous liquidons le parti national-socialiste. »

Londres ne fut pas pris. L'effort de guerre mit la sourdine aux dissonances entre le parti et la *Wehrmacht*. Les premières campagnes semblaient confirmer la stratégie nazie, l'élan casse-cou, efficace contre des adversaires inférieurs en armement et en nombre. Une période d'attente s'ensuivit pour les conspirateurs. D'attente et de compromissions. Plus d'un parmi eux

accepta des avantages des mains de l'homme qu'ils voulaient abattre. D'ailleurs, ils comptaient sur les effets salutaires d'El-Alamein et de Stalingrad.

La leçon ne porta pas. Le *Fuhrer* ne supportait aucune contradiction, gaspillant les vies, ordonnant de résister jusqu'au dernier homme sur des positions perdues.

Stalingrad entama son prestige. L'un des généraux prisonniers, von Seidlitz, descendant d'un fameux cavalier de Frédéric II, n'hésita pas à se mettre à la tête du « Comité de libération », formé à Moscou, et à traiter Hitler de corrupteur de son peuple. Celui-ci continuait néanmoins à rudoyer ses lieutenants et à les destituer au premier échec ou à la moindre velléité de non-conformisme politique.

La stratégie personnelle du *Fuhrer*, la fameuse « stratégie d'intuition », était la servante de sa fantaisie et de ses nerfs. Sa diplomatie obéissait aux mêmes impulsions. Il s'accrochait à la chimère de désunir les Alliés, de conclure une paix séparée soit avec les Russes, soit avec les Anglo-Saxons. Il rageait à la pensée que ces insolents eussent osé tailler une vaste brèche dans son mur de l'Atlantique. Aussi enleva-t-il des divisions blindées de Russie, ayant décidé dans son esprit que le front de l'est tiendrait, pendant que ses troupes d'élite, concentrées en Normandie, battraient Anglais et Américains. Menacés d'être jetés à la mer, ceux-ci se résigneraient à négocier.

Aucune de ces hypothèses ne devait se réaliser. Les Anglais, les Américains tenaient, les Russes avançaient. M. Eden révéla qu'une haute personnalité nazie lui avait proposé une paix séparée, mais se heurta à un refus.

L'angoisse montait en Allemagne. Afin de relever

le moral de ses auditeurs, M. Goebbels renouvelait ses promesses de l'arme secrète qui anéantirait l'ennemi.

En effet, une bataille de deux équipes de savants se déroulait dans les laboratoires. Chacune apporta des perfectionnements à divers instruments militaires. Chacune cherchait à utiliser pour le combat la formidable énergie que dégage la rupture explosive du noyau atomique.

Sa découverte était due à lord Rutherford, savant australien. Son enseignement attira à Manchester la fleur des jeunes physiciens. En France, les travaux de M^{me} Curie et du ménage Joliot-Curie apportaient de précieuses contributions à ces études. La guerre leur donna un coup de fouet. La domination du monde n'était-elle pas assurée à celui des belligérants qui découvrirait la bombe atomique ?

Trois hommes, tout en travaillant activement dans ce domaine, contrôlaient simultanément le progrès des expériences allemandes : les professeurs Niels Bohr et Georges de Hevesy à Copenhague et Leif Tronstad en Norvège. En 1943, ils se réfugièrent à Stockholm.

La *Reichsanstalt* pour la physique avait beau exécuter d'importants travaux dans l'île de Peenemunde ou à Rjukan en Norvège : périodiquement, la R.A.F. broyait installations et inventeurs. Pendant ce temps, aux Etats-Unis, à l'abri des avions allemands, Niels Bohr, Américains, Anglais, Canadiens, ainsi que des lumières des universités allemandes ou autrichiennes, victimes des lois racistes, associaient leurs efforts. Roosevelt avait mis à leur disposition des moyens illimités.

Tandis qu'à Oakbridge, village perdu de l'Etat du Tennessee, de silencieux savants s'adonnaient aux travaux destinés à libérer des sources d'énergie tita-

nesques, leurs émules hitlériens, engagés dans la même voie, trépignaient sur place. Pourtant la science allemande parvint à offrir au *Fuhrer* un nouvel engin de destruction, sorte de requin de l'air, méchante bête bourrée de bombes, lancée par catapulte, dirigée au moyen d'ondes hertziennes. Le maître vindicatif lui donna le nom de V 1, initiale de *Vergeltung*, vengeance, laissant entendre qu'il ne s'agissait que du premier échantillon d'une série d'armes formidables, lesquelles pulvériseraient la Grande-Bretagne. Les clairons à croix gammée accompagnaient ces révélations de leurs fanfares assourdissantes.

Les torpilles ailées se délestent dans le ciel britannique de leurs charges qui broient tout sur leur passage. Pourtant leur rayon d'action est limité à la région londonienne et au sud de l'île. Comme en 1940-1941, la capitale vivait sous les bombes, les stations de métro se remplissaient de dormeurs, le verre pulvérisé couvrait les rues, les maisons s'écroulaient, les incendies flambaient, le moral restait intact.

La R.A.F. pilonnait les rampes de lancement. Les torpilles aveugles poursuivaient leurs ravages, souvent interceptées, écrasées par les chasseurs en plein ciel. En Normandie, la bataille continuait.

III

Alors que ces événements se déroulent en Occident, milieu des vantardises d'un triomphe factice, que la V 1 brûle des milliers de paisibles cottages, le vent du désastre se lève à l'est.

Staline aligne son armée de choc. Ses ressources sont immenses. Ne dispose-t-il pas d'une inépuisable réserve d'hommes, des produits de l'industrie russe

au
d'i
Br
v
l'a
de
sor
mi
des
nie
I
l'U
déc
pat
alle
mo
dor
I
çai
dav
au
che
et l
Q
équ
effo
pén
fort
de c
mèt
P
para
de
le n

auxquels s'ajoutent, par Mourmansk et par Bassorah, d'incessants envois des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne? Le soldat russe, qui a pris l'habitude de vaincre, attend avec une joyeuse émotion le signal de l'attaque.

La *Wehrmacht* combat depuis cinq ans. La fleur de ses troupes repose en terre russe. Les survivants sont usés. Les officiers contemplent, soucieux, le chemin qui les a menés, de décrochage en décrochage, des confins de l'Asie jusqu'en Russie-Blanche, le dernier glacis qui les sépare du Reich.

Le 22 juin, troisième anniversaire de l'invasion de l'U.R.S.S. par son alliée, l'offensive foudroyante se déclenche. Sept armées s'ébranlent de Pskov aux Carpathes. Vitebsk tombe, d'autres colonnes de la défense allemande suivent. L'artillerie russe, entièrement motorisée, se montre irrésistible. L'aviation rouge domine l'air.

Les erreurs du service de renseignement, qui annonçait l'attaque dans les secteurs de Galicie et de Moldavie, favorisaient les projets russes. Car Staline visait au cœur, s'en prenait aux défenses de la Russie-Blanche dans le dessein de marcher, à travers la Pologne et la Prusse-Orientale, droit sur Berlin.

Quatre années de guerre ont doté l'U.R.S.S. d'une équipe de grands capitaines. Staline coordonne leurs efforts. Les défenses ennemies culbutées, les blindés pénètrent dans les brèches, abandonnent les places fortes aux troupes de l'arrière, tandis que les colonnes de chars percent en fer de lance le front de 1500 kilomètres allant du golfe de Finlande aux Carpathes.

Pendant quelques jours, le nom de la Bérésina paraît dans les communiqués et éveille le souvenir de Napoléon, à pied au milieu de la Vieille-Garde, le manteau couvert de neige, donnant ses ordres avec

un imperturbable sang-froid sous la mitraille. Le petit caporal avait partagé le danger avec ses soldats. Le grand caporal, en sécurité dans son abri, les animait par ses paroles plutôt que par l'exemple du courage, ordonnait toutefois de passer par les armes les officiers ou soldats qui parlaient de se rendre.

La paisible Bérésina d'été fut vite dépassée. Les lignes de défense cèdent, le recul allemand s'accélère, gêné par le lamentable cortège des colons, volontaires ou forcés, expédiés à l'est avec la mission de transformer l'Ukraine et la Russie-Blanche en terres germaniques. Le principal responsable de cet exode, M. Rosenberg, dictateur de l'Est et pontife du national-socialisme, qui, depuis vingt ans, tourne le visage vers le ciel et clame qu'aucun Dieu n'y règne, voit les armées de Senachérib s'écouler en flots désordonnés. Lui-même, ainsi que ses bureaux devenus inutiles, déguerpissent de Königsberg sans tambour ni trompette.

Le jour même de la chute de Minsk, de la déroute qui annonçait la fin proche du III^{me} Reich, mais que ses porte-parole qualifiaient de « raccourcissement de front habilement exécuté », de brefs entrefilets des journaux rappelaient le soixantième anniversaire de Halder, le chef de l'état-major congédié par Hitler en décembre 1941, alors que lui-même prenait en main la direction des opérations, entouré d'officiers courtisans et de généraux du parti. Dès lors, son prestige s'effritait. Certes, les SS. et la Jeunesse hitlérienne lui restaient fanatiquement dévoués, le gros des troupes, « les bons Allemands », accomplissaient leur devoir jusqu'au bout, obéissaient encore à l'ordre de se faire tuer plutôt que de se rendre. Mais, déjà, le pressentiment de l'inutilité du sacrifice se faisait jour parmi les troupes qui revenaient

de la Volga à la Vistule sur un chemin jalonné de millions de cadavres.

Après un mois de campagne, il ne reste plus d'Allemands sur terre russe : la frontière de la Prusse-Orientale est atteinte, la Pologne du Sud occupée, les Carpathes menacées. Vingt et un généraux allemands défilent à pied, à la tête de 57 000 prisonniers, à travers les rues de Moscou et la place Rouge, au milieu d'une foule muette.

L'Allemagne a perdu ses atouts : supériorité du commandement, supériorité de l'armement. L'aviation anglo-américaine a écrasé ses usines. En face de 80 millions d'Allemands se dressent 150 millions de Russes, et Staline, homme de fer, en face de Hitler, homme de nerfs.

En France, en Italie, la fortune des armes ne se montre guère plus favorable : percée anglo-américaine en Normandie, cascade de villes conquises sur le front d'Italie. Le mensonge officiel ne parvient plus à étouffer les rumeurs des défaites. Les responsables de ces malheurs se cramponnent au pouvoir. Le perdre signifie pour eux le jugement, l'ignominie et la mort. En dépit d'une infériorité manifeste, ils continuent à pratiquer leur stratégie de prestige, stratégie qui se trompe elle-même, ayant pour but de faire croire à la possibilité d'un redressement après une succession de revers mortels.

IV

Le vent du désastre bouleverse les esprits. Dès le début de l'année, dans leurs réunions clandestines, les conspirateurs qui guettaient l'heure depuis l'invasion de l'Autriche se déterminent à agir. L'un des

affiliés présente un mémoire à Hitler pour le persuader de mettre fin à la guerre. Mais celui-ci refuse d'admettre la défaite, assurant que l'arme secrète V1 était au point et qu'elle changerait la marche des événements. Lorsque ce dernier espoir s'évanouit et que le *Fuhrer* se montre néanmoins intraitable, en février 1944, l'opposition décide de supprimer le despote qui conduit l'Allemagne à sa perte.

Le comité d'action avait à sa tête le général Beck et le maréchal von Witzleben, qui devait prendre le commandement suprême, enfin Goerdeler, bourgmestre de Leipzig, désigné pour les fonctions de chancelier.

Après cinq ans d'attente, voici donc les Brutus de l'état-major à l'œuvre. Ils ont derrière eux tous les ennemis du national-socialisme : ecclésiastiques et communistes, syndicalistes, grands bourgeois, fonctionnaires, diplomates. De nombreux officiers sur les divers fronts attendent le signal : l'explosion de la bombe qui devait mettre en pièces Hitler, Himmler et Goering. Faute de trouver le sinistre trio réuni, le colonel Stauffenberg prépara le coup contre Hitler.

Le régime, dont la police constituait la cheville ouvrière, ne manquait pas de couvrir d'un brouillard artificiel les conspirations, tantôt ourdies par la Gestapo, tantôt réelles, toutefois découvertes et devancées par elle pour frapper la première. N'était-ce pas le cas de la révolte qui éclata le 20 juin, mais ne fut divulguée que six jours après son échec ?

Le récit radiodiffusé de M. Goebbels contenait une série d'invéraisemblances. Le colonel Stauffenberg, à son dire, aurait déposé une mine plate sur le bureau du *Fuhrer*, sous une pile de journaux — bien entendu un engin anglais, comme en 1939 au caveau du

Bürgerbräu à Munich. Exactement comme lors de cet attentat, Hitler aurait eu la vie sauve grâce à un retard de quelques minutes. Evidemment qu'en dehors des SS., un ange gardien, montre en main, veillait sur le maître du Reich et lui imposait ces retards propices.

Mais nous allons de surprise en surprise. Quelle étrange conduite que celle des conspirateurs ! Sans attendre l'éclatement de l'engin, le colonel Stauffenberg vole à Berlin, où les généraux improvisent séance tenante un gouvernement militaire dans la Bendlerstrasse, siège du haut commandement.

Sur l'ordre de M. Goebbels, l'immeuble est cerné, les auteurs de la tentative du coup d'Etat traînés dans la cour et achevés.

Une dépêche en langage conventionnel avait prévenu le général Stulpnagel, commandant des troupes allemandes en France, de la mort du *Fuhrer* et de la prise du pouvoir par les conjurés. Après le couvre-feu, des groupes d'autos blindées attaquèrent les sièges de la Gestapo, avenue Foch et rue des Saus-saies. L'opération était en train lorsque la voix du *Fuhrer* se fit entendre dans la radio. Le coup de main échoua. Stulpnagel se logea dans la tête une balle qui sectionna les nerfs optiques. L'aveugle fut torturé et transporté en Allemagne, où il devait subir le sort de ses compagnons d'infortune.

Les massacres qui vont suivre sont la répétition de la première Saint-Barthélemy du 30 juin 1934, sauf que, cette fois, les victimes ne seront pas des hommes de sac et de corde entourant le capitaine Röehm, mais l'élite du corps des officiers. De nombreux civils partageront leur sort, des téméraires qui s'étaient refusé à identifier le régime avec la patrie. Au milieu de la vague de terreur, l'amère plaisanterie des jours san-

glants de 1934 revient. Les amis se saluent en chuchotant :

— *Lebst du noch ?* (Es-tu encore en vie ?)

La seconde Saint-Barthélemy eut pour résultat politique l'attribution du commandement de l'ensemble des forces stationnées dans le territoire du Reich à Himmler. Voici les SS. et leur chef maîtres absolus du pays, disposant de la police, de la troupe, de l'aviation, de la marine. La conduite de la guerre passe entièrement entre les mains du parti

Dans quel état de nerfs se trouve le chef ivre de son pouvoir après cinq ans de tension, les coups des défaites, l'alarme de la révolte ? Lui qui disait, à la manière de Guillaume II : « Mes maréchaux, mes généraux... » On peut en juger par le discours qu'il prononce à la radio. La bouche d'où soufflait l'orage se contracte, l'angoisse mouille sa voix. Pour quelques instants il retrouve son aplomb, mais bientôt pique une rage et finit par des vociférations inintelligibles.

Ses propos contenaient deux points essentiels : la promesse de régler les comptes « comme nous, nationaux-socialistes, en avons l'habitude », enfin l'accusation contre les conjurés d'avoir tenté « le coup de poignard dans le dos, comme en 1918 ».

Hitler n'avait pas été en vain le protégé de Ludendorff. De même que le quartier-maître général, après la défaite, inventa la légende du coup de poignard, de la défense nationale sabotée par les juifs et par les démocrates, à l'approche de l'heure fatale, lui aussi, à son tour, entreprend de renverser les responsabilités et de présenter comme bouc émissaire la noblesse allemande.

Or, en réalité, la conspiration des généraux n'a pas été la cause, mais la conséquence de la défaite. Sa responsabilité retombe sur l'homme qui bouscula

l'état-major, en éloigna les meilleures têtes pour les remplacer par des « soldats politiques », instruments dociles de ses lubies. Que l'on se souvienne de l'inscription sur la couronne placée aux pieds de la statue de Hindenburg au lendemain de Stalingrad.

Cependant, les inspireurs du parti lancent le mot d'ordre : « L'ennemi est à droite ! » « La noblesse dégénérée doit être anéantie, écrit le Dr Ley dans son journal *Angriff* (L'Attaque), les coupables et leurs familles doivent mourir. » Ses pires invectives s'adressent au comte Stauffenberg.

L'auteur de ces propos virulents, petit homme rubicond, au nez crochu, n'avait jamais paru sur un champ de bataille, tandis que le colonel Stauffenberg, qu'il traitait de lâche, avait perdu une main et un œil en Tunisie, ce qui ne l'empêcha pas de reprendre du service.

Sur l'ordre du chef d'Etat, une « Cour d'honneur » se constitue pour épurer l'armée et pour livrer les réprouvés aux « tribunaux du peuple », formés exclusivement de membres du parti.

Le 8 août, huit officiers parurent devant la section de Berlin du fameux tribunal. Les correspondants de la presse étrangère se virent exclus de l'audience. Tout allait être dénaturé dans ce procès ; seule la photographie rend fidèlement l'ambiance sinistre, montrant les accusés dépouillés de leur uniforme, en chandail, les mains liées, devant leurs juges pâles de haine ou d'émotion, tandis que dans le fond, les têtes de mort grimacent sur les casques des policiers. Elles n'intimidèrent pas les prévenus, qui accablèrent leurs juges, étalèrent l'aveuglement et la honte du régime.

Tous furent condamnés à la peine capitale et pendus deux heures après, pendus par des crochets

enfoncés dans le menton, comme du bétail. Leur agonie dura six heures. Ainsi périt le maréchal von Witzleben, le lieutenant York von Wartenburg, descendant d'un général célèbre des guerres napoléoniennes, et six autres officiers de valeur. Ils avaient combattu. Leur justicier, sans jamais se départir du souci de sa sécurité personnelle, n'avait fait que rendre plus difficiles les conditions du combat et par ses colères sanguinaires avait compromis leur dignité.

Le père de l'épouvante avait connu à son tour l'épouvante. Bien plus que de la blessure de son bras gauche, il souffrait d'un ébranlement nerveux dont il ne devait plus se rétablir. A partir du 20 juin, un homme frisant la démence domine sur le Reich.

Les corps livides des pendus ne bouchent pas les brèches. Hitler décrète le 25 juillet la mobilisation totale et en confie la direction à Goebbels. Dans le Reich aussi bien que dans les territoires rattachés ou occupés, les hommes de 15 à 80 ans seront enrôlés. La campagne d'été a coûté à la *Wehrmacht* un demi-million d'hommes, dont 380 000 tués, sans compter de formidables pertes de matériel.

Comment renouveler ce matériel, comment remplacer ces vétérans ? Sans doute, les *Gauleiter* et leurs acolytes prennent des leçons de tir. Pour eux, ainsi que pour les autres dignitaires du parti, vaincre ou mourir ont cessé d'être de vains mots. Le vertige du gouffre les guette : la colère de leur propre peuple ou la sentence de juges inexorables. Le sang continue donc à couler afin que les coupables ne meurent pas.

A tant de pages de honte s'ajoute celle de l'exécution de Rommel. Grièvement blessé dans le Calvados, il fut ramené dans son village natal, près d'Ulm. Le maréchal entrait déjà en convalescence lorsque la Gestapo entourra sa maison : deux généraux

lui annoncèrent qu'il avait le choix entre le poison et la pendaison, convaincu d'avoir trempé dans la conspiration contre le *Fuhrer*. Les messagers tenaient à sa disposition une pilule qui l'endormirait en trois secondes. S'il consentait, le gouvernement prendrait soin de sa famille.

Rommel se souvint de celle d'autres conjurés, égoragée jusqu'aux nouveau-nés. Il prit congé de sa femme et de son fils. Ceux-ci s'agenouillèrent pour prier. Quelques minutes après, un coup de téléphone leur annonçait que le maréchal avait succombé à une attaque d'apoplexie.

L'assassin ordonna des obsèques nationales à sa victime.

V

Lorsque le maréchal von Kluge fut nommé généralissime des armées de l'Est, il exprima publiquement le désir d'une lutte chevaleresque. Sans doute le vieux soldat était-il sincère, et beaucoup de ses officiers partageaient ses sentiments. Ce souhait ne devait pourtant pas s'accomplir. Leur chef suprême, dans ses conversations avec Rauschning, n'avait-il pas raillé avec dédain les généraux qui voulaient agir à la manière « des chevaliers du moyen âge » ? Le respect humain constituait à ses yeux une dangereuse sensiblerie, la terreur, le plus efficace des moyens de guerre. Il persistait à refuser aux soldats de la Résistance la qualité de combattants et ordonnait de les passer par les armes.

Or, tous les groupements de l'armée secrète avaient été unis sous le nom de Forces françaises de l'intérieur, commandées par le général Kœnig, faisant partie des armées du général Eisenhower. Celui-ci, ainsi que

le gouvernement d'Alger, l'avait notifié au haut commandement ennemi. Malgré tout, les fusillades continuaient.

La France sera donc le théâtre d'une lutte impitoyable entre les occupants et les F. F. I. Ceux-ci sont traités en bandits, les blessés arrachés du lit d'hôpital pour être achevés, les médecins tenus sous peine de mort à dénoncer tout blessé par arme à feu. Mais insouciant du danger, les soldats de la délivrance s'acharnent contre le réseau ferroviaire, incendient les gares de triage, paralysent les transports, surgissent partout à travers le territoire pour porter des coups audacieux à la machine militaire allemande.

Ses chefs s'imaginent arrêter cet élan par la répression générale : ordre d'incendier les villages, constitution de réserves d'otages, patriotes pendus sur la place publique. Les déportations prennent des formes odieuses : aux portes des ateliers, des stades, des cinémas, voire des églises, des camions attendaient la foule, et enlevaient des hommes, des femmes vigoureux pour les transporter dans des usines en Allemagne. Des convois d'anciens officiers, d'universitaires, de maires, d'instituteurs partaient outre-Rhin pour des destinations inconnues.

Le clergé était particulièrement visé. De hauts dignitaires de l'Eglise, qui avaient protesté contre les abus des occupants, furent arrêtés et expédiés en Allemagne.

Que ces Messieurs de la Gestapo connaissaient mal le caractère français ! La persécution ne fit que stimuler l'opposition. Les coups de main se multipliaient contre les troupes ennemies. De sauvages répressions y répondaient.

Villes et campagnes subissaient le fléau. Le plus odieux de tant de crimes fut commis à Oradour-sur-

Glane, petit village de la Haute-Vienne. Un officier ennemi, pris par les maquisards, avait été houspillé par les femmes durant la traversée du village. Le lendemain, 10 juin, un détachement de SS. cerna Oradour, enferma les hommes dans les granges, ordonna aux femmes et aux enfants de se rendre à l'église. La mitraille faucha les hommes, quelques grenades incendiaires suffirent pour faire flamber les granges. Ensuite ce fut le tour de l'église. Un fonctionnaire français, qui y pénétra deux jours après, trouva au centre de la nef un lit de cendres humaines; dans la sacristie, il aperçut deux garçonnetts qui se tenaient enlacés et, à côté d'eux, une voiture d'enfant avec les restes d'un bébé réduit en cendres.

Le témoin, auquel on doit ce récit empreint de la sévère précision d'un juge d'instruction, eut l'occasion de s'entretenir avec l'officier commandant le détachement. Ce n'était pas un soudard, mais un homme svelte, aux yeux clairs, au regard presque doux, appartenant, au dire de son interlocuteur, à une classe sociale au-dessus de la moyenne.

L'ordonnateur de ces actes, le lieutenant-général Frédéric von Brodowsky, devait tomber en captivité. Nature méthodique, il avait noté dans son journal la série interminable des massacres.

— Aviez-vous l'ordre, lui demanda-t-on au cours de son interrogatoire, de brûler des femmes et des enfants?

— J'avais l'ordre d'appliquer tous les moyens de la terreur. J'ai exécuté l'ordre.

— Aviez-vous l'ordre de massacrer les blessés et les médecins des F. F. I. ?

— Certainement. Explicitement. Nous sommes en guerre.

Voici les fruits de la morale nazie : rupture avec

toute foi, religion de la force, orgueil d'une supériorité imaginaire, inhumanité à froid, certitude de l'impunité.

La force était brisée, la chimère de l'impunité subsistait. Mais elle avait fait son temps.

VI

Au-dessus de la volonté de libération se dresse la haute figure du général de Gaulle. Sa tâche est multiple: direction de la Résistance armée, organisation politique, défense diplomatique. Le combattant de la première heure avance, plein d'énergie et animé d'une force de conviction inébranlable, sur le chemin semé d'obstacles.

Le débarquement se fit, et il n'y avait pas encore d'accord entre les gouvernements de Londres et de Washington et le comité d'Alger, transformé en gouvernement provisoire de la République sans que les Alliés eussent été préalablement consultés. Mais le général avait toujours refusé le rôle de Cendrillon pour la France, défendu sa souveraineté d'un ton parfois brusque. Sa diplomatie de soldat avait éveillé certaines inquiétudes, particulièrement à Washington. MM. Roosevelt et Cordell Hull étaient d'avis que la France ne pouvait pas décider la forme de son gouvernement avant l'expulsion des occupants. Churchill, ce fervent ami de la France, exprime des vues semblables. « Il n'est point certain que le Comité symbolise la nation, remarquait-il, dans la mesure où les gouvernements anglais, russe et américain sont autorisés à représenter leurs Etats respectifs. »

Le souci de ces hommes d'Etat va vers l'avenir, ils voudraient que le pays ami, une fois libéré, puisse

s'adonner à la reconstruction sans heurt, éviter des convulsions pouvant mener à la guerre civile.

L'erreur optique des observateurs lointains fut d'amplifier les dissensions françaises et aussi de se méprendre sur le caractère du chef. Il n'est pas un Clemenceau que la France, une fois sauvée, pourrait être tentée d'écarter. Le Tigre, qui avait passé sa vie à collectionner des ennemis, était un vieillard aux facultés de jugement bien au-dessous de ses qualités combattives. De Gaulle, en pleine maturité, vit, au contraire, le regard ouvert sur de vastes horizons. Ce n'est ni un révolutionnaire, ni un attardé, le but qu'il s'est fixé est une « démocratie nouvelle telle que la souveraineté du peuple puisse s'exercer totalement par le suffrage et par le contrôle, et telle aussi que le pouvoir chargé par lui de diriger l'Etat ait les moyens de le faire avec force et continuité ». Tout, en lui, annonce cette ferme volonté, très évoluée quant aux questions sociales, mais sans rien de sectaire en politique.

Sa popularité, son autorité, son action font de lui un vrai chef d'Etat. Comme tel, c'est à lui que revient la défense de la souveraineté de la France. Or, les nécessités militaires ne permettent pas au général Eisenhower de se désister de ses pleins pouvoirs, de sorte que lui seul peut décider du moment de la rétrocession de certains territoires formant zones militaires à l'administration française. Cette question de détail vient s'ajouter à la question de principe qui sépare Washington et Alger.

Ce qui semble insoluble de loin, apparaît moins ardu au cours d'une franche conversation entre deux hommes qui s'estiment sans s'accorder. La visite du général de Gaulle à la Maison-Blanche a dissipé des nuages.

L'autonomie administrative française est reconnue en principe pour les régions libérées. Les Etats-Unis acceptent le Comité français de libération comme l'autorité de fait exerçant le gouvernement de la France en attendant la consultation populaire.

Roosevelt et Churchill souhaitent pour la France un gouvernement national et non un gouvernement de parti. Les événements vont les rassurer.

La France souterraine monte à la surface. L'œuvre du père de la Résistance apparaît au grand jour. Il ordonne la levée générale. L'unanimité se fait autour de lui.

L'armée populaire entre en jeu. Son courage ne surprend pas. L'imprévu, c'était l'ampleur, l'achèvement de son organisation forgée par de Gaulle et ses compagnons d'armes. Ce que Darnand appelait dédaigneusement « la prétendue armée secrète » se révèle un ensemble remarquablement entraîné, prêt à l'action sur un terrain soigneusement préparé. Les interminables et mystérieux messages qui réjouissaient les auditeurs de la radio constituaient son langage chiffré. Ces volontaires provenant de classes et de régions les plus diverses faisaient honneur aux organisateurs de la levée en masse.

Le général de Gaulle a obtenu deux résultats de la plus haute importance. Il a fait reconnaître les conséquences du redressement français dans les relations extérieures. Grâce à l'armée dont il a doté sa patrie, ce ne sera pas en belle enchaînée qu'elle assistera à la délivrance, mais le glaive en main.

C'est dans ces conditions que commence la bataille de France.

En Normandie, les Alliés avaient profité de l'entêtement de Hitler qui s'acharnait à vouloir clouer à sa tête de pont l'armée d'invasion. Pendant que

l'aile gauche, les Anglo-Canadiens de Dempsey et de Crérar, tenait en échec et usait les troupes d'élite de l'ennemi, les Américains d'Omar Bradley culbattaient l'aile gauche allemande à Avranches et coupaient à la souche la presqu'île du Cotentin, la vidaient, après quoi ils se hâtaient de répéter la même manœuvre en Bretagne, ligotant sa base d'Avranches à Vannes, ensuite vidaient cette seconde souricière, aidés efficacement par les Français de la Résistance.

Pendant ce temps, les blindés de Bradley engagent la campagne de France. Entreprise hardie, rappelant la guerre-éclair des Allemands en mai 1940 et aussi les glorieuses chevauchées des cavaliers de Napoléon. Courir sur Paris est l'ordre, sans se soucier des îlots ennemis dépassés, laissés aux soins de l'infanterie motorisée et de la Résistance.

Paris, enfiévré, attend les libérateurs. La cavalcade d'acier s'engouffre dans l'espace, atteint Le Mans. Puis, soudain, la colonne blindée se sépare, une partie continue la ruée vers la capitale, l'autre oblique vers la gauche pour fermer la grande boucle tenue par les Anglo-Canadiens en Normandie. C'est là une de ces surprises familières à Montgomery. Avant l'ère de la motorisation, un mouvement tournant de ce genre finissait par la prise intégrale des corps ennemis, comme à Sedan en 1870. Mais les chars allemands, en grande partie des SS., profitent d'une ouverture de quelques kilomètres pour fuir vers la Seine-Inférieure, sous un ciel noir d'avions, sur une route jonchée des débris d'innombrables véhicules. L'infanterie, après plusieurs jours de résistance désespérée, finit par se rendre. Il restait dans le Nord à peu près 200 000 hommes chargés de tenir la région de lancement des V 1, enfin, dans le Midi, 100 000 hommes du général

von Blaskovitz, sans compter de nombreuses garnisons disséminées.

Un nouveau coup de foudre s'abat sur les occupants serrés de tous côtés: le 15 août, des forces anglaises, américaines et françaises débarquent sur la Côte-d'Azur. Les barrages en béton édifiés par l'organisation Todt, objets de tant de fanfaronnades, s'écroulent comme des châteaux de cartes. Une profonde tête de pont s'établit de Toulon à Cannes. Les pertes de l'assaillant ne s'élèvent qu'à trois cents hommes. Les colonnes de chars se portent en éventail vers la vallée du Rhône, vers le Sud-Ouest, vers les Alpes françaises. Pendant ce temps, les F. F. I. nettoient le Dauphiné, la Savoie, s'emparent des régions frontalières jusqu'au Jura.

En Normandie, Anglais et Canadiens liquident la poche de Falaise, poursuivent les survivants refoulés dans les boucles de la Seine. La chasse d'acier de Bradley atteint Rambouillet.

« Victoire décisive et définitive », proclame Montgomery le 22 août.

A Paris, sauve-qui-peut de Messieurs les Allemands et de leurs acolytes. La rumeur se répand que le gouvernement de Vichy, comme s'il fût destiné à être mis éternellement en bouteille, serait en route pour Vittel. En réalité, Hitler avait ordonné de conduire Pétain en Allemagne. Celui-ci refusa de recevoir l'ambassadeur Renthe-Finck. Mais, le 21 août, la Gestapo força la porte de la chambre du maréchal. Une heure plus tard, accompagné de son médecin et de ses chefs de cabinet, des SS. le conduisaient vers Belfort.

Son gouvernement s'évanouit. Les hommes qui avaient vicié l'air à Vichy et à Paris s'évaporent. Sans doute, M. Laval, ancien conseil du syndicat des déménageurs, les aida-t-il de ses lumières. Lui-même se

réfugie à la préfecture de Belfort et y tient des conciliabules avec Déat et Doriot pour former un nouveau gouvernement. Bien que rassurés par la proximité de la frontière allemande, ces morts vivants ne parviennent pas à s'entendre.

VII

Le 20 août, les blindés américains entrent à Versailles. La bataille pour Paris commence.

Depuis des semaines, dans la capitale, plus de gaz ni d'électricité, plus de repas chauds, peu d'eau potable. On s'y nourrissait d'espérance. Des regards gouailleurs suivaient les camions gris-vert couverts de feuillage qui s'en allaient à la rescousse des armées battues en Normandie. On s'arrêtait, interdit, devant l'inscription sur la porte des boulangeries: « Plus de pain ». Dépit momentané. Car le bruit du canon servait de tonique. Pendant que des milliers de soldats allemands travaillaient à mettre la banlieue en état de défense, Paris préparait le soulèvement.

Plus de quatre ans s'étaient passés depuis le jour où, vers 6 heures du matin, après une nuit d'orage, le ciel lavé de gris vit monter au-dessus de l'Arc de Triomphe un immense drapeau couleur de sang. Les volets restaient clos, comme en 1871, mais le bruit des bottes martelant la chaussée serrait la gorge.

Un autre matin d'été, l'heure vient d'arracher le drapeau couleur de sang. Afin d'éviter la destruction de la capitale, la manœuvre alliée consistait à tenir à l'écart le gros de l'armée ennemie. Quant à la garnison, les Parisiens s'en chargent. Le chef des F. F. I., « Monsieur X. », donne le mot d'ordre. La police occupe la préfecture transformée par elle en fortin.

Le bourdon de Notre-Dame, les cloches de toutes les paroisses s'ébranlent. Cinquante mille combattants des forces secrètes attaquent les Allemands. Armes cachées, armes parachutées, armes de panoplies, tout est bon pour courir sus à l'ennemi. En 1830, Alexandre Dumas père tirait avec un fusil de théâtre, abrité derrière l'un des lions qui gardent la porte de l'Institut. Rien de surprenant, si en ce jour d'août, quelque petit Parisien au cœur gonflé, tête nue, ventre creux, eût fait le coup de feu, couvert par le bronze austère.

Les occupants, bien que pris au dépourvu, s'attendaient à un facile massacre. Les SS. défendaient la Concorde. Des berges de la Seine, de paisibles pêcheurs regardaient la bataille. La Gestapo tenait le jardin du Luxembourg. La maison où vécut Michelet fut témoin des vaines contorsions de ce qu'il y avait de plus bas au monde.

Lutte acharnée: le ministère de la Marine, l'hôtel Crillon sont atteints. Les tanks foncent sur la foule. Elle se disperse, mais se reforme aussitôt et repart à l'attaque.

L'inégalité des moyens de combat cessait le 25, jour où entrait à Paris la division du général Leclerc, cette fameuse division qui était montée du Tchad en Cyrénaïque pour prendre une part éclatante à la campagne de Tunisie. La porte d'Orléans vit passer ces vainqueurs hâlés par le soleil d'Afrique. Lorsqu'ils arrivèrent à la place de l'Hôtel-de-Ville, les cloches de Paris se mirent à sonner.

Le général Leclerc lui-même téléphona au commandant allemand, le général von Choltitz, pour l'inviter à se rendre.

Celui-ci avait reçu du *Fuhrer* un ordre digne de Néron : détruire la ville, exterminer la population.

Mais déjà le consul de Suède, Nordlin, avait entrepris de décider Choltitz à conclure un armistice. Cet officier, appartenant au groupe hostile à Hitler, découragé, écœuré, obéit aux injonctions du général français. La capitulation fut signée gare Montparnasse. Les redoutables guerriers, vêtus de gris ou de noir, hier encore maîtres de la vie et de la mort, avançaient en doubles rangs, les mains levées; on eût dit l'acte final d'un ballet dans lequel ils mimaient les mamamouchis.

A ce spectacle, le peuple victorieux oublia ses ressentiments. Il réservait sa haine aux traîtres à la solde de l'ennemi.

Les cloches sonnent à toute volée. La *Marseillaise* retentit dans la ville libérée.

Un autre Africain, le général Koenig, est nommé gouverneur de Paris. Quel glorieux chemin parcouru du désert de Bir-Hakeim à la tour Eiffel!

Le mystérieux « Monsieur X. », président du Conseil national de la Résistance, se dévoile: c'est l'un de ces courageux intellectuels qui, de tout temps, ont tenu une place si importante dans la vie publique française, Georges Bidault, professeur au lycée Louis-le-Grand, adversaire de Maurras, rédacteur en chef de *L'Aube*, feuille catholique de gauche. Une popularité spontanée entoure l'animateur de la bataille de Paris.

A l'Hôtel-Dieu, M. Bidault dit aux brancardiers:

« Avec un héroïsme de chaque minute, vous avez secouru aussi bien nos soldats que ceux de l'adversaire. Une vie allemande intacte est une vie ennemie. Une vie allemande atteinte est une vie humaine. Au nom de la Nation déjà libérée, déjà victorieuse, merci. »

La foule danse et chante dans les rues le soir du 25 août, lorsque le général de Gaulle entre dans la ville libérée. Une immense clameur l'accueille.

Aux heures sombres du désastre, dans la solitude de sa chambre d'hôtel à Londres, il n'a pas désespéré de l'avenir. Le peuple s'en souvient et exprime sa reconnaissance avec éclat. Quand le général parvint à grand-peine, au milieu des accolades et de la jubilation, à l'Hôtel de Ville, comme autrefois Lafayette, Lamartine, Gambetta, il parla du balcon à la foule. Son allocution fut brève; l'éloquence était dans l'émotion.

Au nom du gouvernement provisoire, il proclama la IV^{me} République.

Le jour où Paris avait rompu ses chaînes, dans le vieux comme dans le nouveau monde, les cloches sonnaient, des cortèges parcouraient les rues et chantaient la *Marseillaise*. Tous ceux qui aimaient la lumière sentaient la signification de cet événement : la libération de tous les peuples soumis au despotisme sanglant et balourd des nazis.

Elle était proche.

Premier septembre, date chère à l'orgueil allemand : « Sedanstag », commémoration de la victoire de 1870 et le même jour fatidique, début de la guerre-éclair de 1939. Premier septembre 1944, cinq ans après, que reste-t-il des coups de dents des *Weltverschlinger*, des avaleurs du monde ? Où est l'infatuation du fils du douanier déclarant que, lui à la place de l'empereur Guillaume II, l'Allemagne ne perdait pas la Guerre I ? La *Wehrmacht* se trouve en pleine retraite, harcelée par les F.F.I., serrée de près par les colonnes de blindés lancés en trombe sur la route des invasions qui mena si souvent les légions germaniques vers le cœur de la France. L'élan impétueux des chars culbute tout sur leur passage. C'est à une allure de tourisme, 50 km. à l'heure, qu'ils foncent vers le Nord.

Vingt-six ans auparavant, par une douce journée

de septembre, Hindenburg et Ludendorff, venus pour inspecter les troupes stationnées à Bruxelles, s'étaient fait photographier, entourés de leur suite, « sur la place historique du Marché ». Ils se dressent lourds et moustachus ; derrière eux, des autos archaïques hautes sur roues. Leurs successeurs, qui ont fait encore pire qu'eux, ont changé d'aspect : rien de solennel ni d'empesé, lestes comme des diables d'opéra.

Ils sont entrés, voici quatre ans, grâce à la vitesse de leurs chars, à la puissance de leurs avions. Mais ils viennent de trouver plus prestes qu'eux, ces tanks anglais et américains qui surgissent en ouragan, attendus et aidés en cours de route par la Résistance belge.

Un sursaut de joie soulève le pays qui eut à subir, à deux reprises en une génération, l'odieuse présence du voisin abusif. Déjà, celui-ci prépare l'évacuation de Bruxelles. Le porte-parole de l'émetteur allemand prend congé de ses auditeurs. Une autre voix, celle des chefs de SS., assure le public qu'ils reviendront.

Alors que les Américains du général Patton franchissent la Meuse, les Anglais montent par l'Artois. Les blindés du général Dempsey entrent l'après-midi du 3 septembre dans la capitale belge. Jamais plus beau dimanche pour les Bruxellois !

Au balcon de l'Hôtel de Ville, les généraux de l'armée libératrice et le bourgmestre, M. van Meulebroeck, destitué et emprisonné par les Allemands, sont acclamés par la foule. L'histoire se répète à vingt-six ans de distance.

La campagne de Flandre a été gagnée en trois jours. Anglais, Américains, Français, Belges, Hollandais avancent sur un large front vers la Meuse et vers la Moselle sur la ligne Anvers - Liège - Nancy. La dernière armée allemande en France, la 19^{me} de Blas-

kowitz, recule du Midi vers la trouée de Belfort, harcelée par les F.F.I., tandis que les colonnes américaines font diligence pour la devancer.

Il n'y a plus de « forteresse Europe ». Il ne reste que la « forteresse Allemagne ». Son siège commence.

VIII

Événement d'une immense portée morale et politique, dont les contre-coups se manifestent incontinent.

La Roumanie est la première à fausser compagnie aux Allemands. Elle n'a plus à les craindre, car la Russie a eu soin de les battre et de prendre Jassy.

Le renversement de l'alliance avait été exécuté de main de maître. Il est vrai que les hommes d'Etat roumains disposaient d'une certaine expérience en cette matière.

Lors de la visite à Bucarest de Nicolas I^{er}, accompagné par Sazonov, au cours du printemps 1914, le tsar et son ministre avaient conclu un pacte avec la Roumanie: la Transylvanie, le Banat et la Bukovine en échange de l'aide militaire de la Roumanie. Celle-ci n'intervint, pour son malheur, qu'à la veille des défaites alliées dans les Balkans. Les Allemands occupèrent Bucarest. Le roi Ferdinand s'empressa de conclure une paix séparée avec eux. Un an après, l'armée de Salonique passait le Danube. La Roumanie remobilisa et s'empara des territoires que lui avait concédés le tsar.

L'erreur d'aiguillage se renouvela en 1941: après les victoires de la *Wehrmacht*, la Roumanie entra en guerre contre la Russie. Cependant, à Moscou, l'inter-

vention de M. Bénès apaisa le feu de la colère contre la Roumanie et il obtint pour elle la Transylvanie entière comme prix de rupture avec l'Allemagne.

Fin d'août, la Roumanie exécuta le pacte secret, ses troupes passèrent à l'attaque contre leurs alliés d'hier. La *Luftwaffe* leur rendit le service de bombarder Bucarest, ce qui permit au roi Michel de déclarer la guerre au Reich. Hitler ne perdait pas seulement le concours et les ressources de la Roumanie : la plaine du Moyen-Danube s'ouvrait aux Russes et le dispositif entier de la *Wehrmacht* dans les Balkans s'effondrait.

La Bulgarie aussi se dégagea, toutefois sans la souplesse de ses voisins roumains. Elle essaya une politique de dosage. Sur quoi l'U.R.S.S. déclara la guerre à la Bulgarie. Six heures après, celle-ci demanda un armistice, rompit avec l'Allemagne, désarma les troupes de la *Wehrmacht*. Son territoire, ses ports furent occupés par l'armée rouge.

La guerre entre l'U.R.S.S. et la Bulgarie, la plus courte de l'histoire, s'avère pourtant riche d'enseignements. Elle montre la volonté de la Russie de ne tolérer dans aucun pays voisin des gouvernements qui ne lui soient pas dociles. Fort de ses victoires, le Kremlin commence avec beaucoup de souplesse l'exécution d'un vaste plan. Le projet adopté à Paris au cours de la Guerre I sous l'influence des émigrés slaves : réorganiser les pays entre la Finlande et la Grèce au profit de la France, sera appliqué au bénéfice de l'U.R.S.S.

Ce dessein inspirera son attitude à l'égard de la Pologne. A mesure que les Russes s'approchaient de ses frontières, la question se posait : venaient-ils en amis, en conquérants ou en dirigeants ?

Sous leur égide, un « Comité de libération national

polonais » s'était formé à Lublin, rival acharné des autorités polonaises de Londres. Ces deux équipes étaient opposées aussi bien dans leurs conceptions sociales que dans les questions de règlements territoriaux. Le Comité reconnaissait la ligne Curzon et renonçait à Vilna ainsi qu'à Lwow dans l'espérance de compensations en Allemagne. Le gouvernement de Londres s'efforçait à différer les solutions territoriales jusqu'à la fin des hostilités. Le président Mikolajczyk se rendit à Moscou pour négocier, conformément aux avis de l'Angleterre, un compromis, prêt à opérer une fusion entre son équipe et celle du comité. Sa mission n'aboutit pas.

Pendant que la méfiance russe et l'amertume polonaise s'affrontaient autour de la table du conseil, et que Londres s'employait en vain à établir des relations de bon voisinage entre ses deux alliées, l'armée du maréchal Rokossovsky s'approchait de Varsovie. Le général Bor, de son vrai nom Komorowski, donna, le 1^{er} août, le signal de l'insurrection aux forces souterraines polonaises. Celles-ci s'emparèrent des points stratégiques de la capitale. Mais une contre-attaque allemande repoussa les Russes d'une dizaine de kilomètres. En tête à tête avec les insurgés, les Allemands se mirent à détruire Varsovie rue par rue. Dépourvus de chars et d'artillerie, les patriotes demandaient des armes, des renforts. Mais le général Bor ne reconnaissait que le gouvernement polonais de Londres, que la Russie désavouait.

Les Polonais voulaient libérer Varsovie par leurs propres moyens, créer un fait accompli qui leur donnerait plus d'indépendance vis-à-vis de Moscou. Les avions alliés, qui apportaient des armes aux Polonais, n'obtinrent pas l'autorisation de faire escale dans les aéroports soviétiques.

Bien qu'ayant perdu le 60% de leurs effectifs, les défenseurs de Varsovie refusaient de se rendre. Dans les quartiers repris par les Allemands, des prisonniers condamnés à être fusillés avançaient en groupes, la bouche emplies d'une bouillie blanche, laquelle les empêchait de parler ou de crier. Leurs frères d'armes continuaient la lutte à travers les rues en feu. Leurs prodiges de vaillance ne pouvaient surmonter les circonstances malheureuses au milieu desquelles avait éclaté ce soulèvement qui visait à la fois Allemands et Russes. Soixante-quatre jours de lutte héroïque laissaient le déchirant souvenir de monceaux de cadavres, d'une ville en flammes sous des nuages de cendres.

Le prestige germanique continuait à s'effriter. Les Balkans se soulevaient sous la conduite de Tito. La Finlande aussi se détournait de l'Allemagne.

Après avoir rompu avec elle dans les conditions les plus correctes, le maréchal Mannerheim annonçait dans son ordre du jour :

— L'indépendance et l'avenir du pays ne peuvent être assurés sans établir des rapports confiants avec notre grande voisine de l'est.

IX

De la Hollande jusqu'à la frontière suisse, les armées alliées avançaient. En face d'elles, les débris des divisions rescapées de France, les réserves intérieures du Reich, de nouvelles unités formées d'adolescents, armée disparate, inférieure en armement et surtout en aviation. La même disproportion des ressources se manifeste sur le front oriental. Les Russes

se sont emparés du plateau de Transylvanie et peuvent dévaler d'un jour à l'autre vers la plaine hongroise et vers Vienne.

Le péril donne la mesure du chef. Celui que s'est octroyé le III^{me} Reich ne se montre plus, ne pérore plus, mais lui et ses intimes usent de l'unique panacée des tyrannies branlantes : du sang, encore du sang.

Après la pendaison des généraux, on avait égorgé la femme, les enfants, le frère de Stauffenberg et d'autres familles de condamnés ou de suspects, sans ménager les enfants au berceau. Les anciens membres du parlement, qui n'avaient pas adhéré au parti, furent emprisonnés sans exception. Le « tribunal du peuple » livrait inlassablement de nouvelles victimes au bourreau.

Depuis Stalingrad, les esprits avisés se rendaient compte que l'Allemagne ne gagnerait pas la guerre. Mais elle ne pouvait pas reconnaître ses erreurs, reconsidérer sa politique, éviter ou atténuer la catastrophe, car aux avertissements de la raison, le régime répondait : « Crois ou meurs ! » Les défaites ne firent qu'exciter ce fanatisme.

Or, au début de l'été, le conseiller de légation Trott zu Solz, lors d'une mission officielle en Suède, s'était abouché avec les Alliés de la part des conjurés de 1938 : militaires, diplomates, socialistes, communistes, unis par le même dessein : éliminer Hitler, cesser la guerre. Les sondages du diplomate avaient pour but de se renseigner, à savoir si l'adversaire maintiendrait l'exigence d'une capitulation sans condition même à l'égard d'un gouvernement qui renverserait Hitler ? Ses interlocuteurs, craignant d'avoir affaire à un agent camouflé de la Wilhelmstrasse, répondirent : « Agissez d'abord. Après, on verra. »

Cependant la Gestapo avait eu vent des pourparlers. Les auteurs de cette tentative de sauvetage remplissaient la deuxième charrette envoyée à la potence en septembre. Avec ces sept condamnés, les derniers rayons de lumière s'éteignaient au-dessus de la désolation allemande. L'un d'eux, l'ambassadeur von Hassel, italianisant distingué, fervent du Dante, apprit sous le gibet que *l'Inferno* s'était installé dans sa patrie.

A l'ombre des potences et des massacres, les défaites se succédaient. Le front d'Italie craquait. En France, en Belgique, dans les Balkans, les armées refluaient, se morcelaient. Dépourvues de ravitaillement, bombardées par l'aviation, talonnées par les F.F.I., les troupes reculaient, exténuées, en direction de l'Allemagne. Faute d'essence, elles s'emparaient de chevaux de labour et harcelaient ces lourds attelages sur les chemins qui les avaient vues autrefois lancées à toute vitesse vers la conquête. Chaque jour, on apercevait des officiers hauts de taille, les traits décomposés, les derniers vestiges de l'autorité dans les mouvements saccadés de leurs bottes éperonnées, se rendre dans les lignes ennemies pour annoncer la capitulation d'unités isolées ou disloquées.

— L'armée avait beau dépérir, le Reich être investi de tous côtés, ses chefs se refusaient à admettre l'inévitable débâcle.

Après Waterloo, Napoléon entra dans une auberge et s'étendit sur un lit. Le tapage infernal des troupiers débâchés montait de la salle du bas.

— Vois donc qu'on me fasse un peu de silence, dit-il à l'un de ses aides de camp.

Celui-ci descendit et cria :

— Soldats, l'empereur est au milieu de vous.

— L'empereur, nous nous en foutons...

Un million de prétoriens en armes veillaient à ce que le peuple allemand ne puisse tenir les mêmes propos à l'égard de Hitler.

Le court et glorieux été allait vers sa fin. Sous le ciel lourd de nuages d'un maussade automne, les Alliés s'alignaient du Limbourg hollandais jusqu'à la trouée de Belfort. Mais après l'avance foudroyante, des centaines de kilomètres séparaient le corps expéditionnaire de ses bases. Or, il convenait d'amonceler ravitaillement et munitions pour la bataille du Rhin. La forteresse Allemagne obtint un répit grâce à l'abnégation des garnisons des ports. Leurs défenseurs se savaient perdus. Ils tenaient pourtant, dans la certitude que chaque jour gagné servait le Reich. En octobre, les grands ports se trouvaient libérés ; toutefois, le littoral de l'Atlantique restait parsemé d'îlots de résistance, investis toutefois par les forces de l'intérieur.

Sur les routes marquées d'un disque rouge, réservées à l'usage exclusif des convois, hommes et matériel montent sans arrêt vers la Hollande, vers les vieilles terres de bataille de la Meuse et de la Lorraine, vers la frontière de l'Allemagne que protègent une suite d'ouvrages qui portent le nom de « ligne Siegfried ».

La stratégie anglo-saxonne ménage les vies humaines, opère par l'accumulation du matériel, la manœuvre, l'audace réfléchie. La patiente avance s'anime d'éclatants faits d'armes. Les Français y prennent leur part. Après une brillante campagne qui restera mémorable dans les annales de la guerre, le général de Lattre de Tassigny reprend l'Alsace et assainit l'une des plus douloureuses zones de la souffrance française.

Cependant, l'offensive contre les marches de l'Alle-

magne se poursuit. La *Wehrmacht* multiplie les contre-attaques pour préserver les régions vitales de la production de guerre, freine l'avance anglo-saxonne, sans parvenir à l'arrêter. Aix-la-Chapelle est défendue avec un acharnement inouï. A travers les ruines de la ville de Charlemagne, la marche vers Cologne continue. Le général Eisenhower concentre ses forces pour une bataille de rupture dans la plaine du Bas-Rhin.

X

L'Allemagne périclite, la France se relève. Des accès de fièvre la secouent encore. Il en fut ainsi au lendemain de chaque révolution, de chaque défaite. Mais jamais elle n'avait connu une détresse aussi longue, aussi déchirante. Certes, la rapidité de la déroute avait empêché l'ennemi de transformer la France en « terre brûlée ». Néanmoins, que de dégâts, que de ruines, que de vides ! Quelques chiffres suffisent pour montrer l'étendue des ravages. Les charges imposées par l'occupation coûtaient à la France à peu près 1000 milliards de francs. Ajoutez la réquisition des produits industriels, des matières premières, telles que charbon, minéraux, ciment ; de mobiliers, d'objets de ménage, des frigidaires jusqu'aux casseroles, destinées aux sinistrés allemands. En dehors des prélèvements officiels, il ne faut pas oublier les accaparements particuliers. Dans ce pays mis à sec, 4000 ponts et de nombreuses écluses étaient détruits. Sur 430 000 wagons, il n'en restait que 100 000 en état de rouler ; sur 17 000 locomotives, 2800 ; des centaines de kilomètres de routes ou de voies ferrées se trouvaient endommagées. Les difficultés de transport créaient une situation rappelant le moyen âge : vivres

emmagasinés dans certains départements, famine dans d'autres.

De Gaulle avait élargi son cabinet. La vice-présidence du conseil revint à Jeanneney, parlementaire universellement respecté de la III^{me} République. Les autres portefeuilles furent confiés à de jeunes compétences qui avaient fait leurs preuves dans la Résistance : cinq démocrates-chrétiens, quatre radicaux, quatre républicains de gauche, quatre socialistes, deux communistes. « M. X. », Georges Bidault, s'installait au Quai-d'Orsay. Il ajoutait aux hautes vues de l'historien l'énergie de l'homme d'action. Autrefois partisan de la paix, du rapprochement avec l'Allemagne, le jour de l'avènement de Hitler, il discerna et dénonça le danger mortel. Pendant l'occupation, il fut l'un des animateurs de l'action catholique, groupée autour des *Cahiers du Témoignage chrétien* du père Chaillot. Combattu par Maurras, pourchassé par la police de Vichy et par la Gestapo, il prend le masque de « M. X. », préside le comité national de la Résistance, organise le soulèvement de Paris et, le jour de la libération, redevient Georges Bidault. L'intellectuel, qui réussit à transposer sur le plan de la réalité ses fortes convictions, a trouvé des formules lapidaires pour les exprimer : « La révolution par la loi, le changement de ce qui doit être changé. » Et, en matière de politique extérieure : « Une Europe en ordre pour avoir une Europe en paix. »

Avant de pacifier l'Europe, il fallait songer à apaiser la France. Sa situation présentait un mélange de 1848 et de 1871 : courage, révolte, élans de rénovation, enthousiasme, indignation, mouvements chaotiques. Pourtant, en Quarante-huit, comme après la guerre et la Commune, le pays manquait de chef. En 1944, il y avait de Gaulle.

Le pouvoir le grandit. Ce puritain catholique dédaigne les satisfactions de la vanité, la bruyante publicité par le haut-parleur et par l'image, chère aux dicateurs fascistes et au narcissisme sénile de Pétain. Les écrits du général le montrent plein de clarté et de vigueur. Telle sera son action : rétablissement économique, réformes sociales, redressement militaire. Le dernier prime tout : l'ennemi est encore aux portes.

Dans tous ces domaines, la première condition du succès est l'ordre. Mais aussi quelle entreprise ardue que le retour à la légalité après une période révolutionnaire ! Comment exiger de la pondération d'un garçon qui a vécu deux ans sans toit et face à la mort ? Comment attendre une froide équité de la part de ceux qui sortaient des cachots ou des camps, de ceux qui allaient chercher des frères ou des amis parmi les cadavres à demi putréfiés des charniers, des victimes des tortures se dressant en face de leurs dénonciateurs ?

On assista à des châtiments populaires, le rasoir porté sur des chevelures qui avaient embaumé le sommeil des Fritz. Des peines plus graves frappaient les indicateurs de la Gestapo. Des tribunaux spéciaux prononcèrent parfois des condamnations sur des témoignages inspirés par des ressentiments personnels. Le gouvernement s'efforçait de mettre un terme à l'épuration à chaud, à l'activité des cours martiales dans les départements, ordonnant la remise des suspects ou des coupables aux conseils de guerre ou aux tribunaux réguliers.

L'absence des communications et des transmissions postales plaçait Paris à distance de diligence, et permettait aux passions locales de se donner libre cours.

En dehors du rétablissement de la légalité républicaine, une autre question délicate préoccupait le

gouvernement : l'intégration des F.F.I. dans l'armée. Au cours de la lutte, la camaraderie d'armes servit de trait d'union entre ces vaillantes formations, quelles que fussent leurs tendances politiques. Pourtant, l'existence de groupes armés, professant des principes opposés, comportait le danger permanent de troubles civils. Forts des services rendus, les F.F.I. tenaient à leur autonomie. Ce ne fut qu'après de laborieuses négociations qu'ils acceptèrent d'être incorporés pour la durée de la guerre comme volontaires dans les cadres de l'armée.

La question militaire résolue, restait la question politique : épurer la République, réformer ses institutions. Cette ardeur de rajeunissement se manifeste au milieu d'une atmosphère orageuse : difficultés alimentaires, salaires insuffisants, prix exorbitant de la vie, hostilité envers les grands capitalistes, exécration des collaborateurs. La prison et l'indignité nationale attendent les familiers de l'occupant dans tous les domaines. La presse corrompue n'échappe pas à son sort. Le ministère de l'Information à Vichy ne versait-il pas plus de trois millions par an à certaines gazettes à gros tirage ? Et quelles devaient être les générosités de M. Goebbels ! Dans les immeubles de ces feuilles interdites, les organes clandestins s'installèrent au grand jour. Pendant quelque temps, ils paraissent sur un papier qui sent le fagot, grâce à 200 000 exemplaires de *Mein Kampf*, mis au pilon.

Articles, discours, enquêtes, témoignent du désir de renouvellement général. Tâche ample et laborieuse : intensifier la production, rénover l'outillage, établir un plan de justice et de sécurité sociale, assurer aux femmes les droits civiques, rebâtir et replanter.

« Le territoire est libéré, avait dit de Gaulle. L'essentiel est sauvé. »

De sa forte main, avec compréhension et patience, il tient le gouvernail. La reconquête de l'Alsace renforce sa position intérieure et son prestige international. Le redressement de la puissance militaire française était en bonne voie, celui de la politique extérieure en préparation. La France avait le vent dans les voiles.

I
de
Ma
hon
nêt
tête
cré
la
à la
U
du
la c
en
noir

INFERNO

CHAPITRE IX

Evil, be thou my good!
Down to bottomles perdition...

Mal, sois mon bien
Jusqu'à la perdition sans fond.

Milton, « Paradise lost ».

I

Depuis le 20 juin, dans le Reich, personne n'est sûr de sa vie. Le souci embue le lorgnon de M. Himmler. Mais il n'a pas renoncé à sa foi dans la terreur. Ses hommes de main persécutent tout ce qu'il y a d'honnête, de modéré dans l'*Inferno* d'Allemagne. Les têtes tombent, les salves des pelotons d'exécution crépitent. Dans les ruines des villes affaissées, parmi la multitude des évacués, les Gestapistes fouinent à la recherche de nouvelles victimes.

Une vague de suicide emporte les hommes écoeurés du présent, désespérant de l'avenir. Le noir devient la couleur de l'Allemagne hitlérienne : noir des cités en ruines, noir des corbeaux perchés sur la potence, noir du cœur de ses maîtres.

Vingt-cinq millions d'Allemands se terrent dans des gîtes improvisés, serrant sous leur bras le baluchon qui contient tout ce qu'ils possèdent. Leur nombre augmente de jour en jour : sinistrés de nouveaux bombardements, habitants des régions menacées que les SS., aidés par des chiens, refoulent vers l'intérieur. Au milieu de la triste tourbe qui se presse dans les villes, on remarque le passage d'étrangers : otages des pays libérés que la Gestapo tient sous le couteau et de nouveaux déportés de Tchécoslovaquie, d'Autriche ou de Hongrie.

Dès juin, le roi des Belges avait été conduit dans une forteresse en Saxe. Un communiqué de la plus grotesque hypocrisie annonçait que Hitler lui avait offert l'hospitalité en raison du danger auquel l'exposaient les bombardements anglais.

Les chefs de l'Allemagne se promettent la sécurité de la présence du souverain, du président Herriot et de tant d'autres patriotes. Le courage et la fidélité leur ont valu ce séjour forcé outre-Rhin. La crainte y amène des caravanes de transfuges.

Le tricolore flotte en Souabe, sur un château dressé au sommet d'un rocher : c'est Sigmaringen, siège des Hohenzollern catholiques, d'où est partie la guerre de 1870, bourgade transformée à présent en enclave française. A l'écart des Laval, des Doriot, des Déat et d'autres tristes sires, on y aperçoit un vieillard que l'incompétence, la vanité, les liaisons dangereuses ont entraîné dans cette galère. Se souvenait-il du jour de son entrée à Metz et des gerbes de fleurs offertes par les jeunes Lorraines ? Ou l'âge et l'accablement de sa déchéance couvraient-ils d'un épais brouillard son passé de 89 ans ?

M. Abetz surveille son collège de félons. Il organise un banquet en l'honneur de Léon Degrelle, chevalier

de la croix de fer. Les convives lèvent leur verre à la prochaine victoire allemande.

L'Allemagne aux abois ordonne la levée en masse, le *Volkssturm*, formé par des hommes de 16 à 60 ans, recruté par les *Gauleiter*, commandé par Himmler. On exalte ces dernières réserves en évoquant l'exemple de leurs glorieux prédécesseurs soulevés contre Napoléon. Pourtant, ces volontaires romantiques galopaient le cœur haut, la chevelure au vent. Les insurgés à croix gammée sont tondus : à ras aux côtés, un soupçon de cheveux au sommet. On dirait un symbole. Le chanfre de *Lyre et Epée*, Kœrner, tombé pour la liberté de son pays, repose au pied d'un vieux chêne. Mais, depuis, des bolets satans ont poussé à l'ombre des chênes germaniques. Ces enfants-soldats ou ces barbons ont beau combattre à outrance, ils ne sont que les instruments d'une aveugle tyrannie. Quoi de plus respectable qu'un peuple qui défend le sol natal ? Mais le peuple du Reich s'est rangé sous le drapeau de chefs qui voulaient asservir l'Europe, saisir la lune avec leurs dents. Sous l'inspiration de ces hommes, la guerre prendra un aspect de plus en plus hideux : aux sévices s'ajoutera la rage de destruction, le talion pour l'Allemagne ravagée.

La Hollande est la plus cruellement atteinte. Ce pays autrefois bien verni, prospère, digne héritier d'un noble passé, subira une nouvelle forme du *Vælkermord* : le meurtre de la terre. L'occupant coupe les digues, l'eau de la mer inonde les villages, rend les champs inféconds pour de nombreuses années.

L'Italie ne rencontre pas plus de ménagements.

« *Obbedite ! I morti non ci fanno paura* ». (Obéissez, les morts ne nous font pas peur), disaient les chefs allemands.

En effet, on ne compte plus les morts. Leurs valets néo-fascistes surpassent les intrus.

La furie dévastatrice des hitlériens n'épargne pas leur propre peuple. En Rhénanie, en Prusse-Orientale, les habitants refusent d'obtempérer à l'ordre d'évacuation, sachant que leurs logis seraient vidés par les SS. On fouille les maisons, on fait sortir tout le monde à coups de crosse, et les lamentables cortèges s'engouffrent dans la nuit allemande.

Elle fourmille de tueurs. Celui qui doute de l'issue de la guerre est puni de mort. Des intellectuels, des catholiques, des ouvriers étrangers sont sujets à des arrestations préventives. L'assassinat guette ceux qui tenaient, avant l'ère hitlérienne, une place dans la vie publique. Les hommes qui pourraient remplacer le régime sont exterminés par les nazis. Ceux-ci ont lié la nation à leur destin personnel. Ils ne veulent pas convenir que leur auréole de fer est tombée, que dans peu de temps ils seront ravalés au rang de simples mortels qui auront à répondre à leurs juges, en attendant de paraître devant ce Juge suprême auquel aucun d'eux ne croit.

Hitler se tait. Hitler se cache. Depuis qu'il a transféré son G.Q.G. de la Prusse-Orientale, loin de ces terribles Russes, au château de Klesheim, près de Salzbourg, aucune nouvelle ne transpire sur son compte.

Dans ce coin de l'Autriche qu'embaume le souvenir de Mozart, quelles pouvaient être les nuits de l'auteur de tant de ruines, de tant de maux ? Immobile, le menton sur les genoux, l'haleine sèche, entendait-il l'appel de la mort ? Ou encore, les nerfs tendus au paroxysme, méditait-il de sanglantes vengeance, prenait-il de sauvages résolutions ?

II

L'allégresse débordante de l'été sera suivie par un malaise universel : divergences d'intérêts entre les Alliés, d'après dissensions intestines dans les pays libérés. Tous avaient cru à une fin rapide de la guerre. Or, elle continuait, accaparait les énergies, les ressources. Les conditions de l'existence quotidienne, loin de s'améliorer, empiraient : hiver précoce, exceptionnellement dur, pénurie de vivres, de combustibles, d'objets de première nécessité, de vêtements, de chaussures. Et ces millions d'Européens sous-alimentés, qui souffraient des intempéries dans des maisons aux vitres détruites ou dépourvues de chauffage, se réveillaient au milieu d'une crise politique.

La révolution avait servi d'arme stratégique aux Alliés. Dans les pays asservis, des insurgés appartenant aux états les plus divers s'étaient dressés contre l'occupant. Ceux qui avaient été de tous les dangers, exaltés par l'action et le succès, revendiquaient un rôle de premier plan dans la reconstruction du pays. Les souffrances du passé, les privations du présent ne favorisaient ni la prudente raison, ni la justice sereine. Comme dans toutes les révolutions, la « légalité insurrectionnelle » réclamait des sentences instantanées. « La justice, avait dit Georges Bidault, c'est que les victimes soient libérées, les coupables châtiés, les récidivistes surveillés. » Parmi les coupables, on découvrait des complices conscients de l'ennemi, ou de tristes sires qui avaient trahi avec la béate insouciance de l'homme touchant les jetons d'un conseil d'administration. Toutefois, les distinctions nécessaires dans le cas d'autres inculpés passaient souvent

inaperçues au milieu de l'atmosphère passionnée du prétoire.

La justice sommaire présente un autre inconvénient : rien ne sort, et le comparse collé au poteau emporte souvent le secret du grand coupable.

Au nom de la raison et de l'équité, de courageuses protestations se firent entendre contre les jugements précipités. « Si l'on commence à condamner à tort et à travers, alors il faut ouvrir les portes des prisons et gracier tout le monde pour que les innocents ne tombent pas », écrivait Mauriac. Il n'était pas le seul à élever la voix en faveur de la réconciliation de tous les Français dignes de ce nom. « Nous ne voulons d'exception pour personne du moment qu'il s'agit d'hommes et de femmes de bonne volonté, c'est-à-dire l'immense majorité des Français et des Françaises, qui n'ont jamais pensé à autre chose qu'au bien et à la grandeur de la patrie, même quand les événements ont pu faire que tel ou tel s'est égaré sur l'abominable route. Oui, c'est le rassemblement des Français qu'il faut à la France d'aujourd'hui », disait Charles de Gaulle.

L'effort de la guerre et l'absence de plus d'un quart des hommes âgés de 20 à 40 ans retardent la reconstruction matérielle de la France. Or, les dommages causés par les Allemands représentent 42 % de la fortune nationale : 1 500 000 immeubles détruits ou endommagés, 5 millions de sans-abris, une partie considérable des moyens de locomotion disparus ou hors d'usage, les stocks dispersés. L'agriculture pâtit de la diminution du cheptel, de la réquisition des chevaux, de 100 000 hectares minés. Mais en dépit de tant de difficultés de tout ordre, le Français s'applique aux tâches quotidiennes.

Dans son bureau glacé, le fonctionnaire dit au

visiteur : « Ne sortez pas vos papiers, car ils gèleront. »

Les cœurs ne gèlent pas. L'effort continue, stimulé par la conviction que la paix sociale dépend de la rapidité de la réorganisation économique.

« Rebâtissons, telle est la grande querelle de la France », proclame de Gaulle.

Ce ne sont pas seulement des causes matérielles qui ralentissent cette œuvre. Les collaborateurs sont en prison. Mais l'inconscience et l'insensibilité continuent à collaborer avec l'égoïsme et l'aveuglement. La solidarité qu'exige la convalescence après les années de détresse présente bien des lacunes. Aurait-on oublié l'avertissement de Victor Hugo à la veille de quarante-huit :

« Le jour où la misère de tous saisit la richesse de quelques-uns, la nuit se fait, il n'y a plus rien, plus rien pour personne. »

La plus cruelle inégalité continue à subsister : celle du famélique et du repu. Le jour, encore lointain, où les ménagères rentreront le filet gonflé sera une date importante pour l'apaisement de l'amertume.

Pour remonter la pente, que d'épreuves, que de privations ! Chaises et tables disparaissent dans les cheminées. Il y a des semaines sans sucre, sans viande, des mois sans graisse. Tout l'hiver, dans les grandes villes, le repas du Français moyen consiste en pommes de terre, choux et betteraves. Les campagnes sont mieux pourvues, mais le manque de transports entrave la répartition. Le gouvernement se trouve en face de la tâche écrasante de nourrir, vêtir, loger la population dans un pays désorganisé et dévasté.

L'effort français s'étend au domaine diplomatique. Le chef du gouvernement se présente sous une nouvelle incarnation : de Gaulle en col de fourrure, descendant d'avion à Moscou, où il vient dans le but

de conclure un traité d'alliance. Ses traditions, sa situation géographique attirent la France vers la famille occidentale. Le danger d'un renouveau du germanisme l'invite à s'entendre avec la Russie. L'accord, d'une durée de vingt ans, garantit un appui mutuel dans le cas de conflit.

III

« Le véritable moment d'épreuve de la démocratie sera le moment de la victoire », avait écrit, à la fin de l'autre guerre, l'ambassadeur David Jayne Hill. On n'était encore qu'au seuil de la victoire, et déjà, dans le camp des Alliés, la jubilation de l'heureux été avait cédé à une nervosité aiguë. A l'extérieur, frottement entre les puissances; à l'intérieur, discussions interminables sur les conditions de la paix future, sur la sauce à laquelle il convenait d'apprêter l'Allemagne. L'imprudence publique semblait oublier que le fleuve de la mort, bien que dans un lit rétréci, coulait toujours. Dans le Reich, le bourreau guettait la raison, les partisans de la guerre à outrance dominaient. Le continent restait parsemé d'îles ou d'ilots ennemis: les ports de l'Atlantique, de La Rochelle à Lorient; l'Italie du Nord; l'armée des Balkans. Enfin, les pays où la libération posait des questions de reconstruction politique, sociale, et surtout des questions de pouvoir, entraient en ébullition.

Les combattants de la Résistance revendiquaient des droits de tuteurs sur la partie passive de la nation et n'admettaient pas le partage de l'autorité avec les gouvernements qui avaient choisi l'exil pour servir leur pays pendant la tourmente. Conflit d'équipes, d'âges, heurt de conceptions sociales différentes.

Tour à tour, la Belgique, l'Italie, la Yougoslavie subirent ces remous. Ceux-ci prirent un caractère particulièrement violent en Grèce.

Cette Europe, qui était montée comme du lait, retomba au matin du 16 décembre. La *Wehrmacht* tentait une diversion contre la Belgique et le Luxembourg. Après quelques succès dus à la surprise, l'ambitieux projet de retarder l'assaut de la forteresse Allemagne finit par un éclatant échec. Mais l'alerte donna un coup de fouet à l'effort des Alliés. Dès le début du printemps, ils se tenaient prêts pour la bataille du Rhin.

IV

Le débarquement en Normandie, la bataille de France, la bataille d'Allemagne, la diversion de Rundstedt à travers les Ardennes détournaient l'attention du Pacifique. Le Vieux-Monde ne connaissait ces régions que par les romans de Conrad ou de Stevenson et suivait d'un œil distrait les événements qui s'y déroulaient. Pourtant, cette suite étonnante d'exploits héroïques étaient pour le Nouveau-Monde aussi décisive que naguère la défaite de l'*armada* pour l'avenir de l'Europe.

Quel chemin parcouru depuis décembre 1941, l'attaque perfide de Pearl-Harbour, les coups de filets sur l'Indochine, Singapour, l'Insulinde !

Tokio constitue un ministère de la Grande-Asie afin de gérer sa conquête, plus de deux millions de kilomètres carrés, quatre-vingt-treize millions d'habitants. Grisé par ses succès, le Nippon poursuit sa pénétration en Chine, louche vers les Indes, vers l'Australie.

Mais ni les Britanniques, ni les Américains ne perdent courage. Il faudrait ressusciter Kipling pour conter l'interminable bataille dans les mers du Sud, les sirènes fixant de leurs yeux verts les flottes qui courent à la rencontre de l'ennemi, les débarquements, les corps à corps dans la jungle. Pendant ce temps, les Etats-Unis accroissent l'armée, la flotte, l'aviation, sacrifiant en 1942 cinquante-six milliards de dollars pour augmenter le potentiel de guerre. En même temps, on voit surgir de grands soldats, d'intrépides marins. Un écrivain français de la Résistance, fusillé par les Allemands, Jean Prévest, qui a vécu outre-mer, attribue aux Américains trois vertus : maturité de l'esprit, jeunesse de corps, enfance du cœur. Ces qualités humaines, alliées à l'effort industriel et à une étonnante rapidité d'adaptation, maîtrisent le dragon jaune. Il recule. Pourtant, après chaque revers, son entraîneur, le général Tojo, annonce de glorieux succès. Les requins font bâiller leurs gueules à triples rangées de dents : les discours du général aux lunettes noires leur rappellent d'abondants repas, tandis qu'un nouveau chapelet d'îles tombe au pouvoir des Américains.

Après trois ans de victoires fictives, le cabinet Tojo démissionne. Ses successeurs ne parviennent pas à ralentir l'avance ennemie. La flotte de l'amiral Nimitz inflige défaite sur défaite à la marine nippone et rompt la ceinture de défense extérieure du conquérant dépité. En janvier 1945, après trois ans d'absence, le général Mac Arthur s'empare du théâtre de ses exploits héroïques, les Philippines. Simultanément, de l'autre côté du détroit de Malacca, Anglais, Hindous et Chinois enregistrent en Haute-Birmanie un franc succès : la réouverture de la route de Chine.

L'effort militaire des matamores de Tokio et de

Berlin se termine par une défaite conjugée : la perte des Philippines coïncide avec l'échec des Ardennes. La métropole japonaise, qui dépend, pour l'approvisionnement, des liaisons maritimes, se trouve investie par les puissantes flottes américaines et britanniques, exposée à l'attaque des forteresses volantes.

Ce prodigieux tour de force naval et militaire va de front avec une politique de grande envergure. Pearl-Harbour avait exalté la conscience nationale. Le président s'évertuait à indiquer les buts de l'action extérieure, assisté par une remarquable équipe : le vice-président Wallace, les secrétaires d'Etat Cordell Hull et Sumner Welles, enfin deux sommités du parti républicain, Wendell Wilkie et le gouverneur Dewey. L'éminent écrivain Walter Lippman, dans un volume intitulé *U.S. Foreign Policy*, avait révélé les erreurs de la politique extérieure du passé, à son dire « politique d'un débiteur ambitieux et insolvable », celle des prétentions que ne justifiait pas une forte puissance militaire. Afin de combler cette lacune et d'assurer la sécurité des Etats-Unis, des armements nationaux et des alliances internationales s'imposaient. Le pacte avec la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine devait conserver un caractère de stabilité, à l'abri de la course à l'alliance des vaincus. « L'avenir, constate l'auteur, dépend des relations entre la Russie et la communauté atlantique, dont l'Angleterre et les Etats-Unis sont les colonnes. »

Le vice-président Wallace partage ces vues, tout en soulignant leur portée sociale. Selon lui, l'avenir de l'humanité dépend de l'évolution du marxisme en Russie, de l'assimilation de la démocratie aux conditions de la vie du XX^{me} siècle, enfin de la bonne intelligence entre le régime russe et les démocraties. Le siècle doit être celui des petites gens, *century of com-*

mon peuple. « Au fond, disait Wallace à M^{me} Litvinov, nous menons cette guerre pour que chaque être humain ait un quart de litre de lait par jour. »

Lait et liberté! Mais que leur voie apparaît sinieuse!

Les premières années de la guerre, sa fin s'annonçait conforme à celle de tant d'autres conflits : le vaincu condamné à des réparations, à des restitutions ou à certains remaniements territoriaux, tandis que les gouvernements en exil rentrent au bercail, applaudis par leurs compatriotes. Refaire une Europe de 1939 perfectionnée semblait possible, et le *State-Department* s'y employait. La libération de la France, le rétablissement de la Pologne dans ses anciennes limites, l'indépendance de l'Autriche rencontraient une sollicitude particulière.

Cependant, les événements des champs de bataille devaient modifier la constellation diplomatique. La Russie apparut comme la première puissance militaire du continent, et son alliance essentielle pour la conduite de la guerre aussi bien que pour l'établissement de la paix.

Les rapports russo-américains rappelaient un ciel serein bordé de lointains nuages. Moscou continuait à observer la neutralité envers Tokio, où l'on nourrissait toujours la vaine espérance de négocier une paix séparée entre le Reich et la Russie.

Cette situation inquiétait certains secteurs de l'opinion américaine. Dans d'autres, l'esprit de légalité démocratique se hérissait contre la politique du fait accompli, pratiquée par l'U.R.S.S. en Pologne.

Aux yeux des Américains, la restauration des victimes de l'agression, et pour toutes les nations, des gouvernements désignés par de libres élections formaient des points essentiels des buts de paix. L'Union soviétique n'avait pas participé à la rédaction de la

charte de l'Atlantique, et considérait avec désinvolture cette profession de foi anglo-saxonne. Sans doute, les trois grands chefs avaient déclaré à Téhéran qu'ils étaient « amis en fait, en esprit et en dessein ». Le dessein, la victoire sur l'ennemi commun, subsistait, sans parvenir à effacer les divergences.

En face de la puissance militaire de la Russie, les Etats-Unis pouvaient mettre dans la balance leur irrésistible hégémonie matérielle. L'Union soviétique allait être dans l'obligation de recourir pendant plusieurs années aux importations alimentaires des Etats-Unis, bien plus longtemps encore à la livraison de machines ainsi que d'objets manufacturés. L'Amérique se prépare à prendre part à la reconstruction de la Russie et à l'exploitation de ses immenses ressources. Voilà des intérêts mutuels qui dépassent l'importance des controverses et ouvrent des perspectives illimitées.

Elles amènent le rajeunissement des cadres du *State-Department*. Son nouveau chef, Edouard Stettinius, avait dirigé l'une des plus importantes entreprises industrielles de la confédération. Il s'entoura d'une nouvelle équipe, sortie en partie du *big business*, en partie des milieux intellectuels.

Il débuta en marquant l'indépendance de l'action diplomatique américaine dans les affaires d'Italie, de Grèce et de Pologne, en exprimant la volonté des Etats-Unis d'intervenir dans la politique européenne. L'U.R.S.S. invoquait sa sécurité et soutenait chez ses voisins des gouvernements qui lui étaient favorables. L'Angleterre protégeait les droits nationaux contre des tentatives de dictature d'extrême-gauche sous camouflage démocratique. L'Amérique, poussée par les forces de l'opinion, affirmait le principe de la *self determination*. Elle voulait laisser la vieille Europe

se renouveler à sa guise. Simultanément, les regards de la grande République embrassaient l'ensemble des continents. « Nous avons appris à être citoyens du monde », avait dit Roosevelt.

Onze millions d'Américains étaient en armes. Leur flotte menaçait le Japon et rétablissait la sécurité des routes du monde. Les étendues formidables de la Russie et de la Chine alléchaient l'activité américaine. Les Etats-Unis s'apprétaient à pratiquer la politique des grands espaces.

« Notre pays, annonçait Eric A. Johnson, président de la Chambre de Commerce, trouvera dans le monde de demain des possibilités illimitées d'action et de progrès qui éclipsent même ses réalisations de guerre. »

L'Amérique ne possède-t-elle pas une pléthore de tout ce qui existe ? C'est de cette réalité que s'inspire son sentiment dominant : la conscience de sa puissance.

Un secret, soigneusement gardé, la rendra irrésistible : les expériences de l'équipe alliée ont abouti et atteint la phase industrielle. A Oaksbridge, dans le Tennessee, plus de cent mille ouvriers travaillent à la fabrication de la bombe atomique. L'engin irrésistible bouleversera les méthodes militaires, anéantira le Japon, en attendant d'écraser ceux qui s'aviseraient un jour de troubler la paix.

V

Alors que la joyeuse certitude de l'*American Century* remplissait le cœur de ses citoyens, que dans le Reich aux abois la *Wehrmacht* se raidissait devant le Rhin, une nouvelle brèche s'ouvrait sur le Danube.

Avec la défection de la Finlande et de la Roumanie, l'effondrement des ailes extérieures du dispositif allemand, la guerre germano-russe se transportait en Hongrie.

Depuis l'invasion allemande en mars, Weesenmeyer, représentant personnel du *Fuhrer*, était le maître du pays vidé et brimé. Au château de Bude, Horthy respirait l'impuissance. L'avance russe l'enhardit. L'un de ses fidèles, le général Lakatos, fut chargé de former un nouveau cabinet et d'entamer des négociations sous le manteau avec les Alliés. On en parlait dans tous les cafés. Le général commandant de place, qui avait entrepris de réunir des troupes sûres, fut enlevé nuitamment par la Gestapo. Horthy s'enferma dans le château. Après une nuit de siège, uniquement soucieux de sa sécurité personnelle, il sollicita la protection de Weesenmeyer et quitta le château sans avoir cure de ses courageux défenseurs, sans ordonner de cesser le feu. Son aide de camp se brûla la cervelle. Lui-même fut déporté dans le Tyrol.

Weesenmeyer forma un cabinet de ratés et de tarés, ayant à sa tête un certain major Szallasi, lequel venait de purger trois années de prison pour trahison. La Hongrie devenait « zone des cadavres », champ de bataille de deux armées, victime des exactions et de la frénésie de destruction des Allemands. Des scènes rappelant la Saint-Barthélemy ensanglantaient sa capitale. La peine de mort avait été décrétée pour ceux qui cachaient des ennemis du régime ou des juifs. Les cadavres, jetés par les fenêtres, restaient dans la rue sans que personne osât les relever. La neige servait de linceul.

Des milliers d'otages furent déportés en Allemagne, les hommes valides enrôlés dans la SS. On brûlait ces deux lettres sur leur bras droit pour les empêcher de

fuir. La populace, armée par les Allemands, égorgeait patriotes, juifs, suspects, ou ceux qui promettaient un pillage fructueux. Les SS. transformaient les maisons en fortins.

Comme Madrid, Stalingrad, Varsovie, la capitale hongroise subit une agonie de plusieurs mois, tandis que les habitants mouraient de faim ou de froid dans les caves.

Bude, sentinelle du Danube, avait connu autrefois de nombreux sièges. La vieille ville chargée de souvenirs devait perdre tout ce que les siècles avaient épargné. La lutte sauvage continuait au milieu des ruines fumantes. L'O.K.W. faisait des efforts désespérés pour délivrer la ville encerclée, qu'elle considérait comme le pivot de la défense allemande à l'est.

VI

Dans le Reich, on ne rencontre plus d'hommes en civil. Tout Allemand porte l'uniforme. Mais les effectifs ont fondu. L'étranger comblera les lacunes : Alsaciens, Hollandais, désignés du terme *Beutegermanen* (Germains de butin), se voient incorporés de force.

Cependant, l'interminable bataille pour Budapest continuait. Vienne, l'Allemagne du Sud semblaient menacées. Du front relativement calme de Prusse et de Pologne, train sur train déversaient des troupes en Hongrie. Hélas ! Wotan n'avait pas envoyé à M. Hitler ses corbeaux Hugin et Munin pour lui faire savoir ce qui se passait dans le monde et derrière le front russe. Le *Fuhrer* poursuivait sa « stratégie intuitive ». Pour la deuxième fois, celle-ci lui réservait un cruel réveil.

Le 12 janvier, des Carpathes à la Baltique, les Russes entament une offensive foudroyante, dirigée simultanément contre la Prusse-Orientale et contre la Silésie. Les trois groupes d'armées du général Guderian battent en retraite. Les chefs nazis assistent au brusque effondrement des jalons de l'expansion prussienne vers l'est : Marienburg, bastion des chevaliers teutoniques ; Tannenberg, théâtre de la grande victoire de Hindenburg et où se dresse son cénotaphe. Après la Prusse, ce sera le tour du bassin minier de Silésie, coup mortel pour la production allemande. Parmi les centres industriels perdus en moins d'une semaine, les communiqués mentionnent Auschwitz. Les dignitaires du parti jettent un regard inquiet sur leur savon. Breslau est encerclé, la rive droite de l'Oder occupée, une pointe dirigée vers Stettin, une autre vers la Saxe.

A cent kilomètres de Berlin, l'armée rouge se heurte à une furieuse contre-attaque. Favorisée par le dégel, la *Wehrmacht* parvient à fixer la ligne de combat, la dernière ligne qui couvre Berlin. Encore une fois, cette armée a donné la preuve de sa faculté de redressement, de ses qualités combattives, et retardé l'heure fatale.

Les bouleaux givrés regardent le lamentable cortège des fuyards. Le mal que les Allemands firent aux autres peuples retombe sur leur tête. Toutefois, les cinq millions de Français couraient en 1940 vers des régions prospères, fleuries par l'été, aptes à les accueillir, tandis que cinq ans après, l'exode de la Prusse-Orientale et de la Silésie s'effectua sous une température de vingt degrés de froid, à travers des sites évoquant le Jugement dernier, villages aux maisons éventrées, l'odeur des cadavres dans l'air, et sur la route, au milieu des chars, des camions, des sœurs

conduisant des convois d'aveugles se tenant les uns aux autres. La désolation tombait sur d'innombrables familles arrachées au foyer. Et à tant de peines s'ajoutaient les larmes des mères, car leurs fils, au delà de douze ans, avaient été retenus pour travailler aux fortifications ou pour combattre.

Les responsables de tant de misère lui opposèrent le bourreau. Des cours martiales composées d'un juge, d'un membre du parti et d'un officier de la *Waffen SS*. ou de la police, condamnaient les tièdes ou les suspects. Les cachots se remplissaient d'otages : les femmes, les enfants des généraux prisonniers en Russie, les parents des disparus ou des suspects. Sur les murs, des affiches rouges annonçaient les exécutions ; des placards jaunes mettaient à prix la tête des affiliés de l'association révolutionnaire « *Stalingrad* ». Le comte Schulenburg, l'ambassadeur du Reich à Moscou, qui s'était évertué à détourner Hitler de la mortelle aventure de Russie, fut égorgé dans sa prison. Mœurs du Bas-Empire à ses heures les plus sombres.

Des bourgmestres, qui avaient refusé de détruire la ville confiée à leur administration, sont pendus pour « lâcheté ». Pendant ce temps, loin des balles, que font leurs justiciers ? Ils cherchent à négocier sous le manteau afin de sauver leur tête et leurs trésors souillés de sang.

VII

A mesure que la situation militaire évoluait, les Nations unies s'étaient appliquées à mettre au point les buts de la paix et les méthodes pour y arriver. Les rencontres des chefs d'Etat posaient les jalons,

des organismes spéciaux poussaient les préparatifs pour reconstituer l'Europe en loques. Les experts se réunissaient à Bretton Woods pour les finances ; à Hot Springs pour l'agriculture et l'alimentation ; à Atlantic City pour la mise en train de l'économie mondiale.

Le souci de la sécurité internationale amena les délégués des quatre puissances alliées, en août 1944, à Dumbarton Oaks, près de Washington. Dans son discours d'ouverture, M. Cordell Hull exprima le principe directeur de la réunion : doter la paix future d'institutions par lesquelles la volonté pacifique pourra être traduite en action.

Dans la serre chaude de la littérature politique, une abondante floraison éclôt autour des projets de la nouvelle organisation internationale. Sur le plan de la réalité, deux conceptions s'opposent. L'une est celle des moralistes chrétiens qui se rencontrent avec leurs anciens adversaires, les champions des droits de l'homme : sauvegarde des libertés de la personne humaine ; choix légal de la forme du gouvernement ; exclusion de l'appel à la violence ; règlement des litiges par une cour de justice internationale.

L'autre conception est celle de la force, la volonté d'étendre les limites de sa puissance. Elle inspirait l'Union soviétique, sortie plus forte que jamais de ses terribles épreuves. Les Etats-Unis étaient partagés entre les fidèles de la tradition biblique et les partisans de la *power policy*, qui veulent tirer parti de la richesse et de la capacité industrielle de leur pays pour atteindre ses objectifs mondiaux.

Les Anglais, pilotes des hommes libres aux heures les plus sombres du grand conflit, prirent une part considérable à maintenir la coalition des Nations unies. Ils poursuivaient leur méthode traditionnelle

de conciliation, sans pourtant admettre une hégémonie militaire visant à posséder le continent.

Le président Roosevelt et Churchill rejoignirent Staline à Yalta, dans le blanc palais de Livadia, autrefois résidence des tsars. Cette réunion de Crimée consacrait le prestige de Staline, accru par l'avance de l'armée rouge.

Les coalitions se maintiennent par l'unité des buts militaires et se désagrègent par la disparité des buts politiques. La réunion des « Trois » était destinée à mettre dans la balance ce qui sépare et ce qui rapproche.

Les *Big Three* de 1945 apparaissent supérieurs à ceux de 1919. La débandade des Alliés avait commencé au lendemain de la victoire de la Guerre I. Les « Trois Grands » de la Guerre II, à la veille de la dernière bataille, se rendaient compte de l'impérieuse nécessité de maintenir leur union après la fin des hostilités.

L'accord fut aisé au sujet de l'occupation militaire de l'Allemagne par des forces conjointes des Nations unies, et relevant d'une commission alliée siégeant à Berlin.

Une conférence destinée à mettre au point l'organisation internationale de sécurité, conférence à laquelle seuls les Etats en guerre avec l'Allemagne seraient admis, fut convoquée à San-Francisco pour le 25 avril. Au sujet des questions continentales, Roosevelt et Churchill obtinrent la modification du système des zones d'influence, un droit de regard sur toutes les affaires européennes. Pour les pays libérés aussi bien que pour les anciens satellites, au lieu d'actions unilatérales, des décisions concertées devaient survenir. La réunion périodique des trois ministres des Affaires étrangères allait servir d'organisme per-

manent pour assurer l'application de ces conventions.

Les arrangements de Yalta destinaient aux cinq grandes puissances le contrôle de la paix. Elles représentaient 75 % des habitants du globe, cinquante-cinq moyens et petits Etats 25 % seulement. Le Conseil de sécurité, doté d'un pouvoir exécutif fort étendu, pouvait proposer une intervention armée contre l'agresseur. Mais si celui-ci était l'un des cinq membres permanents ? Serait-il loisible à la puissance visée de paralyser l'intervention en émettant un vote dans sa propre cause ? Washington et Londres n'approuvaient pas cette immunité. Moscou la revendiquait.

Serait-ce donc vraiment la pâle flamme allumée dans la pagode de la procédure qui pourrait empêcher une nouvelle conflagration ? Ou serait-ce plutôt la volonté de reconstruction, le règne du bon sens, la décision de garantir le salut des générations futures ? « La paix, soutenait Spinoza, n'est point l'absence de guerre, mais la vertu qui naît de la vigueur de l'âme. »

De cette vertu, l'Europe semblait encore bien éloignée. « Politique, politique, avait écrit autrefois Poniatowski à Breteuil, ce sont les profondeurs de Satan. »

VIII

La France n'avait pas été conviée à Yalta. En quelle qualité paraîtrait-elle à la conférence de San-Francisco ? Invitée, invitante ? La rengaine rappelait l'opérette *Giroflé - Girofla* !

Pourtant, il ne s'agissait pas d'une susceptibilité de protocole, mais de la liberté d'action en face de décisions arrêtées sans elle et, avant tout, d'une question de dignité.

Le chef du gouvernement provisoire avait gardé sa

foi illuminée dans son pays jusque dans la chambre solitaire de l'hôtel Rubens, à Londres. Comment en eût-il douté à la tête de la France libérée ? Les embarras de l'heure, à ses yeux, n'étaient que des brins de paille sur la route des siècles. Pour lui, le passé, le présent, l'avenir ne formaient qu'un seul bloc. Guidé par cette haute vision, le sentiment dominant de sa politique sera la volonté de faire respecter la France.

Elle présente des amendements d'une grande lucidité au plan élaboré sans elle sous le ciel bleu de la Tauride. Elle reconnaît que le maintien de la paix dépend surtout de l'accord des grandes puissances. Elle admet les limitations de souveraineté en échange d'une organisation internationale destinée à régler les différends, sans exclure les pactes régionaux. Le mémorandum français rappelle que le respect des traités constitue une condition essentielle de l'ordre international. Ses propositions tendent à rendre plus souple et plus rapide la défense de la sécurité collective.

A Yalta, on lui avait réservé une place dans le directoire mondial, toutefois sans la convier aux débats préliminaires. Pour justifier cette mesure, on rappelait que la France ne faisait pas figure de grande puissance militaire. Mais une épée brisée se reforge, et la France venait de montrer en Alsace qu'elle savait s'en servir.

Le nombre des divisions peut changer, les valeurs innées demeurent. Les organisateurs de l'assemblée de San-Francisco n'en semblaient pas convaincus, car ils annonçaient que seulement l'anglais et le russe seraient admis pour les négociations. L'exclusion du français surprit. Depuis trois siècles que le latin était tombé en désuétude, le français ne constituait-il pas

la langue de la société européenne, de la république des lettres et des chancelleries? Sa clarté, sa précision, son éclat, son universalité la prédisposaient à tenir cette place. Frédéric II s'exprimait en français, et Bismarck rédigea le traité de Francfort dans la langue du vaincu. La prédominance germanique ne parvint pas à éliminer l'usage général du français. Il fut réservé à ce siècle d'airain de tenter de l'écarter au nom de la puissance et du nombre.

Ainsi, à San-Francisco, Anglo-Saxons et Russes se préparaient à mettre sur la table trois gourdes de géants. Entre elles se tiendra le flacon de cristal de la France. Restera-t-il clos? Personne n'y gagnerait ¹.

En attendant, le général de Gaulle précise avec énergie la position de la France. Au milieu d'un monde durci, où il n'est rendu à chacun que suivant ses œuvres, le pays ne doit compter que sur lui-même pour retrouver son véritable rang parmi les nations. Des tâches multiples l'attendent, dont l'une des plus importantes consiste à maintenir la communauté des peuples qui forment l'empire et à l'ouvrir aux réformes sociales.

Sur le plan international, les expériences du passé avaient laissé, dans l'esprit des Français, une dose de scepticisme au sujet de la métaphysique de la paix. L'élan de l'agresseur ne menaçait-il pas de narguer les lenteurs et les flottements du conseil de famille des peuples? Il fallait une sauvegarde permanente à la victime principale des attaques germaniques, et c'était la ligne du Rhin.

Foch avait résumé la question d'une manière lumineuse dans son mémoire adressé au Conseil suprême le 10 avril 1919: « Si l'Allemagne n'est pas privée

¹ Le français et l'espagnol devaient être admis à San-Francisco.

de toutes places d'armes sur la rive gauche du Rhin, avertissait-il, elle gardera toute facilité pour entreprendre une invasion rapide comme en 1914. Il ne s'agit pas d'annexer la rive gauche du Rhin, mais bien de tenir la barrière indispensable au maintien de la paix. Renoncer à cette frontière militaire, c'est courir au-devant des plus grands risques. »

De Gaulle reprit la tradition de Foch. Les « Trois Grands » venaient de décider la dissolution de la *Wehrmacht* et de son grand état-major, la création d'un Etat rhénan sous contrôle international. Ces mesures trouvaient leur complément naturel dans l'installation des forces françaises sur le Rhin.

IX

« Dans cette lutte fructueuse, — avait dit le *Führer* en 1943, s'adressant à 20 000 officiers — il faut reconnaître qu'il ne s'agit pas seulement d'un différend militaire entre divers Etats, mais d'un combat gigantesque entre des peuples et des races dans lequel une conception du monde l'emporte, tandis que l'autre conception est définitivement anéantie, c'est-à-dire que c'est la fin de l'existence du peuple vaincu. »

Les principes fixés à Yalta au sujet du statut futur de l'Allemagne ne comportaient pas l'écrasement barbare projeté par l'instigateur de la « lutte fructueuse ». Pourtant, une lourde épreuve l'attendait : diminution territoriale, désarmement, perte de son prestige, et au lieu de se nourrir de la faim des autres, réduction du niveau de la vie à ses propres ressources amoindries, enfin occupation et contrôle permanents.

Conditions, certes, accablantes. Mais depuis l'été 1944, Hitler ne s'était-il pas comporté comme s'il avait

engagé un pari pour se les faire imposer? Ses armes V, armes de vengeance, militairement vaines, n'eurent d'autre résultat que d'exaspérer l'opinion britannique. Les effroyables précisions sur les atrocités d'Oradour, de Vercors, de Maidenek, d'Auschwitz, les massacres quotidiens pratiqués dans le Reich n'inclinaient pas à l'indulgence.

Le cercle se rétrécit autour de la satrapie nationale-socialiste et sa dernière victime, l'Allemagne. Les Anglo-Américains avancent vers le Rhin. Les Russes s'emparent des villes investies et préparent de nouveaux coups de boutoir. M. Himmler continue à faire pendre des bourgmestres. Il expédie les troupeaux de prisonniers et de déportés vers le réduit de Bavière. Des scènes rappelant les caravanes de marchands d'esclaves attristent les paisibles sites germaniques. Les camps de la mort lente ne prédisposent pas aux longues marches. Tout ce qui faiblit est abattu.

Des bandes de fuyards et de déserteurs parcourent les campagnes, attaquent les villages. Le brigandage prend de telles proportions que boulangers, charcutiers sont autorisés à se munir d'armes à feu.

Le 25 février, vingt-cinquième anniversaire de la fondation du parti, Hitler reçoit ses dignitaires afin de leur donner des instructions « pour la continuation victorieuse de la lutte ». Une semaine après, la *Wehrmacht*, durement malmenée, évacue la rive gauche du Rhin. L'Allemagne du national-socialisme se voit réduite au territoire situé entre le Rhin et l'Oder.

Le fleuve n'arrête pas l'assaut. Les chars de Hodges traversent un pont de chemin de fer resté intact et établissent une tête de pont sur la rive droite. Cet événement historique se produit le 7 mars à 16 h. 30. Bonn est occupé, et, peu après, Godesberg. Au temps où Hitler, n'ayant pas encore une armée assermentée

à sa personne, mais accompagné d'une poignée de drôles, tirait des coups de revolver dans les brasseries pour intimider les consommateurs, il passait les dimanches à l'hôtel Dreesen, chez son ami l'aubergiste, nazi de la première heure. C'est de là que le tribun partit en 1934 pour le massacre de la bande rivale de Röhm. Et ce fut encore dans la ville d'eaux rhénane que le dictateur ivre de sa puissance reçut Chamberlain. Le claquement du drapeau étoilé au-dessus de la demeure intimement liée à la vie du *Fuhrer* annonçait que la fortune avait tourné.

Un échange de grands blessés se fait à Genève. Deux convois du malheur se croisent: des éclopés, des manchots, des nègres tuberculeux, des fous en camisoles de force. Un médecin se penche sur un grenadier allemand amputé d'un bras et d'une jambe:

- Vous êtes content de rentrer chez vous?
- Je n'ai plus de chez moi.
- Mais vous rentrez dans votre pays, l'Allemagne.
- Il n'y a plus d'Allemagne.

X

Le passage du Rhin par les Anglo-Américains imprime des mouvements fiévreux à la fourmilière germanique. Ses chefs acheminent de nouveaux convois d'otages, de déportés, de prisonniers vers le Sud. Le viatique de ces infortunés consiste en trois pommes. Les évacués, les fuyards allemands ne sont guère mieux nantis. Le désarroi suit la défaite.

Pour cette Allemagne contenue entre le Rhin et l'Oder, désormais, rien ne peut changer l'orientation du destin. Néanmoins, l'aveugle carnage continue. Les

soldats allemands font rempart de leur corps, les malheureux enfants de la Jeunesse hitlérienne, inoculés de fanatisme, se sacrifient par milliers. Ces combattants défendent le sol de la patrie. Les chefs défendent leur crime.

Les batteurs d'estrade tentent en vain de relever le courage de la foule.

« Vous avez perdu vos demeures, vos meubles, vos hardes ! s'écrie le sieur Ley. Peu importe ! Vous passerez sans bagages par les portes de la victoire. »

Lui-même n'a pas renoncé à son bagage : une série d'immeubles, de châteaux et de fermes. Sans oublier son dépôt quelque part dans le monde. Lui et ses semblables ont disséminé à travers l'univers leur butin personnel. En prévision de la catastrophe imminente, ils ont pris des mesures de précaution. Au cours des bombardements, beaucoup de registres de l'état civil ont été détruits. D'autres le seront volontairement. Munis de faux papiers d'identité, glissés parmi les fuyards, des hommes de confiance des SS. et de la Gestapo prennent figure d'ennemis du régime. Certaines sommités du parti publient leur annonce mortuaire dans les journaux, pour ressusciter peu après quelque part au bord du Pacifique. Chirurgiens et coiffeurs sont prêts à transformer le masque des personnages qui se rendront à l'étranger pour s'infiltrer partout et pour préparer les points d'appui de la troisième guerre.

Ceux qui restent s'apprêtent à se replier dans le « Réduit national allemand ». La résidence du *Führer*, le *Berghof*, en forme le centre. Les anciennes salines servent de casernes, de champs d'aviation, d'usines et de dépôts. L'immense système de fortifications englobe les Alpes bavaroises, le Tyrol, une partie de l'Autriche.

Que pourront ces défenses contre l'artillerie lourde et les bombes de dix tonnes? Peu importe. La raison d'être du réduit allemand n'est pas militaire. Le réduit suisse protégeait la liberté helvétique. Celui de Berchtesgaden n'avait d'autre destination que de sauver Hitler et ses complices. Ne sont-ils pas les auteurs du meurtre délibéré de plus de 10 millions de non-belligérants? Ceux qui ont fait bon marché de la vie des autres tremblent pour leurs jours.

Sauf quelques enclaves, Eisenhower tient le Rhin. A la hauteur de Weesel, l'armée de Montgomery attend derrière un barrage de brouillard artificiel.

Le propre du chef-d'œuvre est de sembler naturel. Mettre au point le passage du Rhin représente un long et patient effort qui comprend les communications, l'hydrographie, mille détails aptes à diminuer les risques et à assurer l'exécution de l'entreprise. Le souvenir du tenace labeur disparaît le jour de la réussite. Elle semble simple comme tout ce qui est grand.

Avant de faire sauter la charnière de Sedan, en 1940, les Allemands avaient reconstruit un secteur de la Meuse sur l'un de leurs champs de manœuvre. Les Alliés, cette fois, firent mieux: 600 000 photographies représentant le cours du Rhin, de Bâle à la mer, furent distribuées à la troupe, 1 million aux parachutistes. De cette manière, sur les deux rives du fleuve, le moindre mouvement de terrain devenait familier au combattant.

La marine prit le soin des ondes. L'amiral sir Harold Barrough disposait des équipages et du matériel naval. Sur les berges, ses longues péniches d'assaut guettaient le signal.

Le 23 mars, Montgomery ordonne d'éteindre les fourneaux fumigènes. Le brouillard se dissipe. L'ar-

tillerie ouvre le feu et écrase les positions adverses. A 10 heures du soir, les commandos s'embarquent. Des fusées vertes annoncent qu'ils sont arrivés à destination. Le matin, l'infanterie traverse les ponts improvisés. Pendant qu'elle engage le combat, 40 000 parachutistes descendent à l'arrière du champ de bataille.

La veille, Patton avait passé le fleuve par surprise à la hauteur de Mayence. Patch en fit autant au sud de Mannheim, et les Français en face de Carlsruhe. Le Rhin était dompté sur toute sa longueur.

Incontinent, la course d'obstacles des meutes d'acier commence. Elles sectionnent le Reich, isolent la Hollande, encerclent la Ruhr; une colonne progresse vers la mer, une autre dessine une barre horizontale en direction de Nuremberg et sépare le réduit du corps de l'Allemagne.

Certes, les divinités fluviales se montrèrent peu clémentes aux guerriers à croix gammée: tour à tour, le Nil, la Volga, la Vistule, le Danube se déroberent à leur étreinte. Avec le Rhin, le dernier fossé de la forteresse Allemagne se trouve franchi. L'état-major d'Eisenhower dirige et coordonne avec une inexorable sûreté les efforts impétueux de ses unités. La plus grande bataille de l'histoire va vers sa fin.

Chez les Allemands, la résistance farouche alterne avec une immense lassitude, le soupir de soulagement d'être délivré de la guerre et des tueurs nazis. Leur radio a beau annoncer la ligue des « loups-garous » qui se défendront « jusqu'au dernier coup de crosse » et exécuteront les pusillanimes. On ne craint plus les loups édentés. De grandes villes capitulent par téléphone. Weimar se rend au moyen d'un messenger cycliste. A Hanovre, les troupes alliées sont reçues avec des fleurs.

L'Apocalypse de l'Allemagne continue. Ses villes sont ravagées, ses divisions décimées et contraintes à capituler. Des flots de prisonniers encombrant les routes. L'armature militaire, politique, économique s'effondre. Plus de labour et de semailles, plus de ravitaillement organisé. Le surcroît de misère et de consternation mène à l'apathie.

Au milieu de la foule hagarde qui encombre la dernière route conduisant vers le réduit, on découvre deux cerceuil ambulants: ceux de Frédéric II et de Hindenburg.

Lorsque Adolf Hitler, échoué dans l'asile de Meidling, tissait des rêves insensés, ses chaussures attachées aux pieds de son grabat, et qu'Himmler s'adonnait à l'élevage des poules, (alors la seule manière de couper des gorges impunément), en attendant de s'en prendre aux hommes, aucun ne se serait imaginé qu'un jour, à travers les décombres de l'Allemagne, on leur livrerait les tombeaux de ces deux grandes figures de l'histoire nationale pour servir de tréteau aux sanglantes convulsions qui marqueraient la fin du III^{me} Reich.

L'équipe de M. Gœbbels continuait à emboucher les trompettes pour célébrer la citadelle du nazisme, le réduit imprenable de la Haute-Bavière et du Tyrol. C'est là que s'apprêtaient à combattre jusqu'au dernier souffle le *Fuhrer* et ses fidèles! Et voici que l'on répandait la rumeur d'une solution désespérée, d'un nouveau bûcher de Sardanapale: le roi des Belges, l'élite captive, 12 millions de prisonniers de guerre, d'otages, de juifs, de travailleurs, mis à mort si Hitler et ses acolytes n'obtiennent pas la vie sauve.

En réalité, réduit et bûcher ne sont qu'impostures; jactance et menace ne sont que de l'écume. L'attitude réelle sera celle du renard au milieu de la battue. Au

lieu
Ber
C
Vie
offi
de
sur
vers
L
une
side
vem
eut
à c
Was
Ca
enco
mén
Le
tière
La
grou
de
Le
mue
tion
tiqu
de f
vert
maig
exéc
effro
Le
Buck
dès

lieu du réduit, Hitler, Himmler, Goering se retirent à Berlin, dernier carré du Reich.

Cependant le maréchal Malinowski s'empare de Vienne après quelques jours de combats de rues. Des officiers russes déposent des couronnes sur les tombes de Beethoven et de Strauss. L'armée rouge marche sur Linz, ville sainte des hitlériens, la première étape vers le réduit.

Le 12 avril, une nouvelle inattendue émut le monde : une hémorragie cérébrale venait d'emporter le président Roosevelt. Il ne lui fut pas donné de voir l'achèvement de l'œuvre de libération dans laquelle il eut une part prépondérante. Sa place reste marquée à côté des plus grands fils de l'Amérique, des Washington et des Franklin.

Ce deuil universel permit à Adolf Hitler de montrer encore une fois sa vulgarité d'âme : il insulta la mémoire du mort.

Le 18 avril, les chars de Patton atteignent la frontière tchécoslovaque. L'Allemagne est coupée en deux. La *Wehrmacht* ne tient plus de fronts continus. Des groupes isolés défendent certaines régions : les abords de Berlin et les accès des ports.

Les armées pénétrant au cœur du territoire restent muettes d'horreur à la vue des camps de concentration, l'épouvante des épouvantes : prisonniers squelettiques, tremblant de faiblesse dans leurs hardes rayées de forçats, malades gisant abandonnés sous des couvertures en loques. Leur nourriture consistait en une maigre soupe et une tranche de pain. La torture, les exécutions étaient à l'ordre du jour, la mortalité effroyable, les cadavres jetés nus dans la fosse.

Les vingt et un mille prisonniers du camp de Buchenwald, près de Weimar, devaient être abattus dès l'approche des Américains. Mais ceux-ci, prévenus

par un émetteur clandestin du crime qui se préparait, arrivèrent en trombe, empêchèrent le massacre, et, horripilés par cette vision d'enfer, prévinrent leur chef. Sur quoi, le général Patton ordonna à toute la population de Weimar de défiler à travers le camp, afin qu'elle apprenne à connaître les crimes perpétrés par ses maîtres.

Chaque révolution subit des phases de délire passager, l'heure démoniaque où les hommes se déchiraient, où les têtes tombaient. Pourtant il n'y eut pas de régime qui eût laissé ouvertes pendant douze ans les écluses du sang.

Les éclusiers du nazisme n'étaient pas des démoniaques. C'étaient des gens de peu qui, au milieu de leurs palabres, fouillaient anxieusement leur poche pour y trouver de quoi payer une seconde chope de bière; ils se virent investis soudain d'un pouvoir illimité. Ces parvenus, souvent d'une bassesse inintelligente, exécutèrent aveuglément les ordres du *Führer* pour lequel la terreur et l'exploitation de la souffrance constituaient les suprêmes moyens de gouvernement.

Le général Eisenhower pria Churchill de constituer une commission parlementaire pour constater la sauvage horreur de ces lieux d'extermination. Vingt-quatre heures après, la délégation composée de huit membres des Communes et deux de la Chambre des lords commença son enquête. Elle devait apporter le témoignage que le national-socialisme n'avait rien à envier ni aux négriers d'autrefois, ni aux plus immondes tyranneaux des époques barbares.

L'ancienne Europe respectait la vie. Que ce soit décès naturel ou accidentel, on se penchait avec un recueillement ému sur les tombes. 1914 en remplit la terre. Bientôt les révolutions ouvrirent l'ère des

meurtres politiques. Au lendemain de la défaite, les rancunes du nationalisme allemand suscitérent les « frères du sang » qui tuaient dans la rue. Peu après, le pangermanisme accoucha d'un odieux bâtard : le parti national-socialiste. Son chef, pour se maintenir au pouvoir, fait martyriser et achever ses adversaires. Une fois maître du continent, il applique partout ces méthodes. « La nature est cruelle, dit-il à Rauschning, nous avons donc le droit de l'être aussi. » Le *Führer* ne cache pas son intention d'instituer « une technique du dépeuplement » afin d'anéantir des millions d'hommes « de races inférieures ». « Dans les temps passés, continue-t-il dans ses confidences, on reconnaissait au vainqueur son bon droit d'exterminer des tribus et des peuplades entières. » « Les tribus » vouées à ce sort seront d'abord les juifs, ensuite les patriotes de tous les pays asservis. Des savants, des médecins allemands s'abaissèrent à mettre au point le système inventé par Hitler.

Les gardes-chiourmes chargés d'achever, à travers d'indicibles souffrances, vieillards, adultes, femmes et enfants, étaient des butors sortis du cloaque, ou des Allemands moyens, rendus sadiques par l'exemple et l'impunité, enfin des tortionnaires par ordre. Les SS., qui fouettaient les victimes attachées sur un chevalet au moyen d'un nerf de bœuf doublé de plomb, devaient frapper dur, car le moindre relâchement dans leur zèle de bourreau était puni de six mois de prison.

L'image est bien plus éloquente que la parole. Les films documentaires projetés à Londres, devant une foule saisie d'horreur, dépassaient les rêves les plus hideux. On voyait des rangées d'hommes et de femmes en vêtement de forçat accrochés à la potence, des camions remplis de cadavres nus, les uns morts de

faim, d'autres criblés de blessures. Dans une sorte d'étable qui portait le nom d'hôpital, cadavres et malades gisaient pêle-mêle sur la paille. Des hommes, des femmes décharnés, voûtés, traînaient des civières chargées des dépouilles de leurs compagnons d'infortune vers le four crématoire. « Le tueur » de Belsen, le SS. *Hauptsturmführer* Kramer, enchaîné au milieu du théâtre de ses méfaits, frappait par son expression de férocité et d'incommensurable bêtise.

Les rapports parvenus aux autorités alliées apprenaient qu'à Buchenwald, à 12 kilomètres de Weimar, il y eut 51 000 morts depuis 1937. La femme du commandant du camp passait à cheval et faisait fouetter les détenus qui ne la saluaient pas avec déférence. Cette perle du national-socialisme avait chez elle des abat-jour en peau humaine.

Ordre fut donné de faire défiler à Buchenwald la population de la ville, autrefois l'une des capitales de l'esprit, et les bourgmestres de la région. Leur attitude fut un mélange de gêne et d'indifférence, sans le moindre signe de compassion, sans ce sursaut qui porte une foule française vers les persécutés.

A chaque étape des armées victorieuses, de nouveaux camps d'extermination étalaient le spectacle de la plus lâche bestialité dont des hommes se déshonorèrent au cours de vingt siècles d'histoire. Partout, des potences à quarante crochets, des monceaux de cadavres, des chambres à gaz, des fours crématoires proclamaient la justice des tyrans sortis des braseries.

Ils ne faisaient pas grâce aux pauvres âmes de femmes et d'enfants. Enfants nés dans les camps, ou arrachés à leurs parents, ou gamins déportés pour avoir distribué des tracts subissaient les mêmes sévices que les adultes. Adolf Hitler, que l'on vit pleurer

à la mort d'un de ses canaris, laissa exterminer froidement des milliers d'enfants, sans craindre le regard des mourants qui allaient vers le ciel.

Et les femmes! Plus d'une tuée pour avoir résisté au viol, ou achevée après avoir enduré les derniers outrages. Elles se voyaient contraintes à attendre, alignées, nues devant les baraques, pendant des heures, même par les pires intempéries, la visite du médecin. Aucune souffrance, aucun avilissement ne leur furent épargnés. Le plus épouvantable sort échut aux captives enrôlées dans le « groupe des cobayes » : prélèvement, sans anesthésie, d'un œil, de nerfs ou de moelle. A d'autres, on appliqua la fécondation artificielle, suivie de vivisection pour se rendre compte du résultat. Des fiches minutieuses apportaient les preuves de ces monstrueuses expériences.

Les slogans de la propagande nazie, vantant les « êtres supérieurs », « l'aristocratie sociale du parti », trouvèrent un commentaire tangible au camp d'Auschwitz: 7000 kg. de cheveux, provenant de 140 000 femmes.

Dans la géhenne industrialisée, un ordre minutieux régnait, au point d'amonceler dans les dépôts des camps les chaussures des tués; au sommet de ces monticules se trouvaient les brodequins de bébés. Ce peuple, qui touchait le fond de l'abîme, se doutait-il que, le jour du jugement, un seul de ces brodequins pèserait plus lourd que ses tanks et ses canons ?

Comme si le ciel se hâtait de frapper tant d'effrayants forfaits, de prodigieux événements se préparaient. Une hardie manœuvre du maréchal Alexander force le Pô. Le signal du soulèvement général est donné. A Milan, les néo-fascistes capitulent et remettent le pouvoir au Comité de libération. En Lombar-

die, en Ligurie, les Allemands se rendent. Alliés et partisans s'emparent de Vérone. Le 25 avril est un grand jour pour l'Italie.

La brillante avance des Français les mène au lac de Constance. Les Américains marchent sur Munich. L'artillerie russe fait flamber Berlin. Aux salves ennemies se mêlent les bombes incendiaires de la Néronaïlle qui, sur l'ordre de Hitler, s'acharne à raser le quartier gouvernemental. Les SS. défendent les ruines de la capitale avec frénésie. Les galeries du métro leur servent de forteresse et de moyens de communication. Mais les Russes bouchent les issues et introduisent dans les couloirs du phosphore liquide et de l'essence. Le sous-sol brûle sous les pieds des défenseurs.

Cependant à Torgau, au nord de Dresde, Américains et Russes opèrent leur jonction. Sur le théâtre de la dernière victoire de Frédéric, la défaite du III^{me} Reich se consomme.

Le destin frappe les faux dieux et les faibles qui ne surent s'arracher à leur contact. L'ancien chef de l'« Etat français », de douloureuse mémoire, demanda au Conseil fédéral l'autorisation de traverser la Suisse pour se rendre en France. C'était le jour de son 89^{me} anniversaire. A Vallorbe, le général Kœnig, gouverneur militaire de Paris, l'attendait. Le général s'inclina, mais refusa la main que lui tendait le maréchal. Son arrestation lui fut signifiée et un train spécial le conduisit à Paris.

Mussolini aussi se glisse vers la frontière helvétique, au fond d'une voiture de la *Wehrmacht*, enveloppé dans une capote allemande. Mais dans le hameau de pêcheurs de Tremezzo, entre Côme et Bellagio, des douaniers le déballetent et lui mettent la main au collet. Conduit dans une villa, au bord du

lac, au village de Dongo — c'est là que Stendhal prit le nom de ce Fabrice del Dongo, fou de liberté — le dictateur est fusillé par un peloton de la division Garibaldi.

Le lendemain, place Loretto à Milan, loups et hyène du néo-fascisme sont étalés comme du gibier. Suspendus la tête en bas, ligotés aux chevilles, les cadavres de Mussolini, de sa maîtresse Claretta Petacci et du secrétaire du parti Starace se balancent sous l'auvent d'un poste d'essence. La foule passe et maudit, insulte les morts.

Le tour du national-socialisme ne se fit pas attendre. L'Allemagne s'en allait par morceaux. Les troupes déposaient les armes, les villes se soulevaient, les « dignitaires » du parti pliaient bagages. Le sombre drame du III^{me} Reich s'achevait dépourvu de grandeur. Et la vision d'horreur des camps le privait du prestige de son malheur.

Encore une fois, ses dirigeants apportent la preuve de leur manque de sens politique: Himmler offre la capitulation aux Anglo-Américains, sans faire mention des Russes. La vieille intrigue usée crève: Londres aussi bien que Washington exigent la capitulation sans condition aux trois puissances.

La radio de Berlin ordonne aux *Waffen SS.* de se grouper autour du *Fuhrer* dans la zone de combat. Que cache cette façade d'héroïsme verbal? De tremblants coupables. Ils sont redevenus ce qu'ils étaient avant de sortir de la brasserie: de petites gens fous d'orgueil dans le succès, piètres dans l'adversité. L'angoisse serre la gorge de ceux qui, hier encore, furent les maîtres de la peur.

Après la défaite, jadis, les eunuques prenaient du poison ou se faisaient poignarder sur les divans du sérail, les guerriers tombaient à la tête des janissaires.

Pourtant aucun des chefs nazis ne succomba les armes à la main. Férocité et lâcheté ne sont-elles pas sœurs jumelles? Goebbels, le Paganini du mensonge, s'empoisonna. Goering sortit de sa cachette pour se rendre à l'armée américaine. Le profil de lapin cruel de Himmler apparut en Norvège. Il eut beau humer l'air: il ne trouva pas d'issue. Bredouille, il retourne en Allemagne. Le voici débarrassé de ses moustaches, l'œil gauche couvert d'une taie noire, errant au bord de la mer. Pris par les Anglais, il absorba une ampoule de poison et tomba foudroyé!

Où était « le premier soldat du Reich » à l'heure suprême? Des renseignements contradictoires sont répandus sur son compte: atteint de commotion cérébrale, il n'aurait que quarante-huit heures à vivre. Le surlendemain, 1^{er} mai, après l'échec des tentatives de négociation de Himmler, la radio de Hambourg annonce que le *Fuhrer* a été tué par une balle russe au moment où il descendait l'escalier de la chancellerie les armes à la main.

En réalité, il avait jeté dans la bataille ses gardes de corps, mais demeurerait à l'abri dans le caveau de la chancellerie. Certaines personnes de son entourage l'engageaient à se rendre dans le réduit, d'autres lui conseillaient de démissionner. En proie à une sorte de torpeur entrecoupée d'accès de démence, il se montrait incapable de prendre une décision. A la fin, il ordonna à son sténographe, auquel on doit ces révélations, de partir en avion pour la Bavière. Lui-même restait effondré sur un sofa, à côté d'une cinéaste nommée Eva Braun.

On ignore les détails de sa fin. Toujours est-il qu'au milieu des feux qui consomment la capitale et des flammes blanches du phosphore qui sortent de sous terre, la mort fit tomber son rideau noir sur les yeux rem-

plis de rage et d'épouvante du Néron botté des sous-bourgeois.

Son cadavre ne fut pas retrouvé.

Ainsi mourut Adolf Hitler, fils d'un douanier de Braunau-sur-l'Inn et d'une servante, pendant douze ans despote de l'Allemagne.

Aucune mémoire d'homme n'est entachée de tant de sang humain.

Afin de réaliser un rêve insensé de domination mondiale, lui et les siens ont sacrifié toutes les valeurs morales et matérielles de leur pays. Ils ont déshonoré le siècle en introduisant la torture, en rétablissant l'esclavage. D'innombrables charniers marquent leur route.

Après les nations piétinées, ce fut le tour de l'Allemagne. Six ans suffirent pour anéantir l'œuvre de dix siècles. Ses villes sont en ruines, les habitants se terrent dans les caves, ou, tombés dans une morne apathie, avancent sur les routes vers un sort inconnu. Ce qui vient de les frapper, c'est plus qu'une défaite militaire, c'est une catastrophe qui va jusqu'à la chair et aux os, un effondrement comme on n'en vit pas depuis la chute de Carthage.

Le millénaire annoncé par leurs maîtres et tyrans a duré douze ans. Il s'évanouit après 2070 jours de guerre.

La capitulation eut lieu au G.Q.G. du général Eisenhower, dans une école de Reims, le 7 mai, à 1 h. 41 du matin.

Le lendemain, à minuit, le maréchal Keitel vint signer l'acte de capitulation à Berlin en présence du maréchal Joukov et des représentants des armées alliées. A minuit 44, les signatures étaient échangées. Le chef de la *Wehrmacht* salua de son bâton de maréchal et disparut dans la nuit.

Voilà comment finit cette tragédie planétaire, la plus vaste entreprise de domination de tous les temps, engagée par un aventurier autrichien et sa faction, avec l'aide du peuple allemand asservi.

Ces hommes tentèrent de grandes choses, mais tout en eux n'était que bassesse. Ils tombèrent. Le monde respira.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Avant-propos</i>	9
CHAPITRE PREMIER: <i>L'Europe minée</i>	13
CHAPITRE II: <i>La guerre d'un homme</i>	71
CHAPITRE III: <i>L'or du Rhin</i>	119
CHAPITRE IV: <i>Byzance sur l'Allier</i>	155
CHAPITRE V: <i>L'Europe des catacombes</i>	189
CHAPITRE VI: <i>Le siège du continent</i>	225
CHAPITRE VII: <i>Les jardins de Néron</i>	257
CHAPITRE VIII: <i>Justice</i>	297
CHAPITRE IX: <i>Inferno</i>	329

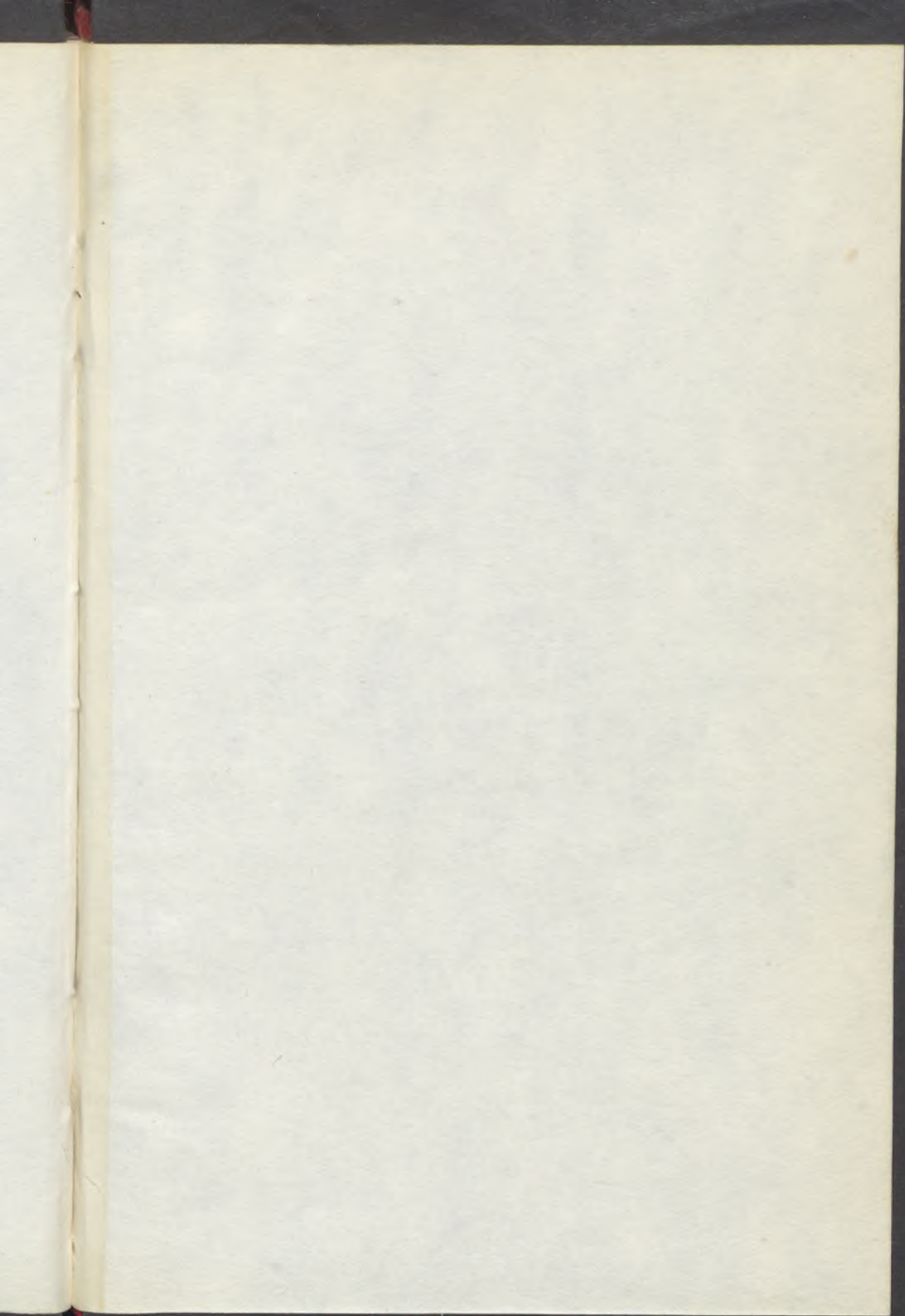


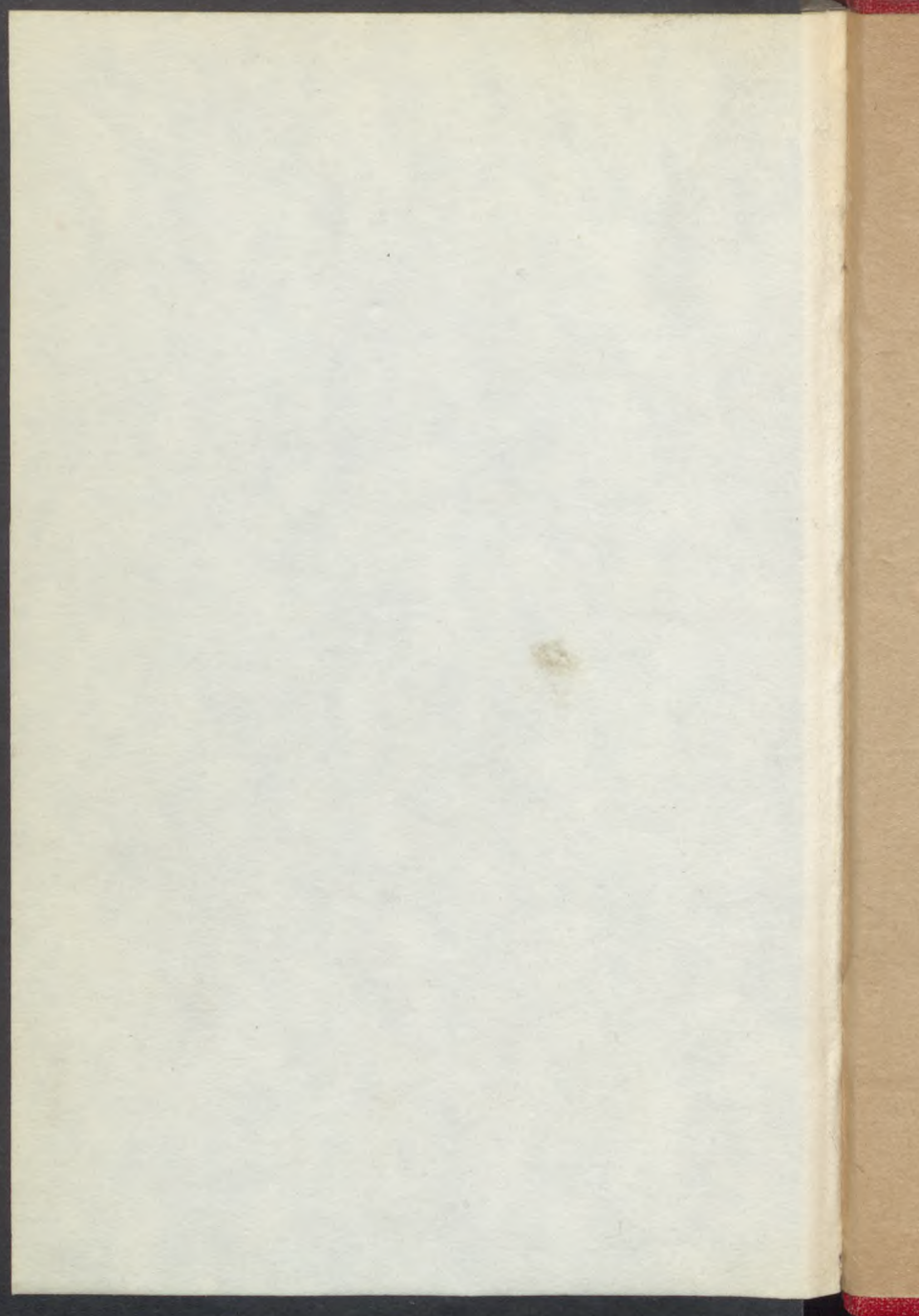
TAFEL DES VERHALTENS

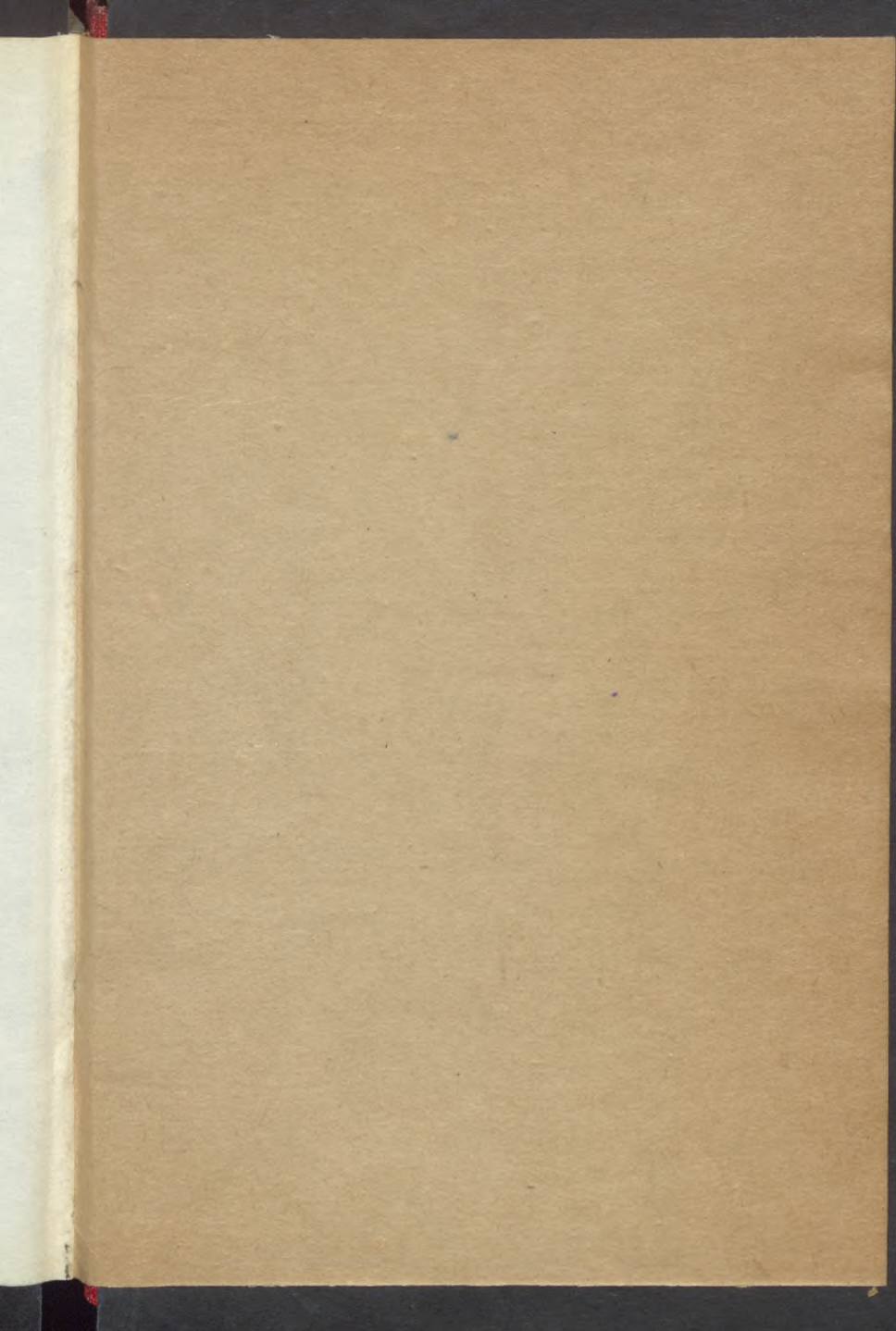
1	Verhalten des Menschen
12	Verhalten des Thieres
13	Verhalten des Menschen
14	Verhalten des Thieres
15	Verhalten des Menschen
16	Verhalten des Thieres
17	Verhalten des Menschen
18	Verhalten des Thieres
19	Verhalten des Menschen
20	Verhalten des Thieres
21	Verhalten des Menschen
22	Verhalten des Thieres
23	Verhalten des Menschen
24	Verhalten des Thieres
25	Verhalten des Menschen
26	Verhalten des Thieres
27	Verhalten des Menschen
28	Verhalten des Thieres
29	Verhalten des Menschen
30	Verhalten des Thieres
31	Verhalten des Menschen
32	Verhalten des Thieres
33	Verhalten des Menschen
34	Verhalten des Thieres
35	Verhalten des Menschen
36	Verhalten des Thieres
37	Verhalten des Menschen
38	Verhalten des Thieres
39	Verhalten des Menschen
40	Verhalten des Thieres
41	Verhalten des Menschen
42	Verhalten des Thieres
43	Verhalten des Menschen
44	Verhalten des Thieres
45	Verhalten des Menschen
46	Verhalten des Thieres
47	Verhalten des Menschen
48	Verhalten des Thieres
49	Verhalten des Menschen
50	Verhalten des Thieres
51	Verhalten des Menschen
52	Verhalten des Thieres
53	Verhalten des Menschen
54	Verhalten des Thieres
55	Verhalten des Menschen
56	Verhalten des Thieres
57	Verhalten des Menschen
58	Verhalten des Thieres
59	Verhalten des Menschen
60	Verhalten des Thieres
61	Verhalten des Menschen
62	Verhalten des Thieres
63	Verhalten des Menschen
64	Verhalten des Thieres
65	Verhalten des Menschen
66	Verhalten des Thieres
67	Verhalten des Menschen
68	Verhalten des Thieres
69	Verhalten des Menschen
70	Verhalten des Thieres
71	Verhalten des Menschen
72	Verhalten des Thieres
73	Verhalten des Menschen
74	Verhalten des Thieres
75	Verhalten des Menschen
76	Verhalten des Thieres
77	Verhalten des Menschen
78	Verhalten des Thieres
79	Verhalten des Menschen
80	Verhalten des Thieres
81	Verhalten des Menschen
82	Verhalten des Thieres
83	Verhalten des Menschen
84	Verhalten des Thieres
85	Verhalten des Menschen
86	Verhalten des Thieres
87	Verhalten des Menschen
88	Verhalten des Thieres
89	Verhalten des Menschen
90	Verhalten des Thieres
91	Verhalten des Menschen
92	Verhalten des Thieres
93	Verhalten des Menschen
94	Verhalten des Thieres
95	Verhalten des Menschen
96	Verhalten des Thieres
97	Verhalten des Menschen
98	Verhalten des Thieres
99	Verhalten des Menschen
100	Verhalten des Thieres

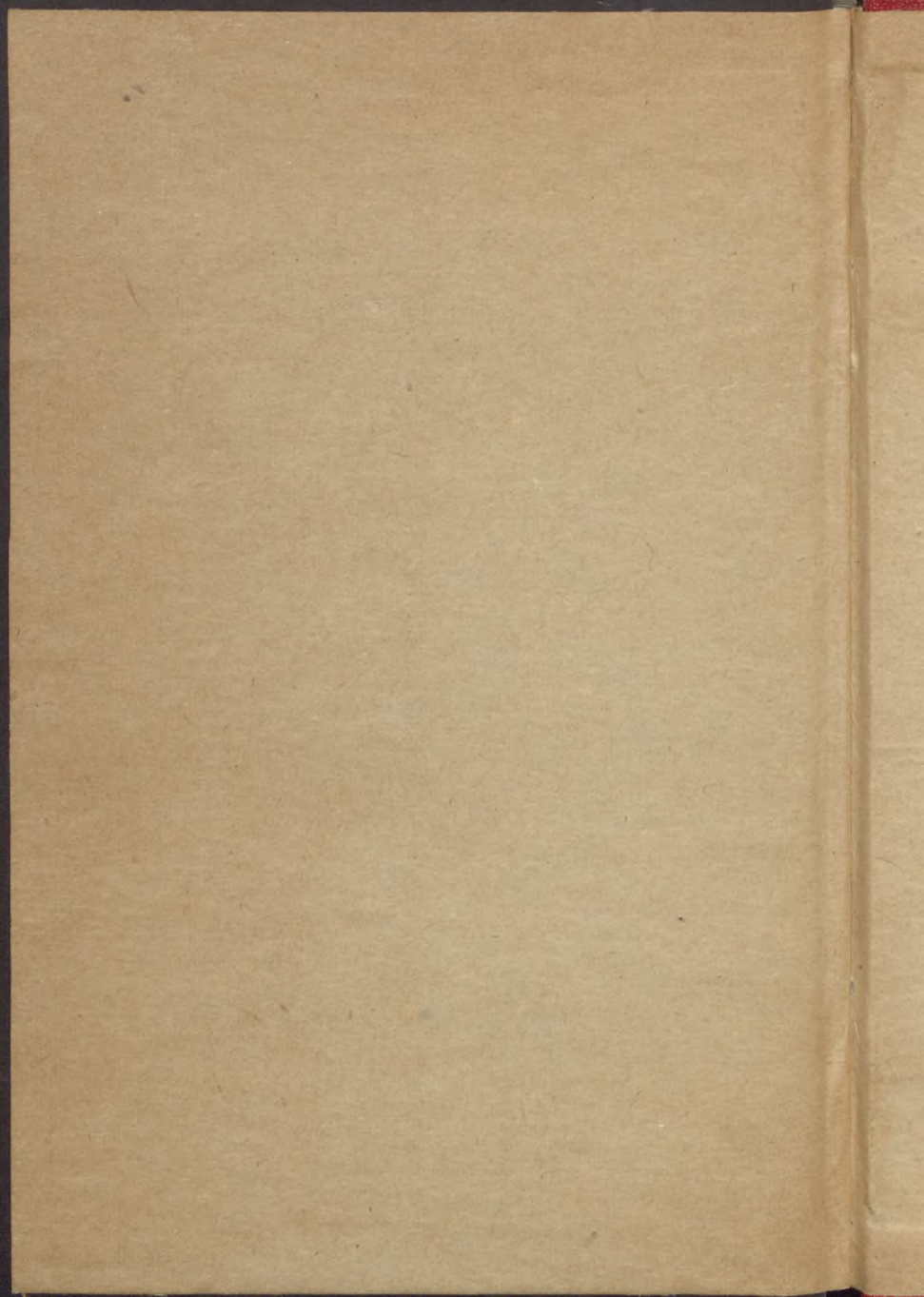
ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE QUINZE NOVEMBRE
MIL NEUF CENT QUARANTE-CINQ
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE CENTRALE S. A.
A NEUCHÂTEL

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY
OF THE
CITY OF LONDON
1871













160206

HEVESY

Les Jardins
de Néron

N.M.